

## LES RELATIONS ENTRE L'ÉLYSÉE ET MATIGNON ET LES PROJETS DE LA MAJORITÉ

### Une leçon de gaullisme

Devant les élèves officiers de Saint-Cyr en casaco et gants blancs, M. François Mitterrand a voulu apparemment donner à M. Chirac une leçon d'orthodoxie gaulliste. Il a réaffirmé la seule stratégie possible pour la France, qu'elle soit nucléaire ou spatiale, consiste depuis un quart de siècle en une dissuasion fondée sur des mécanismes respectant l'indépendance nationale et la liberté de décision de ses responsables politiques.

Pas une fois le chef de l'Etat n'a explicitement évoqué les propos récents de son premier ministre favorables à l'Initiative de défense stratégique (IDS), ce projet américain de bouclier spatial antimissile. Reste que le président de la République a manifesté en tête les déclarations de M. Chirac selon lesquelles la France ne doit pas rester en dehors du programme de « guerre des étoiles ».

Sur ce point précis de l'IDS, M. Mitterrand n'a guère varié d'opinion depuis trois ans : il condamne d'avance les dispositifs de défense qui, à l'instar de ce qui s'était passé il y a des décennies pour les instances militaires intégrées de l'OTAN, entraîneraient la France à s'engager dans des missions et des opérations où elle risque de perdre son âme.

En revanche, le jugement de M. Chirac sur l'IDS est passé par des hauts et par des bas. Par des bas, le 9 avril, avec sa déclaration officielle d'opposition au Parlement, lorsqu'il estimait que le progrès technologique, en faisant apparaître des moyens de défense utilisant l'espace, ne bouleverserait pas pour de longues années encore (et peut-être ne bouleversera jamais) les données fondamentales de la dissuasion nucléaire. Par des hauts, le 23 mai dernier, devant la presse diplomatique à Paris, lorsqu'il confiait que son gouvernement porte sur l'IDS un jugement beaucoup plus positif que l'exécutif précédent et qu'il est tout à fait impensable de rester à l'écart du projet.

Aujourd'hui, une double ironie de l'histoire de la cohabitation sous la V<sup>e</sup> République fait de M. Mitterrand, qui fut longtemps un adversaire de l'arme nucléaire, l'homme de l'héritage gaulliste et de M. Chirac, président du RPR, le thaumaturge d'un programme spatial militaire américain au moment même où le Congrès des Etats-Unis, épris de doute sur l'IDS, rendait à allouer les crédits nécessaires à M. Reagan.

S'agit-il d'une nouvelle guerre de religion entre les deux hommes ? Ce « comae » de la coexistence ne devrait pas envenimer excessivement leurs rapports pour cette bonne raison qu'il existe, dans ce débat stratégique entre la majorité et l'opposition, quelques points d'accord. D'un côté comme de l'autre, on n'interdit pas à l'industrie française de proposer ses services aux entreprises américaines. De même, des socialistes comme des responsables de la droite, à l'UDF par exemple, imaginent parfois que l'Europe, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, pourraient un jour concevoir une défense aérienne commune, élargie à la protection antimissile, à partir de systèmes au sol complémentaires de l'IDS.

(Lire nos informations page 10.)

### M. Chalandon défend les mesures sur la sécurité

M. Albin Chalandon défendait, mercredi 28 mai, devant le conseil des ministres quatre projets de loi relatifs au terrorisme, à la lutte contre la criminalité et la délinquance, à l'application des peines et aux contrôles d'identité (le Monde des 20 et 23 mai). Le garde des sceaux devait commenter ces projets, mercredi après-midi, au cours d'une conférence de presse. Après une période de relative discrétion, M. Chalandon est ainsi amené à clarifier sa position.

### Le réveil du garde des sceaux

On avait beaucoup entendu MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, on va désormais entendre M. Albin Chalandon. Le garde des sceaux rentre enfin dans le jeu, s'essayant à tempérer une partie menée jusqu'ici avec quelque brutalité — de forme et de fond — par le tandem de la place Beauvau. Sur fond de convictions similaires — « être plus dur » en matière de sécurité, résume-t-il simplement, — sa manière n'est pas celle de ses collègues de l'intérieur. Il l'a dit le 25 mai dans le *Journal du dimanche* en les qualifiant de « maximalistes », en s'inquiétant d'une « supermotivation » policière « qui confine à l'arrogance », ou encore en rappelant que, chef de magistrat à vingt-trois ans, il fit

« exécuter des hommes », une expérience qui lui a « laissé des cauchemars pour toute la vie » et qui l'empêche, « pour des raisons morales », d'approuver le retour à la peine de mort.

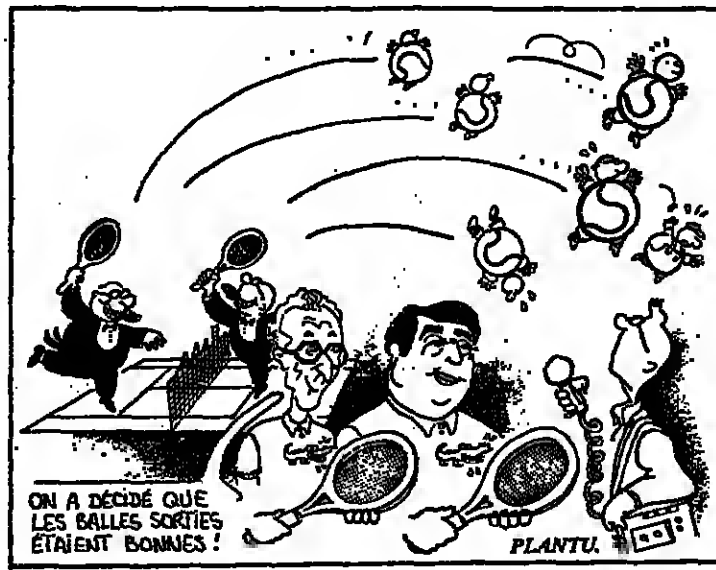
Sur ce point précis, qui exprime d'intimes convictions philosophiques, M. Pasqua adopte un point de vue diamétralement opposé. On devrait donc percevoir la différence. Dès ce mercredi, pendant et après le conseil des ministres consacré aux projets de loi du gouvernement sur la sécurité, c'est M. Chalandon, et nul autre, qui commentera ces textes devant les journalistes.

BERTRAND LEGENDRE et EDWY PIENEL  
(Lire la suite page 11.)

### M. Séguin tance le patronat et veut rassurer les syndicats

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a mis en garde le patronat, le mercredi 28 mai, contre l'« immobilisme » dans la création d'emplois. L'échec du gouvernement, a-t-il estimé, en s'efforçant aussi de rassurer les syndicats, « sonnerait le glas » du libéralisme. M. Gattaz, président du CNPF, a immédiatement répliqué qu'« il n'y a aucun attentisme de la part des chefs d'entreprise ».

(Lire nos informations page 31.)



## La Grande-Bretagne, « pays des extrêmes »

L'inflation la plus haute depuis dix-huit ans, mais une production industrielle encore « molle », des équilibres financiers extérieurs flétris, mais des déséquilibres internes préoccupants : la Grande-Bretagne aborde l'après-pétrole de façon mitigée.

De notre envoyée spéciale

Londres. — M<sup>me</sup> Margaret Thatcher n'a pas su répondre aux défis nés de sa propre politique, un chômage sans précédent et en progression constante ainsi qu'une aggravation des inégalités. Ce constat d'un député conservateur se veut un appel à l'imagination plus qu'un regret nostalgique. Car, au moment où ils se savent entrés dans l'ère de

l'après-pétrole, les Britanniques s'interrogent, au-delà de leur appartenance politique, sur les atouts et les faiblesses accumulés au cours de sept années d'une « gestion de fer ». Une certitude : « Rien ne sera plus comme avant » l'arrivée de l'actuel premier ministre.

Les optimistes font valoir la profonde évolution des mentalités et la renaissance de l'esprit d'entreprise. « Une véritable révolution culturelle pour une vieille nation », souligne un industriel. Pour ne pas être balayés de la scène politique et profiter de l'évidente usure du pouvoir des conservateurs, syndicalistes et travaillistes affirment avoir réfléchi, évolué.

S'ils prônent un minimum de relance pour inverser la tendance

du marché de l'emploi et insuffler un peu plus d'énergie, les membres du labour et a fortiori de l'Alliance des libéraux et sociaux-démocrates se disent avant tout préoccupés par la poursuite de la lutte contre l'inflation et par la nécessaire modération de la hausse des salaires. Compétitivité oblige. Mais quelles que soient les intentions de chacun, il faudra tenir compte d'une réalité parfois mal perçue à l'étranger. Economie « très ouverte et d'une importance moyenne », la Grande-Bretagne est devenue à maints égards le « pays des extrêmes », comme le souligne un diplomate.

La cure draconienne d'austérité, de déreglementation et de privatisation imposée depuis 1979 par les conservateurs au pouvoir a été impitoyable pour les « canards

de l'air » et s'est traduite par une chute de 20 % de la production industrielle, dont le point le plus bas a été atteint en 1981, rappelle M. Bill Robinson, responsable des études économiques de la London Business School. L'hypothèse de départ était de permettre « aux meilleurs de survivre », application économique de la thèse évolutionniste chère à Darwin. Nombreux sont ceux qui estiment aujourd'hui que le pays a ainsi vu disparaître des entreprises vulnérables mais parfaitement viables. L'inquiétude a cessé de croître sur les risques d'une désindustrialisation dangereuse, même si elle semble aujourd'hui pratiquement stoppée.

FRANÇOISE CROUGNEAU.  
(Lire la suite page 34.)

## IL Y A UN AN, LE DRAME DU HEYSEL

### Oublieuse Belgique

Trente-neuf personnes avaient trouvé la mort le 29 mai 1985 dans le stade du Heysel (Bruxelles) lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions Liverpool-Juventus de Turin. Un an après cette flambée de violence qui a conduit la Grande-Bretagne à prendre des mesures exceptionnelles contre les hooligans, les procédures judiciaires traînent en Belgique.

De notre correspondant

Bruxelles. — Le « bloc Z » du stade — lieu de la tragédie — a été pudiquement débaptisé : voilà, en ne caricaturant que très légèrement, le bilan que l'on pourrait tirer de l'action des autorités belges un an après le drame du Heysel. Pour le reste, rien ou si peu. Certes, le mort de trente-neuf spectateurs avait indirectement entraîné la démission du gouvernement. Et celui-ci est sorti renforcé des élections du 13 octobre à la suite d'une campagne électorale mornie où le nom du Heysel ne fut pratiquement jamais prononcé.

M. Martens, le premier ministre, devint l'homme le plus populaire de Belgique, toutes régions confondues, et M. Charles-Ferdinand Nothomb, le ministre

de l'intérieur, reçut de ses électeurs de la province du Luxembourg un satisfecit sans précédent. Il occupa toujours le même poste et cotoie quotidiennement l'autre vice-premier ministre, M. Jean Gol, ministre de la justice, qui, lui, avait voulu démissionner à l'issue de la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire. Ce rapport fut accablant. D'abord, bien entendu, pour les hooligans, mais aussi pour le ministre de l'intérieur, le bourgmestre de Bruxelles, les organisateurs, les responsables de la gendarmerie. Ainsi, le béton des gradins était détérioré depuis longtemps. Ainsi, les tickets du sinistre bloc Z destinés aux amateurs belges — pour éviter les heurts avec les supporters anglais massés à côté — devinrent la possession des tifosi. Ainsi, les pompiers n'étaient pas présents, ainsi le dispositif de gendarmerie à l'intérieur du stade fut totalement inefficace.

Si les sanctions « sportives » tombèrent rapidement à l'encontre des clubs britanniques, mais aussi de la Belgique — qui ne pourra plus accueillir de telles finales avant dix ans, — les sanctions politiques ou administratives, en revanche, ont été inexistantes : tout au plus quelques

mutations, et encore à des niveaux subalternes, au sein de la gendarmerie.

Quant à l'enquête judiciaire, dont l'instruction pourrait être bouclée dans les semaines qui viennent, elle aura aussi entraîné en dépit de l'empressement des autorités britanniques. La justice anglaise ne pouvant juger des citoyens britanniques pour des délits commis hors du territoire national, les hooligans meurtriers du Heysel — une quinzaine d'entre eux auraient été formellement reconnus — devront donc comparaître devant un tribunal belge. Britanniques et Belges se seraient d'ores et déjà mis d'accord sur le motif d'inculpation : « coups volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

L'enquête contre X... ouverte au lendemain du 29 mai 1985 devrait aussi déterminer les responsabilités techniques, administratives et politiques. Ses éventuels résultats ne semblent pas pour le moment inquiéter outre mesure le monde politique et administratif du royaume, et beaucoup estiment ici qu'ils se perdront dans les mêmes méandres que l'enquête parlementaire.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 12 et l'article de FRANCIS CORNU.)

### Berlin et les diplomates

Les Occidentaux étudient une riposte à la décision de la RDA sur la circulation des diplomates.

PAGE 3

### Université de Tunis : retour au calme

Les cours seront prolongés jusqu'en juillet.

PAGE 4

### La ferveur cohabitationniste

L'opinion des Français depuis le 16 mars, par Jérôme Jaffré.

PAGE 7

### Formation des enseignants

Un nouvel appétit pour le perfectionnement.

PAGE 14

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

### Livres de cinéma : Des visages et des vies pour rêver

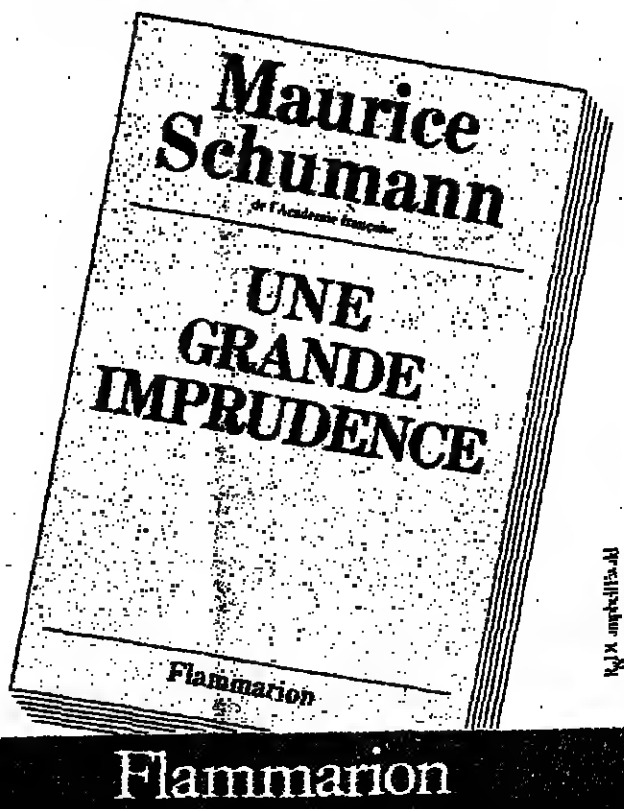
Robert Frank au Centre national de la photographie  
Pages 23 et 24

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 8) • Communication (9) • Société (10 et 11) • Sports (12) • Economie (31 à 35)

Programmes des expositions (25) • Programmes des spectacles (26 à 28) • Radio-télévision (29) • Informations « services » : Météorologie, Mors croisés (29 et 30) • Carnet (30) • Annonces classées (30)

## Maintenir la France.

Un magistrat plaiderait. Jean Cazeneuve, de l'Institut.





هذا من الاجل

# étranger

## AMÉRIQUES

### République dominicaine

## Le candidat du gouvernement reconnaît la victoire de M. Balaguer à l'élection présidentielle du 16 mai

M. Jacobo Majluta, candidat à la présidence du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, au pouvoir), a reconnu le mardi 27 mai que son principal rival, M. Joaquín Balaguer, candidat du Parti réformiste social-chrétien (PRSC), avait remporté l'élection présidentielle du 16 mai. Il a précisé qu'il avait envoyé un message de félicita-

tions à M. Balaguer. Cette prise de position du candidat du PRD met fin à une crise de plus de dix jours, provoquée par la tentative de remise en cause des résultats de l'élection par M. Majluta. Selon un communiqué de la Junte électorale, M. Balaguer a obtenu 41,56 % des voix, et M. Majluta 39,46 %.

## Un demi-siècle de politique

Surprenant exemple de longévité politique ! Avec cette victoire à l'arrivée, le Dr Joaquín Balaguer aura au moins montré que le sort de pouvoir peut conserver son homme. Pourtant, en dehors de ses inconditionnels, rares étaient ceux qui croyaient aux chances de ce frère vieillissant octogénaire, à la santé chancelante, quasiment aveugle, que des mains secourables devaient guider durant sa campagne.

Qui pouvait penser que ce vieux caudillo, déjà usé par douze ans de règne présidentiel, parviendrait un jour à se faire réélire après avoir été remercié sans ménagement en 1978 ? A l'époque, les mises en garde des États-Unis avaient, il est vrai, contribué à faire respecter la volonté populaire.

De la dictature à l'ouverture, le Dr Balaguer incarne un demi-siècle de politique dominicaine. Né en 1906 dans une famille de classe moyenne provinciale, il a grandi dans un milieu traditionnel aux idées conservatrices. Instituteur à Santiago-de-Los-Caballeros, la deuxième ville du pays, il a fait des études de droit couronnées par un titre de docteur auquel il est très attaché.

Renfermé et effacé, poète à ses heures, doué et persévérant, M. Balaguer se fait remarquer par Rafael Leonidas Trujillo, le despote qui s'était emparé du pouvoir en 1930. Pendant trente et un ans, la République dominicaine connaît sous sa férule l'une des dictatures les plus sanglantes des Caraïbes. M. Balaguer en aura été l'un des serviteurs les plus fidèles et les plus zélés. Dans l'ombre du tyran, il aura tout loisir de se familiariser avec les rouages du pouvoir.

En 1936 déjà, cet homme tranquille, mais à l'ambition chevillée au corps, est sous-secrétaire à la présidence avant de devenir ambassadeur, représentant de la République dominicaine auprès de l'ONU et ministre des affaires étrangères. Promu à la vice-présidence en 1957, il accède pour la première fois à la présidence en 1960. Pour Trujillo, toujours à la barre, M. Balaguer représente une « caution démocratique ». Après l'assassinat du tyran, le 31 mai 1961, c'est encore lui qui est chargé d'assurer l'interim à la tête d'une junte civile et militaire.

Pour les États-Unis, ce technocrate anticomuniste apparaît à la fois comme le meilleur garant de la sauvegarde de leurs intérêts et l'homme d'une nécessaire transition. Mais « le petit docteur » ne résistera pas à la flamme de colère populaire six mois après la chute de la dictature. En janvier 1962, sous la pression de la rue, celui qui restait le symbole du trujillisme sans Trujillo sera contraint de prendre le chemin de l'exil aux États-Unis.

Après l'éviction du président Juan Bosch en 1963, le débarquement des « marines » américains et l'écueil du soulèvement constitutionnaliste de 1965, M. Balaguer rentre au pays avec la bénédiction du gouverne-

ment Johnson. A l'époque, déjà, personne n'accordait vraiment une chance à l'ancien collaborateur de Trujillo. Pourtant, avec son nouveau parti réformiste, d'inspiration conservatrice, il remportait l'élection présidentielle de 1966.

Soutenu par Washington, les militaires et l'oligarchie traditionnelle, il avait bien exploité la lassitude d'une population éprouvée par la guerre civile. Son premier souci après son retour au pouvoir sera de modifier la Constitution pour lui permettre de se succéder à lui-même et de rester en place jusqu'en 1978. « On ne change pas ce qui est bon », déclaraient ses partisans, qui le priaient, tous les quatre ans, d'« accepter le sacrifice d'une réélection ».

Comme les précédentes, sa dernière campagne a été relativement discrète. Dans l'atmosphère de grave crise économique et de tension sociale que traverse le pays depuis plusieurs années, il a eu beau jeu de rappeler « les mérites du passé », quand la conjoncture était meilleure et que lui-même était aux affaires. Son ton rassurant a trouvé un écho auprès des classes moyennes et des masses rurales, principales bénéficiaires de sa politique de promotion industrielle et de développement agricole. Se refusant aux « fausses promesses », il s'est inspiré d'une citation de l'écrivain cubain José Martí : « La seule révolution dans l'Amérique latine est celle qui en finisse avec toutes les révolutions ». « Peu programme peut-être, mais un peu court si le Dr Balaguer s'en contente pour éviter la répétition des émeutes de la faim de 1984 suscitée par la politique d'austérité du FMI.

Soucieux de faire peau neuve, le parti réformiste a adopté l'étiquette chrétienne social en 1984 et s'est rapproché de la démocratie chrétienne internationale. Pour calmer les craintes suscitées par son âge, M. Balaguer a choisi un jeune collègue pour la vice-présidence, M. Carlos Morales. Ancien cadre de la puissante compagnie Gulf and Western, ce dernier est bien en cour à Washington, comme l'a toujours été M. Balaguer. En rappelant le « vieux homme » à la présidence de la République, les Dominicains ont sans doute été sensibles à sa promesse de ramener « l'ordre et la paix », oubliant peut-être les méthodes autoritaires qu'il affectionnait lorsqu'il était au pouvoir.



Dessin de SZLAKMANN.

### Chili

## La marine et l'aviation sont en désaccord avec la ligne « dure » du gouvernement

### Correspondance

Santiago-du-Chili. — Le général Pinochet a repris l'initiative à la faveur des atermoiements de l'opposition. Celle-ci reste divisée et hésitante sur la stratégie et n'a pas su mettre à profit, en début d'année, l'effervescence sociale qui se manifeste sans discontinuer depuis la levée de l'état de siège en juin 1985.

Le gouvernement a donc occupé le terrain : depuis un mois, le contingent patrouille systématiquement dans les quartiers populaires de Santiago, et, selon la commission des droits de l'homme, trente-trois personnes ont été perquisitionnées et cent mille personnes contrôlées au cours de ces opérations. Les manifestations de l'opposition sont désormais réprimées dans le sang. L'Église catholique n'a pas été épargnée par l'offensive gouvernementale. Le cardinal-archevêque de Santiago et le porte-parole du gou-

vernement ont échangé des déclarations très vives à propos des perquisitions effectuées dans les quartiers populaires. Les autorités ecclésiastiques ont demandé qu'il y soit mis fin, et ont dénoncé leur caractère dégradant pour la dignité humaine. Mais le plus grave a été l'arrestation de deux fonctionnaires laïcs du Vicariat de la solidarité, un médiateur et un avocat, accusés de protection de malfaiteurs et de complicité dans une action terroriste. Ils avaient facilité l'hospitalisation dans une clinique privée d'un jeune militant du Front patriotique Manuel Rodríguez (proche du PC), blessé par balle au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre.

Le durcissement du régime semble n'être à un plan d'ensemble du général Pinochet et de ses fidèles au sein du gouvernement et de l'armée de terre. Toutefois, cette orientation est loin d'assurer la cohésion des forces armées. Le désaccord de la marine et de l'aviation est de notoriété publique. Toutes sortes de rumeurs circulent actuellement dans les milieux politiques. La presse d'opposition s'est fait l'écho de celle selon laquelle le chef de l'armée de terre préparerait une mesure de force, visant à placer directement sous son autorité l'aviation et le corps des carabiniers. Le général Mattei, commandant en chef de la force aérienne, a prudemment redressé ses appareils les plus modernes des bases de Santiago, pour les concentrer à Punta Arenas, dans le sud du pays.

### Haïti

● Démission en bloc du personnel de la télévision haïtienne. — Les cent quatre-vingt employés de la télévision nationale d'Haïti (TNH), en grève depuis vendredi, ont annoncé, mardi 27 mai, qu'ils démissionnaient en bloc par solidarité avec leur directeur, M. Desir, qui a remis sa démission pour protester contre les « pressions directes et indirectes » exercées, selon lui, sur la diffusion des informations par les autorités. Plusieurs associations de journalistes, des partis politiques, ainsi que la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH, syndicats indépendant) ont apporté leur soutien à M. Desir. — (AFP)

## EUROPE

### URSS

## La lutte va être renforcée contre la corruption et autres « revenus mal acquis »

### De notre correspondant

Moscou. — Un an après les mesures prises contre l'alcoolisme, les autorités s'en prennent aux « revenus mal acquis ». La Pravda de ce mercredi 28 mai publie en première page une résolution du Comité central et un décret du Soviet suprême aggravant les peines prévues pour tous les « crimes économiques », des plus véniels aux plus graves, les vols, les abus de pouvoir, les détournements de biens d'Etat, la spéculation, la corruption, l'abus de fonction et les activités illégitimes. La corruption passive, les fonctionnaires pour des démeurs valant jusqu'à quinze ans de prison. Des condamnations à mort seront prononcées s'il existe des « circonstances aggravantes ».

Dans un registre plus mineur, l'utilisation de voitures officielles comme taxis « au noir » — une pratique extrêmement répandue à Moscou — sera passible d'amendes allant de cent à deux cents roubles. Des peines identiques sont prévues pour ceux qui nourrissent de pain leur bétail et leurs volailles. Ce n'est pas la première fois qu'on dénonce les achats massifs de pain — un produit subventionné vendu au tiers ou à la moitié de son coût — par ceux qui élèvent un porc ou des poules sur leur lopin individuel. Jusqu'ici, il s'agissait simplement d'une réprimande morale au nom des valeurs symbolisées par le pain. Désormais, celle-ci sera assortie d'une amende. Le paradoxe veut que l'on prévienne en même temps de lever « certaines restrictions concernant le nombre

et les espèces d'animaux » qui peuvent être engraisés sur les parcelles privées.

Les « petits détournements » de biens d'Etat qui font partie de la vie quotidienne des Soviétiques seront enfin frappés d'amende allant de vingt à cent roubles. Toutes ces mesures prendront effet le 1<sup>er</sup> juin prochain.

### Au noir

La corruption et les trafics en tout genre font partie du paysage soviétique à un point qu'on a du mal à imaginer en Occident. Certains produits sont introuvables ailleurs qu'au marché noir. Peu de Soviétiques s'adressent par exemple à l'organisme officiel chargé de la réfection des appartements. Il y a toujours quelqu'un qui connaît un peintre ou un maçon — lesquels appartiennent peut-être à cet organisme — qui viendra effectuer « au noir » les travaux nécessaires avec des matériaux volés dans les entrepôts d'Etat.

Cela explique sans doute qu'il soit pratiquement impossible en URSS d'acheter de la peinture ou de la moquette de bonne qualité dans les magasins. Tout passe par d'autres canaux. Une plaisanterie archi-connue veut que l'Etat soviétique soit le plus riche du monde puisque, bien qu'on ne cesse de le piller depuis la Révolution, il reste toujours quelque chose à voler...

Des articles « théoriques » avaient ces derniers mois préparé le terrain. Il faut créer des conditions insupportables pour ceux qui vivent des revenus ne provenant pas du travail. Leur impunité démoralise les gens, mine leur foi dans la justice sociale, écrivait le 17 avril dernier dans les Izvestia

M. Zaslavskaja, une économiste réputée appartenant à la section sibérienne de l'Académie des sciences.

Les condamnations pour crimes économiques sont allées bon train depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir. Deux responsables de Rostov-sur-le-Don ont ainsi été condamnés à mort au début de février, et plusieurs autres, dont trois hauts fonctionnaires du ministère du Commerce de la Fédération de Russie, à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison. Ils revenaient au marché noir, au double du prix officiel, la viande, le beurre et le thé qu'ils auraient dû proposer dans les magasins d'Etat. Le premier, secrétaire du parti à Rostov-sur-le-Don, et leur principal accusateur, était, au moment de leur arrestation, en juillet 1984, M. Alexandre Vlassov, qui a été promu en janvier dernier ministre de l'Intérieur.

M. Chevrened, qui avait fait ses preuves contre les trafiquants dans la Géorgie natale, a également été promu à la tête d'un peu d'ordre dans la diplomatie soviétique. Il avait fait savoir que les bagages des diplomates soviétiques qui rentraient à Moscou seraient désormais fouillés comme ceux des autres voyageurs. M. Piotr Abrassimov, ambassadeur à Tokyo depuis février 1985 et membre du comité central, ne l'avait pas cru lorsqu'il s'était rendu à Moscou pour assister en février dernier au XXVIII congrès du Parti communiste. Mais lui en avait pris. Trouvé porteur d'une quantité jugée excessive de magnétoscopes et de cassettes vidéo japonaises, M. Abrassimov n'a pas retrouvé son poste d'ambassadeur et a été mis à la retraite...

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Le centre Simon-Wiesenthal demande à consulter les archives françaises sur M. Kurt Waldheim

Le centre Simon-Wiesenthal, dont le siège est à Los Angeles, a demandé au gouvernement français des documents dont il pense qu'ils pourraient apporter des éléments nouveaux sur le passé de M. Kurt Waldheim. Des représentants du centre ont rencontré, à cette fin, le mardi 27 mai à Paris, M. Jean-Pierre Lafon, conseiller du premier ministre, membre de la cellule affaires étrangères à Matignon.

Le porte-parole du centre, M. Cooper, a précisé qu'il avait découvert la photocopie de la couverture d'un dossier portant le nom de Waldheim et daté de 1979, qui selon lui se trouve dans les archives du gouvernement militaire français de Berlin. « La date », a déclaré M. Cooper, « semble indiquer qu'un membre du gouvernement français était au courant des activités passées de M. Waldheim, au moment où il était secrétaire général de l'ONU. »

Le centre Simon-Wiesenthal a, d'autre part, lancé aux États-Unis une vaste campagne de cartes postales à envoyer au président Reagan pour demander que M. Waldheim soit interdit de séjour sur le territoire américain.

## Une étonnante prise de position de la Pologne

A Varsovie, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a rendu hommage à M. Waldheim. Interrogé sur cette affaire lors de sa conférence de presse hebdomadaire, M. Urban a déclaré : « La Pologne ne sait rien du passé de M. Waldheim. Dans notre mémoire, il a été un remarquable secrétaire général de l'ONU. La Pologne traitera avec respect le président élu de l'Australie et elle le respectera comme partenaire. »

Dans les milieux diplomatiques occidentaux de Varsovie, on s'est déclaré surpris par cette réaction de la Pologne, qui rompt le silence observé par les pays de l'Est vis-à-vis de cette affaire. « Cette prise

### Finlande

● Disparition d'un journaliste soviétique. — Un correspondant de l'agence de presse soviétique Tass en Finlande depuis six ans a disparu, a annoncé, le mardi 27 mai, la police finlandaise. Le journaliste, qui représentait l'information, fait état d'un passage à l'Ouest de M. Raivo Ojassari, trente-neuf ans, en compagnie de sa femme et de ses deux enfants, et laisse entendre que le journaliste, d'origine estonienne, a trouvé refuge au Sud. — (AFP)

# Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-86-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Worms.  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Correspondant en chef : Claude Salas.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montevideo, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

ÉTRANGER (par mandat postal)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
399 F 762 F 1 069 F 1 300 F

II. — SUISSE, TUNISIE  
584 F 972 F 1 484 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : notification de nouveaux adresses (deux semaines au plus) ; les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ, joindre la dernière bande d'envoi à leur correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'ordre aux seuls propriéaires ou capitaines d'imprimeries.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437  
ISSN : 0955-2035

## PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 MA ; Tunisie, 400 MA ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 100 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 120 lit. ; Japon, 120 yen ; Liban, 1 700 L ; Libye, 6 000 LI ; Luxembourg, 32 F ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 21 F ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 328 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S ; USA, 1,25 \$ ; USA (Direct Com.), 1,20 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques  
Baccalauréat (séries A, B, C, D.)  
Admission dès 10 ans. Internat et externat.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.  
Statut officiel de Lycée à l'étranger.

ecole  
**lémania**  
lausanne

3, ch. de Prévôt, Tél. 19-41/21/20 15 01, Tél. 26600



## DIPLOMATIE

### M. Reagan accepte de respecter l'accord SALT-2 pour quelque temps encore

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis continueront pour l'instant de respecter les plafonds fixés par le traité SALT-2 sur la limitation des armements nucléaires stratégiques, a annoncé, mardi 27 mai, la Maison Blanche. Cette décision ne préjuge cependant en rien, a-t-il été souligné, de ce que sera la position américaine dans les mois à venir, car Washington ne fera maintenant dépendre d'un changement radical de l'attitude soviétique.

Les Etats-Unis considèrent en effet que l'URSS viole les dispositions du traité SALT-2, comme elle le ferait de plusieurs autres accords de contrôle des armements. Ce traité SALT-2, signé en 1979, n'a jamais été ratifié, mais les deux superpuissances le reconnaissent jusqu'à présent comme contraignant.

Périodiquement le problème de SALT-2 est soulevé à Washington en opposition, dans de terribles luttes de couloirs, ceux pour lesquels le contrôle des armements ne serait qu'une duperie uniquement profitable à Moscou à ceux qui soutiennent que, tricheries soviétiques ou pas, les freins mis au surarmement et la poursuite d'un dialogue en ce domaine valent mieux que rien.

Jusqu'à présent, et cette fois-ci encore, M. Reagan n'a toujours finalement donné raison aux seconds (le département d'Etat) contre les premiers (le cabinet civil du Pentagone), dont les arguments sont pour- tant plus proches de ses convictions personnelles. Son souci est, apparemment, de ne pas commettre la même maladresse politique — prendre l'initiative d'une rupture spectaculaire — qu'avait commise les Soviétiques, fin 1983, dans l'affaire des euromissiles.

Le Kremlin s'était alors donné le mauvais rôle vis-à-vis des opinions publiques, et M. Reagan avait assez bien su utiliser cet avantage dans sa campagne présidentielle pour ne pas offrir le même à M. Gorbachev dans la constante entreprise de charme que l'URSS mène pour se concilier l'Europe occidentale.

Après plusieurs semaines de vaine hésitation, le président américain s'est, en conséquence, résolu à faire démanteler deux sous-marins armés chacun de 16 missiles Poséidon, pour compenser la mise en service d'un nouveau sous-marin, le Nevada, porteur de 24 missiles Trident. La limite de 1 200 missiles fixée par SALT-2 est ainsi respectée, puisque les Etats-Unis se retrouvent avec un total de 1 190 missiles — au lieu de 1 198 jusqu'à mardi et 1 222 si ces deux démantèlements n'avaient pas été décidés.

Le communiqué qu'a fait diffuser M. Reagan indique pourtant qu'il n'a pas dit que les Soviétiques fassent des « par construction » vers le respect du traité, il apportera une « réponse appropriée » aux violations dont il les accuse en faisant poursuivre le déploiement des bombardiers B-52 armés de missiles de

croisière. Cent dix de ces bombardiers avaient été mis en service au 1<sup>er</sup> janvier dernier. Lorsqu'on en arrivera, à la fin de cette année, au cent trente et un, les Etats-Unis ne respectent plus SALT-2, car le traité interdit également de dépasser un plafond de 1 320 missiles et bombardiers confondus.

Il est vrai que, à ce moment-là, deux autres sous-marins seront candidats au démantèlement, sous peine d'une modernisation obligatoire dont le coût prohibitif a déjà été invoqué mardi — en ces temps de lutte contre le déficit budgétaire — comme raison de la décision présidentielle. Si la même volonté politique qui a encore prévalu cette semaine existe toujours dans six mois, M. Reagan pourra donc se donner à nouveau les gants de la fermeté tout en optant pour la souplesse et cela jusqu'en 1988, année de la prochaine élection présidentielle et de la mise en service d'un nouveau sous-marin.

Pour l'heure, le porte-parole de la Maison Blanche a estimé que les Etats-Unis ne pourraient « continuer à respecter unilatéralement » un traité « faiblement biaisé » par l'URSS. Il a ajouté que la décision de s'y tenir pour quelques mois encore avait été prise en tenant compte de l'avis de M. Reagan d'avoir de nouveaux entretiens avec M. Gorbachev avant Noël — et après les élections parlementaires de novembre.

BERNARD GUETTA.

### Les Occidentaux étudient une riposte aux mesures affectant la libre circulation des diplomates à Berlin

Les ministres des affaires étrangères des trois puissances occidentales (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) doivent discuter, ce mercredi 28 mai, d'une riposte de l'OTAN à Halifax (Canada), de la « réponse appropriée » à donner à la décision de la RDA de modifier la circulation des diplomates entre les parties orientale et occidentale de Berlin.

Depuis lundi, en effet, les diplomates en poste à Berlin sont supposés présenter leur passeport aux points de passage entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, et non plus la simple carte d'accréditation délivrée par les autorités est-allemandes (le Monde du 28 mai). Cette nouvelle formalité peut apparaître comme un détail, mais elle a, en fait, comme tout ce qui touche à la circulation et aux relations entre les deux parties de la ville, une portée juridique et symbolique considérable, et elle équivaut à une remise en cause du statut très particulier de Berlin.

La ville est divisée en quatre secteurs d'occupation (la zone d'occupation soviétique comprenant Berlin-Est, les secteurs américain, français et britannique, Berlin-Ouest), et l'accord quadripartite qui la régit, prévoit la libre circulation des diplomates sur ces quatre secteurs. Exiger d'eux la présentation d'un passeport, c'est faire reconnaître de facto le mur comme une frontière nationale, ce qu'il n'est pas, et cela participe de la volonté constante des autorités est-allemandes de faire reconnaître Berlin-Est comme la capitale à part entière d'un Etat à part entière.

C'est pour cette raison que les représentations des puissances alliées se sont émus et se livrent depuis lundi à des consultations incessantes. Elles ont également pris contact avec les autorités soviétiques à Berlin-Est (les autorités est-allemandes ne constituant pas juridiquement pour elles un partenaire). Le Foreign Office a protesté mardi à Londres contre cette « violation du droit de libre passage », et M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré, à Washington, que « la libre circulation des diplomates demeure la procédure normale ». Les ambassades occiden-

tales à Berlin-Est ont, pour la plupart, refusé de se soumettre.

Contrairement à une rumeur qui prêtait aux alliés occidentaux l'intention de menacer de rompre leurs relations diplomatiques avec la RDA, il semble que le climat soit seulement pour l'instant à l'expectative. On fait remarquer au gouvernement militaire français de Berlin que, jusqu'à ce jour, les garde-frontières n'ont pas refoulé de diplomate américain, français ou britannique se présentant sans passeport, se bornant à des mises en garde pour « la prochaine fois ». Des membres de la représentation permanente de la République fédérale se sont, en revanche, vu interdire le passage, de même que d'autres diplomates occi-

dentaux. L'affaire complique considérablement la vie quotidienne de certains : ceux, par exemple, dont les enfants, âgés de plus de quatorze ans (affectés par la mesure) et qui vont au lycée à Berlin-Ouest, doivent depuis lundi faire un détour de 150 kilomètres pour passer par la RDA, la mesure ne s'appliquant qu'aux points de passage entre les deux parties de la ville.

Quant au ministère des affaires étrangères est-allemand, il se borne à rappeler que les Occidentaux, après l'attentat perpétré en avril dans une discothèque de Berlin-Ouest, avaient invité la RDA à renforcer ses contrôles antiterroristes. En somme, vous voulez des contrôles, en voilà !

C. T.

### MALGRÉ L'ÉCHEC DE LA CONFÉRENCE DE BERNE

#### Moscou autorise 119 personnes à rejoindre leur famille aux Etats-Unis

L'URSS a informé les Etats-Unis de son intention d'autoriser cent dix-neuf personnes à quitter l'Union soviétique et à rejoindre des membres de leur famille aux Etats-Unis, a annoncé, le mardi 27 mai, le département d'Etat.

Dans un communiqué, le département d'Etat fait savoir que les Etats-Unis « accueillent favorablement » cette décision et relève que, si ces cent dix-neuf personnes peuvent effectivement partir, ce sera la première fois que l'URSS résoudrait en une seule fois un nombre aussi important de cas figurant sur les « listes de représentation » que Washington soumet à Moscou depuis près de trente ans.

Les Etats-Unis considèrent l'annonce soviétique comme « un pas positif qui contribuera à améliorer l'atmosphère des relations [américano-soviétiques] et facilitera les efforts pour poursuivre les progrès entamés au sommet de Genève l'an dernier », poursuit le communiqué.

Le gouvernement soviétique, a dit un porte-parole à Washington, a donné les noms de trente-six familles figurant sur la « liste de représentation » américaine et qui seront autorisées à se rendre aux Etats-Unis. Cent dix-sept personnes sont concernées par ces trente-six cas, auxquels s'ajoutent deux autres cas en voie de solution : celui de la conjointe d'un citoyen américain et d'une personne ayant la double nationalité.

L'annonce soviétique est intervenue à l'issue de la réunion des experts des trente-cinq pays de la CSCE sur les contacts humains, qui s'est achevée mardi sur un échec, les Etats-Unis s'étant opposés au projet de document présenté par les pays neutres et non alignés (le Monde du 28 mai). Ce refus a donné lieu à une vive polémique soviéto-américaine. M. Novak, chef de la délégation des Etats-Unis, a justifié l'attitude de son gouvernement en déclarant : « Le défi du processus d'Helsinki ne réside pas dans la production de nouveaux documents, mais dans la mise en application de ce qui est décidé ». A ses yeux, l'esprit d'Helsinki est de moins en moins respecté, et, dans ce contexte,

le document présenté par les neutres et les non-alignés était « trop mince et comportait des trous qui ne peuvent que porter préjudice à l'application ».

M. Novak a toutefois reconnu que la décision de dernière minute de son pays avait provoqué des tensions, particulièrement avec l'Allemagne fédérale, qui considérait sous l'angle le plus positif l'accord proposé. Il a déclaré que le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, avait téléphoné spécialement lundi soir à Ankara, où il est en visite officielle, à M. Shultz, secrétaire d'Etat, pour lui demander de revoir la position de Washington. M. Shultz n'en est pas moins arrivé à la même conclusion, a dit M. Novak.

Pour leur part, les Soviétiques ont aussitôt exploité le mécontentement des délégations occidentales. M. Kaeblev, chef de la délégation de l'URSS à la conférence de Berne, a déclaré à l'AFP : « Nous avons été très surpris, d'autant que les Américains n'avaient soulevé aucune objection à ce texte (des neutres) et que les pays de l'OTAN y étaient favorables. La décision était peut-être planifiée de longue date. Nous pensons que les Etats-Unis cherchent à tuer le processus d'Helsinki, après les échecs successifs d'Ottawa, de Budapest et de Berne. (...) Ils veulent empêcher l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest de coopérer plus étroitement » et (...) « ne sont pas prêts pour la philosophie moderne, celle qui nous invite à vivre ensemble ».

Le champion d'échecs soviétique Boris Goukko autorisé à émigrer en Israël. — Après sept ans d'efforts, le grand maître Boris Goukko, ancien champion national d'échecs d'URSS, ainsi que sa femme Anna et son fils David, ont obtenu des visas de sortie pour Israël et ils s'apprêtent à partir le jeudi 29 mai pour Vienne. En revanche, la sœur de Boris Goukko, Bella, et son mari, qui tentent d'émigrer depuis treize ans, n'ont pas reçu l'autorisation de quitter l'URSS. — (AFP, Reuter.)

## ASIE

### Japon

#### L'« ère post-Nakasone » est-elle ouverte ?

De notre correspondant

Tokyo. — C'est de haute lutte que M. Nakasone a obtenu l'accord du Parti libéral démocrate (PLD) pour organiser, au début de juillet, des élections générales anticipées, qui auront lieu en même temps que celles pour le renouvellement de la Chambre haute (le Monde du 28 mai). Ce qui peut passer pour une victoire du premier ministre — depuis plusieurs mois, il avait annoncé son intention de tenir cette double consultation avant l'expiration de son mandat — ne paraît toutefois qu'un combat d'arrière-garde dans lequel M. Nakasone joue sa survie politique, non pas en tant que chef du gouvernement, mais au sein même de son parti.

Jusqu'au sommet de Tokyo, M. Nakasone nourrissait l'espoir, s'il parvenait à conduire le PLD à une victoire électorale — ce qui n'avait pas été le cas en 1983, — d'obtenir une prolongation de son mandat. Les déboires du Japon lors du sommet (ni en matière de terrorisme ni sur la stabilisation des monnaies, les Japonais n'ont réussi à faire prévaloir leurs vues) puis la flambée du yen ces dernières semaines ont ruiné les ambitions du premier ministre. A tort ou à raison, tant dans les milieux politiques qu'aux yeux des éditorialistes, M. Nakasone passe pour le responsable de l'échec japonais au sommet. On lui reproche notamment, en ce qui concerne le yen, d'avoir été « manipulé » par les Américains.

Ph. P.

Depuis le début de mai, la bataille de la succession au sein du PLD est féroce. Les ministres parlent ouvertement de l'ère post-Nakasone, et le chef du gouvernement lui-même a dû déclarer à plusieurs reprises, comme il l'a fait à nouveau lundi dernier, qu'il se retirerait à l'expiration de son mandat, le 30 octobre prochain. Cela étant, tous les efforts de M. Nakasone consistent désormais à se ménager une sortie honorable, c'est-à-dire qui lui permette, ainsi qu'à son groupe, de conserver une position d'arbitre dans le processus de sa succession.

Au cours des deux dernières semaines, deux facteurs ont fait pencher la balance en faveur de la double consultation. Bon nombre de députés avaient déjà commencé à faire campagne, un engagement des dépenses importantes. La jeune génération voyait, d'autre part, se dessiner le risque, en cas de tension de plus en plus marquée entre les clans du PLD, d'un arbitrage des chefs de faction sur la succession de M. Nakasone. Celui-ci a profité des aspirations de la nouvelle génération mais n'a obtenu l'accord des chefs de clan qu'à la condition qu'il renonce au pouvoir à l'expiration de son mandat.

M. Nakasone espère sans doute toujours qu'il favorisera une victoire nette de son parti il pourra obtenir une prolongation de son mandat. Mais il manœuvrera surtout, dans l'immédiat, pour conserver son influence au sein du PLD.

Prochaines discussions sur les bases américaines en Espagne. — Les négociations sur la réduction de la présence militaire américaine en Espagne commenceront le 10 juillet à Madrid, a annoncé, le mardi 27 mai, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, à l'issue d'une rencontre avec son collègue espagnol, M. Francisco Fernandez. Les conversations doivent porter sur le renouvellement de l'accord sur les quatre bases américaines établies en Espagne et qui vient à échéance en 1988. Madrid souhaite une réduction des effectifs militaires américains qui y sont stationnés. — (AFP.)

### « Je peux être votre interprète », a dit le président Mitterrand à M<sup>me</sup> Bonner

M<sup>me</sup> Elena Bonner, épouse de l'académicien soviétique Andreï Sakharov, a été reçue pendant une demi-heure mardi soir 27 mai par le président Mitterrand, qui l'a assurée de son soutien dans les efforts qu'elle déploie afin d'obtenir la liberté pour son mari, en exil intérieur à Gorki.

Selon un porte-parole de l'Elysée, M. Mitterrand a exprimé son admiration pour le courage d'Andreï Sakharov, et de son épouse. « Dites-lui, a-t-il ajouté, que je suis de ceux qui ne l'oublieront jamais. Vous êtes quelqu'un qu'on n'oublie pas. N'hésitez pas à me saisir. Je peux être votre interprète ».

Le chef de l'Etat, qui doit se rendre en visite officielle en URSS dans la première quinzaine de juillet, n'a pas donné toutefois de précisions sur les éventuelles initiatives qu'il pourrait prendre en faveur d'Andreï Sakharov. On sait qu'il avait évoqué le cas de l'académicien en termes explicites dans le discours qu'il avait prononcé au Kremlin lors de sa dernière visite à Moscou en juin 1984.

M<sup>me</sup> Bonner a également été reçue mardi par diverses personnalités françaises, notamment par M. Raymond Barre, par le président du Sénat, M. Alain Fohry, et par le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas. A l'issue de l'entretien, ce dernier a déclaré que diverses actions communes avaient été envisagées, « destinées à faire en sorte qu'Andreï Sakharov ne soit pas oublié ». M. Chaban-Delmas a seulement précisé que ces actions porteraient sur l'opinion publique, « qui doit rester alertée ».

Très fatiguée, M<sup>me</sup> Elena Bonner a répondu à se rendre comme prévu à Oslo, où elle devait rencontrer le premier ministre norvégien. Elle s'apprêtait donc à quitter Paris mercredi après-midi directement pour Londres, où elle aura un entretien avec M<sup>me</sup> Margaret Thatcher. Elle sera ensuite reçue à Rome par le président de la République italienne, M. Cossiga, et repassera à Moscou le 2 juin. M<sup>me</sup> Bonner a indiqué qu'elle avait eu une conversation téléphonique le 15 mai avec son mari, qui lui a dit être en bonne santé et attendre son retour.

### Nomination de deux ambassadeurs

#### M. DU CAUZÉ DE NAZELLE AUPRÈS DE L'ONU A GENÈVE

M. Xavier du Cauzé de Nazelle a été nommé ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève, en remplacement de M. Yves Pagniez, a-t-on annoncé mardi 27 mai au Quai d'Orsay.

[Né en 1926, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA (promotion 1951), M. du Cauzé de Nazelle a été en poste à Londres, Berne, Berlin (notamment comme ambassadeur en 1981 et 1982), Bonn (1965-1969) et Moscou (comme ministre conseiller de 1971 à 1974). Il a été aussi pendant quelques mois conseiller technique à l'Elysée au début de la présidence Pompidou en 1969, et directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay de 1977 à 1980. Depuis 1982, il était chargé de mission pour les relations internationales à la Croix-Rouge française.]

#### M. JACQUES LE CHARTIER DE SÉDOUY A MEXICO

M. Jacques Le Chartier de Sedouy est nommé ambassadeur à Mexico en remplacement de M. Bernard Bochet, a annoncé lundi 26 mai le ministère des affaires étrangères.

[Né le 18 novembre 1935, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. Le Chartier de Sedouy est entré à l'administration centrale (Europe) en 1962. Il a ensuite été en poste à Mexico, puis est revenu à l'administration centrale (affaires économiques et financières) en 1968. En 1972, il a été détaché comme directeur chargé des négociations et accords dans la société Azote et produits chimiques, puis, en 1973, auprès de la Commission des Communautés européennes. Après avoir été affecté à Téhéran (1976-1978), il est revenu aux affaires économiques et financières, comme chef de service à partir de 1979, puis a été nommé ambassadeur à Amman en décembre 1981.]

## Océanie

### Australie

#### Greenpeace contre le « massacre des kangourous »

Londres. — L'organisation écologiste Greenpeace a appelé, le mardi 27 mai, les Etats membres de la CEE à boycotter les importations de viande et de peaux résultant du « massacre des kangourous » en Australie.

Dans un communiqué publié à Londres, Greenpeace affirme que les quotas d'abattage établis par les autorités australiennes sont largement dépassés chaque année.

En 1985, 1,8 million de kangourous ont été tués, soit 80 000 de plus que les quotas autorisés, selon Greenpeace, qui proteste contre l'action « irres-

ponsable » du gouvernement australien, chargé par ailleurs de la conservation de la faune. Les autorités de Canberra ont porté à 2,6 millions de têtes le chiffre admissible pour l'année 1986.

En 1984-1985, les Etats membres de la CEE ont augmenté de 70 % leurs importations de peaux et de viande de kangourou, qui entrent dans la composition d'aliments pour animaux. Les principaux pays importateurs sont l'Italie, la RFA, la Grande-Bretagne et la France. — (AFP.)

Jean GENET



Un captif amoureux

GALLIMARD nrf



هكذا من الواجب

# AFRIQUE

## Tunisie

### La situation est normalisée à l'université

(De notre correspondant.)

Tunis. — Après plusieurs semaines de tension, le calme est revenu complètement à l'université de Tunis. L'année, qui menaçait d'être « blanche », paraît désormais sauvée. Pour combler le retard accumulé par les grèves, qui se sont multipliées, les autorités ont décidé de prolonger les cours jusqu'en juillet, de supprimer la session de juin des examens et de regrouper les deux sessions annuelles en septembre et octobre.

L'agitation dans les différents établissements universitaires, souvent entretenue par les groupes extrémistes, n'avait pratiquement cessé depuis le début de cette année. Mais la mort d'un étudiant militant du mouvement islamiste, Othman Ben Mahmoud, tué dans des circonstances mal définies par un policier le 18 avril, défitait le feu aux poudres.

Grèves des cours, assemblées générales, projet de marche de protestation des étudiants, dont militants islamistes et d'extrême gauche se retrouvaient pour une fois d'accord, allaient constituer l'occasion d'une intervention particulièrement dure des forces de police. Des incidents violents firent, le 21 avril, des blessés aussi bien dans les rangs des étudiants que des policiers et provoquèrent, notamment à la faculté des lettres de la Manouba, dans la périphérie de Tunis, de nombreux dégâts qui ne sont pas encore tous réparés. Plus de mille étudiants furent interpellés lors d'une rafle monstre. A l'exception de quelques dizaines — moins de cent — incorporés dans l'armée après rébellion de leur suscit, tous furent libérés, mais l'installation sur le campus d'un poste de police n'était pas pour apaiser les esprits. Ce n'est qu'après son démantèlement la semaine dernière, le départ des cars des brigades de l'ordre public stationnant à proximité des facultés et l'annonce des dispositions relatives aux deux sessions des examens que la situation s'est normalisée.

L'inévitable réforme des structures universitaires que le gouvernement se propose de mettre en œuvre progressivement et les mesures qu'il envisage pour assurer l'ordre de la rentrée prochaine — on lui prête l'intention de construire un mur d'enceinte autour du campus — ne sont pas sans inquiéter les étudiants. En outre, le corps enseignant est actuellement sensibilisé par la récente arrestation de M. Moncef Ben Slimane, secrétaire général du Syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui doit comparaître le 4 juin devant le tribunal correctionnel de Tunis pour diffamation des autorités.

MICHEL DEURÉ.

● La condamnation de M. Achour confirmée en appel. — Le cour d'appel de Tunis a confirmé, le mardi 27 mai, la peine de deux ans de prison prononcée le 5 avril (le Monde du 8 avril) à l'encontre de l'ancien secrétaire de la centrale syndicale tunisienne UGTT, M. Habib Achour, pour mauvaise gestion des fonds d'une société d'assurances à capitaux syndicaux. Agé de soixante-trois ans, M. Achour, qui purge déjà pour une autre affaire une peine d'un an de prison, est incarcéré à la prison civile de Tunis, où il a pu recevoir, lundi, la visite de M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail. — (Corresp.)

Bouquins - Dossiers par milliers

## Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit ou sur mesure

### LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 28 années d'expérience Une visite s'impose 208, avenue du Maine, Paris (14e) 45-49-57-40 - M. Adèle

**isth**

SCIENTES PO

ENTRÉE EN AP

ANNEE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN

SESSIONS SPÉCIALES : JANVIER-FÉVRIER, JUIN

SESSION INTENSIVE JUILLIET-AOÛT

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

- NORMES DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE
- MISE À NIVEAU EN LANGUES VIVANTES
- OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN (COURSES ÉCONOMIQUES, SOCIÉTÉS)

ENTRÉE EN AP

ANNEE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN

SESSIONS SPÉCIALES : JANVIER-FÉVRIER, JUIN

SESSION INTENSIVE JUILLIET-AOÛT

## Soudan

### Le Père Ghabouch, truculent député des « Africains »

De notre envoyé spécial

Khartoum. — L'une des surprises des récentes élections soudanaises a été la victoire du Père Philip Abbas Ghabouch, élu dans l'une des circonscriptions urbaines de Khartoum-Nord, bien qu'étant lui-même originaire des montagnes du Noubas, dans le sud du Kordofan.

Le Père Ghabouch, qui appartient à l'Eglise anglicane, n'est pas religieux que le titre d'abbé (Père) que ses paroissiens ajoutent encore à son nom. Depuis près de vingt ans, de son propre aveu, il a abandonné le sacerdoce pour se consacrer entièrement à la politique. D'ailleurs, les sept députés des montagnes du Noubas, qui viennent d'être élus au Parlement sur la liste du Parti national soudanais, l'ont élu sur une base ethnique et non religieuse, dans une région qui compte autant de musulmans que de chrétiens ou d'animistes. Tous ont été élus, mais le Père Ghabouch a été élu, le rôle accru que jouent les forces rebelles dans la vie politique soudanaise et surtout l'irrésistible ascension des populations d'origine noire.

Coffé d'une calotte en peau de léopard, une éternelle cigarette aux lèvres, le Père Ghabouch ne rate — malgré son âge (il aurait près de soixante-dix ans) — aucune des manifestations politiques de Khartoum ; entassé avec ses fidèles dans un minibus, il se rend là où il le faut lorsqu'il s'agit de mener la lutte contre le chaos de la situation déclinée en septembre 1983 par Nemeiry. Il s'agit d'ailleurs été l'un des premiers à crier à la « trahison » lorsque, après la chute de l'ancien président, les militaires et techniciens au pouvoir n'ont rien fait pour « abroger immédiatement la charte » ainsi qu'ils l'avaient promis.

« Toujours près des kachas » (pauvres) : telle est la devise du

Père Ghabouch, qui, sur ce point tout au moins, est logique avec lui-même ; ce descendant d'une famille aisée du Kordofan vit avec les pauvres dans un des quartiers les plus déshérités d'Omdourman. Il nous reçoit simplement au milieu d'une dizaine de ses fidèles, assis sagement dans une pièce de 30 mètres carrés attenante à sa demeure et qui sert à la fois de dortoir pour les militants et de salle de réunion du parti. Le sol couvert de boue collée à la semelle et les murs, rongés par l'humidité, sont recouverts de cartes représentant le Kordofan, patrie que tous ont quittée pour gagner leur vie dans la capitale.

#### Une « guerre politique »

« Nous sommes intraitables, nous dit le Père Ghabouch tout de go ; nous voulons une Constitution laïque, un point c'est tout. » Il ajoute : « Lorsque je dis nous, il s'agit des Noubas du sud du Kordofan et des populations du sud du Soudan. » Il ponctue ses phrases de gros éclats de rire « juste pour montrer que je suis heureux et en paix avec moi-même », précise-t-il, en ajoutant : « Nous, les Africains du Soudan, sommes réunis. » Pourtant, le Père Ghabouch, après avoir fait beaucoup de bruit, n'est pas entré au gouvernement de M. Sadik El Mehdi, « parce que, dit-il, avec un long soupir, je ne veux pas être sous les ordres d'un enfant ». Allusion à l'âge du premier ministre, à peine quinquagénaire. En fait, le Père Philip, naïf impénitent, souhaitait un portefeuille important, étant sincèrement convaincu que les « Africains » ont la capacité de s'occuper des affaires sérieuses du pays. « De toute façon, ajoute-t-il en guise de consolation, quatre de mes enfants » (les quatre ministres soudanais) sont au gouvernement. »

## LA SESSION DE L'ONU

### Le Canada offre un moratoire aux pays subsahariens

M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a ouvert, mardi 27 mai, à New-York, la session spéciale de l'ONU sur l'Afrique, la première jamais consacrée aux problèmes économiques de tout un continent. M<sup>me</sup> Monique Vézina, ministre canadienne des Affaires étrangères, intervenant au début de cette session qui doit s'achever samedi, a annoncé que son pays offrait à l'Afrique subsaharienne un moratoire de cinq ans, pouvant être reconduit jusqu'en l'an 2000, pour les dettes relevant de l'aide publique au développement.

M<sup>me</sup> Vézina a, d'autre part, annoncé que le Canada était disposé à consacrer 10 millions de dollars par an à la création d'un nouveau mécanisme dont le rôle serait de mettre à la disposition des collectivités locales africaines une expertise technique pour les aider à réaliser des projets qu'ils auraient définis eux-mêmes dans le domaine de la lutte contre la désertification, de la conservation du couvert végétal et de la production végétale.

De leur côté, les Pays-Bas se sont engagés à suspendre le service de la dette des pays africains les plus pauvres pendant cinq ans à condition que ces derniers adoptent des politiques d'austérité.

L'attitude du Canada et des Pays-Bas contraste avec celle des autres pays occidentaux qui se sont exprimés mardi et qui ont annoncé des efforts financiers supplémentaires en faveur de l'Afrique, mais sans faire de promesses précises.

M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, prend la parole, ce mercredi, mais le département d'Etat a déjà rendu public l'essentiel de son discours. Celui-ci est un plaidoyer pour l'initiative privée, opposé au dirigisme gouvernemental qui peut « endommager des économies aussi sûrement que les calamités naturelles ».

Le secrétaire d'Etat souligne à ce propos que même les nations communistes s'efforcent de faire que l'initiative privée, et non le dirigisme d'Etat, est source de croissance », et cite notamment l'exemple de la Chine. Il note que l'aide doit venir non seulement des pays donateurs à titre individuel, mais également des institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Il rappelle à ce propos que les Etats-Unis souhaitent un accroissement de la part de l'Afrique dans les

fonds fournis par l'Agence internationale de développement (IDA), mais qu'une décision définitive n'a encore été prise dans les négociations en cours sur la reconstitution des fonds de cet organisme de la Banque mondiale. Au cours d'une conférence de presse à New-York, M. Vernon Walters, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, a estimé que l'initiative privée et simple de la dette africaine provoquerait une grave crise financière dans les pays industrialisés, ruinant ainsi toute coopération avec le tiers-monde et tout espoir de développement. Il s'est prononcé pour des négociations bilatérales sur ce sujet plutôt que pour une conférence internationale. « La véritable solution du problème de l'endettement, c'est la croissance », a-t-il ajouté.

#### Convergences franco-américaines sur la dette

M. Michel Aurillac, ministre français de la coopération, qui représente la France à cette session, a également estimé que l'annulation pure et simple de la dette, demandée par certains Africains, était « une fausse bonne solution ». Tout en reconnaissant que l'Afrique n'avait pas les moyens d'assurer le service de la dette, il a estimé que, « de réchelonner en réchelonner », il faudrait du temps pour apurer le passé ». Il a souligné que la France, « premier bailleur de fonds de l'Afrique subsaharienne et second (après les Etats-Unis) à l'égard de l'ensemble de l'Afrique, est décidée à consacrer 0,70% de son produit intérieur brut à l'aide au développement dans les meilleurs délais possibles ». La France consacre actuellement 0,53% de son PIB à l'aide au développement, soit 25 milliards de francs.

M. Yuli Vorontsov, le nouveau premier vice-ministre des Affaires étrangères soviétique, a fait l'intervention la plus polémique de la première journée de cette session en attaquant longuement l'Occident et en affirmant que l'Afrique payait maintenant « chèrement la présence de l'Occident, de ses monopoles et de ses banques ». Il a ajouté que l'Union soviétique s'opposait à toutes les tentatives — spécialement à l'ONU — d'imposer des modèles étrangers de développement économique aux pays du tiers-monde.

# PROCHE-ORIENT

AFIN DE PERMETTRE LA TENUE D'UN SOMMET ARABE

### La Jordanie cherche à réconcilier l'Irak et la Syrie

La Jordanie poursuit, apparemment avec obstination, ses tentatives pour réconcilier la Syrie et l'Irak, afin de permettre le plus rapidement possible la tenue d'un sommet arabe. Le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai, s'est ainsi rendu, le mardi 27 mai, à Athènes, pour y rencontrer le président syrien, M. Hafez El Assad, en visite officielle en Grèce. La veille, le roi Hussein — qui s'est entretenu samedi dernier avec le président syrien — était à Bagdad, où il a été reçu par le chef de l'Etat irakien, M. Saddam Hussein. La médiation jordanienne, espère-t-on à Amman, pourrait déboucher sur une rencontre syro-irakienne au plus haut niveau.

La Syrie et l'Irak se vouent depuis longtemps une hostilité réciproque — pour des raisons idéologiques et régionales — qui s'est traduite ces dernières années par le soutien de Damas à l'Iran dans la guerre du Golfe.

Le président syrien a, d'autre part, poursuivi mardi sa visite officielle à Athènes, en s'entretenant, notamment, durant près de quatre heures, avec le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. « Nous avons examiné tous les aspects de la situation dans la région », a indiqué M. Papandréou, soulignant que la discussion avait été « amicale et utile ». Le président Assad, rapporte notre correspondant à Athènes, aurait fait part de sa volonté de renforcer les relations de Damas avec l'Europe. Côté grec, on assurait vouloir agir au sein de la CEE pour que la Communauté contribue à la relance d'un dialogue politique sur le Proche-Orient.

Le président Assad devait achever sa visite ce mercredi et se rendre en Roumanie, seul Etat du bloc de l'Est à entretenir des relations diplomatiques avec Israël.

## Liban

### La « guerre des camps » entre chiïtes et Palestiniens fait une dizaine de morts chaque jour à Beyrouth-Ouest

De notre correspondant

Beyrouth. — La guerre chiïto-palestinienne des camps de Beyrouth, relancée la semaine dernière, s'est aggravée depuis le lundi 26 mai et s'est installée au rythme d'une dizaine de morts et d'une quinzaine de blessés par jour. Comme l'an dernier, elle se déroule durant le mois du ramadan, sacré en Islam, mais, alors que la précédente guerre entre le mouvement chiïte « Amal » et les Palestiniens du camp de Sabra-Chaïla avait débordé sur celui de Borj-Barajneh, cette fois c'est le contraire qui se produit.

Les belligérents se renvoient chaque soir les accusations sur la responsabilité de la relance des combats après qu'un « cessez-le-feu » a difficilement été obtenu par le comité d'action nationale, où siègent des officiers syriens.

Trois roquettes ont été tirées, mardi soir, dans le quartier de Beyrouth-Ouest. Elles visaient le domicile du chef d'« Amal », M. Nabih Berri — et ne l'auraient pas atteint, bien que, dans un appel téléphonique à un journal l'après-midi, le président ait affirmé le contraire. Il dit, en outre, appartenir à la milice sunnite, liquidée l'an dernier, des Mourabitoun.

La sixième brigade de l'armée, c'est-à-dire la fraction musulmane plus spécifiquement chiïte, est censée relever sur la ligne de démarcation les miliciens d'Amal et du PSP (à majorité druze) qui s'en retirent très bientôt. Deux fractions de l'armée se trouveraient dans ce cas face à face le long de la ligne séparant Beyrouth en deux, la fraction chrétienne de l'armée, et non les miliciens des Forces libanaises (milice chrétienne), occupée, en effet, les positions situées de l'autre côté. Or ces militaires « ennemis » ont maintenu des contacts et sont, en tout cas, beaucoup plus disciplinés, notamment du côté musulman, que les miliciens. La ligne de démarcation devrait, en bonne logique, connaître moins d'affrontements. Cela étant, le Hezbollah ne se retire pas du Front et, surtout, les miliciens d'Amal dégringolent de la ligne de démarcation pourraient venir amplifier la « guerre des camps ». L'an dernier, celle-ci avait duré un mois et avait fait près de huit cents morts. Cette année, en dix jours, elle a fait moins de cinquante morts. Le niveau n'est donc pas comparable, bien qu'il s'agisse toujours de l'un des aspects de l'épreuve de force opposant la Syrie aux Palestiniens « arabistes ».

LUCIEN GEORGE.

#### Le sort des otages

### M. RAIMOND FAIT ETAT DE « PROGRES »

« L'action du gouvernement en faveur de la libération des otages au Liban » paraît progresser, en particulier depuis les contacts qui ont eu lieu la semaine dernière », a indiqué M. Jean-Bernard Raimond, mardi 27 mai, devant le Sénat. Le ministre des Affaires étrangères, soulignant le choix du nouveau gouvernement en faveur du recours à des « emissaires officiels, dans la discrétion selon le secret », s'est, cependant, refusé à tout pronostic sur une éventuelle issue favorable à cette affaire.

Evocant devant les sénateurs la visite à Paris, la semaine dernière, d'une délégation libanaise conduite par le vice-premier ministre, M. Ali Reza Moawad, M. Raimond a déclaré que la France attendait du gouvernement de Téhéran qu'il « nous aide à régler des problèmes dont il n'est pas directement responsable, mais à la solution desquels il peut, grâce à son influence, contribuer », allusion évidente à l'affaire des otages du Liban.

(Publié)

### CURE THERMALE 1986

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Leader du Thermalisme Français : Documentation gratuite n° 33 (abonnement et cures) à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32 av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47.42.67.81.

## A TRAVERS LE MONDE

### HONDURAS

#### Le président Azcona à la Maison Blanche

Washington. — M. Reagan a déclaré le mardi 27 mai que les Etats-Unis aideront le Honduras à défendre son intégrité territoriale en cas d'agression armée du Nicaragua, à l'issue d'un entretien avec le président Azcona, au pouvoir depuis trois mois à Tegucigalpa, qu'il a reçu pendant deux heures à la Maison Blanche. Un communiqué conjoint précise que les Etats-Unis continueront à aider le Honduras « à renforcer sa défense » et à « moderniser ses forces armées ».

M. Azcona a rendu compte à M. Reagan de la rencontre des cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale qui a eu lieu samedi et dimanche à Esquipulas, au Guatemala. M. Azcona a souligné la « très forte solidarité » entre les quatre pays démocratiques de la région (Guatemala, El Salvador, Honduras et Costa-Rica), qui s'efforcent de parvenir à un accord avec le gouvernement sandiniste de Managua. Un haut fonctionnaire américain qui a reçu l'anonymat a déclaré que les pays alliés des Etats-Unis en Amérique centrale « avaient durci leur position » quant à la nécessité d'une démocratisation du Nicaragua et qu'il était clair que l'acte de paix de Contadora « ne pourrait être signé comme prévu le 6 juin prochain ». — (AFP, Reuters.)

### POLOGNE

#### M. Bielecki est accusé de complot contre l'Etat

Versovie. — L'éditeur et architecte indépendant polonais Czeslaw Bielecki, trente-huit ans, en grève de la faim depuis le 13 octobre dernier, a été formellement accusé de complot contre l'Etat et risque à ce titre jusqu'à dix ans de prison, a annoncé, le 27 mai, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban.

M. Urban a indiqué que l'instruction concernant Czeslaw Bielecki était close et que le responsable de la maison d'édition clandestine CDN (« à suivre ») était accusé de « préparatifs à une tentative de renversement par la force du régime de la Pologne populaire ». Le dossier d'accusation a été transmis au tribunal militaire de Versovie qui n'a pas encore fixé de date pour le procès.

Le porte-parole a affirmé que l'état de santé de M. Bielecki, qui est alimenté au moyen d'une sonde, était « stationnaire ». Arrêté le 13 avril 1985 à Versovie, M. Bielecki avait commencé sa grève de la faim le 13 octobre pour obtenir notamment un statut de prisonnier politique. — (AFP.)

### PAKISTAN

#### Attentats à la bombe à Karachi

Karachi. — Deux attentats à la bombe perpétrés, le mardi 27 mai, dans les bureaux de deux compagnies aériennes à Karachi ont fait un mort et six blessés, selon la police pakistanaise.

La première bombe a explosé au bureau de la compagnie américaine Pan Am, tuant le gardien et blessant quatre personnes. Quelques minutes plus tard, deux hommes ont été blessés par une autre explosion visant les bureaux des lignes aériennes saoudiennes. Les attentats n'ont pas été immédiatement revendiqués.

L'hôtel Taj Mahal, où se trouvaient les cibles des deux attentats, abrite également les bureaux de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot qu'avait visée, il y a deux ans, un attentat semblable. — (Reuters.)

La tension Les ex

Le président syrien a, d'autre part, poursuivi mardi sa visite officielle à Athènes, en s'entretenant, notamment, durant près de quatre heures, avec le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. « Nous avons examiné tous les aspects de la situation dans la région », a indiqué M. Papandréou, soulignant que la discussion avait été « amicale et utile ». Le président Assad, rapporte notre correspondant à Athènes, aurait fait part de sa volonté de renforcer les relations de Damas avec l'Europe. Côté grec, on assurait vouloir agir au sein de la CEE pour que la Communauté contribue à la relance d'un dialogue politique sur le Proche-Orient.

A la Fnac, voiture pi

D'un seul coup, révolution économique franc 10 jours avec 1 6 magasins Fnac Général-Lac (13.67.38.05) - 11 Par



## PROCHE-ORIENT

Jordanie

### La tension reste vive à l'université du Yarmouk Les examens ont commencé avec dix jours de retard

De notre correspondant

Irbid. — Les examens de fin d'année ont pu commencer normalement et dans le calme, samedi 24 mai, à l'université jordanienne du Yarmouk. Ces examens avaient été reportés de dix jours après les violents incidents qui ont fait, dans la nuit du 14 au 15 mai, plusieurs morts et un grand nombre de blessés, dont certains grièvement, parmi les étudiants, à la suite de l'intervention d'unités spéciales de la police déployées d'Amman pour mettre fin à des manifestations (Le Monde des 17 et 20 mai).

Samedi, des milliers de jeunes gens se sont présentés dans les premières heures de la matinée aux portes de l'université, où toute trace matérielle de ces événements a disparu. Toutefois, seule l'entrée principale était ouverte et des vigiles vérifiaient systématiquement l'identité de tous les arrivants, sous l'œil attentif de trois policiers en uniforme. Une certaine tension était, d'autre part, sensible à l'intérieur du campus. Aux abords de la cafétéria, près de deux cents étudiants avaient organisé un « sit in », frappant dans leurs mains et provoquant l'attroupement de plusieurs centaines de leurs camarades. Beaucoup de ces manifestants, en particulier les filles, étaient vêtus de noir en signe de deuil. A la fin de cette manifestation, plusieurs dizaines d'entre eux, debout et tournés dans la direction de La Mecque, ont prié pendant quelques minutes sur place « pour l'âme des victimes » du 15 mai.

« Nous poursuivons notre mouvement tant que nos revendications n'auront pas été satisfaites », déclara un peu plus tard l'un de leurs dirigeants à un groupe de journalistes. Ces revendications vont de la réintégration d'une trentaine d'étudiants exclus de l'établissement à la participation des étudiants aux conseils d'université. « Toutes nos revendications sont purement d'ordre universitaire. Si elles étaient politiques, vous ne verriez

pas tous les courants idéologiques, de la droite à la gauche, dans le même mouvement », ajouta un jeune homme, visage encadré par une barbe abondante — signe distinctif des fondamentalistes musulmans. Quelques minutes plus tard, la conversation sera interrompue par l'intervention d'agents en civil des renseignements généraux jordaniens. Samedi, cinq journalistes, dont trois correspondants étrangers, ont ainsi été interpellés et reconduits sous escorte à Amman.

#### Traumatisme et rumeurs

Les incidents du Yarmouk ont traumatisé l'opinion, ce qui n'est sans doute pas étranger à l'inflation de rumeurs faisant état, au lendemain de l'intervention des forces de l'ordre sur le campus, d'un nombre d'étudiants tués supérieur à celui annoncé par le ministère jordanien de l'Intérieur (trois). Ces rumeurs n'ont jusqu'à présent pas pu être vérifiées, et les observateurs sont de plus en plus enclins à croire que le nombre réel de victimes était initialement de cet ordre. Depuis, une étudiante, au moins, serait décédée des suites de ses blessures. Les témoignages sont unanimes sur la hargne avec laquelle les forces de l'ordre armées de gourdins ont chargé et pourchassé les étudiants la nuit du 14 au 15 mai, en s'en prenant indistinctement aux garçons et aux filles qui s'étaient jointes en grand nombre aux manifestants, alors que des négociations étaient encore apparemment en cours au moment de l'assaut.

Le président de l'université du Yarmouk, M. Adnan Babrane, a déclaré qu'il n'avait pas demandé l'intervention d'unités spéciales de la police cette nuit-là, mais qu'il avait seulement été convenu que la police locale d'Irbid se déploierait le matin sans armes pour « protéger » les salles d'examen. Ce qui contredit, en partie, le communiqué publié par le

ministère jordanien de l'Intérieur, le 15 mai. Dix jours après les faits, on s'interroge toujours à Amman sur les raisons qui ont poussé les autorités jordaniennes à recourir à des moyens sans commune mesure avec la situation à laquelle ils étaient censés mettre fin.

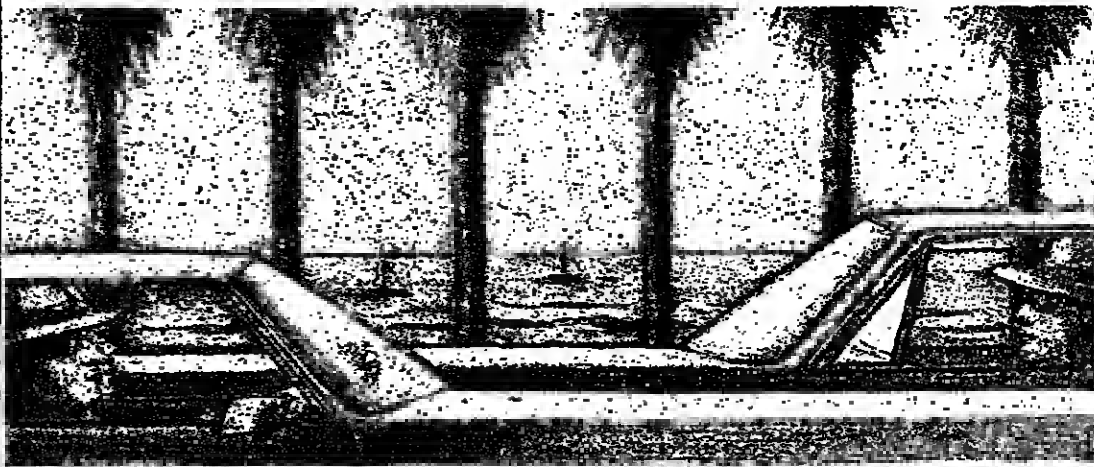
Certains observateurs jordaniens mettent cette « bavure » sur le compte de l'« incompétence » des services concernés, d'autres sur un manque de communication et une appréciation erronée de la situation. Tel homme politique estime que la brutalité avec laquelle ont été réprimées les manifestations estudiantines de l'université du Yarmouk est « un aveu de faiblesse » de la part du gouvernement de M. Zaïd Riâi.

L'hypothèse d'une exploitation politique de ces manifestations demeure, quant à elle, assez floue. Les Frères musulmans, solidement implantés à Yarmouk, avaient certes régulièrement des frictions avec la présidence de l'université ces dernières années. Depuis l'automne, les autorités jordaniennes, jusque-là relativement tolérantes à l'égard de la Confrérie, avaient entrepris de contenir l'activisme croissant des fondamentalistes dans le royaume, contraignant ces derniers à adopter un profil bas. Il n'est pas impossible que les Frères musulmans aient saisi l'occasion qui leur était offerte par le mécontentement des étudiants de l'université du Yarmouk pour faire la démonstration de leur influence, de même d'ailleurs que les différents courants de la gauche.

Mais il était logique que les étudiants les plus politisés prennent la tête des manifestations, sans qu'il y ait nécessairement au départ manipulation politique. La conjonction des différents courants, toutes idéologies confondues, dans un mouvement auquel se sont joints de nombreux étudiants non politisés, et la possibilité de débordements ultérieurs ont pu alors effrayer les autorités jordaniennes. Le remède risque d'être pire que le mal.

EMMANUEL JARRY.

### Offrez-vous la Californie ou la Floride. Nous vous offrons une semaine de voiture.



Alamo et Vacances Fabuleuses vous offrent une semaine de voiture en Californie ou en Floride.

Partez à deux et profitez pleinement de votre séjour en Californie ou en Floride avec Vacances Fabuleuses sur les vols Pan Am. Destination San Francisco, Los Angeles, Miami. Une voiture vous attend à l'arrivée. C'est le cadeau d'Alamo et Vacances Fabuleuses pendant une semaine.

Découvrez en toute tranquillité les plus belles plages de sable, les plus beaux paysages et les plus belles villes des Etats-Unis. Mais ce n'est pas tout. Une journée à Disneyland (en Californie), Disneyworld ou Epcot Center (en Floride) vous est aussi offerte. Tout un monde merveilleux à découvrir à deux.

Pour plus d'informations contactez vite votre agence de voyages ou Vacances Fabuleuses au 42.66.41.76 ou au 42.66.43.54.

(Offre valable pour les billets émis et réservés avant le 15 juillet 1986)



#### VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1, rue Scribe, 75009 Paris.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

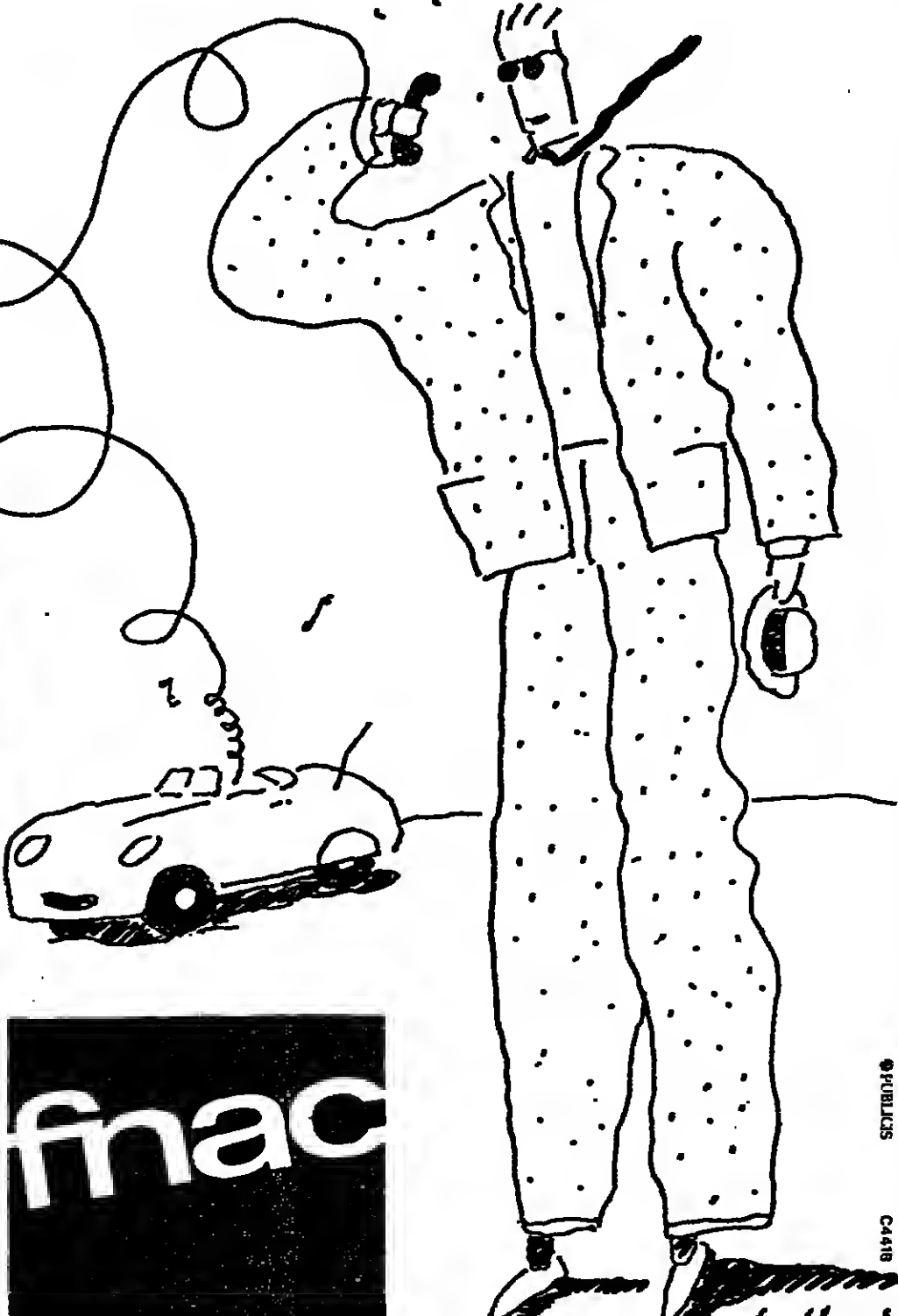
Code Postal \_\_\_\_\_



# Allo mobile

A la Fnac, le premier téléphone de voiture promis à une couverture nationale.

D'un seul coup, on passe du gadget à l'outil professionnel. Le Matracom 2000 révolutionne le téléphone de voiture. Fiabilité et qualité de communication incomparables, mais surtout puissance de couverture (80% du territoire économique français dès 1988). Aujourd'hui la Fnac le distribue et l'installe dans les 10 jours avec le professionnalisme que l'on attend pour un tel matériel dans les 6 magasins Fnac Autoradio. 54, av. Bosquet - Paris 7° (45.51.28.15) — 52, av. du Général-Leclerc - Boulogne (46.04.32.62) — 53, rue Richard-Lenoir - Paris 11° (43.67.38.05) — 106, bd Brune - Paris 14° (45.39.85.35) — 15 ter, bd Gouvion-St-Cyr - Paris 17° (45.74.57.41) — 157, bd Davout - Paris 20° (43.64.54.00) —





هكذا من الاجل

# politique

## LE GOUVERNEMENT FACE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET A SA MAJORITÉ

### Le collectif budgétaire est approuvé à l'aide d'une procédure contraignante

Pour faire adopter l'article d'équilibre du collectif budgétaire, le gouvernement a eu recours, le mardi 27 mai, à l'Assemblée nationale, au vote bloqué. Il a en effet demandé une deuxième délibération pour rétablir la taxe spéciale sur les appareils à sous, supprimée à l'initiative de M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine), et pour imposer la transaction qu'il avait négociée avec M. Edmond Alphandéry (UDF, Maine-et-Loire) sur la création d'un timbre de 150 francs pour l'inscription à un concours administratif. Ce ne sont là que deux mesures de détail, mais nécessaires pour ne pas mettre en péril l'article d'équilibre du projet de loi de finances rectificative, techniquement le plus important.

Après avoir, sur les deux premiers textes débattus par l'Assemblée, engagé sa responsabilité, le gouvernement a donc eu recours à un autre procédé contraignant pour la disposition essentielle de son troisième projet. Il n'en avait, cependant, pas vraiment besoin. Certes, MM. Jacques Godefrain (RPR, Aveyron), Bernard Savy (RPR, Nièvre) et Maurice Arreckx (UDF, Var) se sont abstenus (à cause de la taxe sur les appareils à sous), mais le Front national a approuvé le projet gouvernemental, ce qui lui a permis d'être adopté par 286 voix contre 251 (PS, PC).

Le collectif budgétaire ainsi approuvé ne diffère que de très peu du projet initial : la seule différence est une diminution de 15 millions de francs des recettes attendues des droits de timbre, baisse rendue possible par l'exonération des chômeurs et enfants de deux parents chômeurs du droit de timbre pour passer un concours administratif. La réduction du déficit prévu par le précédent gouvernement à l'automne 1985 n'est donc plus de 1 367 millions de francs, mais de 1 352 millions de francs.

Cette dispense pour les chômeurs n'a pas empêché les socialistes de critiquer durement cette mesure. Le rapprochement du doublement du droit d'inscription au permis de conduire, alors que les chômeurs de plus de soixante-cinq ans vont bénéficier d'un avantage fiscal refusé aux moins âgés, ils ont vu dans ce collectif « une série d'agressions contre les jeunes ».

### La faute au hasard ?

L'agitation provoquée par les déclarations qu'il a faites à Autun, le vendredi 23 mai, à propos de la télévision, a surpris M. Chirac par son ampleur. Elle n'a pas convaincu pour autant qu'il avait commis une erreur en dénonçant les commentateurs des chaînes de télévision. A la lecture de ses propos, il estime qu'il n'a rien à en retirer : il est « ailleurs » tant de mettre l'abondance et la violence des réactions sur le compte (...) de l'« effet amplificateur des médias ».

Telle est la tonalité des propos échangés sur ce sujet à la table du premier ministre, le mardi 27 mai, à l'occasion du déjeuner hebdomadaire des représentants de la majorité, auquel n'assistaient pas M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Ce problème n'y a d'ailleurs pas fait l'objet de longs commentaires.

Le climat à l'hôtel Matignon est en effet à la sérénité, et l'on n'y manifeste aucune nervosité devant les événements qui viennent de se dérouler en cascade et qui, pourtant, ont quelque peu déstabilisé la situation politique. Il s'agit tout au plus d'un « faiseau de péripéties », qui, par leur concomitance, ont pu donner l'impression que s'esquissait un scénario de crise.

Or aucune de ces « péripéties » n'a été délibérément voulue, affirme-t-on. Et l'on assure même que, ni d'un côté ni de l'autre, il ne s'est agi d'une « répétition grandeur nature » des prémisses d'une rupture de la cohabitation. C'est en quelque sorte la faute au hasard. On se dit d'ailleurs convaincu, tant à Matignon qu'à l'Elysée, que la « coexistence » se poursuivra vaillamment avec ses hauts et ses bas, personne n'ayant intérêt à un dénouement rapide. On ignore pas pour autant que les turbulences pourraient se produire avec, par exemple, le vote du budget à l'automne ou au début de l'année prochaine. C'est pourquoi M. Chirac a pris conscience de certains dangers dans la politique de communication du gouvernement et qu'il envisage d'y remédier.

### L'amendement Giscard

M. Valéry Giscard d'Estaing voulait imprimer son empreinte à la loi de finances en ordre des comptes de la France après cinq ans de socialisme. Mais les principaux rôles furent distribués sans qu'un seul lui revint. Il ne lui restait que la possibilité d'une apparition dans la discussion de la loi de finances rectificative. En grand professionnel qu'il est, il lui donna un lustre dépassant l'importance de la réplique qu'il avait refusé de se réserver.

Depuis plusieurs jours, l'ancien président de la République avait annoncé son intention de déposer, avec quelques députés proches de lui, un amendement au collectif réduisant le passé des contribuables dans lequel peuvent se promener les agents du fisc pour débiter d'éventuelles erreurs ou dissimulations. Son texte était prêt, et avait même été distribué à la presse.

Mais passer à l'acte parlementaire était plus compliqué. Comme toute modification législative risquant de réduire les recettes de l'Etat, celle-ci devait comporter la proposition d'une ressource équivalente. Or l'impact financier de la proposition de l'Etat du Puy-de-Dôme était difficile à évaluer. Et celui qui était habilité à l'établir n'était autre que le président de la commission des finances, M. Michel d'Ornano, fidèle entre les fidèles. Par fonction, il se pouvait se montrer conciliant ; par amitié, il ne pouvait se montrer sévère.

La solution était simple : faire reprendre cet amendement à son compte par le gouvernement. Ainsi, M. Giscard d'Estaing n'aurait pas l'air de s'opposer à M. Jacques Chirac, du moins ouvertement. Il fallait à convaincre l'administration

des finances et ses ministres de tutelle. Ce ne fut pas chose aisée, d'autant que la proposition giscardienne impliquait, par avance, sur les résultats de la commission chargée par M. Edouard Balladur de mettre au point pour l'automne une « charte des contribuables ». Mais le gouvernement est tenu à quelques égards vis-à-vis de l'ancien président de la République.

Le gouvernement déposa donc, le mardi 27 mai, un amendement reprenant les idées essentielles de M. Giscard d'Estaing. Mais l'ancien chef de l'Etat ne voulait pas faire oublier qu'il était à l'origine de cette proposition. D'où l'organisation, dans l'après-midi, d'une conférence de presse, dans l'enceinte du Palais-Bourbon, pour que chacun soit bien au courant avant même la discussion en séance publique.

Faire attendre le milieu de la nuit pour que l'ancien président de la République explique sa position n'a pas paru convenable à certains. Pour éviter à M. d'Ornano d'intervenir en faveur de son « ami », le gouvernement, la encore, se dévota et demanda lui-même que l'amendement qu'il avait déposé vienne en discussion en début de soirée. La manœuvre échoua pas à la gauche, et le PC demanda une suspension de séance d'une demi-heure pour retarder l'intervention du député du Puy-de-Dôme.

A 23 h 15, enfin, M. Edouard Balladur put présenter le texte dont il avait pris la responsabilité, mais dont il n'assumait pas la paternité. Un rappel immédiat pour que les choses soient claires : « Dès sa constitution, le gouvernement s'est préoccupé d'améliorer les relations

entre l'administration et les contribuables », d'où la mise en chantier d'une « charte des contribuables » qui sera intégrée au budget de 1987. Mais « le souci de l'ensemble de la majorité » est de faire un geste dès maintenant, c'est particulièrement celui du « président Giscard d'Estaing qui a apporté à la rédaction de ce texte un concours actif dont je tiens à le remercier ».

Courtois jusqu'au bout, le ministre d'Etat laissa à son prédécesseur rue de Rivoli le soin de présenter les détails de cet amendement, se contentant d'en expliquer l'esprit : réduire les délais pendant lesquels l'administration fiscale peut remonter dans le passé des contribuables.

« Défense de la fraude fiscale »

Les socialistes n'avaient pas l'intention de lui faciliter la tâche. Faisant état de « sa stupéfaction et sa colère », M. Christian Goux (PS, Var) demanda une longue suspension de séance pour analyser ce texte qui lui paraissait justifier encore plus le jugement qu'il portait sur ce collectif : « Défense et illustration de la fraude fiscale et de la façon de réduire les moyens de l'Etat de lutter contre elle ».

A minuit, enfin, la parole fut donnée à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui expliqua : « Il s'agit d'alléger les contraintes qui pèsent sur les contribuables », en limitant à deux ou trois ans, au lieu de quatre actuellement, le passé comptable des imposables sur lequel peut se pocher l'administration fiscale. Mais cela « ne concerne pas les

fraudeurs », puisque, pour eux, le délai peut être prolongé de deux ans. Le Front national trouva que l'on « allait dans le bon sens », mais M. Jean-Claude Martinez estima que l'on compliquait les choses. Sans succès il tenta de les faire simplifier. Les communistes eurent évidemment un jugement totalement différent : M. Jean Gild (PC, Isère) affirma qu'il s'agissait là de la réduction scandaleuse des possibilités de contrôles de l'administration.

Les socialistes choisirent de faire monter à l'assaut M. Christian Pierret pour faire remarquer que cela était cohérent avec le reste du collectif qui « facilite l'évasion fiscale » et que la contrepartie de la « confiance » devait être la possibilité de « contrôler a posteriori ».

M. Christian Goux peut souligner que le dépôt de cet amendement au dernier moment « était un mauvais coup contre les droits du Parlement » ; M. Dominique Strauss-Kahn, pour faire remarquer qu'en matière fiscale comme pour la roche de la sécurité « la peur du gendarme » jouait son rôle, alors que l'adoption de ce texte allait la réduire, etc.

Le ministre en charge du budget, M. Alain Juppé, affirma que ce projet n'était absolument pas « une mise en cause de l'administration », mais de la législation qu'elle était chargée d'appliquer. Mais avec la complicité du président barbare de la séance, M. Charles Millon, il laissa l'ancien ministre des finances répondre lui-même aux critiques.

A 1 h 30, l'amendement Giscard, corrigé Balladur, était adopté par 325 voix contre 250 : la droite et l'extrême droite, contre la gauche.

THÉO BACHÉLIER

### Surenchère

Il va notamment demander à ses ministres de mieux expliquer leurs décisions et de ne pas laisser les opposants s'exprimer sans réponse. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a commencé à le faire en s'adressant avec fermeté au patronat. Le premier ministre lui-même dressera le bilan de ses cent premiers jours de gouvernement en répondant aux questions du « Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 29 juin.

S'il s'efforce de conserver son sang-froid dans la maîtrise de l'éclosion du gouvernement, M. Chirac n'en est pas moins soumis à la pression, voire à la

### Rien ne va mal

Ce scénario de conflit ainsi décrit par les présidents des groupes RPR et UDF ne trouve aucun écho à l'hôtel Matignon pour le moment. On continue en effet d'affirmer que M. Mitterrand n'aura aucun motif de s'opposer à la signature des ordonnances. « On ne lui présentera pas n'importe quoi », assure-t-on. La rédaction de celles-ci s'efforce en effet de tenir compte de certaines remarques du chef de l'Etat et surtout d'être inattaquables dans leur forme juridique.

Dans ce domaine aussi, M. Chirac admet fort bien les pressions et les impatiences de son électeur, de même qu'il envisage sans doute certains préparatifs des socialistes autour de M. Mitterrand.

Le premier ministre souhaite, pour le moment, demeurer au dehors de ces escarmouches. Il ne veut en tout cas se laisser entraîner, et l'hôtel Matignon relève avec satisfaction qu'à propos des jugements divergents portés sur l'initiative de défense stratégique de M. Reagan par MM. Chirac et Mitterrand le président de la République lui-même a précisé qu'il ne polémiquait pas avec son premier ministre et ne jouait pas avec lui au jeu des questions et des réponses. Dans l'entourage de M. Chirac, on continue donc d'affirmer qu'avec l'Elysée, « si peut-être pour le moment ce n'est un peu moins bien, rien ne va cependant mal ».

ANDRÉ PASSERON.

### Sept mois supplémentaires d'amnistie

Aucune des dispositions du collectif adoptées le mardi 27 mai n'a trouvé grâce aux yeux de la gauche. « LOTO ET LOTO SPORTIF. — M. Alain Juppé a eu beau confier que le préjudice était exceptionnel et permettrait quand même au Fonds national de développement du sport de toucher plus d'argent que prévu à l'automne 1985, M. Alain Calmet (PS, Cher) a regretté que les sportifs ne touchent pas l'argent qu'ils pourraient espérer et a craint que la taxation des gains ne décourage les parieurs et ne pénalise les plus modestes d'entre eux ».

« PERMIS DE CONDUIRE. — Les socialistes estiment que le passage de 65 F à 130 F du droit d'examen pour le permis de conduire est « une mesure anti-jeunes », alors que M. Juppé souligne que les ressources procurées permettront de financer le plein d'emplois jeunes.

« INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE. — M. Tranchant aurait voulu supprimer la taxe de 3 % frappant depuis 1983 les investissements des étrangers dans l'immobilier en France. Le gouvernement lui faisait remarquer que, pour compenser cette perte de recettes, il augmentait de 32 % les droits de timbre, il retire son amendement.

« AMNISTIE DES CAPITAUX EXPORTÉS FRAUDULEUSEMENT. — C'est bien entendu la mesure la plus sévèrement critiquée par la gauche. M. Christian Pierret souligne : « Si la confiance doit être rétablie, ce n'est pas en fermant les yeux sur la fraude ». Il s'agit d'une véritable amnistie qui, pour assurer l'anonymat des amnisties, crée « des certificats anonymes opposables à l'adminis-

tration fiscale » ; il craint que cela ne permette « un trafic » facilitant le blanchiment d'argent gagné illicitement. M. Jacques Rogier (Machart, PS, Hauts-de-Garonne), insiste sur cet aspect, d'autant que la commission des finances fait décider que l'amnistie ne concernera pas au 1<sup>er</sup> octobre 1986 mais au 1<sup>er</sup> janvier 1987 : « Pendant sept mois, vous allez inciter à l'exercice des capitaux frauduleux ; vous leur fournissez une blanchisserie ».

M. Robert-André Vivien refuse « toute leçon de morale » des socialistes qui ont pratiqué « le népotisme et placé leurs copains dans l'administration ». M. Jean-Claude Martinez (FN, Hérault) juge cette amnistie trop étroite ; M. Bernard Savy (RPR, Nièvre) craint que la taxe de 10 % ne décourage ceux qui voudraient rapatrier leurs capitaux ; M. Jean Bonhomme (RPR, Tarn-et-Garonne) aurait voulu que les possesseurs de biens immobiliers à l'étranger ne soient pas contraints de les vendre pour être amnistiés.

M. Edouard Balladur leur répond que le gouvernement n'a pas tant voulu une amnistie pour le principe que favoriser le retour des capitaux placés hors de France. Aux socialistes, il rappelle qu'en 1982 ils avaient eux aussi amnistié de tels capitaux. Mais M. Pierret faisait remarquer que eux n'avaient pas utilisé l'anonymat. M. Juppé lui répliqua que c'est « de l'hypocrisie », car pour être « efficace une amnistie doit être anonyme ».

« RÉDUCTIONS DE CRÉDITS. — Plus de vingt orateurs socialistes s'exprimèrent pour critiquer les réductions de crédits prévues en divers domaines dans ce collectif. M. Henri Nallet (Yonne) s'éleva longuement sur le manque de moyens qui vont être mis à la disposition de la recherche. M. Roger Machart s'éleva de la diminution des possibilités d'intervention du ministère de l'Industrie. M. Marie-France Lecaër (Val-d'Oise) insista à plusieurs reprises sur le manque d'argent pour financer le plan d'emploi des jeunes. M. Augustin Bourdeaux (Ariège) critiqua la diminution des crédits pour l'enseignement public alors que sont accrus ceux pour l'enseignement privé. MM. Jean-Pierre Saut (Loiret) et Gérard Fuchs (Paris) font remarquer que la diminution des sommes allouées aux travailleurs migrants ne permettra pas de financer le retour au pays de ceux qui le souhaitent. M. Georges Duflo (Card) souligne que la diminution des crédits des affaires sociales pénalisera « les plus faibles ».

M. Jean-Hughes Coleman (Alpes-Maritimes) détaille les diminutions des sommes allouées à l'action culturelle. M. Yvette Rosdy (Calvados) et Paulette Nevoux (Val-de-Marne) critiquent durement la suppression de trois quarts des crédits de l'ancien ministère des droits de la femme. M. Jean-Pierre Balladur (Aisne) affirme que la partie agricole du collectif, c'est « beaucoup de bruit pour pas grand-chose » après les promesses du nouveau ministre de l'Agriculture.

TH. B.

Sécurité, terrorisme, Moréas parle dans

L'AUTRE JOURNAL

Tennis : sous le feu des balles

L'AUTRE JOURNAL

INTÉRIEUR BAIN  
56, rue Amelot 75011 PARIS  
Tél. : 43-55-84-43

Une boutique nouvelle dans votre quartier, pour le plaisir du bain : des accessoires, des douceurs, des senteurs, des idées-cadeaux, des petits meubles, un service décoration...

Ouvrez tous les jours de 10 h 30 à 19 h 30  
Dimanche 10 h 30 à 13 heures - Fermé le lundi

La « mafia » russe aux États-Unis dans

L'AUTRE JOURNAL

Hippopotames et baleines blanches, le zoo de

L'AUTRE JOURNAL

AUDIENCE  
LES CONDITIONS EN AFRIQUE  
mardi 30 mai, de 9 h à 12 h  
à l'Assemblée  
120, rue de la République  
organisée par le Institut  
d'Études Politiques de Paris  
et l'Association de la  
France africainiste  
24, rue de Châteauneuf



L'OPINION PUBLIQUE DEPUIS LE 16 MARS

## La ferveur cohabitationniste

par JÉRÔME JAFFRÉ (\*)

Le succès de la cohabitation dans l'opinion publique bouleverse le jeu politique. L'expression « état de grâce » s'applique à l'actuelle cohabitation elle-même qu'un nouveau gouvernement. Ses acteurs en profitent, ses détracteurs en pâtissent. Même si la classe politique en ignore le mode d'emploi, les stratégies doivent désormais s'organiser en fonction de cet impératif.

Que les Français apprécient la cohabitation malgré ses turbulences récentes, tous les sondages en témoignent. 60 % des personnes interrogées par la SOFRES pour le *Nouvel Observateur* estiment que depuis le 16 mars les institutions ont bien fonctionné. Selon la dernière enquête BVA/Paris-Match, 48 % des interviewés trouvent que la cohabitation est une bonne chose pour la France contre 36 % d'avis contraires. La moitié des opinions positives est de neuf points en un mois. Un sondage SOFRES/Le Point de la mi-avril indique que 71 % des Français souhaitent qu'elle dure jusqu'à l'élection présidentielle du printemps 1988. Ce désir est massif chez les sympathisants socialistes (78 %), UDF (74 %) et RPR (70 %). Il est même majoritaire chez les communistes (58 %) et, de peu, au Front national (44 % contre 41 %).

Cette adhésion provient sans doute de trois éléments. La cohabitation paraît tout d'abord une bonne réponse aux résultats plus serrés que prévu de l'élection du 16 mars. Il est difficile avec une majorité de trois voix de réclamer le départ du président de la République ; 69 % des Français souhaitent que M. Mitterrand achève son mandat et, pour la première fois depuis que la question est posée, cette attitude légitimiste est majoritaire chez les électeurs de droite eux-mêmes (50 % contre 40 %). En second lieu, la cohabitation apparaît comme réductrice de la « guerre civile froide » française. L'opinion, lassée des excès verbaux de la bipolarisation, apprécie une situation qui lui paraît se rapprocher de son rêve unanimiste tel que le pays l'a vécu à de courts moments de son histoire récente, à la Libération ou en 1958.

### Équilibre des pouvoirs

Enfin, la cohabitation permet de trouver un équilibre des pouvoirs auquel l'opinion aspire. Dans le sondage sur le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Constitution (1), un résultat, avec le recul, retient l'attention. A la question : « Qui, du Président, du Président de la République ou du gouvernement, devrait fixer les grandes orientations de la politique française ? », 35 % des personnes interrogées répondaient le gouvernement, 26 % le Président et seulement 25 % le Président de la République. Dans la cohabitation, l'opinion a la satisfaction de voir appliquée une nouvelle répartition des pouvoirs, où, selon la formule consacrée, le Président préside et le gouvernement gouverne.

Sur la popularité des leaders politiques, la cohabitation a des effets considérables. Elles a propulsé M. Jacques Chirac pour la première fois de sa carrière en tête du hit-parade de la popularité, à un niveau qu'il n'avait jamais atteint, 56 % au dernier baromètre SOFRES/Le Figaro-Magazine. Elle lui a permis de prendre nettement la tête comme le meilleur candidat de la droite pour la prochaine élection présidentielle. Il est probable que l'opinion apprécie que le premier ministre ait tenu sans discontinuer depuis 1983 un discours favorable à la cohabitation, qu'il se soit imposé à ses partenaires au lendemain des élections et qu'il apparaisse en toute circonstance comme respectueux de la fonction présidentielle. Par rapport à l'image traditionnelle de durcissement du président du RPR, cette modification de la perception des Français peut lui donner la dimension de rassembleur qui, jusque-là, lui faisait défaut.

A l'inverse, M. Raymond Barre paie son acharnement anti-cohabitationniste. Le député du

Rhône, qui, hors les extrêmes, est le seul dirigeant à incarner le refus de la formule actuelle, a perdu treize points depuis mars dans le baromètre de la SOFRES. A gauche, son recul est faible, à droite — parmi ses électeurs naturels — il est considérable : la perte est de quinze points au RPR, de vingt et un points à l'UDF. Deuxième en mars au hit-parade de popularité, il n'est plus aujourd'hui qu'en huitième position.

Nagère le mieux placé dans son camp pour l'élection présidentielle, il est désormais largement devancé par M. Jacques Chirac. Certes, M. Barre a connu autrefois des hauts et des bas, mais pour que le phénomène se reproduise, il faudrait à la cohabitation un événement négatif aussi fort que le plan de rigueur de 1983 le fut à l'économie. Il n'est pas certain qu'il se produise.

### La popularité retrouvée de M. Mitterrand

Enfin, la cohabitation a rendu sa popularité à M. François Mitterrand. Il est vrai que le Président de la République enregistrait une remontée régulière de sa cote depuis l'automne 1985. Mais la nouvelle donne post-électorale lui a permis de progresser brutalement de dix points et d'enregistrer son niveau de confiance le plus élevé depuis juillet 1982. Le Président est désormais le plus populaire des socialistes, y compris devant M. Michel Rocard. Cette résurrection, comparable à celle qu'il connut à la fin de 1980 lorsqu'il s'imposa comme candidat, a pour effet d'effacer le jugement critique de l'opinion sur son action des premières années. Selon le sondage SOFRES/Sud-Ouest pour l'anniversaire du 10 mai, 52 % des Français jugent positif le bilan des cinq ans, contre 36 % d'opinions négatives. C'est le meilleur résultat enregistré depuis 1982 par ce baromètre annuel.

L'opinion est reconnaissante à M. Mitterrand d'avoir accepté sans barguigner le résultat des élections, d'avoir nommé sans tarder M. Jacques Chirac, au poste de premier ministre et de laisser s'instaurer un nouvel équilibre des pouvoirs qui correspond aux vœux des Français et... au rapport de forces actuel. Tous ces éléments réunis font que, depuis mars, sa popularité a progressé de quinze points dans l'électorat de droite. Le Président apparaît en outre comme un frein contre les excès possibles de la nouvelle majorité : un pouvoir négocié et partagé paraît préférable à un pouvoir absolu.

Enfin, M. Mitterrand peut concilier pour la première fois depuis le début du septennat son double rôle : Président des Français, il veille à l'unité du pays et au respect des institutions, chef de la gauche, il incarne pour ses partisans les chances de reconquête face à la nouvelle majorité. Sa popularité est exceptionnelle chez les sympathisants socialistes (87 %) et, depuis l'alternance, elle a progressé de dix points dans l'électorat communiste.

Il est clair que la cohabitation a déjà eu pour effet d'occulter de la mémoire collective la défaite électorale du Parti socialiste. Rien de comparable avec le knock-out qu'avait subi le RPR et l'UDF après leur perte du pouvoir en 1981. La popularité du PS a progressé de six points depuis mars. Avec 55 % de bonnes opinions, il est le plus populaire des partis politiques et retrouve son meilleur niveau depuis avril 1983. Enfin, au dernier baromètre IFOP/Journal du Dimanche, M.M. Michel Rocard et Laurent Fabius ont enregistré l'un et l'autre un bond de dix points. Deux mois à peine après leur échec, le PS et ses leaders paraissent déjà avoir retrouvé leur capacité d'attraction.

Ces dernières indications suffiraient à montrer que la ferveur cohabitationniste ne saurait être confondue avec un état de grâce du nouveau gouvernement. Il serait vain d'ailleurs de décréter la fin de

cet état de grâce alors qu'il ne l'a pas connu... Avec 56 % de confiance, la popularité des gouvernements d'aujourd'hui est bien inférieure aux 70 %, voire 75 %, qu'obtenaient M. Mitterrand et Mauroy à l'été 1981. La confiance dans le gouvernement pour assurer la sécurité des Français est inférieure de sept points à celle que connaissaient les socialistes en juin 1981, de neuf points pour développer l'influence de la France dans le monde, de vingt-trois points pour réduire le chômage et... de vingt-six points pour lutter contre la hausse des prix.

Le climat psychologique s'est légèrement amélioré dans le pays depuis mars, mais il ne s'est pas transformé. Le pessimisme touche 42 % des Français au lieu de 49 % avant l'alternance ; en 1981, il était brutalement passé de 38 % à 33 %. Enfin, depuis deux mois, le RPR a vu sa popularité progresser de trois points et l'UDF de deux ; entre mai et juillet 1981, le PS en avait gagné quatorze.

Cette absence d'état de grâce s'explique sans doute par la conjoncture de 1986. Le succès du 16 mars était trop attendu pour déclencher en lui-même un phénomène d'adhésion, alors que celui du 10 mai 1981 fut une énorme surprise. En outre, la victoire n'a pas été triomphale et elle n'est que partielle, puisqu'en apparence seule la moitié du pouvoir est tombée aux mains de la nouvelle majorité. Mais au-delà de ces raisons, on peut se demander si la différence de climat ne tient pas aux réticences des Français à l'égard du programme de la nouvelle majorité.

### L'épreuve des faits

On n'assiste nullement au phénomène de 1981, où durant quelques mois toutes les propositions émanant des socialistes, à l'exception de l'abolition de la peine de mort, recueillaient l'assentiment de l'opinion. Les Français, on le sait, y compris dans l'électorat de droite, étaient hostiles à la suppression de l'IGF et à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Ils sont très réservés sur la privatisation d'une et d'autre de deux chaînes de télévision. Ils sont moins enthousiastes qu'avant l'alternance à l'égard des dénationalisations. En mai 1985, ils étaient 50 % contre 34 % à se prononcer pour le retour au secteur privé des groupes industriels nationalisés en 1981 et 47 % contre 37 % pour les banques. Un an plus tard, selon l'enquête SOFRES/Le Monde, l'opinion n'a pas encore plus que 42 % contre 29 % à le souhaiter pour les groupes industriels et 39 % contre 33 % pour les banques. Dans l'électorat UDF, le souhait de dénationalisation a diminué de douze points, au RPR de onze. Tout se passe comme si, devant l'épreuve des faits, les Français marchaient à reculons vers le libéralisme.

(\*) Directeur des études politiques de la SOFRES, Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Moquettes + Tissus  
muraux coordonnés

Chic &  
Pas Cher!

11 Affaires à  
faire / Artirec

• Paille chinoise (dite japonaise) 49,50 F le rouleau • Tissus sur papier en 0,90 : 5 F le m • Tissu coton méis en 2,60 : 29,50 F le m • Daim imit. : 108 le m • Miroirs à coller 15x39 cm : 10 F l'un • Sols plastiques adhésifs : 10 F le m<sup>2</sup> • Sol plastique en 4 m : 19,50 F le m<sup>2</sup> ; en 2 m : 15 F • Imitation gazon : 29,50 F le m<sup>2</sup> • Moquette griffée anti-usure anti-feu : 19,50 à 29,50 F le m<sup>2</sup> en 2 m ; de 29,50 à 39,50 F en 4 m • Aiguillettes anti-usure anti-feu : 10 F le m<sup>2</sup> • Tissu au prix du papier peint • Du 2,80 m au prix de 1,40 etc. • 5 % lecture. Moins cher en différence remboursée. • 4 seuls dépôts Artirec : • 4, bd. Bastille, 12<sup>e</sup> - 43.40.72.72 • (Ardans Récupérateurs) 8, imp. St. Sébastien, 11<sup>e</sup> - 43.55.66.50 • 120 (ex nos 2) bd. Cl. Giraud, 94 St. Maurice, 48.83.19.97 • Rue J. Monod, 78 Plaisir - 30.55.55.15.

**PICARD**

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

**ATHENES?**

**Allez GO!**

**CHARTER 1290<sup>F</sup>**

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES ou 45.22.20.20

**Si Cannes nous prend le café-théâtre,\* que va-t-on devenir à Paris cet été?**



4.700 chambres d'hôtels.  
3.000 appartements.  
Gastronomie  
33 plages de sable fin.  
Sports nautiques.  
Centre de voile pour les jeunes.  
Tennis.  
et 100 événements spectaculaires.

Cannes ose être la ville la plus égoïste de l'été.

Direction du Tourisme de Cannes.  
Tél. 93.39.24.53.

**CANNES**  
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.

Alleluia!

Grâce à St Patrick et St Killian,  
l'Irlande avec votre voiture  
à partir de 1272<sup>F</sup> A/R

En haute saison (juillet-août), un voyage vers l'Irlande pour 1272 F aller et retour, c'est une bénédiction. D'autant plus que ce prix comprend la voiture et une cabine à 4 personnes avec

lavabo (tarif C). Evidemment St-Patrick et St-Killian vous demandent de faire preuve d'un peu d'astuce en choisissant vos dates de traversée. Et aussi d'être 4 à voyager

ensemble. Mais on est tout de suite 4 quand il s'agit d'aller en Irlande à un prix miraculeux! Tous renseignements : Irish Continental Line ou agences de voyages.

**Irish Continental Line**

4 seuls dépôts Artirec : • 4, bd. Bastille, 12<sup>e</sup> - 43.40.72.72 • (Ardans Récupérateurs) 8, imp. St. Sébastien, 11<sup>e</sup> - 43.55.66.50 • 120 (ex nos 2) bd. Cl. Giraud, 94 St. Maurice, 48.83.19.97 • Rue J. Monod, 78 Plaisir - 30.55.55.15.

**AUDITION-DÉBAT**

**LES CONDITIONS D'UNE SOLUTION POLITIQUE EN AFGHANISTAN**

vendredi 30 mai, de 9 h 30 à 19 h, et samedi 31 mai, de 9 h à 13 h à l'ASSEMBLÉE NATIONALE

128, rue de l'Université, 75007 Paris

organisé par le Bureau International Afghanistan

avec la participation de membres de la Commission des affaires étrangères, de la Commission politique du Parlement européen, de l'Organisation de la Conférence islamique, de diplomates, d'experts et d'une délégation de l'Alliance islamique des modjaheddine d'Afghanistan.

\* 24, rue de Chaligny, 75012 Paris. ENTRÉE SUR INVITATION.

مكتبة من الأصل



صك من الاجل

## POLITIQUE

### Plusieurs sénateurs s'inquiètent de la « parcellisation » de la politique étrangère

Si le débat de politique étrangère organisé autour d'une série de questions orales, mardi après-midi 27 mai, au Sénat, a été dénoté dans un climat sérieux, le début de la discussion des articles du projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances en matière économique et sociale a donné lieu, le soir, à quelques moments houleux. Au grand dam des sénateurs de la majorité, qui sont décidés à

ne pas retarder l'adoption définitive du texte et qui, pour ce faire, ont choisi de ne pas l'amender, l'opposition de gauche manifeste sa volonté de combattre des dispositions qui, pour une grande part d'entre elles, reviennent sur des mesures votées quand elle était majoritaire et une procédure qu'elle condamne au nom du respect des droits au Parlement.

« Fascinante » du point de vue constitutionnel, selon M. Pierre-Christophe Taittinger (RI, Paris), la période actuelle de cohabitation se vit aussi en matière de politique étrangère. Du côté de la majorité, le moment n'est pas mal vécu : ainsi, M. Jacques Genta (Un. cen. Cher), qui a succédé à M. Jean Lecanuet (devenu député) à la présidence de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, considère que « la solution la plus conforme aux intérêts de la France » semble avoir été respectée « sans défaillance de part et d'autre ». Il n'empêche que le même reconnaît que les difficultés les plus sérieuses sont à venir, que ce soit des prochains conseils européens ou à propos de l'IDS. La « parcellisation » dans la conduite de la politique étrangère de la France soulignée par certains ne risque-t-elle pas de s'accroître si la coexistence devenait plus agressive, se demande M. Genta. Tout en estimant que le rôle du ministre des affaires étrangères est de mettre « du hant », il souhaite qu'on ne tombe pas « dans un écarnement béat ».

L'un des prédecesseurs de M. Jean-Bernard Raimond au quai d'Orsay, M. Jean François-Poncet (Gauche dém., Lot-et-Garonne), observe que le partage des responsabilités qui requiert la cohabitation est « peu propice à tracer les sillons qui appellent les défits de cette fin de siècle ». Ces remarques faites, les sénateurs de la majorité n'ont guère été au-delà de la formulation de

quelques préoccupations. A côté des deux orateurs communistes (M. Jean Garcia, Seine-Saint-Denis, et M. Roland Pélissier, Paris) les propos tenus par les porte-parole du PS sont apparus bien prudents. Satisfaisant la plupart des sénateurs de la majorité qui restent attachés à la construction européenne, M. Jean-Bernard Raimond a assuré qu'une « nouvelle impulsion » dans ce domaine est prioritaire. Pour la première fois depuis le 16 mars, le dossier Eureka est évoqué : ce projet, estime-t-il, a pris « un bon départ ». « Cette coopération industrielle civile fondée sur les décisions des entreprises elles-mêmes et ne faisant appel que de manière limitée aux interventions des gouvernements mérite d'être poursuivie », précise-t-il.

Évoquant la récente réunion de Berne, qui s'est achevée « malheureusement », dit-il, sans apporter de résultats conformes « à nos efforts et à nos espoirs », M. Raimond indique que c'est « dans le cadre général de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » que la France présente et appuie « un certain nombre de propositions et de recommandations pour favoriser l'intégration de ceux qui attendent une autorisation de sortie ». Il ajoute : « Indépendamment de cette action dans un cadre multilatéral, je puis vous assurer que nous continuons à intervenir inlassablement auprès des autorités soviétiques à propos des cas particuliers qui nous sont connus ».

A. Ch.

### M. CHIRAC S'ADRESSERA A L'ENSEMBLE DES PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE

Les traditionnelles journées d'études parlementaires RPR et UDF se tiendront, comme chaque année, avant la rentrée parlementaire du 2 octobre.

Le groupe qui préside M. Pierre Messmer se réunira le mardi 30 septembre et le mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Epinal (Vosges), ville dont le maire RPR est M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Au même moment, le groupe UDF, qui préside M. Jean-Claude Gaudin, se réunira à Nancy (Meurthe-et-Moselle), dont le maire est M. André Rossinot, président du Parti radical et ministre chargé des relations avec le Parlement.

Le mercredi après-midi, les parlementaires des deux groupes de la majorité se retrouveront à Vitte pour une séance commune au cours de laquelle M. Jacques Chirac, député de Seine-et-Marne, sera la première fois qu'une telle réunion conjointe se tiendra.

#### NOMINATIONS

##### A LA TÊTE DU RPR

M. Jacques Tonbon, secrétaire général du RPR, a apporté quelques modifications dans les organes dirigeants du mouvement à la suite des élections du 14 mars.

Un poste de secrétaire général adjoint du RPR est créé et attribué à M. Franck Borotra, député de la Creuse, le secrétaire d'Etat aux rapatriés aurait à nouveau insisté sur les assurances qu'il a personnellement reçues de la part de M. Jacques Chirac. M. Santini aurait même laissé entendre que si d'aventure les moyens de tenir ces promesses ne lui étaient pas effectivement fournis, il prendrait acte de ce revirement en rendant son tablier ministériel.

En nom de la FURR, l'un des adjoints de M. Ortiz, M. Jacques Villard, responsable de l'organisation pour la région Midi-Pyrénées, a

### REÇU PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RAPATRIÉS

### M. Ortiz obtient droit de cité

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, a reçu, mardi après-midi 27 mai, une délégation de la FURR (Fédération pour l'unité des réfugiés et rapatriés) conduite par M. Joseph Ortiz. C'était la première fois, depuis sa création, en novembre 1983, que l'organisation présidée par l'ancien ministre des Rapatriés d'Algérie, en jure audience officielle de la part d'un membre du gouvernement.

« L'attachement qui nous frappe est en fait », a souligné l'ancien propriétaire du Bar du Forum, dont l'engagement politique se situe ostensiblement à l'extrême droite et dont l'audience auprès de certains pieds-noirs n'est pas contestable, en particulier dans le Var où la FURR a son siège.

M. Santini a confirmé à cette occasion les engagements qu'il a pris dès son entrée en fonctions, sans y apporter, semble-t-il, quelque bémol que ce soit, bien que l'ampleur de ses promesses, exposées notamment le 26 avril à Nîmes (le Monde du 29 avril) ait provoqué des grincements de dents au ministère des Finances. Selon ses interlocuteurs, le secrétaire d'Etat aux rapatriés aurait à nouveau insisté sur les assurances qu'il a personnellement reçues de la part de M. Jacques Chirac. M. Santini aurait même laissé entendre que si d'aventure les moyens de tenir ces promesses ne lui étaient pas effectivement fournis, il prendrait acte de ce revirement en rendant son tablier ministériel.

En nom de la FURR, l'un des adjoints de M. Ortiz, M. Jacques Villard, responsable de l'organisation pour la région Midi-Pyrénées, a

souligné, dans un texte remis au secrétaire d'Etat : « Ce n'est pas une association partisane qui se présente devant vous mais l'âme d'un petit peuple de France qui, hier, se barricada au nom de la mère patrie, après lui avoir donné tant de sang, de sueur et de larmes. Ses principes, responsables (...) sont dans le camp de l'honneur, dans votre camp. Ils ont été les seuls à le clamer quand la bataille politique a fait rage, ces temps derniers et quand certains égarés, après avoir participé au pèlerinage de Solihvi, se poussaient pour entrer dans l'église de Colombey (allusion au comportement de la confédération Récureux, rive de la FURR, dont les dirigeants se sont ralliés au mouvement chiraquien après avoir soutenu les socialistes). Nous avons le sentiment d'être de la famille : nul ne peut en dire du mal, en toute impunité, à l'extérieur, mais nous sommes réunis autour de la table, à l'intérieur de la maison commune ».

Au terme de cette entrevue, M. Ortiz s'est réjoui que son mouvement ait maintenant « droit de cité ». Il a estimé que M. Santini méritait d'être crédité d'une « bonne volonté nettement exprimée ». Le secrétaire d'Etat lui est apparu « un homme sincère ». Pour autant l'ancien psychologue, qui garde, à soixante-neuf ans, toute sa verdeur, n'entend pas mettre une sourdine à ses convictions antiparlantistes, même si bon nombre des membres de son organisation militent ouvertement dans les formations de la nouvelle majorité tandis que d'autres œuvrent pour le Front national : « Moi, dit-il, je ne ferai de toute façon jamais voter pour Chirac ».

### ONASEC : le « scandale » qui mijote...

Parmi les dirigeants de la FURR qui se sont entretenus, mardi, avec M. André Santini, figuraient certains des auteurs des « réclamations » et autres « plaintes » sur lesquelles le secrétaire d'Etat aux rapatriés s'est fondé pour demander, le mois dernier, à l'inspection générale de l'administration de procéder à un « examen minutieux » de la fonction d'administrateur et de fonctionnaire administratif à l'Office national de l'Action sociale, éducative et culturelle (ONASEC) créé en 1984 et installé à Carcassonne par son prédecesseur socialiste, M. Raymond Courrière, ancien sénateur de l'Aude (le Monde du 10 mai). L'« affaire » a donc été évoquée. Discrètement. Officiellement M. Santini se garde, en effet, de tout commentaire tant que l'enquête n'est pas terminée.

Cette discrétion n'empêche pas les « fuites » qui visent à accuser la « gestion socialiste » d'avoir détourné certains fonds de l'ONASEC à des fins partisanes. Dans l'entourage du secrétaire d'Etat on ne se gêne pas pour affirmer dès à présent que « les faits établis » par l'IGA permettraient de soutenir que cet office a chargé de contribuer à la mise en œuvre des mesures destinées à favoriser l'intégration des rapatriés dans le respect de leur identité culturelle, et doté d'un budget de plus de 50 millions de francs, aurait été, en vérité, l'instrument socialiste d'une entreprise de « dévoiement du service public ».

Les « indications » ainsi distillées mènent sur la piste de M. Courrière, accusé d'avoir installé l'ONASEC à Carcassonne pour de basses raisons de politique locale et d'avoir couvert des pratiques administratives et financières « choquantes », et, surtout, M. Georges Morin, ancien chef de cabinet de M. Louis Mermaz à la présidence de l'Assemblée nationale, président du conseil d'administration de l'office, présenté comme le maître d'œuvre d'opérations suspectes d'avoir eu pour objectif essentiel, sous couvert d'aides aux rapatriés de confession islamique, de financer diverses activités militantes du PS.

#### Aucune preuve

Les haut-le-cœur exprimés dans les coulisses du nouveau secrétariat d'Etat aux rapatriés ne s'accompagnent, toutefois, pour le moment, d'aucune preuve. Contrairement à certaines rumeurs il n'a pas été établi, en particulier, que le budget de l'ONASEC ait contribué au financement du club socialiste Espéras 89, dont le président n'est autre que l'ancien directeur

de cabinet de M. Courrière, M. Maurice Benasseyag. Espéras 89 a bien été subventionné par M. Courrière mais sans l'intermédiaire de l'ONASEC, indique-t-on côté socialiste. Une subvention de 30 000 F a été accordée à ce club en 1985 mais il s'agit, précise-t-on, d'une subvention ordinaire, accordée au titre du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale « dont dépendait alors le secrétaire d'Etat aux rapatriés ». Pour aider à l'organisation d'une rencontre de jeunes sur le thème de l'intégration des minorités.

En revanche, il paraît acquis que si « scandale » de l'ONASEC, il y a cette « affaire » ne saurait a priori présenter une ampleur analogue à l'autre « scandale », celui du Carrefour du développement, qui vient de voir le nouveau ministre de la coopération déposer une plainte impliquant la gestion de son prédecesseur (le Monde du 28 mai).

En attendant les conclusions des enquêtes de l'IGA, M. Courrière range son train. Mais il a déjà fait savoir qu'il se réserve le droit de porter plainte en diffamation et de diffuser à son tour, au besoin, un certain nombre d'informations sur la gestion du secteur « rapatriés » par les prédecesseurs des socialistes.

M. Morin, lui, a déjà apporté sa propre réponse, non seulement aux enquêteurs, de vive voix, mais aussi, par écrit, à son nouveau ministre de tutelle. Il se fait fort, de l'abri d'une comptabilité qui ne semble pas contestée par l'IGA, de réfuter, point par point, les imputations de ses accusateurs.

Pied-noir lui-même, M. Morin ne manque apparemment pas de munitions pour essayer de démontrer que ledite enquête s'inscrit simplement dans une « campagne » engagée par le nouveau gouvernement contre l'ancienne majorité : « L'espace de paix civile qui règne entre l'Élysée et Matignon n'interdit pas, dit-il, les coups de pied sous la table. Il semble bien qu'après Mucchi, parti avec la caisse, Quilès avec les cartouches, Joux avec les bidons d'essence et Auroux avec les rails de la SNCF, ce soit maintenant le tour de Courrière. Chaque ministre paraît avoir reçu mission de dénoncer de préférence et sous le couvert de son prédécesseur ».

Entre M. Courrière et M. Santini le duel s'annonce en tout cas aussi tumultueux qu'un match de rugby ordinaire dans les Corbières.

ALAIN ROLLAT.

### Propos et débats

#### M. Mitterrand : pas d'« escarmouches »

« La politique d'aujourd'hui est, dans ses intentions, très différente de celle d'hier, naturellement. Mais on ne peut fixer à un pays comme seul objectif de revenir en arrière. Je pense que le gouvernement s'efforcera de faire autre chose, de s'attaquer à l'avenir. A sa façon, naturellement. Mon rôle n'est pas de le critiquer, mais de le mettre en garde, et les Français avec lui, sur les conséquences de ses actes, chaque fois que j'ai le sentiment que telle ou telle couche sociale ou ethnique, tel ou tel droit individuel pourrait en souffrir, ce qui nuirait à l'unité profonde du pays. Il y a eu pour des gens intelligents et patriotes. Je ne partage pas leur façon de voir. Du débat parfois public que j'ai avec eux, je souhaite que les Français tirent profit », a déclaré M. François Mitterrand dans une interview publiée, mercredi 28 mai, par l'International Herald Tribune.

M. Mitterrand remarque que le respect de la majorité parlementaire issue des élections législatives du 16 mars ne l'empêche pas de faire connaître ses vues sur les questions majeures concernant l'intérêt général, sans pour autant se livrer à des « escarmouches », ce qui ne rendrait service à personne. M. Mitterrand note que le président de la République exerce un rôle prédominant dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, des libertés et de la sécurité (la loi et l'ordre) ainsi que des droits de l'homme.

#### M. Messmer : censurer le président

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, estime souhaitable que le président de la République « ne soit pas tantôt un président arbitre, tantôt un président militant, car on finit par ne plus savoir s'il est un arbitre ou un militant socialiste ». « Si le président refuse de signer les ordonnances, il engage sa responsabilité politique, et nous en tirons toutes les conséquences, ajoute M. Messmer. A l'Assemblée nationale, il n'y aurait pas d'autre solution pour le gouvernement que de substituer à l'ordonnance un projet de loi, d'engager sa responsabilité sur ce projet. La majorité, refusant la censure, censurerait par là même le président de la République. L'opposition du président et de l'Assemblée nationale apparaîtrait dans toute sa clarté ».

**STERN**  
• GRAVEUR •  
depuis 1840  
Cartes de visite  
Invitations  
Papiers à lettres  
pour Sociétés  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

### LES TEMPS DE PAROLE A LA TÉLÉVISION : déséquilibre en faveur du gouvernement

A la suite des critiques de M. Jacques Chirac concernant la « déformation » de l'information sur les chaînes publiques, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a saisi la Haute Autorité de la communication audiovisuelle à propos de l'équilibre du temps de parole à la télévision. Au vu des relevés effectués par le service d'observation des programmes sur les journaux télévisés pendant la période du 10 mars au 18 mai, la Haute Autorité a estimé qu'il existe un déséquilibre en faveur du gouvernement.

Voici les chiffres :  
Sur TF1. - Gouvernement : 211 mn 56 s.; majorité : 91 mn. 48 s.; opposition : 100 mn. 49 s.  
Sur A 2. - Gouvernement : 235 mn. 23 s.; majorité : 106 mn. 40 s.; opposition : 115 mn. 17 s.  
Sur FR 3. - Gouvernement : 68 mn. 48 s.; majorité : 53 mn. 01 s.; opposition : 52 mn. 17 s.

Selon la règle en vigueur dans l'audiovisuel, gouvernement, majorité et opposition ont droit chacun à un tiers du temps de parole total.

### La querelle communiste de Brest continue

#### De notre correspondant

Brest. - La querelle communiste de Brest continue. Le nouveau comité fédéral du PCF finistérien se trouve, à la suite de la conférence fédérale réunitrice et houleuse du dimanche 25 mai, au point d'une partie des militants qui restent d'y être élus ou réélus (le Monde du 28 mai). Deux anciens membres du secrétariat de la fédération nord (qui en comptait six) sont au nombre des partants.

M<sup>me</sup> Yvonne Lagadec, conseillère municipale de Brest et M. Yvon Drevillon, candidat sortant, ont

#### LOIN DU PC PRÈS DU PS

M. Jean-Pierre Bonnetin, quarante-deux ans en novembre prochain, attaché technico-commercial dans un bureau d'études depuis quelques mois, maire de Yutz (Moselle) depuis 1977, vient d'adhérer à Espéras 89. Le secrétaire fédéral du Parti socialiste de Moselle, M. René Locart, me l'a proposé, cela me convenait, j'y suis allé, explique-t-il, ajoutant : « Je me rapproche du PS, j'envisage de m'y inscrire ». Près du PS, loin du PCF... M. Bonnetin a été membre du Parti communiste pendant une quinzaine d'années. Il en était permanent et membre du bureau fédéral jusqu'à septembre 1985.

L'automne dernier, il abandonne toutes ses responsabilités au PCF. Il se « met en attente » jusqu'à la fin de l'année. En 1986, il ne reprend pas sa carte. Il explique : « Ça n'allait plus. Le PC ne répond plus aux questions que se pose le pays, aux questions que je me posais moi-même. Le dernier congrès l'a prouvé. Que fais-on au PC ? On rejette sans cesse la faute sur les autres. Quant aux libertés, en particulier dans les pays de l'Est, les positions du PC sont hypocrites. Pour moi, l'avenir n'est plus au PC qui est prêt qu'une secte ». M. Bonnetin a suivi avec attention les réformateurs du PCF. Il est d'accord avec beaucoup de leurs thèses. Mais il n'a « l'illusion plus » : « On ne peut changer le PC de l'intérieur. Je n'ai pas de temps à perdre. Il fallait bouger ».

M. K.

#### L'école HEC communiqué

L'école HEC remercie les nombreux candidats qui se sont inscrits pour ses programmes : le MS Entrepreneur et le MS Finances Internationales. Les inscriptions pour le MS Entrepreneur sont closes et la liste définitive des étudiants admis sera publiée le 15 juillet. Les candidatures pour le MS Finances Internationales seront acceptées jusqu'au 30 juin. L'accès au Master (MS) est réservé aux titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'un diplôme français BAC+5 ou d'un titre étranger équivalent. Le programme 86-87 sera essentiellement centré sur les marchés financiers.



## COMMUNICATION

### La réforme de l'audiovisuel

Invité de « L'heure de vérité » le mercredi 28 mai, sur Antenne 2, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a tenté de répondre aux questions et aux polémiques que soulève la réforme de l'audiovisuel. Reportée à cause de la grève du service public, le 21 mai, l'émission intervient une

semaine avant l'examen par le conseil des ministres du projet de loi sur la communication. Un projet en retrait sur la plate-forme UDF-RPR puisqu'il ne propose que la privatisation d'une seule chaîne publique et repousse la déréglementation des télécommunications à

l'horizon 1988 et à une loi spécifique. Les intentions du gouvernement n'en contiennent pas moins d'inquiéter nombre de professionnels et de responsables politiques. Inquiétude renforcée par les attaques des membres du gouvernement contre le « manque d'objectivité » des journalistes de l'audiovisuel.

### Le président de l'INA s'inquiète de la « brutalité » du changement

Vent-on faire de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) un « dépôt mort » ? Vent-on le réduire à une fonction d'archivage, alors que, depuis plus d'une décennie, l'Institut a été la « véritable boîte à idées » de l'audiovisuel ? C'est, en substance, l'une des grandes inquiétudes qu'inspire à M. Jacques Pomonti, président de l'INA, le projet de réforme gouvernemental de l'audiovisuel. Il a exprimé ces craintes en présentant, mardi 27 mai, les programmes de création de l'INA qui seront diffusés sur les antennes cet été.

« Je ne perçois pas, en tout cas aujourd'hui, la viabilité économique et financière de la réforme », explique M. Pomonti. Cela en raison de « l'affirmation de deux volontés objectivement contradictoires : la réduction de la redevance et la forte diminution, voire la suppression de la ressource publicitaire ». Mais, au-delà du sort de l'INA, ce sont aussi « les effets potentiels du projet de loi sur la capacité française de création et de production audiovisuelle » qui inquiètent M. Pomonti. L'évacuation de la notion de service public est un premier danger, mais il en est un encore plus grave : la « brutalité » avec laquelle est prévu le changement dans l'audiovisuel.

La télévision, a souligné le président de l'INA, est une entreprise industrielle « très complexe », dont les équilibres sont « fragiles et avec lesquels il n'est pas bon de jouer ». Or, ces équilibres risquent d'être détruits.

Car, selon M. Pomonti, « il n'existe pas véritablement, à ce jour, de marché interne français de la production audiovisuelle » : 85 % des créations télévisuelles nouvelles, a-t-il affirmé, sont d'origine publi-

que, et il n'y a pas d'entreprises privées dont le chiffre d'affaires atteigne 10 % de celui de la Société française de production.

Les dispositions du projet de loi concernant la privatisation de TF1 et de la SFP risquent donc d'avoir « des effets négatifs, profonds et durables » sur la production française de télévision et de cinéma.

A propos de la critique, sans cesse répétée, sur la diminution de la création télévisuelle du secteur public, M. Pomonti répond que cette baisse a été de 30 % dans le monde occidental et de 20 % en France. Il a reconnu que, en 1984, les majors américaines ont réalisé leur plus gros chiffre d'affaires avec notre pays (33,3 millions de dollars). Face au géant américain, il préconise, pour défendre l'industrie française de production audiovisuelle, de continuer l'effort public — où l'INA joue un rôle important — mais aussi de créer, « c'est impératif », un marché européen très fort.

A. Rd.

• **Lo SFP et la Cour des comptes.** — A la suite de nos informations (Le Monde du 28 mai), la direction de la Société française de production précise que « les factures de contournement offertes à l'émission de Jacques Martin se sont élevées, non pas à 20 000 francs, comme il a été indiqué, mais à 2 070 francs pour 1983, 2 230 francs en 1982 et 570 francs en 1984 ». Une erreur de composition a rendu incompréhensible le dernier paragraphe de l'article. Il fallait lire : « Il [M. Bertrand Labrousse] note, en outre, que la SFP est passée du déficit à une situation bénéficiaire. »

### Réactions en chaînes

• **MM. Marcel Lucotte** (républicains indépendants), Daniel Hoeffel (Union centriste), Roger Romani (RPR) et Jean-Pierre Cantegrit (Gauche démocratique), présidents des groupes de la majorité sénatoriale, ont déclaré le 27 mai qu'ils « approuvaient pleinement » les propos de M. Jacques Chirac formulés à Autun sur l'information télévisée.

• Interrogé, le 27 mai à Grenoble, sur la mise en garde adressée par M. Chirac aux journalistes de l'audiovisuel, M. Michel Rocard a déclaré : « Le premier ministre a dû se coucher en regretant de n'avoir pas médité sur le mot de Saint-Just : « on ne gouverne pas sans laconisme ». Pour l'ancien ministre de l'Agriculture, la privatisation de TF1 apparaît « plutôt symbolique et idéologique que correspondant à une vraie nécessité (...). Je n'ai pas de religion en matière de nationalisation (...), mais je me demande pourquoi on commence par démolir au lieu de continuer à construire ». M. Rocard a estimé que « remettre la « S » en état et changer le contrat, et pourquoi pas, améliorer TVS », c'étaient « des choses tout à fait utiles à faire ».

• Le PCF est intervenu le 27 mai dans le débat par le biais d'un éditorial de M. Ruland Leroy dans l'Humanité. Réaffirmant le combat « sans réserve » contre la privatisation de TF1 et l'opposition du PCF à toute « chose aux sorcières », M. Leroy estime cependant que les chaînes publiques n'ont pas assuré, même après 1981, un pluralisme satisfaisant pour le PCF. « Il est difficile pour nous d'admettre que M<sup>me</sup> Cotto puisse dire que la Haute Autorité n'a reçu aucune plainte. Nous l'avons saisie maintes fois de cas de discriminations qui nous frappaient », écrit M. Leroy. Le directeur de l'Humanité estime

aussi que pour certains journalistes « l'idée du pluralisme a toujours été le rejet de l'opinion communautaire ». Il rappelle que le PCF n'a « jamais demandé que soient admis à la radio et à la télévision un certain nombre de communistes ».

• L'Association des résistants de la radio-télévision française déclare que « pour les résistants, pour ceux qui à la radio-télévision française ont risqué ou donné leur vie afin de concourir à la naissance et à la vie d'une radio-télévision de la nation française, la privatisation de la télévision est une trahison ».

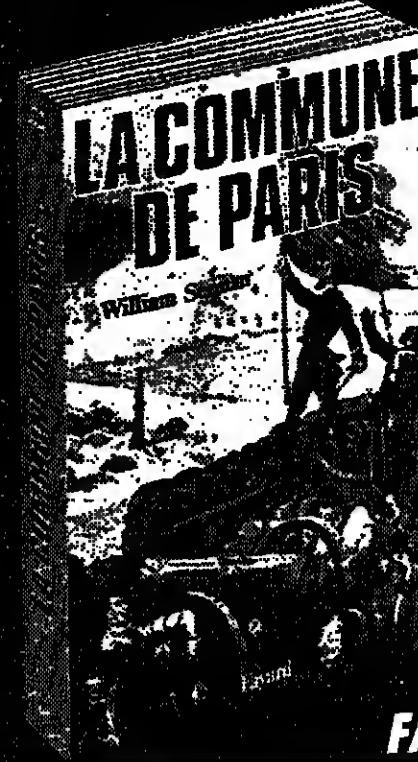
• La Confédération française de l'encadrement CGC estime que, « s'il y a eu grève dans l'audiovisuel public le mercredi 21 mai, c'est que l'émotion est à son comble ». Le personnel, dit la CGC, « ne sait rien de son avenir. Tout le monde s'exprime, sauf le gouvernement, dont les intentions ne sont pas clairement affichées ». La CGC pose, parmi d'autres, les questions suivantes au gouvernement ou lui demandant d'y répondre « d'urgence » : « A quel prix est estimée la valeur de la formation des techniciens et personnels ? Qu'advient-il des propriétés artistiques inestimables détenues par TF1 ? Les vend-on avec les meubles ou les confie-t-on à l'INA, dont on ignore ce qu'il deviendra ? »

• Le Syndicat des réalisateurs et créateurs de télévision rappelle que, dès le 19 avril, il a lancé un appel aux téléspectateurs pour la défense du service public de l'audiovisuel. « On brode votre télévision », déclare notamment le syndicat en demandant « à tous les Français, devant la gravité de la situation, de rédiger des pétitions de soutien ». Le syndicat appelle aussi tous les organismes, associations et mouvements à soutenir ces actions.

### L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

La Commune de Paris appartient à ce genre d'événements qu'il semble impossible d'évoquer objectivement. Le livre de William Serman tranche heureusement avec cette tradition... Règlement de comptes barbare qui a longtemps laissé des traces dans la mémoire nationale, au fond la Commune a terminé une époque, commentée avec la Révolution, dominée par l'exemple de cette dernière.

Claude Jannoud, Le Figaro.



624 p.  
145 F

FAYARD

**ODOUL** AGENT DE **demeco**  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

PHOTO RAYMOND BROWNS - JPH 14



**C'EST VRAI  
C'EST A EVRY**

**HENRY  
VILLE  
D'ACTION**  
EPEVRY 1 60773200

Michel Jonasz, Yury Bukoff,  
Jean-Jacques Goldman,  
Yvry Gills en concert à l'Agora.

Le festival annuel de la Bande Dessinée  
de l'Alice : en 86, le « rêve américain ».

Livres, disques et vidéo-cassettes pour tous  
à la Médiathèque. Une galerie d'art pour  
chaque maison avec les photos et estampes  
prêtées par l'Artothèque... 14.000 abonnés.

هكذا من الأصل



# société

## DÉFENSE

### A SAINT-CYR

#### M. Mitterrand réaffirme que la France ne doit pas s'insérer dans un dispositif de défense limitant sa liberté d'action

De notre envoyé spécial

Saint-Cyr-Coequidan. — Se pesant en continu de la stratégie d'indépendance militaire inspirée du général de Gaulle, le président de la République a lancé, en quelque sorte, une double mise en garde, mardi 27 mai, devant les élèves-officiers des écoles de l'armée de terre à Saint-Cyr-Coequidan (Morbihan). La première mise en garde s'adressait au premier ministre pour ses propos favorables au projet de bouclier spatial antimissiles, connu sous le nom d'initiative de défense stratégique (IDS) aux Etats-Unis. La seconde visait des intentions prêtées au ministre de la défense de faire des économies aux

dépens de l'armée de terre pour mieux financer des investissements majeurs, en matière d'armements, propres à l'armée de l'air et à la marine.

C'était la première fois depuis 1981, que M. François Mitterrand visitait les quatre écoles militaires de Saint-Cyr-Coequidan, où sont formés, chaque année, jusqu'à mille cinq cents élèves-officiers de toutes origines dans un camp de cinq mille hectares en pleine lande bretonne. Mais c'était aussi la première intervention publique du chef de l'Etat depuis la formation du gouvernement issu des élections du 16 mars qui instaure l'écologie de la cohabitation avec la nouvelle majorité parlementaire. Chef des armées selon la Constitution, M. Mitterrand a donc choisi à dessein et le lieu et la date de son premier discours public de la « coexistence » politique avec M. Jacques Chirac. Personne ne s'y est, du reste, trompé, à commencer par M. Yves Bourges, ancien ministre de la défense du précédent septennat et, aujourd'hui, sénateur RPR, qui, présent à la cérémonie, estimait que « M. Mitterrand a ainsi voulu marquer son territoire ».

#### M. HERNU DEMANDE DES SANCTIONS CONTRE UN GÉNÉRAL POUR MANQUEMENT AU DEVOIR DE RÉSERVE

Ancien ministre de la défense et député socialiste du Rhône, M. Charles Hernu a, dans une question écrite adressée à l'actuel ministre de la défense, M. André Giraud, demandé que soient prises des sanctions à l'encontre du général de corps aérien Michel Forget pour des propos contraires au devoir de réserve des fonctionnaires militaires. Au cours d'une visite, le 18 mai dernier, à Nancy, de M. Giraud, le général Forget, qui commande la Force aérienne tactique (FATAC), soit environ trois cent quinze Mirage et Jaguar répartis en vingt et un escadrons de combat, a, en présence du ministre de la défense, expliqué à des journalistes : « Le plus mauvais ministre, c'est celui qui n'obtient pas les crédits budgétaires nécessaires aux armées. De ce point de vue, le plus mauvais ministre a été M. Hernu ».

Dans sa question écrite, M. Hernu a demandé à M. Giraud dans quelles conditions un officier général peut ainsi mettre en cause, publiquement, un ancien ministre de la défense. « Les officiers ne seraient-ils plus soumis au devoir de réserve ? », interroge M. Hernu. Au cas où il y aurait toujours soumis, comment comptez-vous réagir à ces propos ? », demande-t-il à M. Giraud.

Sans jamais citer le nom du premier ministre, ni faire explicitement référence à des propos récents de M. Chirac selon lesquels « la France ne peut pas se passer d'associer à sa grande recherche » qu'est l'IDS américaine qualifiée de « grand mouvement inévitable, irréversible et justifié », le président de la République a tenu à rappeler « la cause juste de la défense de la patrie ».

« Des propos gaulliens »

« La France », a déclaré M. Mitterrand, pratique une stratégie de dissuasion. Préparer la guerre pour ne pas avoir à la faire, ou la faire dès lors qu'il s'agit de défendre ses intérêts vitaux. Mais cette stratégie de dissuasion est autonome. Nul n'a le droit de vie ou de mort sur la France. Notre pays ne se laissera pas entraîner dans un conflit qu'il n'aurait pas clairement accepté. Il est fidèle à ses alliances, loyal à ses obligations. Mais il ne relève que de sa seule décision. Ce qui incite à éviter le « basting », plus qu'il ne convient à un grand pays maître de ses actes, dans des mécanismes où il ne serait pas en mesure de prendre une part entière et libre à la décision. Ce que je dis là est vital pour

la stratégie présente. Il en serait de même de toute autre ».

Aux journalistes qui lui demandaient, à l'issue de son discours, de préciser s'il avait voulu, de la sorte, répliquer à M. Chirac après ses propos favorables à l'IDS américain, le chef de l'Etat a eu cette remarque laconique : « Il ne s'agit pas d'un jeu de questions et de réponses de la part du président de la République. C'est l'affirmation d'une doctrine constante depuis, déjà, bien un quart de siècle, doctrine qu'il s'agit de préserver ».

S'adressant plus particulièrement aux élèves-officiers réunis pour la circonstance dans l'amphithéâtre Napoléon de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, M. Mitterrand a, ensuite, invité les futurs cadres de l'armée de terre française à se préparer à diriger et à commander. « Commandez avec fermeté les jeunes soldats du contingent, leur a-t-il dit, en les comprenant, en les aidant ».

Devant le ministre de la défense, M. André Giraud, qui l'a accompagné durant toute cette visite à Coequidan, le chef de l'Etat a ajouté à l'octroi des jeunes officiers : « Vous avez une grande place à tenir aux côtés de vos camarades des deux autres armées. Avec ses armes océaniques, l'armée de terre est une des composantes majeures de la dissuasion. Elle y apporte la souplesse, la permanence et l'engagement dans les réalités inconnues des hommes et des territoires. Une série de remarques qui, sur place, ont été interprétées comme la preuve de la volonté présidentielle que l'armée de terre, « pion » essentiel de la dissuasion nucléaire avec ses missiles Pluton et, demain, Hadès, ne soit pas sacrifiée sur l'autel des économies budgétaires ou des réorganisations doctrinales préparées par l'actuel gouvernement dans le cadre de ses réflexions sur une nouvelle loi-programme ».

Parmi les invités, M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'Intérieur, député UDF et président du conseil général du Morbihan, appréciait constamment : « Je ne vois pas de nouveautés dans les propos présidentiels, a-t-il expliqué aux journalistes. De toute façon, tous les chefs d'Etat de la V<sup>e</sup> République tiennent des propos gaulliens et c'est une bonne chose ».

JACQUES ISNARD.

## JUSTICE

### A LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

#### La querelle des anciens et des modernes sur l'avenir de la profession d'avocat

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — C'est bien, selon la remarque de M. Lucien Lasque, premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, « une affaire un peu spéciale », celle dont la première chambre de cette juridiction se trouvait saisie lundi 26 mai. Il lui est demandé d'annuler une disposition du règlement intérieur du barreau de Marseille, votée le 15 mars 1985 par le conseil de l'ordre et selon laquelle un avocat inscrit à ce barreau ne peut avoir de cabinet secondaire en dehors du ressort du tribunal de la ville.

Cette disposition avait été opposée à deux membres de ce barreau qui voulaient ouvrir un cabinet secondaire à Conakry, en Guinée, et installer à Paris un « bureau de travail ». Il faut préciser tout de suite que les deux demandeurs sont des ambitieux. Ce qui les intéresse, ce ne sont guère les affaires pénales d'assises ou de correctionnelle, ni les dossiers de divorce ou d'accident de la circulation. Ils guignent plutôt le vaste champ offert, aujourd'hui, à l'avocat moderne par le droit des affaires, celui des sociétés nationales ou multinationales, à une époque où les règles européennes et internationales ont accordé la liberté d'établissement à des confrères étrangers, faisant de plus en plus de l'avocat un consultant tout à fait capable de jouer son rôle dans la compétition économique.

C'est bien pourquoi le débat ouvert devant la cour d'Aix-en-Provence prenait des allures d'une querelle entre anciens et modernes. D'un côté, l'ordre des avocats de Marseille, présenté comme le tenant de traditions surannées, confinant ses ressortissants dans les limites d'un exercice local et étiqué de leur profession. De l'autre, deux gaillards d'aujourd'hui, dans une chambre d'hôtel ou même dans le cabinet d'un confrère hospitalier. La question qu'il pose à la cour d'Aix, qui, en son genre, est sans précédent, dépasse ainsi le cadre local et interroge assurément bien des barreaux français.

Au-delà des frontières

« Affaire de principe et importante pour l'avenir », devait donc plaider M. Bernard Cahen, ancien membre du conseil de l'ordre du barreau de Paris, et M. Alain Vidal-Naquet, du barreau de Marseille.

Alors que la concurrence étrangère se fait de plus en plus vive, un avocat français peut-il ouvrir un cabinet secondaire en dehors des limites de son barreau ?

Des chiffres ont été cités. A Paris, on compte actuellement quatre cents cabinets d'avocats étrangers. Leur chiffre d'affaires dépasse celui des six mille avocats français inscrits dans la capitale. Devant pareille situation, faut-il rester figé dans sa robe ? En fait, des pionniers se sont déjà présentés. Le plus important cabinet d'avocats parisiens a aujourd'hui des bureaux et des envoyés à Ryad, à New-York et à Londres. Ce n'est pas là un cas isolé. Il est vrai que l'ordre de Paris a admis, depuis longtemps déjà, des installations de cabinets en dehors des frontières, sous réserve d'une autorisation préalable et de la régularité des conditions d'établissement.

Quant à celui de Marseille, selon M. Bernard Cahen, celui-ci n'a-t-il pas « fermé les yeux pour certains des siens qui, de notoriété publique, se partagent bel et bien entre Marseille et Paris » ? Fallait-il encore citer l'exemple de ces nombreux avocats spécialisés dans le droit du travail et demandant régulièrement des consultations aux sièges d'entreprises ou de comités d'établissement fort éloignés des juridictions auprès desquelles ils sont inscrits, sans que l'idée soit jamais venue à personne de trouver à redire ?

#### Concurrence étrangère

Pour en revenir au cas d'espèce, sur quel texte s'est appuyé le conseil de l'ordre de Marseille pour fixer son cas ? La loi du 31 décembre 1972, qui régit la profession, dit, à son article 83, que « l'avocat est tenu de fixer son domicile professionnel dans le ressort du tribunal de grande instance auprès duquel il est inscrit ». Les demandeurs ont satisfait à cette condition. S'ils veulent ouvrir un cabinet secondaire à Conakry et un bureau de travail à Paris, leur domicile professionnel n'en restera pas moins fixé à Marseille. Pour le reste, le décret de 1972 est muet sur la question du cabinet secondaire ou du bureau de travail extérieur.

Devant ce silence, le conseil de l'ordre de Marseille a pourtant considéré que rien ne lui interdisait de fixer, pour sa part, sa propre

interdiction dans son règlement intérieur. Pour les demandeurs, c'est là une extrapolation dangereuse. Si elle devait être entérinée par la cour d'appel, cela reviendrait à priver le barreau français des possibilités qui sont ouvertes à tous les barreaux des grandes puissances étrangères ; ce serait réduire l'activité des avocats nationaux à la postulation (1) et à la plaidoirie, en obligeant qu'aujourd'hui cette activité devient secondaire.

S'il reste entendu que la représentation d'un plaideur devant une juridiction ne peut se faire que dans les limites territoriales de compétence de la juridiction auprès de laquelle est inscrit l'avocat, l'assistance d'une clientèle ne saurait, elle, connaître la moindre restriction. Sinon, toujours dans la thèse des demandeurs, comment les barreaux pourraient-ils concurrencer les conseils juridiques et faire pièce à l'emprise de plus en plus grande, de leurs confrères étrangers ? D'autant que les dispositions du traité de Rome autorisent aux avocats italiens, allemands, espagnols, notamment, l'ouverture de cabinets secondaires que l'on voudrait interdire à un Français.

L'avocat général, M. Christian Roque, devait se faire l'allié des demandeurs. Sans qu'il faille y voir, a-t-il dit, une condamnation de l'ordre des avocats de Marseille, il a conclu à l'annulation de l'article incriminé du règlement intérieur. « S'il appartient au conseil de l'ordre de traiter toute question intéressant l'exercice de la profession, a-t-il dit, il ne peut pour autant, par un règlement intérieur, imposer aux membres de son barreau des contraintes qui n'aient aucun support législatif ou réglementaire. » Mais aussi, pour lui, « il ne s'agit pas d'une question purement locale, mais bien d'une question fondamentale pour l'avenir d'une profession dont les autorités judiciaires ne sauraient se désintéresser ».

M. Gérard Canle se retrouvait bien seul pour défendre cet article 39 — désormais fameux — du règlement intérieur de l'ordre de Marseille, « qu'aucune disposition réglementaire a-t-il soutenu, n'interdit, et cela d'autant moins, devant la cour d'appel, qu'il n'est pas de l'ordre, qui a une obligation de contrôle et de surveillance, de s'assurer à l'évidence la remplir à l'égard d'avocats qui seraient installés à Paris, et à fortiori en Guinée ».

L'arrêt sera rendu le 30 juin. JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE

#### Une banale affaire de cambriolage avec... le coiffeur de M. Pierre Mauroy

De notre correspondant

Lille. — Plus de douze heures d'audience, pas moins de sept suspensions de séance : audience vraiment peu ordinaire que celle qu'a connue mardi 27 mai, la huitième chambre correctionnelle du tribunal de Lille. Comparait, sous l'inculpation de complicité de vol avec effraction et en compagnie de quatre autres prévenus, M. Donald Tassin, mis en cause dans une affaire de cambriolage, commis en avril 1984, au domicile d'un numismate lillois, M. Pascal Loyer.

Affaire banale, et qui le serait restée si M. Tassin n'avait pas été militante socialiste très actif, et, surtout, s'il n'avait pas exercé la profession de coiffeur, se plaçant à voir défiler en son salon le « Tout-Lille », en particulier le maire, M. Pierre Mauroy. A partir de là, ce dossier allait dériver pour devenir une affaire politico-judiciaire dans laquelle les uns dénoncent les pressions exercées sur la justice, les autres la manipulation politique (Le Monde du 29 octobre 1985).

C'est bien cet aspect du dossier (dont on a presque plus parlé que du cambriolage lui-même) qui domine l'audience de mardi son caractère exceptionnel. Il faut dire qu'il est peu banal, dans ce genre d'affaires, de voir cités à comparution comme témoins un ancien ministre du travail, M. Michel Delebarre, député, ou des personnalités comme M. Bernard Roman, adjoint au maire de Lille, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, M. Claude Carsson, également adjoint au maire, responsable du MRG dans le Nord, M. Bernard Gauthier, préfet de police à Lille, ou encore des membres du parquet comme M. Richard Bouaziz, procureur adjoint, et Jean-Michel Faure, juge d'instruction au tribunal de Lille, ou des magistrats comme M. Joël Menoz, actuellement détaché au Crédit agricole.

Autant de personnalités que les avocats de la partie civile souhaitent voir témoigner à la barre et qui avaient décliné cette « invitation », arguant chacun de leurs obligations professionnelles, en expliquant qu'ils ne pouvaient pas compromettre la nécessité de leur comparution. Une attitude qualifiée d'insupportable et d'insupportable par la partie civile qui demandait même — en vain — au président de la huitième chambre de délivrer des mandats d'amener pour chacun de ces témoins !

#### Un autre procès

Cela n'a pas empêché les deux avocats de la partie civile de dresser un véritable réquisitoire pour s'indigner des interventions faites par les gens de M. Tassin et, surtout, de l'absence de ces derniers, selon eux, auprès du parquet. Elles se seraient traduites notamment par des procédures pour le moins inhabituelles. La partie civile relève, en particulier, la rapidité avec laquelle la chambre d'accusation de Douai statuait, le 2 janvier 1985, sur une demande de mise en liberté de M. Tassin, et accuse un membre du parquet d'avoir alerté deux des prévenus d'une perquisition. Les deux avocats parisiens M<sup>rs</sup> Beaumier et Pamiot mettaient même iniquement en cause M<sup>rs</sup> Faure, juge d'instruction, Bouaziz, procureur adjoint, Brun, procureur général près de la cour d'appel de Douai, et annonçaient leur intention de les poursuivre pour trafic d'influence.

C'est un tout autre procès qu'on veut ainsi instruire, qui n'a que bien peu de points communs avec l'affaire elle-même, soulignant la défense son s'interrogeant à son tour sur certaines irrégularités ou, tout au moins, sur les conditions dans lesquelles avait été menée l'instruction. Les défendeurs mettaient notamment en avant le fait que le juge chargé du dossier, M. Jean-Pierre Carbuca, était un familier de cer-

tains des prévenus, et qu'à ce titre il aurait dû se débarrasser de cette affaire pour qu'elle soit instruite avec la sérénité nécessaire.

Pour sa part, rejoignant les accusations portées contre le parquet, le procureur de la République ne voyait rien de tel que aux accusations de vol ou de complicité, requérant des peines allant de trois ans à dix-huit mois de prison avec sursis. Pour M. Tassin, il réclamait un an et demi de prison avec sursis et une peine d'amende. Le tribunal rendra son jugement le 27 juin prochain. JEAN-RENE LORE.

#### Au tribunal de Pontoise M. BIDAOU SUSPENDU DE SES FONCTIONS

M. Jacques Bidaou, substitut au tribunal de Pontoise, a été suspendu de ses fonctions par arrêté du garde des sceaux en date du 22 mai. Cette interdiction temporaire précède la comparution de M. Bidaou devant la commission de discipline du parquet, indiquée-t-on à la chambre civile. Présidé par le procureur général de la cour de Cassation, cette commission pourra, le cas échéant, exclure M. Bidaou de la magistrature ou lui infliger une autre sanction.

Après aujourd'hui de quarante et un ans, M. Bidaou avait été élu de la magistrature en février 1945. Il était juge d'instance à Hayange (Moselle). Il avait été réintégré dans cette même magistrature après la victoire de la gauche, en septembre 1981, mais avait continué à faire partie de lui, en citant notamment plusieurs dizaines de députés comme témoins devant le tribunal de Pontoise dans une affaire de syndics en faillite, en novembre 1984. M. Robert Badinter avait été à deux doigts, à ce moment-là, de prendre des sanctions contre lui, tandis que s'amusaient les rares soutiens dont M. Bidaou disposait encore au sein du Syndicat de la magistrature.

## « Otello » selon Zeffirelli : une interview exclusive



Après « La Traviata », Franco Zeffirelli vient de présenter à Cannes « Otello », son dernier film-opéra. Metteur en scène touche-à-tout, adulé ou décrié, il nous fait vivre, dans une interview exclusive réservée au Monde de la Musique, de grands moments d'émotion, en évoquant ses souvenirs, notamment avec Maria Callas.

Le pianiste Nikita Magaloff triomphe actuellement à Paris, dans une intégrale de l'œuvre de Chopin. Il parle au Monde de la Musique de ses rencontres avec Prokofiev, Ravel et Szegedi.

Mozart-Da Ponte : une collaboration exemplaire qui a suscité ces chefs-d'œuvre que sont « Les Noctes de Figaro », « Don Juan » ou « Così fan

tutte ». Daniel Barenboim, pour son Festival Mozart, met à l'affiche ces trois opéras mis en scène par Jean-Pierre Ponnelle. La réhabilitation du véritable dramaturge que fut Da Ponte.

Régine Chopinot, Magy Marin et Karine Saporta sont, à elles trois, le renouveau de la danse française. D'autant qu'elles ont osé introduire la chorégraphie dans la publicité, ou les défilés de mode.

Enfin, Le monde de la Musique offre à ses lecteurs, avec un coupon à découper dans ce numéro, 250 places gratuites au III<sup>e</sup> Festival d'orchestres du TMP-Châtelet, et publie le programme des festivals du début de l'été.

Le Monde de la Musique de juin. 22 F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la Musique

LA MAGIE, C'EST...  
Shirley le Vidéo...  
...et sans en...  
...un crédit 24...  
...du C.C.K. vol...



## LES PROJETS DE LOI SUR LA SÉCURITÉ

### Le réveil de M. Chalandon

(Suite de la première page.)  
Puis, à partir de la mi-juin, espère le gouvernement, qui veut hâter le pas, durant le marathon parlementaire consacré à la discussion de ces projets, c'est encore au garde des sceaux qu'il reviendra d'affronter non seulement l'opposition mais aussi, parfois, une majorité loin d'être unanime sur un sujet propice à la démagogie.

M. Chalandon monte donc au front. Tout à la fois par nécessité, par fonction et par tempérament. Il y a d'abord une obligation d'opportunité. C'est qu'il ne faut pas laisser le temps à la gauche de se remobiliser sur l'un de ses terrains de prédilection qui, en 1980, face à la loi Sécurité et Liberté, lui avait réussi. « C'est du Peyrefitte aggravé », répète aussi aujourd'hui, après M. Yves Joffa pour la Ligue des droits de l'homme, l'ancien ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, dans le *Matin de Paris* du 28 mai. Les dérapages - concrets de certains policiers et verbaux de leurs responsables ministériels - lui en ont fourni l'occasion.

A l'affaire des journalistes d'Europe 1 et à celle des adolescents du Forum des Halles, s'ajoutent les revirements de M. Pasqua: il n'est plus « décidé à couvrir toutes les actions de la police » après avoir dit des policiers: « Nous les courrons, il n'y a pas de problème », et approuvé que des « suspects » soient « traités comme des suspects ». La gauche en profite, bien qu'elle n'ait pas été elle-même dans le passé à l'abri de telles dissidences: ainsi du conflit larvé entre MM. Gaston Defferre et Robert Badinter. Et la gauche, c'est aussi M. François Mitterrand qui, le 8 avril, dans son message au Parlement, a inclus dans « les domaines où s'exerce son autorité ou bien son arbitrage,

(...) l'obligation de garantir l'indépendance de la justice et de veiller aux droits et libertés définis par la Déclaration de 1789 et le préambule de la Constitution de 1946 ». Il serait donc surprenant que le président de la République, lui aussi, n'en profite pas et ne fasse connaître ses réserves.

#### Prisons: l'inquiétude

Si M. Chalandon monte en première ligne, c'est aussi par fonction. Son inquiétude prioritaire concerne les prisons: 47 000 détenus, selon ses calculs, pour 32 500 places. Un chiffre qui ne devrait pas diminuer, il le sait et l'assume: l'orientation gouvernementale, plus répressive, devrait contribuer à accroître la population pénale. Et si la « réorientation policière », dont il se félicite, devient emballement, le système risque de ne plus tenir.

Aussi le garde des sceaux tient-il, de ce point de vue, à calmer le jeu. Tout en précipitant la mise en œuvre de ses réflexions sur les prisons. Trois pistes, en l'état actuel, dont il espère un désengorgement rapide des prisons: des « chantiers de jeunesse » - la référence à l'expérience vichyssoise ne le gêne pas - pour les jeunes délinquants primaires; de nouveaux bâtiments - anciens camps ou casernes - concédés par l'armée et rapidement mis en état; la privatisation de constructions nouvelles - appel d'offres avec cahier des charges et achat clefs en main, par l'Etat des prisons ainsi construites.

Restent, enfin, les convictions. M. Chalandon est, en quelque sorte, un libéral répressif. Il veut « changer de cap, mais pas de bateau ». Aussi sa copie n'est-elle pas un strict retour à l'avant-1981. Ça ressemble à du Peyrefitte (extension des contrôles

d'identité et des flagrants délits, limitation des réductions de peine), mais ça n'est pas du Peyrefitte. Partisan d'un électrochoc, l'ancien ministre de la justice avait prédit qu'une semaine suffirait, ou même « une matinée », pour rétablir « par ordonnance » le droit antérieur. Il n'aura pas sa revanche. La gauche est passée par là, interdisant certains retours en arrière. On ne reverra pas la Cour de sûreté de l'Etat. La loi anticasseurs a été enterrée. La garde à vue pourra être prolongée, mais pour les terroristes seulement. M. Peyrefitte avait, lui, étendu cette possibilité à nombre de « droit commun ».

Plus révélatrice est la manière dont a été tranché le débat doctrinal, celui même dont M. Peyrefitte s'était fait le bérail. Sa fierté était d'avoir mis le droit pénal sur de nouveaux rails, d'avoir tiré un

trait sur la philosophie judiciaire qui prévalait depuis la Libération. A la personnalisation des peines, pierre de touche de cette philosophie, avaient été substituées des sanctions quasi automatiques applicables aux coupables de violences. La querelle n'était pas que doctrinale. Limités dans leurs pouvoirs d'accorder des sursis ou des circonstances atténuantes, les magistrats avaient très mal pris cette marque de défiance.

#### Pragmatisme

Au nom des partisans de cette nouvelle doctrine, M. Peyrefitte était revenu à l'assant, lors des journées parlementaires du RPR, à Menton, en octobre 1985, se heurtant à la même incompréhension voire à la même opposition que manifeste aujourd'hui M. Chalandon.

#### L'avis sans suite du Conseil d'Etat

Sur les quatre projets de loi concernant la sécurité, le gouvernement n'a suivi l'avis consultatif du Conseil d'Etat que sur des « questions de formulation ». Les remarques de fond du Conseil n'ont pas ébranlé M. Chalandon, qui affirme qu'avec les dernières vagues de nominations « cette assemblée s'est, elle aussi, politisée ».

Les remarques de fond, sans suite, du Conseil d'Etat, étaient les suivantes. Sur les contrôles d'identité, il suggérerait que les prises d'empreintes et de photographie, prévues en cas de refus du contrôle, soient opérées après autorisation préalable du procureur de la République. Sur la lutte contre la criminalité, le Conseil émettait des réserves sur l'extension de la procédure de comparution immédiate au-delà du seul critère de « flagrance » du

délit et suggérerait de ramener la période de sûreté de treize ans à vingt-cinq ans et de pouvoir la réduire au bout de dix-sept ans effectifs, et non plus de vingt ans, comme le veut le gouvernement.

Sur le terrorisme, le Conseil recommandait que, lors du procès en cour d'assises, on s'en tienne aux jurys normaux et non composés de magistrats professionnels. Il estimait, de plus, que les dispositions sur la dissolution d'associations étrangères n'entraient pas dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Enfin, sur l'application des peines, le Conseil proposait que le condamné, dont une proposition de réduction de peine était contestée par le procureur de la République, puisse se faire assister d'un avocat.

Certes l'actuel garde des sceaux se déclare lui aussi heurté par un système, hérité de M. Badinter, qui facilite, selon lui, l'« érosion des peines », de même qu'il se dit partisan de réduire la marge d'appréciation subjective des magistrats dans une institution qu'il juge « politisée ». Pour autant, il se refuse à chauffer les bottes de M. Peyrefitte. Nulle trace, dans ses projets de loi, d'une limitation des sursis et des circonstances atténuantes. Comme s'il voulait éviter de prendre à rebrousse-poil les magistrats et ceux qui, malgré des concessions à l'air du temps, restent attachés à l'individualisation des peines.

Le résultat final est fortement empreint de pragmatisme répressif, tendant à accroître, au coup par coup, la liberté du pouvoir administratif et des parquets dans leur gestion des affaires judiciaires. Toute la difficulté pour M. Chalandon sera d'en donner une autre traduction que celle offerte, en forme d'aveu, par M. Pasqua dans le *Quotidien de Paris* du 28 mai: « Un renforcement du dispositif législatif et réglementaire nécessaire à la police, résumé le ministre de l'Intérieur, afin d'en faire disparaître les dispositions qui entravent l'action des services de police et de gendarmerie. » On en oublierait presque que celles-ci, sont théoriquement, sous le contrôle de la justice...

Difficile exercice donc pour le garde des sceaux, durant lequel il devra se garder à droite. Ne reconnaît-il pas volontiers que les sirènes du Front national séduisent en ce domaine certains élus de la majorité et que, partant, les amendements à risques, durant la discussion parlementaire, ne viennent pas que de la gauche?

BERTRAND LE GENDRE  
et EDWY PLENEL

#### La visite de M. Pandraud à Alger

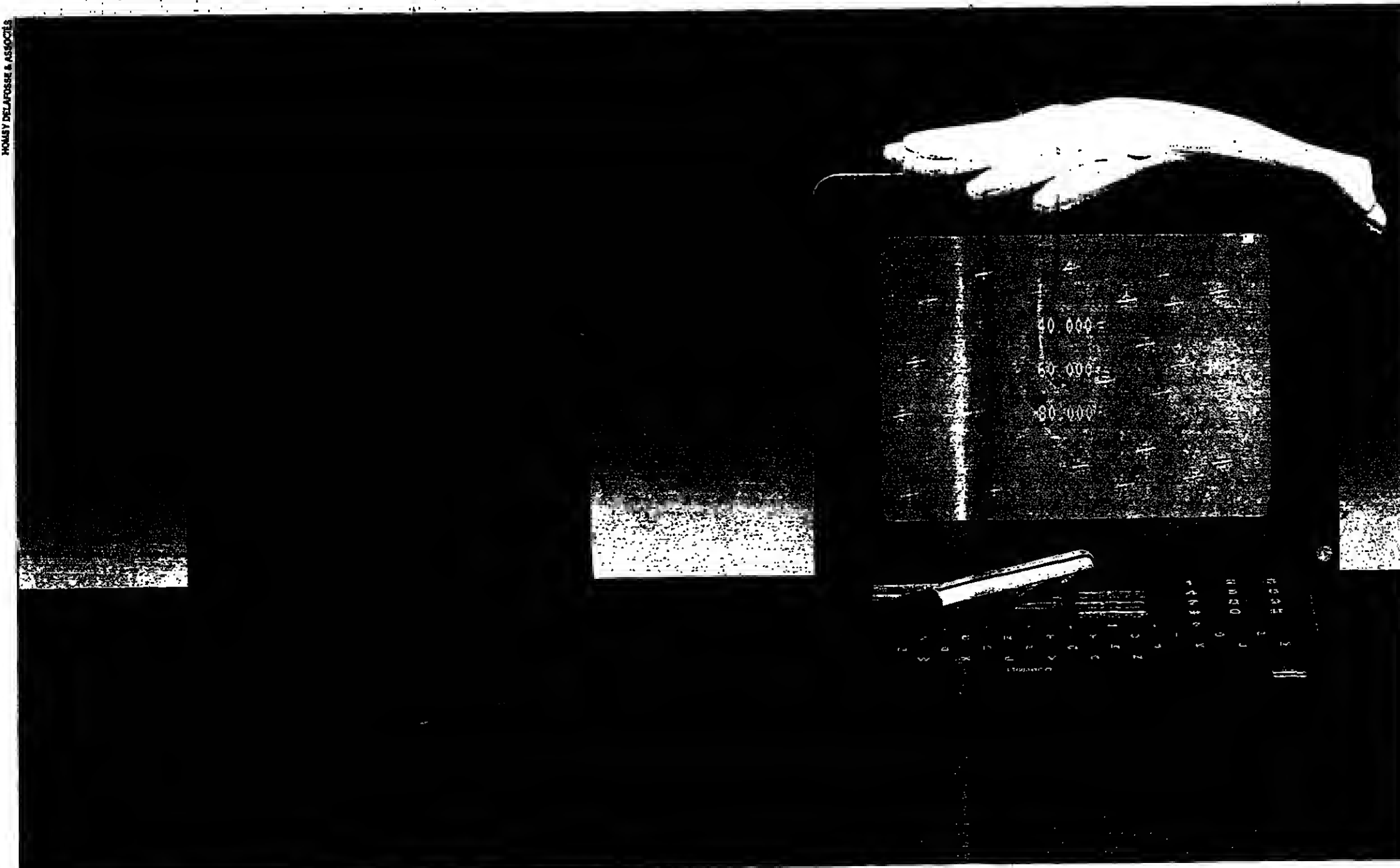
#### LE PROJET DE VISA POUR LES MAGHRÉBINS PARAIT ABANDONNÉ

Alger (AFP). - Le ministre français délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud, a quitté Alger mardi 27 mai après une courte visite, au cours de laquelle il a été reçu par le président Bendjedid Chadli, auquel il a remis un message de M. Chirac. Il a indiqué qu'il avait eu avec ses interlocuteurs « des entretiens approfondis, sincères, francs et amicaux sur toutes les questions d'intérêt commun entre les deux pays, et surtout entre les deux ministères chargés de la sécurité publique ».

Il a affirmé que les deux parties avaient « des points de vue tout à fait communs » en matière d'immigration. « Il faut protéger la sécurité et les conditions de vie » (de la communauté algérienne en France), a-t-il dit, ce qui ne peut se faire que dans la mesure où toute immigration est limitée et que l'immigration clandestine est arrêtée.

En ce qui concerne l'instauration éventuelle d'un visa pour les Algériens entrant en France, M. Pandraud a dit: « Nous appliquerons les conventions internationales et nous veillerons les uns et les autres à leur meilleure application », laissant ainsi entendre que ce visa ne sera pas obligatoire dans un délai rapproché.

Le ministre a également abordé le projet du nouveau gouvernement français d'expulser vers leur pays d'origine des condamnés de droit commun afin qu'ils y purgent leurs peines. Cette mesure, qui ne concernait que des condamnés à des peines très courtes ayant de la famille en Algérie, a été accueillie avec réserve et scepticisme par les autorités algériennes.



#### LA MAGIE, C'EST TROUVER DE L'ARGENT EN UNE MINUTE SANS RIEN DEMANDER A PERSONNE.

**Libertel: le Vidéocrédit CCF**  
Encore une innovation du CCF: en une minute et sans vous déplacer, vous disposez d'un crédit 24 heures sur 24. Clients du CCF, votre agence met

à votre disposition une réserve de crédit permanente convenue avec vous, immédiatement disponible sur votre compte chèque. Un simple geste sur votre Minitel, et vous avez trouvé l'argent nécessaire

pour un achat important, un cadeau ou une facture imprévue. Vous remboursez à votre rythme et votre réserve de crédit se reconstitue. Economiser des frais financiers, c'est facile. Il suffit de pianoter

sur quelques touches pour rembourser plus rapidement. Le Libertel du CCF, c'est la magie bancaire chez vous.



CCF La banque des réussites.



هكذا من الاجل



# sports

## TENNIS

### LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

#### L'aigle bat de l'aile

Ciel d'orage au-dessus de Roland-Garros mardi 27 mai. Et tempête sur les courts pour les têtes de série : Wilander et Gomez, possédés aux quatre manches ; Jaité, Sanchez, Tulasne et Noah accablés aux cinq sets, Nystrom et Gunthardt éliminés. Seul Lecoate n'a pas concédé une manche. Avec un nouveau record d'affluence : 27 162 spectateurs.

Un vent féroce charriait dans le ciel de gros nuages noirs et provoquait des tourbillons de poussière sur les courts. Il ne devait pas être loin de 18 h 30 mardi soir à Roland-Garros. L'heure pour le public de se diriger d'un pas tranquille vers la sortie «RAS» sur le front de la terre battue. Nystrom s'était fait éliminer par McNamee, mais ce n'était pas surprenant : le Suédois, qui en était à son quatre-vingt-cinquième match (simples et doubles confondus) depuis le début de la saison, ne mettait plus un pied devant l'autre. La plupart des têtes de série du jour avaient dû plus ou moins peiner pour se qualifier. La routine pour un premier tour d'un tournoi du grand chelem. Pourquoi risquer un refroidissement ?

Bref, les gradins du central se vidaient. Le résultat de la rencontre Noah-Benhables paraissait au demeurant acquis. Le numéro un français menait deux sets 0 et 3-0 dans la troisième manche. Le programme de mercredi, établi par le juge arbitre, prévoyait d'ores et déjà que Noah jouerait en troisième match sur le central contre Giam-

malza. Une demi-heure après, au pire, les deux Français auraient dû céder le court à Wilander. Mais le champion en titre n'a pas mis les pieds mardi sur le central. Noah et Benhabiles ont occupé le terrain jusqu'au crépuscule.

#### Retournement de situation

L'exercice de routine du numéro un national est devenu brutalement un terrible combat singulier. Sacré tournoi ! Il n'y a vraiment que ces épreuves où les victoires sont acquises aux meilleurs des cinq sets sous l'impulsion de l'heure, qu'importe le froid. Seul compte le spectacle. Et quel spectacle ! Cela a commencé comme une farce. Benhabiles, qui était domo et archi-domo, conteste un appel de balle. Le juge de chaise lui donne raison. Noah se moque alors de lui un peu cruellement. Puis il recommence quelques minutes après sur une faute très nette de Benhabiles. Mais il n'est plus dans le match. Dès lors, en effet, le rapport de maître à élève que Noah avait instauré sur le court depuis le début de la partie devient un rapport de force pur et simple. Une lutte au finish. Pourquoi ? Comment ? Qu'on ne cherche pas, dans l'énervement du processus fatidique des 5 sets, une marque de la grandeur d'âme d'un Noah, qui aurait eu à cœur de ne pas humilier son jeune compatriote. Le reporter d'Antenne 2 qui l'a suggéré s'est entendu répliquer une cinglant : « N'importe quoi » par Benhabiles.

N'importe quoi, en effet. Si certains joueurs français ont la mauvaise réputation de ne pas se battre jusqu'au bout sur le court, ce n'est sûrement pas le cas de ce diable de garçon qu'on est toujours tenté de comparer à David affrontant Goliath. C'est une véritable teigne. Qui l'aurait oublié ? L'an dernier, Connor avait été à deux doigts de capituler face à lui. Benhabiles ne joue jamais aussi bien qu'à Roland-Garros, dont il a gagné le tournoi junior en 1982. Malheureusement, dans l'intervalle, il ne brille guère. Souvent handicapé par des ennemis musculaires alors qu'il a un système cardio-vasculaire de super-champion. Cela lui permet épisodiquement de tenir tête aux plus grands qui ne s'attendent pas à tant d'opiniâtreté chez un si petit homme. De surcroît, son jeu est assez complet pour qu'il puisse moduler son registre selon la personnalité de ses adversaires. Noah par exemple, il le connaît par cœur. Il sait traduire en termes tactiques la faiblesse de son revers ou la mollesse de son coup droit.

Dès que le numéro un français n'a plus servi 2 ou 3 aces par jeu, Benhabiles a compris que celui-ci commençait à accuser une légère fatigue. C'était le moment pour prendre de vitesse Noah, dont les jambes s'alourdissaient manifestement. Opération des plus simples en vérité : attaque sur le revers et volée croisée d'une part, passing-shots diagonaux d'autre part. Noah, qui, tel un aigle, avait plané sur la partie jusqu'alors, a ainsi repris durement contact avec la réalité au ras du sol.

Il a perdu le tie-break de la 3<sup>e</sup> manche (7-3). Il n'est pas parvenu à concrétiser deux balles de break dans la 4<sup>e</sup> ni une balle de match dans le second jeu décisif (10-8), et il s'est laissé embarquer dans une 5<sup>e</sup> manche un peu comme dans une partie de roulette russe : il a pris deux fois le service de Benhabiles pour mener 3-2, mais celui-ci aurait pu égaliser à nouveau à 3-3 sans un bois magistral.

Attiré par le drame qui était en train de se conclure comme la laille de fer par l'aimant, le public, qui avait repris possession des tribunes avait l'intensité de la bataille par ses clameurs : « Tark, Yannick, Yannick, Tark ! ». Un sondage aurait sûrement alors montré que le partage était égal entre ceux qui voulaient la victoire de la star et ceux qui souhaitaient la chute de l'idole.

« Noah a fait la différence en retournant des balles inatrapables », a dit Benhabiles, après s'être battu comme un lion pendant trois heures et quarante-sept minutes. Pour éliminer le 200<sup>e</sup> mondial, le numéro 7 a dû en effet puiser au plus profond de ses réserves. Avertissement sérieux pour un prétendant au titre. Mais moins de vingt-quatre heures avant de revenir sur le court, Noah n'était pas trop inquiet : « N'importe, Panatta n'a sauvé deux balles de match au premier tour avant de gagner ». Bien qu'accablé aux cinq sets, la situation du numéro un français n'a pas été aussi critique.

ALAIN GIRAUDE.

## FOOTBALL

### Un an après le drame du Heysel

Le 29 mai 1985 la finale de la Coupe d'Europe des clubs entre Liverpool et la Juventus de Turin tourna au drame : l'affrontement des hooligans britanniques et des tifosi italiens dans le vétuste stade du Heysel provoqua la mort de trente-neuf spectateurs. Inconséquence des services de sécurité belge, irascence meurtrière des supporters anglais : que reste-t-il un an après de l'intense émotion provoquée par ces scènes de violence absurde diffusées en direct par la télévision ? L'instruction judiciaire s'étend à Bruxelles ; les contrôles policiers sont renforcés en Angleterre ; les clubs de football britanniques restent exclus des compétitions européennes. Mais les foules du ballon rond font désormais pour. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises pour la Coupe du monde, qui débute le 30 mai au Mexique.

### Grande-Bretagne : la peur du bobby

#### De notre correspondant

Londres. — « Here we go ! Here we go ! » (Nous voilà !). Inlassablement répétées, ces mots constituent les seules paroles de l'hymne du supporter de football anglais. Ils deviennent cri de guerre quand le fan se fait hooligan. Tout au long de la saison 1985-1986, ce chant a encore retenti sur les stades et alentours. Sans amoncer, cette fois, les terribles désordres et violences de la saison précédente. En tout cas, pas à la même échelle. Car de l'avis général, il est encore trop tôt pour conclure que l'on est vraiment en passe de calmer le jeu.

Le 10 mai dernier, lors de la finale de la Coupe, à Wembley, on a de nouveau craint le pire. Il s'agissait d'un derby entre Liverpool et Everton, les deux villes voisines et rivales des bords de la Mersey. Les supporters des « Reds » avaient été en grande partie responsables de la catastrophe du Heysel. Etroitemment surveillés, les convois de partisans des deux clubs ont gagné Londres sans encombre. Soixante quinze mille supporters ont ainsi fait le voyage alors qu'il n'y avait que cinquante mille places dans le stade, Scotland Yard était inquiet. Tous les « hooligans » disponibles — ces QG ambulants spécialement conçus pour la lutte antihooligans — ont été concentrés dans la banlieue de Wembley. Finalement, la journée s'est plutôt bien passée. Il y a eu plus d'une quarantaine d'arrestations, dues surtout à la volonté des forces de l'ordre d'éliminer dans l'air le moindre trouble.

La police vient de révéler qu'en Angleterre et au pays de Galles le nombre de premières divisions a diminué en 1985-1986 de 51 % par rapport à la saison « noire », précédente. Un chiffre révélateur d'une sensible amélioration : les possibilités d'intervention des policiers ont été multipliées afin de permettre d'appréhender plus facilement les coupables et suspects.

Le secrétaire d'Etat aux sports, M. Richard Ticey, s'est déclaré : « Les divers et nombreuses mesures introduites l'année dernière ont été payantes : c'est le succès d'une entreprise commune de la part des clubs, de la Ligue, de la police et des fans eux-mêmes. » Jugeant cependant les progrès encore insuffisants, il a aussitôt lancé cet avertissement : « Personne ne doit faire preuve de complaisance : nos efforts doivent être poursuivis, un seul incident risque de ternir notre image et de prolonger l'exclusion du football anglais des compétitions internationales. »

Compte tenu de l'apaisement en cours, certains responsables du soccer (football) espèrent récemment que les instances européennes reviendraient sur leur décision d'un bannissement illimité des clubs anglais. L'UEFA n'est pas revenue sur ses sanctions. Cela risque-t-il de « réveiller les bonnes volontés » et de provoquer de « redoutables frustrations » dans le public, comme le craignent certains Britanniques ? La majorité des dirigeants

anglais se sont fait une raison, soulignant que les défenseurs du football n'ont d'autre choix que de se montrer « patients ».

Mendit pour le drame de Bruxelles, Liverpool vient de remporter le doublé, Coupe et championnat. « Voilà comment il faut réagir », a déclaré, philosophe, Kenny Dalglish, l'entraîneur-chef de toute l'Angleterre, qui est à la fois le joueur vedette et — depuis un an — le manager du club.

Apparemment, les Anglais font, en effet, contre mauvaise fortune bon cœur. Un policier mexicain chargé d'établir une collaboration entre les autorités de son pays et celles de la Grande-Bretagne à la veille de la Coupe du Monde a même été surpris par la diligence de ses interlocuteurs, qui ont pris toutes sortes de précautions pour que les groupes de supporters anglais se rendant au Mondial soient soigneusement « filtrés » et placés sous haute surveillance. On dit notamment que des indicateurs ont été recrutés par la police britannique pour se mêler aux voyageurs.

#### Alcool interdit

Parmi les mesures prises depuis un an en Angleterre, la première et la plus importante aura été l'interdiction de la vente et de la consommation de boissons alcoolisées, non seulement dans l'enceinte des stades, mais encore aux abords immédiats de ceux-ci, ainsi que, fréquemment, dans les trains et autocars acheminant les groupes de fans. Cela n'a pas été sans mal : les clubs tinrent une bonne partie de leurs profits des recettes des buvettes. Mais la bière ne coulant plus à flots — si l'on peut dire — cela a grandement contribué à faire baisser la pression. De même que l'excitation systématique du principe d'une « ségrégation » pour empêcher les fans adverses de se côtoyer dans les gradins et d'apaiser les familles, les enfants et les personnes les plus âgées. Autre recette, du progrès constaté : l'installation généralisée (dans la plupart des clubs professionnels) de circuits de télévision dans les tribunes, à l'usage du service d'ordre des clubs et de la police.

Ces dispositions coûtent très cher à des clubs qui, pour beaucoup, commencent déjà de graves difficultés financières en raison de la diminution constante de la fréquentation des stades. Aussi, M<sup>rs</sup> Thatcher, qui a voulu superviser personnellement la croisade anti-hooligans, se voit-elle toujours demander une aide accrue. D'autant que, après l'incendie catastrophique d'une tribune à Bradford (cinquante-deux morts), tout juste deux semaines avant la folie du Heysel, il a fallu également réaménager pour reconstruire complètement un grand nombre d'équipements vétustes. Dans ces conditions, la coûteuse introduction de la carte magnétique d'identité pour les supporters n'est pas prête de voir le jour, malgré les recommandations de diverses commissions d'enquête.

FRANCIS CORNU.

### Oublieuse Belgique

(Suite de la première page.)

Reste enfin les indemnités à verser aux victimes. Si le gouvernement britannique a déjà envoyé 5 000 livres (environ 60 000 francs français) à chaque famille de victimes, si l'UEFA a prélevé 500 000 francs suisses (environ 1,5 million de francs) sur ses fonds de secours, la Belgique n'a pour le moment encore rien versé. Deux cent cinquante-cinq dossiers sont en instance pour un montant de près de 9 millions de francs belges (environ 1,4 million de francs) ; il faudra attendre des décisions administratives pour les débloquer. « C'est à l'union belge de football qu'il appartient de faire le geste », estime le ministre de l'Intérieur.

Bref, rien n'a changé. « Le 29 mai, la Belgique a perdu sa

l'identité aux yeux du monde, écrit Michel Balthazard dans l'hebdomadaire le *Vif/Express* de la semaine dernière, et devra jouer à la lie la coupe du Heysel. » Rare motif de consolation : la rigueur et l'acuité des journalistes belges, qui, de l'avis unanime, ont « couvert » de manière remarquable cet épisode peu glorieux de l'histoire de leur pays.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

### Les résultats du mardi 27 mai

#### SIMPLES MESSIEURS

(Premier tour)

PREMIER QUART. — Carlsson (Suède, 121) b. Stepanek (RFA, 143), 6-1, 6-2, 6-2 ; Hisek (Suisse, 26) b. Kristianson (Inde, 45), 1-6, 6-1, 1-6, 7-5, 6-3 ; Gomez (Equat., 12) b. Michibata (Jap., 32), 6-3, 3-6, 7-5, 6-3 ; Nelson (E-U, 88) b. Sieg (Afr. du Sud, 54), 2-6, 3-6, 6-2, 6-3, 6-2 ; Perez (Urug., 41) b. De Palmer (E-U, 83), 6-1, 7-6, 2-6, 6-2 ; Smid (Tch., 351) b. Schwaier (RFA, 71), 6-3, 6-4, 4-6, 6-2 ; Kertie (RFA, 106) b. Gunthardt (Suisse, 23), 4-6, 6-4, 7-6, 6-4 ; Jarayd (Suède, 61) b. Schultz (E-U, 491), 6-1, 6-3, 6-1 ; Edmonson (Aust., 107) b. Aerts (Br., 130), 7-6, 6-7, 4-6, 6-3, 6-2 ; Sundstrom (Suède, 121) b. Dyke (Aust., 46), 7-5, 7-6, 6-2.

DEUXIEME QUART. — McNamee (Aust., 20) b. Nystrom (Suède, 8), 6-3, 6-2, 6-0 ; Forget (Fr., 33) b. Arrary (Pér., 44), 6-3, 6-4, 3-6, 7-6 ; Lusa (Esp., 68) b. Lundgren (Suède, 37), 6-4, 4-6, 7-6, 6-2 ; Casal (Esp., 47) b. Novacek (Tch., 110), 6-3, 4-6, 6-4, 6-2 ; Fitzgerald (Aust., 124) b. Doolan (Aust., 119), 3-6, 6-2, 6-0, 4-3 (ab.) ; Muster (Aust., 78) b. Wilkison (E-U, 28), 6-3, 6-4, 6-3 ; Noah (Fr., 6) b. Benhabiles (Fr., 157), 6-3, 6-4, 6-7, 6-7, 6-4.

TROISIEME QUART. — Sanchez (Esp., 20) b. Wistaken (E-U, 87), 1-6, 2-6, 6-2, 6-1 ; Meier (Tch., 25) b. Robertson (Afr. du Sud, 153), 6-1, 6-1, 6-3 ; Clavel (Esp., 319) b. Layendecker (E-U, 80), 4-6, 7-6, 6-0, 6-3 ; Jaité (Arg., 15) b. Agener (Haiti, 58), 6-1, 3-6, 0-6, 6-2, 6-4 ; Van Der Daele (Fr.) b. Mezzadri (It., 170), 7-6, 2-6, 6-4, 7-6.

QUATRIEME QUART. — Lecoate (Fr., 101) b. De Miguel (Esp., 126), 6-3, 6-1, 6-3 ; Motta (Brés., 70) b. Woodford (Aust., 98), 6-4, 6-4, 6-2 ; Osterthun (RFA, 73) b. Bengoechea (Arg., 86), 1-6, 7-6, 3-6, 6-4, 6-1 ; Krickstein (E-U, 36) b. Champion (Fr., 111), 6-2, 6-4, 6-4 ; Marsdorf (Isr., 91) b. Sizoli (Tch., 90), 7-5, 2-6, 6-2, 6-4 ; Chesnokov (URSS, 82) b. Svensson (Suède, 42), 6-3, 2-6, 6-4, 6-2 ; Aguilera (Esp., 128) b. Masur (Aust., 95), 1-6, 6-4, 7-6, 2-6, 6-4 ; Panatta (It., 218) b. Ingrano (Arg., 75), 6-3, 7-5, 6-2 ; Tulasne (Fr., 131) b. Cancellotti (It., 125), 4-6, 6-4, 5-7, 6-3, 6-4 ; Wozniak (Fr., 206) b. Willenborg (E-U, 145), 6-3, 3-6, 6-1, 1-6, 6-3 ; Maciel (Mex., 67) b. Segarcanu (Roum.), 6-3, 6-4, 6-3 ; Wilander (Suède, 2) b. Acuna (Ch., 64), 6-0, 4-6, 6-1, 6-1.

#### SIMPLES DAMES

(Premier tour)

PREMIER QUART. — K. Rinaldi (E-U, 6) b. H. Na (E-U, 93), 6-1, 6-3 ; E. Burgin (E-U, 31) b. M. Skuberska (Tch., 160), 6-1, 6-3 ; S. Sijane (E-U, 112) b. M. Perzoldian (Arg.), 7-6, 2-6, 7-5 ; M. Navratilova (E-U, 1) b. A. Cecchini (It., 41), 6-3, 6-3 ; A. Decaume (Fr., 361) b. S. Gomez (G-B, 90), 6-2, 6-3 ; R. Fairbank (Afr. S., 32) b. C. Vanier (Fr., 184), 6-3, 7-5 ; L. Savchenko (URSS, 55) b. E. Pfaff (RFA, 44), 6-4, 3-6, 9-7 ; A. Kacelopoulos (Gr., 51) b. P. Medrano (Brés., 81), 6-7, 6-4, 6-0 ; L. Bonder (E-U, 28) b. E. Reinach (Afr. S., 122), 6-4, 6-4 ; Z. Garrison (E-U, 121) b. G. Diou (Roum., 126), 6-2, 6-3.

DEUXIEME QUART. — K. Maleeva (Bulg., 38) b. T. Hollyday (E-U, 129), 6-2, 6-1 ; C. Kohde (RFA, 4) b. L. McNeil (E-U, 75), 6-4, 6-1 ; A. Hobbs (G-B, 61) b. J. Durie (G-B, 23), 6-2, 6-4 ; A. Temesvari (Hongrie, 19) b. C. Jolissain (Suisse, 48), 3-6, 6-2, 6-4 ; N. Sodupe (E-U, 114) b. E. Dery (Fr., 177), 7-5, 7-5 ; R. Reggi (It., 40) b. A. Minter (Aust., 113), 6-1, 7-5 ; A. Holikova (Tch., 79) b. Fitzgerald (E-U, 117), 6-3, 6-3 ; S. Sijane (E-U, 34) b. A. Holton (E-U, 134), 7-6, 6-4 ; M. Jausovec (Youg., 101) b. A. Villagran (Arg., 87), 6-4, 7-5 ; T. Phelps (E-U, 21) b. B. Nagelso (E-U, 361), 6-3, 6-2.

TROISIEME QUART. — L. Gildemeister (Pér., 29) b. A. White (E-U, 20), 6-1, 6-3 ; G. Rust (E-U, 247) b. S. Linnich (Fr., 140), 5-7, 6-4, 8-6 ; V. Paquet (Fr., 399) b. M. Lindstrom (Suède, 138), 3-6, 6-4, 6-4 ; M. Gurney (E-U, 78) b. J. Thompson (Aust., 53), 7-5, 7-6 ; H. Mandikova (Tch., 5) b. S. Golea (Youg., 45), 6-7, 6-3, 6-3.

QUATRIEME QUART. — M. Maleeva (Bulg., 10) b. K. Skronska (Tch., 96), 6-1, 6-2 ; J. Byrne (Aust., 124) b. Y. Vermaak (Afr. S., 104), 6-3, 6-3.

### LES DÉSARROIS DE L'ÉCOLE AMÉRICAINE

#### Volées en bois vert

Aaron Krickstein prend sa raquette à deux mains comme d'autres leur courage, souffre un bon coup et expédie son revers comme on expédie une corvée. Pour s'en débarrasser. Assurément, ce n'est pas le coup préféré de l'Américain. Comme tout le monde, Thierry Champion le savait. Dès le premier jeu, il plomba sans vergogne le flanc gauche de Krickstein, donnant par ce stratagème sans finesse une allure décente à son élimination (6-2, 6-4, 6-4).

Trente-huitième joueur mondial, Aaron Krickstein sera donc l'un des très rares Américains à jouer la deuxième tour de Roland-Garros. Et plus tard, s'il n'a rien d'un héros, il sera peut-être celui-là, car son ami Jimmy Arias, classé au vingt et unième rang ATP, a dû renoncer à pénétrer sur la court n° 10, le plus sûr des défilés dix fois la cheville, mais je ne l'avais jamais vu dans un tel état, explique-t-il avec un sourire contrit. Sans cette articulation blavie par l'entorse, il pensait redorer son blason d'ex-avant prodige sur la terre rouge de Roland-Garros. « En l'absence de McEnroe et de Connors, je voulais montrer qu'il y a d'autres Américains. »

Justement, derrière McEnroe et Connors, c'est le désert. Les sursoudés de l'école américaine sèchent les courts. Le réservoir des camps d'entraînement de Floride est-il tari ?

Les derniers sortis de la prestigieuse Tennis Academy de Nick Bollettieri furent précisément Aaron Krickstein et Jimmy Arias. Le premier, invité à l'US Open 83, est devenu aussitôt le plus jeune joueur à atteindre les seizièmes de finale de l'épreuve. Il avait battu Edberg et Vilas avant de s'incliner devant Noah. Dans le foudroyé, le petit-fils de rabbin devenait à Tel-Aviv le plus jeune vainqueur d'un tournoi du grand prix. Il avait seize ans et un coup droit précocement féroce. En trois semaines, Krickstein passait de la quatre cent quatre-vingt-neuvième à la quatre-vingt-dix-septième place ATP. Classé deuxième mondial l'année suivante, il disputait son premier Masters en janvier 1985. Arias e suivi la même trajectoire de

fusée, terminant à vingt ans l'année 1984 au sixième rang mondial. Mais, depuis, les étoiles ont pâli...

#### Manque de munitions

L'un après l'autre, Krickstein et Arias viennent d'être éliminés par Nick Bollettieri. « Nous n'en savions guère plus en sortant de chez lui qu'en arrivant. Il ne nous a pas fait progresser », ont-ils regretté. Avoir terriblement pour un entraîneur de réputation mondiale qui vient justement de doubler son empire en rachetant avec quelques associés les camps d'entraînement de son puissant rival, Harry Hopman, décédé au début de l'année.

Plus la surface commerciale de Nick Bollettieri s'étend, plus son image se craquelle sur les circuits. Chez cet ancien « marine » qui ne badine pas avec la discipline, on trouve une condition physique et son coup fort. « Le coup qui tue », aime-t-il à dire. Pour Arias et Krickstein, c'était le coup droit. Alors, ils l'ont travaillé à s'en débarrasser le poignet. Meurtis physiquement et moralement, ils ont appris à leurs dépens que le tennis moderne exige d'autres munitions : la volée, le service, le revers et surtout un certain sens tactique.

Avec leur nouveau coach, Brian Gottfried, anciens finalistes à Roland-Garros en 1977, excellent volleyeurs et brillants joueurs de double, ils pourront élargir leur registre technique. Observateur attentif du match Champion-Krickstein, Gottfried a pu mesurer, mardi, l'ampleur du travail qu'il attend. « J'ai davantage confiance à la volée et je sers mieux », affirmait contre toute vraisemblance le joueur américain. En fait, il n'est monté au filet que contraint par les angoisses du Champion et a perdu cinq fois de suite son service entre le deuxième et le troisième set. Mais Aaron a encore l'âge d'apprendre d'autres « coups qui tuent ». Dix-neuf ans, c'est trop jeune pour un has-been. La jeune génération américaine n'est peut-être pas perdue.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Publicité)  
BANQUE FRANÇAISE DES YEUX, FONDÉE EN 1948  
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN 1961  
REDONNER LA VUE  
est l'un des objectifs de la Banque française des yeux : en développant au France les dons volontaires d'yeux, elle œuvre en faveur des greffes de la cornée qui permettent à des aveugles et mal-voyants de recouvrer la vue.  
En effet, quand la cécité est liée à une lésion de la cornée (par malformation, maladie, brûlure, accident du travail ou de la route), une greffe de cornée peut permettre à un aveugle ou mal-voyant de « REVIVRE ».  
Alors, rejoignez le groupe « REVIVRE », en donnant vos yeux ou en devenant membre cotisant de la Banque française des yeux :  
ÉCRIVEZ : groupe « REVIVRE », Banque française des yeux  
54, avenue Mathurin-Moreau 75019 Paris, CCP : Paris 7448 82 K.

Le Monde  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

Nous sommes fabricants  
exportateurs de pièces détachées  
automobiles et produits similaires  
RECHERCHONS AGENTS  
Veuillez écrire en anglais.  
COROLLA ENTERPRISE CORP.  
P.O. BOX 48-866, TAIPEI, TAIWAN  
R.O.C. (TAIWAN)  
TEL: (02) 234-0955 (5-15 LINES)  
CABLE: COROLLA ENTERPRISE  
FAX: (02) 726-770



## AGEN

Finaliste  
du championnat de France  
de Rugby



## BORDEAUX

Vainqueur  
de la Coupe de France  
de Football



## ORTHEZ

Champion de France  
de Basket-Ball



# AQUITAINE LA REGION QUI GAGNE.

**Bordeaux : victoire.**

**Orthez : victoire.**

**Agen : en finale.**

Football, basket, rugby... le sport est à l'image de la vie.

Le hasard ne peut gagner trois fois.

Mais la volonté, l'audace, l'intelligence : oui.

L'Aquitaine a forgé elle-même ces vertus majeures,  
pour avoir prise sur son destin sportif, économique, culturel.

Elle est faite de l'ardeur d'hommes entrepreneurs  
en tous domaines.

Nous pouvons tous être fiers de nos équipes.

Nous tous, la grande équipe d'Aquitaine.

**Jacques Chaban-Delmas**  
Président

**CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE**



صكنا من الاجل

## Le Monde EDUCATION

# L'appétit de formation des enseignants

ENTRE le distributeur de café et le panneau d'affichage syndical, les salles de professeurs se sont enrichies d'un nouvel élément depuis 1982 : un gros catalogue très convoité qui « vend » par correspondance les sessions de recyclage organisées par l'éducation nationale pour ses 890 000 fonctionnaires. Ce PAF (plan académique de formation), dont chacune des vingt-huit académies a élaboré une version particulière, tire son origine dans la décision d'Alain Savary de développer la formation des personnels de son ministère. Le rapport de Peretti (1), commandé dès son arrivée rue de Grenelle, constatait l'absence de toute cohérence entre les systèmes de formation initiale et de formation continue.

En 1980, près de 80 % des dépenses de formation de l'éducation nationale étaient consacrées à la formation initiale, c'est-à-dire à 3 % des effectifs enseignants totaux ; les 20 % restant pour la formation continue allaient presque exclusivement aux instituteurs (2). Six ans plus tard, les crédits de formation continue ont été multipliés par trois, au profit des personnels du second degré (collèges et lycées), qui ont désormais tous accès aux fameux PAF.

### L'inspection écartée

Mais la petite révolution opérée en 1982 ne se limitait pas à ces processus financiers. En confiant la réflexion sur les formations à M. André de Peretti, alors directeur du département de psychopédagogie de l'éducation à l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), M. Savary avait marqué son intention de restreindre l'emprise des corps d'inspection, suspects de conservatisme. Les vingt-huit missions académiques de la formation des personnels de l'éducation nationale (MAFFEN), mises en place dès la rentrée 1982 dans le sillage du rapport de Peretti, pour gérer 80 % des crédits de la formation continue, sont composées pour un tiers d'universitaires et présidées par l'un d'eux. Les autres membres sont choisis par le ministre parmi les fonctionnaires ayant une expérience de la formation des enseignants, mais, à l'origine, l'inspection n'était pas représentée.

Après les balbutiements de la première année (1982-1983), le ministre précise les objectifs : améliorer les connaissances des enseignants, mais aussi rénover la vie scolaire avec des priorités telles que la lecture et l'écriture, l'adaptation à l'hétérogénéité des élèves, l'insertion des handicapés et des immigrés, le travail en équipe. Pour améliorer leur efficacité et leur coordination, renforcer leurs liens avec la recherche, les MAFFEN sont confiées, en avril 1983, par une mission ministérielle de la formation et

L'offre de formation continue a décuplé depuis cinq ans. Mais ce mouvement pourra-t-il rester sans conséquence sur les carrières et les rémunérations ?

de la recherche pédagogique (MIFER) confiée à M. Jean-Pierre Obin, directeur de l'Institut de formation des maîtres de l'université Grenoble-I.

Dans certaines académies, des conflits de pouvoir éclatent avec les recteurs, qui n'avaient pas à l'origine d'autorité hiérarchique sur des chefs de mission directement nommés par le ministre. L'autre crise majeure née de l'éclosion des MAFFEN oppose les universitaires qui les dirigent aux inspecteurs départementaux et académiques, souvent mis sur la touche, qui mènent l'offensive pour réapparaître sur un nouveau terrain : l'évaluation du nouveau système. Un an de discussions a été nécessaire pour aboutir, au printemps 1985, à l'établissement d'un code de bonne conduite, qui, pour la première fois, autorise les inspecteurs de l'éducation nationale à contrôler, dans certaines limites, l'intervention des universitaires.

Mais, au-delà de ces conflits de compétence, le bilan des missions à la formation apparaît très positif. Certes, dans l'enseignement élémentaire, le volume des actions a stagné en raison des réticences des écoles normales départementales à se fonder dans la nouvelle organisation et des hésitations des universitaires à s'adresser aux instituteurs. Mais l'envolée de la formation continue dans le second degré est spectaculaire (doublement du volume entre 1982-1983 et 1984-1985). Durant cette dernière année scolaire, 60,8 % des enseignants de collège et de lycée ont participé à une action de formation (32 % en 1982-1983) d'une durée moyenne proche de cinq jours par stagiaire. Si on est encore loin de l'objectif des « deux semaines de formation par année de service » ambitieusement fixé en 1982 par M. de Peretti, celui-ci estime que le spectaculaire décollage de la formation a « redonné le moral aux enseignants ».

L'idée d'une formation assurée non seulement par des universitaires, mais surtout par des enseignants en exercice bénéficiant d'une simple décharge d'horaires, a séduit les maîtres. Dans certaines académies, c'est la presque totalité des enseignants qui posent leur candidature pour une formation en début d'année. Le taux de refus est variable selon la politique de remplacement menée localement. Dans le primaire, les postes prévus à cet effet sont souvent détournés, sous la pression des syndicats et des parents, pour empêcher la fermeture de classes. Mais aucun moyen particulier

n'existe dans les collèges et lycées, mis à part les heures supplémentaires.

La banalisation de la formation, sa liaison très affirmée avec la recherche et les universités en particulier, ont permis aussi de multiplier les contacts entre praticiens et chercheurs, de « nourrir la formation du potentiel de questionnement qu'est la recherche pédagogique », comme le souligne avec satisfaction Mme Odile Chapuis, maître de conférence en sciences de l'éducation, détachée à la MIFER.

### Accompagner l'innovation

Autre acquis indéniable : l'idée, nouvelle dans l'éducation nationale, que toute innovation devait s'accompagner d'une formation pour passer dans les faits. Les nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège, l'informatique et la modernisation des enseignements techniques ont fait l'objet d'efforts particuliers, et même de plans spécifiques dans les deux derniers cas. La rénovation des collèges a aussi été l'un des principaux enjeux de la formation continue, avec de multiples stages destinés à aider les enseignants à travailler en groupe, à améliorer leurs méthodes. Les missions académiques ont su s'adapter aux demandes collectives des enseignants en négociant avec eux des formules de stages diversifiées. « Nous avons pris conscience que la formation ne pouvait pas être injectée de l'extérieur dans les établissements », note M. Jean-Marc Branner, chef de la MAFFEN de Lyon.

Mais un tel effort de formation peut-il rester « gratuit » ? C'est-à-dire isolé du système d'évaluation des enseignants, sans incidence sur la gestion de leur carrière et leurs rémunérations ? Déjà, sous le gouvernement de gauche, quelques brèches ont été ouvertes. L'initiation volontaire à l'informatique, massivement dispensée depuis 1983, a été rémunérée en plus des traitements. Elle a été organisée pendant les vacances, tout comme les « universités d'été » réservées aux enseignants, dont le nombre a décuplé depuis leur création en 1982.

Surtout, le principe de la promotion interne a été reconnu par l'instauration de concours réservés aux enseignants en poste. Mais le plan de formation des PEGC mis en place à la rentrée 1985 pour permettre à sept mille d'entre eux d'atteindre le niveau

du DEUG est un demi-échec, puisqu'on n'a dénombré que trois mille cinq cents volontaires. Cause probable : l'obtention du DEUG - d'ailleurs hypothétique - ne débouche sur aucune promotion. M. Monory l'a bien compris, qui tend aux PEGC (dont le recrutement est arrêté) la carotte du concours interne.

### Stade féodal

Car le système français du concours, voie d'accès et de promotion exclusive pour les enseignants, n'est pas près de vaciller. Même si M. de Peretti parle de « stade féodal, où un examen passé entre dix-huit et vingt-deux ans confère une vertu nobiliaire pour le reste de l'existence ». Et même si M. Monory rappelle non sans fierté qu'il n'a en poche qu'un modeste brevet élémentaire. En outre, l'évaluation des effets de la formation sur la qualité de l'enseignement pose des problèmes techniques et politiques qui la rendent difficilement réalisable. L'éventualité d'un contrôle de l'assiduité aux stages, en revanche, n'est pas exclue dans l'entourage de M. Monory.

Mais le nouveau ministre aura été plus prompt à supprimer la mission nationale Obin (le Monde du 16 mai), seul lien entre les MAFFEN. Les missions académiques, elles, semblent avoir les faveurs de la nouvelle administration, mais leur rôle devrait diminuer avec la dispersion de leurs interlocuteurs et la remise en selle officielle de l'inspection. « Nous n'en profiterons pas pour remettre au pas les missions académiques », déclare M. Yves Martin. Une assurance qui, dans la bouche du doyen de l'inspection générale, vaut reconnaissance du travail accompli par les MAFFEN depuis quatre ans.

PHILIPPE BERNARD.

(1) La Formation des personnels de l'éducation nationale, La Documentation française.  
(2) La formation continue systématique pour le second degré ne concernait que quelques académies expérimentales depuis 1980.



## Nordine n'ira pas à Sciences-po

NORDINE CHÉRIÉ, trente ans, maître auxiliaire employé par le rectorat de Créteil, croyait au droit à la formation continue. Si fort qu'il se trouve au chômage depuis un an. Après avoir enseigné l'électrotechnique pendant plusieurs années, il décide de changer d'air en se présentant à la première session du concours d'accès à Sciences-po ouverte aux salariés. Il est reçu en 1983. Succède maître auxiliaire pour de la rue Saint-Guillaume tout en continuant d'enseigner au lycée d'enseignement professionnel de Pantin, où il a été nommé. En décembre, le rectorat rejette sa demande de congé. Raison invoquée pour le second degré ne concernait que quelques académies expérimentales depuis 1980.

administratif contre cette décision, mais en mars 1984 il est licencié de l'éducation nationale, qui lui reproche de s'être absenté... pour courir à Sciences-po. Un an plus tard, les juges lui donnent raison, mais l'administration dépense des trésors d'ingéniosité et d'énergie pour ne pas reconnaître son erreur. Elle accorde enfin en septembre 1985 le droit à congé-formation, mais rétroactivement pour l'année 1983-1984 ! Et refuse toujours de payer les traitements correspondants. D'ailleurs, entre-temps, Nordine a été exclu définitivement de l'éducation nationale... Cette situation a fait de Nordine un chômeur criblé de dettes, échoué à se battre par toutes les voies de droit pour obtenir sa formation et les sommes qu'on lui doit. Il sait aussi que, chaque année, l'éducation nationale envoie un télégramme à ses recteurs pour leur donner l'ordre de ne pas appliquer le décret de 1981, toujours faute de crédits.

**Le Monde**  
Apprenez les langues par téléphone  
SPECIAL PROMOTION JUIN 1986  
DIX LEÇONS : 500 F TTC  
anglais, allemand, espagnol, italien, français  
Tél. 42-65-48-84

**LYCÉE PRIVÉ SAINT-JOSEPH LE HAVRE**  
Téléphone : 35-46-51-52  
proposé aux étudiants bacheliers :  
- une préparation d'un an au concours d'entrée à l'École nationale de la marine marchande (capitaine 1<sup>re</sup> classe) ;  
- une section de techniciens supérieurs services informatiques, préparation en deux ans.  
Les dossiers d'inscription sont à retirer au secrétariat de l'établissement et doivent être retournés dûment complétés avant le 12 juin 1986.

**UNE FORMATION PRATIQUE QUI ASSURE UN EMPLOI**  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRETARIAT  
ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
40, rue de Liège, 8<sup>e</sup>  
Tél. 43.87.58.83. Métro : Liège-Europe-St-Lazare

Vous recherchez :  
- une formation de qualité  
- des études enfin adaptées à votre personnalité  
- une entrée réussie dans la vie professionnelle  
Vous sortez de troisième ou de seconde  
L'Institut MONORY DE FRANCE vous propose :  
L'acquisition d'une véritable culture de base  
Un enseignement qui associe tradition et modernité  
Des professeurs qualifiés en liaison avec l'entreprise  
Des cours magistraux, Des travaux pratiques informatisés  
Des stages en entreprises  
De présenter avec succès : les BEP Comptabilité, Commerce, A.S.A.I.  
les BACCALAUREATS G2, G3  
De retrouver le sens de l'effort et du devoir nécessaires au travail bien fait.  
11, rue de Bercy, 75012 PARIS  
(1) 43.45.58.32

**L'ÉCOLE CENTRALE DE PARIS**  
offre en septembre 1986 un MASTÈRE spécialisé en génie industriel  
Il s'agit d'un programme d'un an comprenant des enseignements couvrant les domaines suivants :  
1) Conduite de projets industriels.  
2) Management de la production et des services.  
3) Développement humain et social de l'entreprise.  
4) Innovation technologique.  
La formation comprend par ailleurs un stage de 4 mois en entreprise débouchant sur un travail personnel d'étude ou de recherche. Les enseignants sont des professeurs permanents de l'ECP et des responsables d'entreprises associés au programme. L'admission a lieu sur titres pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion ou d'un DEA ou diplôme équivalent.  
Informations et dossier d'inscription, s'adresser :  
M<sup>me</sup> Paulette Guillotin - École Centrale Paris  
Grande Voie des Vignes, 92295 Châtenay-Malabry Cédex  
Tél. : 46-61-33-10 - poste 1189  
ECP : Grand établissement sous tutelle du ministère de l'Éducation Nationale.

**LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS**  
pour devenir  
assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuse  
Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance 1<sup>re</sup> année théorique seulement  
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande

**JOBS D'ÉTÉ POUR IMPRÉVOYANTS**  
Où gagner un peu d'argent pendant les prochaines vacances  
Le Monde  
L'ÉDUCATION  
NUMÉRO DE JUIN EN VENTE PARTOUT



## De Marseille Marignane à Marseille Provence

**C'**EST une pure opération de publicité, dit-on. Le jeudi 30 mai, le «gratin» aéronautique et régional inaugure, sur l'aéroport de Marseille, un mot. Pas une piste prolongée pour les jumbos, pas une aérogare flamboyante neuve, pas de balises pour l'atterrissage tous temps. Rien de tout cela, qui fonctionne déjà. On rebaptisera «Marseille-Marignane» en «Marseille-Provence». Tout simplement.

Chacun sait que le mot, c'est la chose. Pourquoi donc la chaude Provence est-elle convoquée à prendre la place du brave bourg de Marignane qui vit, en 1910, un «fada» faire décoller de 5 mètres le premier hydravion du monde ? D'abord, parce qu'un aéroport qui sait se tenir cher à accoler au nom de la grande métropole proche un patronyme glorieux, plutôt que des noms de lieux-dits, si sympathiques soient-ils. Kennedy, Charles-de-Gaulle, Dulles, ça sonne tout de même mieux que Long-Island, Roissy ou Potomac. Malheureusement, Marseille n'a guère de grands hommes à brandir sur la place internationale. Même Gaston Defferre, qui vient de laisser orpheline la cité phocéenne, n'avait pas fait retentir ses colères légendaires en dehors de l'Hexagone et de l'Afrique noire.

Il fallait pourtant trouver quelque chose. Nice, la rivale, s'était approprié le nom magique de «Côte d'Azur» et ses promesses de félicité. Marseille restait méconnue des Américains, qui se souviennent malencontreusement qu'on y trouve les laboratoires de la French Connection ! Il fallait décidément une séance d'exorcisme pour oublier les colonies perdues et une marine marchande qui fait eau.

Donc «Provence» pour rappeler à la terre entière que la culture et la beauté ont élu domicile entre Aix et Avignon et de la Méditerranée aux Alpes. «Provence» pour que les clippers de la Panam reviennent, comme en 1939, se poser depuis New-York. «Provence» pour faire savoir qu'on est très loin de Paris, la maudite capitale qui détourne vers elle fret et passagers. «Provence» pour attirer l'industriel, le touriste et les familles dans une aérogare fonctionnelle, économe et sympathique.

L'avion et le soleil prouveront le reste.

ALAIN FAUJAS.



## Un aéroport décolle avec sa région

Le changement de nom de l'aéroport devrait, selon les responsables de la région, servir de déclic à une action économique nouvelle et plus solidaire.

«**N**OUS plaçons coupables. Henri Mercier, président de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, le reconnaît valablement : l'aéroport de Marseille-Marignane n'a pas pleinement joué, jusqu'ici, le rôle moteur qui aurait pu être le sien dans le développement économique de la région. « Notre souci, explique-t-il, a toujours été d'adapter les équipements à l'évolution du trafic. Mais il y avait, c'est vrai, autre chose à faire. » Le voisin nicois a montré la voie dans laquelle Marseille vent, aujourd'hui, s'engager. « Celle, précise Henri Mercier, du marketing et de la qualité de l'accueil par laquelle passe, désormais, le développement de l'économie moderne ».

A politique nouvelle, image neuve. Voici, donc, l'aéroport «marignane» rejoint aux couleurs de la Provence. Colère de la commune hôte, satisfaction complète, en revanche, des compagnies aériennes étrangères. On attend beaucoup, à la chambre de commerce de Marseille, de ce changement de dénomination. Le renom culturel de la Provence n'en est pas le seul «dividende» espéré. Certes, comme s'en réjouit Henri Mercier «le mot de Provence est magique». Et il fait heureusement pendant à celui de Côte d'Azur utilisé par Nice. Mais on spéculait tout autant sur la consécration de l'aéroport comme porte d'entrée d'une région tout entière.

Dans l'esprit de la chambre, la cérémonie de baptême du 29 mai doit réellement servir de déclic à

une action différente et surtout plus solidaire. Autour de, et à travers l'aéroport. Le développement des activités touristiques et donc du trafic aérien qui en est l'une des composantes s'inscrit dans la nouvelle politique d'accueil que veut mettre en œuvre la chambre Marseille-Provence devrait être, dans ce domaine, un vecteur de choix pour lancer des campagnes de promotion communes aux organismes touristiques de la région.

La chambre de Marseille a déjà entamé une concertation avec les chambres de commerce voisines d'Arles, Toulon, Nîmes, Avignon et Montpellier, les quatre dernières étant également concessionnaires d'aéroports. Marseille-Marignane avait relayé, l'hiver dernier, une initiative prise par un agent de voyages brestois pour organiser des charters neige (cinq cents personnes) de la Bretagne vers deux stations des Alpes-de-Haute-Provence : Allos et Le Seignus-d'Allos. Mais, à la suite de cette opération réussie, un projet, plus général, de liaison par cars, entre Marignane et les stations des Alpes-du-Sud, a capoté en raison de divergences de vues entre comités départementaux de tourisme. L'aéroport s'avait rempli qu'avec timidité, auparavant, sa mission de représentation au service des villes de la région. L'ouverture d'un bureau permanent de tourisme, offrant aussi un panorama des activités économiques et culturelles, devrait corriger cette insuffisance.

Un aéroport veut, avant tout, par l'éventail des lignes qu'il pro-

pose, à la fois condition et résultante du développement économique de la région qu'il dessert. L'hinterland de l'aéroport marseillais est, en l'occurrence, élastique : le quart sud-est, au moins, pour les liaisons avec l'Afrique, de Perpignan à Nice pour les Antilles, plusieurs départements des régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et La Réunion-Roussillon pour les lignes sur l'Europe.

«Les entreprises raisonnent plus en temps qu'en kilomètres», témoigne un spécialiste de l'immobilier d'entreprises, Jean-Louis Geiger, directeur régional du cabinet Auguste Thourard-Sud. «Des sociétés se sont implantées dans la vallée de la Durance parce qu'elles estimaient ne pas être plus éloignées, en temps, de Marignane qu'elles ne l'auraient été des quartiers sud ou est de Marseille.»

Il est vrai que, paradoxalement, le talon d'Achille de l'aéroport est le manque de fiabilité de ses liaisons avec Marseille... L'une de ses principales lacunes est, d'autre part, de ne pas disposer de ligne directe avec les Etats-Unis. «Nous venons d'effectuer une enquête par sondages auprès de trente-cinq mille passagers», indique Michel Wauassort, chef du service commercial. On peut en conclure qu'il existe un trafic potentiel de vingt à trente mille passagers par an, suffisant pour justifier, au moins, un vol hebdomadaire sur l'Atlantique nord. La même enquête sur les destinations finales des passagers a été demandée aux aéroports régionaux de Montpellier-Fréjorgues (640 000 passagers), Nîmes-Garons (250 000), Avignon-Camont (25 500) et Toulon-Hyères (410 000). Un trafic de rabattement sur Marseille pourrait être organisé à partir de ces

aéroports, soit par cars soit par petits avions d'une dizaine de places. L'exemple parfait, mais encore hypothétique, de la coopération intra-régionale souhaitée par l'aéroport marseillais.

Marseille-Marignane a toujours tenu une place importante dans les échanges de marchandises. Avec un peu plus de trente mille tonnes de fret en 1985, l'aéroport a fait un bond de 16 % par rapport à l'année précédente. Mais un abîme continue de le séparer de Paris (700 000 tonnes) qui le précède. Il n'est pas normal, souligne Pierre Altmeyer, directeur de la concession de l'aéroport, que des marchandises préacheminées de la région vers Paris survolent, ensuite, Marseille vers les destinations du Sud.

Le cas, extrême, de fret pris sur place et expédié, via Paris, vers des villes desservies directement par Marseille n'est pas, heureusement, des plus courants. L'organisation même du fret aérien par avions-cargos de 100 tonnes difficiles à remplir - Marseille ne dispose que de deux lignes exploitées avec des appareils de ce type - joue aussi contre les aéroports de province. Mais pas au point, toutefois, de justifier le profond déséquilibre qui persiste entre Paris et la plate-forme marseillaise. Aux effets pernicieux du système centralisateur français s'ajoutent, en fait, certaines pratiques (en particulier de ristournes) des transitaires parisiens ou de compagnies aériennes en position dominante sur le marché. Le préacheminement aérien profite, lui, à l'aéroport. Mais il n'a représenté que 10 500 tonnes en 1985, soit le tiers des remontées vers Paris par la route.

Dès 1981, cependant, les partenaires locaux de la profession (compagnies aériennes, transi-

taires, douanes, chambres de commerce de Marseille) se sont organisés en créant l'association pour le développement du fret aérien en Provence (AFAP).

Cet organisme reste inédit en France par sa nature et ses objectifs. L'AFAP a mené de multiples actions de sensibilisation auprès des entreprises exportatrices de la région ainsi que de formation dans les établissements d'enseignement et de promotion en France et à l'étranger. «Nous avons fait bouger les mentalités», estime l'un de ses fondateurs Pierre Dennoquio (Air-Inter). «Mais nous devons désormais sortir de notre statut de bénévoles pour passer à un démarchage

actif auprès des mille cinq cents sociétés de notre fief.

On a, enfin, reproché à l'aéroport de ne pas avoir créé, à sa périphérie, un véritable pôle de développement distinct de la vaste zone industrielle de Vitrolles. La chambre de commerce a bien, en fait, un projet d'immeubles de bureaux sur d'anciens salins faisant partie de la concession. Faute de financement, il ne s'est pas concrétisé. «Le changement de cap sera plus difficile que le changement de nom, admet M. Mercier. On est peut-être ambitieux. Mais on est décidé à l'être.»

GUY PORTE.

### Dans ce numéro

- 16. - La longue aventure du port aérien de Marseille.
- 18. - Le premier aéroport de province.
- 19. - Quatorze compagnies étrangères au départ de l'étang de Berre.
- 20. - Un point d'éclatement pour les liaisons interrégionales.
- 22. - Les Provençaux fidèles clients de leurs avions.



هكذا من الاجل

HISTOIRE

## L'aventure d'un port de l'air

MARSEILLE l'a échappé belle ! Son aéroport a bien failli être construit sur l'emplacement de l'actuelle plage du Prado, en bordure de la rade sud, que borne le massif des Calanques... Il ne s'agissait pas de l'idée saugrenue d'un isolé, mais d'un projet qui eut ses partisans jusqu'à l'oree des années 30. C'est même pour cette raison que la chambre de commerce n'a pris la concession de l'aéroport de Marseille-Marganne qu'en 1934, soit cinq ans après celle de Lyon et trois ans après celle de Bordeaux.

Outre le massacre d'un des plus beaux sites marins de la côte, on imagine aisément les nuisances que pourraient apporter les avions de long-courriers obligés de faire leur approche au-dessus d'une ville d'un million d'habitants, sans parler des difficultés à manœuvrer sur un site fermé au nord et au sud par des collines...

Mais, à l'époque, on n'avait pas ce genre de préoccupation. Les avions n'avaient besoin que de quelques centaines de mètres pour atterrir ou décoller, et nombre de Marseillais ont effectué leur baptême de l'air à partir de ladite plage, ou assisté à l'arrivée d'une étape d'épreuve aérienne dans l'enceinte du parc Borely dont l'hippodrome constituait un champ d'aviation improvisé.

Mais un homme, un pionnier, avait sans le savoir donné vingt ans plus tôt leur vocation aéronautique aux rives de l'étang de Berre. Son exploit avait attiré l'attention sur le site. Car c'était un exploit qu'Henri Fabre avait réalisé, le 28 mars 1910, en arrachant du plan d'eau une cage à poules munie de flotteurs qui n'était autre que la première hydravion du monde. Depuis 1907, les pêcheurs d'anguilles suivaient d'un œil amusé et goguenard les efforts d'un câble remorquant au bout d'un câble un assemblage de poutrelles métalliques reliant deux longs flotteurs qui avaient la détestable manie d'« engager » sous les vagues. Mais, au matin du 28 mars 1910, quand les grandes ailes du Canard, équipé d'un moteur Gnome de 50 CV, firent un long vol plané de plusieurs centaines de mètres à 5 mètres d'altitude, il faut bien reconnaître à l'ingénieur solitaire qui avait payé de sa poche

les études et la construction qu'il venait d'inventer l'hydravion. Henri Fabre est mort en 1984, à l'âge de cent deux ans. Il a pu être le témoin de toute l'histoire de l'aéroport de Provence.

C'est la fin de la première guerre mondiale qui eut vu s'affirmer la vocation du site. Des terrains plats, quasi déserts, affectés aux pâturages, à la culture, aux marais salants, qui ne devaient guère poser de problèmes d'expropriation quand, dès 1919-1920, la marine nationale jorgna vers eux pour la

création d'une base de dirigeables : l'Allemagne vaincue devait nous livrer *Dirigable et Méditerranée* au titre des réparations. Mais l'aviation avait fait des progrès considérables, et les collectivités locales commençaient à voir avec intérêt les possibilités de ce nouveau mode de transport. Dès 1921, sur le terrain militaire acquis par la marine, était établie la première ligne civile : Marseille-Perpignan.

Deux ans plus tard, la base de Cuers-Pièrrefeu, proche de Toulon, ayant été préférée aux terrains de Marganne, la ministre de l'air en

prenait possession pour confier sa gestion à la direction de l'aéronautique civile.

On peut dater de cette année-là l'acte de naissance de l'aéroport. Des lettres adressées à la chambre de commerce attestent du désir de créer un aéroport (1), que certains responsables marseillais voudraient voir s'élever au cœur de la ville (il faut alors une heure un quart pour rejoindre les rives de l'étang de Berre), à proximité des centres d'affaires.

Quatre cent treize avions sont enregistrés durant l'année 1923, ayant à leur bord cinquante-sept passagers pionniers, qui transitent sur un simple terrain gazonné, bordé de trois hangars métalliques de 1500 mètres carrés, un hangar pour les moyens généraux et un bâtiment pour la direction. Mais, dix ans plus tard, on enregistre douze mille quatre cent seize passagers, et la vocation internationale de l'aéroport s'affirme déjà avec l'arrivée de la Lufthansa (Marseille-Genève-Berlin et Marseille-Barcelone), de la KLM (Amsterdam-Marseille-Batavia), d'Aéro-Méditerranée (Rome-Genève-Marseille-Barcelone) et la création de lignes vers Tunis, Dakar, Madagascar.

### Air Bleu et Panam

En cette année 1933, le 20 juin, intervient un texte de loi qui va fixer le régime juridique des aéroports français, en les joignant à la liste des établissements que les chambres de commerce sont autorisées à créer ou à gérer en vertu de la loi d'avril 1898. On peut constater que, dès 1925, les élus consulaires de Marseille avaient réclamé cette faveur. Les voilà donc, ce 3 janvier 1934, concessionnaires pour cinquante ans de ce qu'on appelle alors « le port aérien de Marseille-Marganne », par analogie avec le port maritime, qui faisait également l'objet d'une concession.

On est encore loin des installations d'aujourd'hui. L'aéroport de Marseille-Marganne fait le port belle à l'hydravion (vocation oblige !), car c'est en lui qu'on a foi pour les transports long-courriers. Et puis la site marin commande. L'aviation terrestre ne possède pas de piste mais seulement « une plate-forme herbeuse d'atterrissage des aéronefs » qui est un quadrilatère de 120 hectares. Toute la partie sud de l'étang est réservée à l'amarrage des hydravions, qui y disposent de deux bassins de mouillage sur bouées, protégés par des digues, un slip de mise à terre et le matériel de levage indispensables. Les aéronefs, terrestres et marins, disposent de 17 400 mètres carrés de surfaces couvertes et d'une aire de stationnement en béton.

Peu avant la guerre, le port aérien de Marseille-Marganne verra neuf mille cent soixante-dix avions transiter par sa piste, avec trente-quatre mille trois cent cinquante-cinq passagers à leur bord. Air France et Air Bleu y côtoient la Lufthansa, Imperial Airways, Sabena, KLM, Ala Littoria et CLS (Tchécoslovaquie). Pratiquement, toutes les lignes comportant un survol maritime sont assurées par des hydravions. Sur la ligne Marseille-Paris, on note deux aller-retour quotidiens, plus une ligne « rapide »,

deux fois par semaine. Il en coûte 1260 francs de l'époque (1938). Le programme d'investissements prévu par la chambre de commerce est achevé en cinq ans, soit en 1939, année où la Pan American Airways ouvre sa ligne d'hydravions transatlantiques, équipée des célèbres Boeing-314 Clippers, qui mettent Marganne à vingt-quatre heures de New-York.

La guerre va donner un sérieux coup d'arrêt à la croissance de l'aéroport, en dépit de la construction d'une piste en béton de 1 650 mètres. Les installations sont occupées par la Luftwaffe à partir de 1942 et détruites entièrement en août 1944 au moment de sa retraite.

A partir de 1945, la chambre de commerce, en collaboration avec le service spécial des bases aériennes des Bouches-du-Rhône, commence à relever les ruines : la piste en béton est prolongée jusqu'à 2 000 mètres, tandis que de nouveaux hangars flanquent une aérogare... en bois, elle-même surmontée à partir de 1946 d'une tour de contrôle en échafaudage tubulaire permettant une reprise et une progression du trafic (plus de cent mille passagers par an). A partir des années 60, la mise en application

28 mars 1910 : un « fada » nommé Henri Fabre invente l'hydravion.

des textes définissant le régime juridique, administratif et financier des aéroports français va donner à Marseille-Marganne sa physionomie actuelle. L'arrivée de la Caravelle (1956-1957) coïncide avec la mise en service de la piste principale de 2 400 mètres construite par l'Etat, tandis que le bâtiment de l'aérogare de 180 mètres de long sur 54 mètres de large est inauguré en juin 1961 par M. Robert Buron, ministre des travaux publics. Trois ans plus tard, la longueur de la piste principale est portée à 3 000 mètres par remblai sur l'étang, et la gare de fret de 2 400 mètres carrés est implantée au nord du bloc technique.

L'année 1970 devait voir la mise en service du hangar destiné à la réparation et à l'entretien des avions légers et moyens, équipé d'un centre d'accueil pour l'aviation de voyage et d'affaires, sorte de mini-aérogare à l'intention des pilotes et de leurs passagers. C'est à cette époque que Marseille-Marganne a été choisi comme base d'entraînement des équipages de Boeing-747.

### Souvenir garder...

L'aéroport de Marseille a passé le cap des deux millions de passagers en 1972, et, dans la décennie qui venait de voir doubler son trafic, il n'a cessé d'affirmer sa position de plaque tournante à partir du moment où ont été inaugurés les vols directs vers les grandes villes européennes. Dans cette perspective, la chambre de commerce, en liaison avec les services de l'aviation civile et les compagnies utilisatrices, a réalisé la construction de six bâtiments satellites à deux niveaux, dotés de passerelles télescopiques (2) qui viennent chercher les voyageurs à l'intérieur de l'aérogare.

Aujourd'hui, avec près de 4,5 millions de passagers, une situation géographique contigüe à l'étang de Berre qui permet toutes les adaptations à l'évolution du transport aérien, une progression constante du fret, son système d'atterrissage tous temps, les soixante-deux lignes directes qui le relient à trente pays, l'aéroport de Provence demeure le premier aéroport de province.

Il est loin le temps du premier bond du Canard d'Henri Fabre ! Mais, par-dessus le temps, la main est tendue aux pionniers, puisqu'un exemplaire du premier hydravion du monde, pieusement reconstitué par les soins des artisans de l'Aéropastale, trône dans le hall de l'aérogare.

JEAN CONTRUCCI

(1) Léon Richaud, conseiller général du canton, était un ancien pilote de la guerre 1914-1918. Et Lascabère voulait faire de la région de Marseille la tête de ses lignes de Méditerranée.

(2) Conçues par les techniciens de la Chambre de commerce, elles ont fait l'objet d'un dépôt de brevet.

## AIR FRANCE AU SERVICE DE MARSEILLE ET DE LA PROVENCE

Air France relie tous les jours directement Marseille et la Provence aux principales villes d'Europe et de la Méditerranée. La Compagnie propose, par ailleurs, en liaison avec Air Inter, des correspondances nombreuses avec ses vols desservant au départ de Paris la plupart des régions du monde.

Cette activité, au service des échanges extérieurs, contribue au développement de la région. Elle est créatrice d'emplois et consommatrice de biens et de services locaux.

La Compagnie dessert 33 escales dans 22 pays au départ de Marseille et ne cesse de développer ses liaisons. Les dernières en date concernent Francfort, reliée à Marseille depuis le 1<sup>er</sup> avril par un vol quotidien (sauf le samedi) en AIR 42, et Turin, desservie par deux vols hebdomadaires également en AIR 42.

Air France, en 1985, a assuré une moyenne de 141 vols hebdomadaires au départ de Marseille - Provence. Sur l'ensemble de l'année, 27 100 décollages ou atterrissages ont été réalisés et 1 535 500 passagers, 13 800 tonnes de fret, 1 400 tonnes de poste ont été traités.

Air France bénéficie, avec l'aéroport de Marseille-Provence, d'infrastructures fonctionnelles qui contribuent à l'efficacité et à la qualité de son service pour le transport des passagers comme pour celui du fret.

**AIR FRANCE** 

## Pôle technologique Marseille Château-Gombert

La Ville et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille réalisent, avec le concours de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, un pôle technologique sur une superficie de 180 hectares à Château-Gombert (quartiers Nord-Est de Marseille).

Ce pôle est destiné à l'accueil d'entreprises à haute technologie, de laboratoires publics et privés de recherche et d'unités d'enseignement supérieur.

Il accueillera l'Institut Méditerranéen de Technologie, grande école tournée vers la formation d'ingénieurs, la recherche appliquée, la création d'entreprises et le transfert technologique.

Pour tous renseignements, s'adresser au SYNDICAT MIXTE D'EQUIPEMENT DE MARSEILLE, Palais de la Bourse 13001 Marseille, BP 1856. Tél. : 91-91-91-51.



# MARSILLE PROVENCE

## L'AÉROPORT INTERNATIONAL

**La Chambre de commerce et d'industrie de Marseille**  
**gère le deuxième aéroport de France**

N° 7 Aéroport - 13427 MARGNANE Cedex  
Tél. : 42-89-90-10



**AÉROPORT**  
**MARSEILLE PROVENCE**

tionales,  
gâteau  
cadeau.

se toujours  
Les salles  
plus assez  
Nous sou-  
nérioration  
tions, qui  
s et insur-  
service  
rouver au  
la forme  
t diffuser  
en parti-

change-  
17

xiété du  
pas à  
lez à un  
trouve  
is vous  
ce, en  
lui, les  
nce, la  
vec le  
confu-  
oncia-  
qui  
anglo-  
uvent,  
ments  
se ont

ot de  
n que  
stive-  
tou-  
cette  
faire  
rieur  
ché-  
ères  
jeu  
leur  
ren-  
zen-

éti-  
tas,  
ish  
un-  
ris-

هكذا من الأصل



EXPANSION

# Le premier de province

L'AÉROPORT de Marseille-Provence se porte comme un charme. Qu'on se le dise ! Tous les indicateurs de l'année 1985 confortent sa place de première plate-forme aéroportuaire de province. 9,6 % de croissance de son trafic international, 16,6 % dans le fret, alors que ses concurrents régressent le plus souvent : Marseille a profité à plein de la croissance soutenue du commerce international et de la bonne santé du transport intérieur français. En 1982, les observateurs traitaient de tous cas Marseillais qui inauguraient une gare de fret alors que l'économie n'était toujours pas sortie du second choc pétrolier...

A côté du colosse parisien, l'aéroport provençal fait un peu figure de nain. Il n'empêche, 4,5 millions de passagers, 30 600 tonnes de fret, deux pistes, de 2 400 mètres et de 3 500 mètres, vingt postes de stationnement pour les avions, deux gares de fret de 9 000 mètres carrés, un système pour l'atterrissage tout temps, trois mille salariés travaillant sur l'empire de l'aéroport, vingt-deux compagnies aériennes clientes, quarante villes étrangères et quinze françaises reliées à Marseille : les dimensions sont respectables.

## Pas cher

Pour rassembler un peu plus aux aéroports de la capitale, Marseille-Provence bénéficie bientôt de la même réputation « anti-bruit », car, avec une telle croissance, il ne suffit plus que les avions soient courts pour éviter l'agglomération marseillaise ou qu'ils se posent plus loin pour moins perturber les habitants de Saint-Victoret. Après tout, les pistes sont ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et il faut protéger les riverains mieux qu'au temps des moteurs à pistons.

L'aéroport participe de la même conception linéaire qu'Orly-Sud. Un noyau central permet d'accéder à

un front de satellites à deux niveaux qui sont reliés entre eux par des galeries et qui sont équipés de passerelles télescopiques pour accéder aux avions. Ce système a l'avantage de raccourcir pour les passagers les distances à parcourir entre les véhicules, les comptoirs d'enregistrement et les avions. Il commence à poser des problèmes avec l'extension de l'aérogare vers le satellite 5, qui communique avec la partie centrale par un trottoir mécanique. Si les responsables de l'aéroport n'y prennent garde, le développement futur des installations peut se traduire pour l'usager par des centaines de mètres à parcourir, comme à Orly-Sud ou à Londres-Heathrow.

Aucun problème du côté de la sécurité : tous les passagers des vols domestiques comme ceux des vols internationaux subissent une fouille et une détection aux rayons X. La séparation est totale entre les arrivées et les départs. Marseille-Margnane n'a connu en quinze ans que deux affaires de détournement : celle qui a impliqué Mme Georges Cravenna, tuée lors de l'intervention des forces de l'ordre, et celle qui a vu un ressortissant allemand tenter de dérouter un avion-cargo. Les installations de contrôle de l'aérogare n'étaient pas en cause. Marseille reste l'un des rares aéroports dont la terrasse est accessible aux visiteurs, qui franchissent un portique de détection. La préfecture a seulement ordonné que les visites soient suspendues en cas de présence d'un avion de la compagnie israélienne El Al sur le parking.

Les responsables semblent très attentifs à apporter à leur clientèle des services complémentaires pour l'attirer et la retenir. C'est ainsi qu'un centre d'affaires permet de louer des locaux dans l'aérogare elle-même ainsi que les services d'un secrétariat. Les boutiques commerciales font l'objet d'une attention permanente pour que les

prix pratiqués ne donnent pas au voyageur aérien l'impression qu'il est considéré comme pigeon. La pull-over exposé dans le hall central doit y être, au pis, aussi cher qu'en ville et le pastis vendu dans le magasin des produits hors taxes est obligatoirement moins cher.

La politique de développement retenue par la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, concessionnaire de la plate-forme, mérite qu'on s'y arrête. « Nous avons toujours fait en sorte de réaliser nos investissements au rythme du développement du trafic », explique M. Denis Aprille, directeur adjoint de l'aéroport. Cela nous a permis d'étaler les dépenses dans le temps, de les amortir plus vite et de réduire nos frais financiers. »

L'aérogare s'est donc développée, depuis 1969, comme un jeu de boîtes que l'on accolait les unes aux autres ou que l'on superposait. En 1972, on a rejoint le satellite 5 ; en 1976, le satellite 4 ; en 1979, le

satellite 3 et les parcs autos ; en 1983, le 5 a été agrandi ; en 1985, le système d'atterrissage tout temps a été mis en service. L'ensemble n'est donc pas homogène architecturalement, mais cette politique de petits pas a permis de maintenir des tarifs plus bas que ceux des concurrents, ce qui est toujours apprécié des compagnies.

Par exemple, une Caravelle-12 effectuant un vol domestique paie des droits de toucher de 1 359 F à Orly, de 1 087 F à Toulouse, de 980 F à Nice et de 946 F à Marseille. Un Boeing-747 arrivant d'un pays étranger devra acquitter 17 200 F à Orly, 12 700 F à Toulouse, 11 900 F à Nice et 10 900 F à Marseille.

## Cap à l'ouest

Des projets, Marseille-Provence n'en manque pas. « Nous avons effectué une importante étude sur le potentiel du trafic avec les Etats-Unis », dit Denis Aprille. Aujourd'hui, pour traverser l'Atlantique, les Provençaux sont obligés de transiter par Paris, et donc de perdre une demi-journée. La difficulté tient au fait que les avions long-courriers actuels ont une trop grande capacité pour le trafic envisageable en direct entre Marseille et New-York. Peut-être, un jour, pourrions-nous accueillir des avions plus petits, Boeing-767 ou TriStar. Peut-être pourrions-nous regrouper nos passagers avec Bordeaux... » Il est possible aussi qu'Alitalia vienne de Rome dès l'an prochain.

S'il est un marché que les autorités aéroportuaires surveillent de près, c'est celui des dessertes avec les autres villes européennes. Il ne s'agit pas de Zurich, Munich, Francfort, Barcelone, Milan, mais de villes plus proches de Marseille. Malheureusement, l'intérêt d'Air France est de ramener ses avions convenablement et de ne pas détourner la clientèle des aéroports étrangers, donc de dé-

velopper modérément ses relations transrégionales. « C'est pour nous, aéroports, sommes-nous, la dérégulation du système aérien européen, reconnaît Denis Aprille. L'intérêt d'Air France réside vraiment pas avec celui de la province. »

En 1987, le directeur de l'aéroport de Marseille-Provence devra proposer de nouveaux plans pour l'aérogare. L'interrogation suivante : comment faire pour tous les passagers transitant par un point central où se trouvent tous les services possibles et tous les sièges sociaux d'entreprises sans pour autant les obliger à parcourir des kilomètres dans des galeries interminables ?

Comme il faut voir encore plus loin, il est sûr que la demande de la plate-forme sera prolongée jusqu'à 5 500 mètres. Mais, à partir de 18 millions de passagers, c'est-à-dire vers l'an 2015, les possibilités d'extension seront épuisées. Il faudra alors construire une troisième piste entièrement en remblai sur l'étang de Vaine, portion de l'étang de Berre. Une nouvelle aérogare, d'une capacité de 10 millions de passagers, sera alors indispensable à l'ouest des pistes actuelles. Des réserves foncières devront être prévues en concertation avec les collectivités locales pour les immeubles et les routes.

## La menace de Nice

En attendant ces échéances lointaines, l'aéroport provençal a deux sujets de préoccupation. Celui des relations avec l'agglomération marseillaise devrait trouver une réponse avant longtemps. La circulation routière dense peut, aux heures de pointe, allonger jusqu'à trois quarts d'heure le temps nécessaire pour se rendre au centre-ville alors qu'il ne dépasse pas normalement vingt minutes. En 1988, la mise en service de l'autoroute du Littoral offrira, par l'Estaque, une variante précieuse à l'autoroute du Nord, qui

## Marseille-Provence en tête des aéroports provinciaux. Gare à la grosse tête...

décongestionner la circulation entre Margnane et le Vieux-Port.

D'autre part, la SNCF étudie la possibilité de réaliser un débranchement ferroviaire sur la ligne des Alpes, à Septèmes, pour faire circuler des rames vers Margnane et vers les agglomérations nouvelles de l'étang de Berre.

Le deuxième souci de Marseille n'est pas près de disparaître, c'est la concurrence de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, situé à 200 kilomètres environ. A cette distance, le passager n'hésite pas à mettre en balance les deux plates-formes, desservies toutes deux par autoroutes. Plus que les tarifs, c'est la fréquence, l'horaire des vols et la commodité de l'aérogare qui font la décision.

Les Marseillais en ont eu assez de constater qu'au comptoir d'Air France, à New-York-Kennedy, on vantait exclusivement Paris et Nice. D'où l'idée de se trouver un nom de séduction pour attirer aussi le touriste étranger : le rajout de « Provence » n'est pas une garantie de réussite, car les infrastructures, hôtelières notamment, sont notoirement insuffisantes. Vauter les gorges du Verdon, Les Baux-de-Provence ou les vins de Bandol ne fera pas magiquement se poser les avions. Encore faut-il que les hôtels les plus charmants d'Aix-en-Provence comptent plus d'une vingtaine de chambres et que des agences de voyages réceptives soient capables d'accueillir à Lourmarin ou à Arles des centaines de passagers internationaux et dans leur langue.

La chambre de commerce et d'industrie de Marseille et les collectivités locales ont du pain sur la planche pour remonter le sévère handicap accumulé par rapport à Nice.

La mot « Provence » n'y suffira pas.

AL F.

## La grosse colère du maire de Margnane

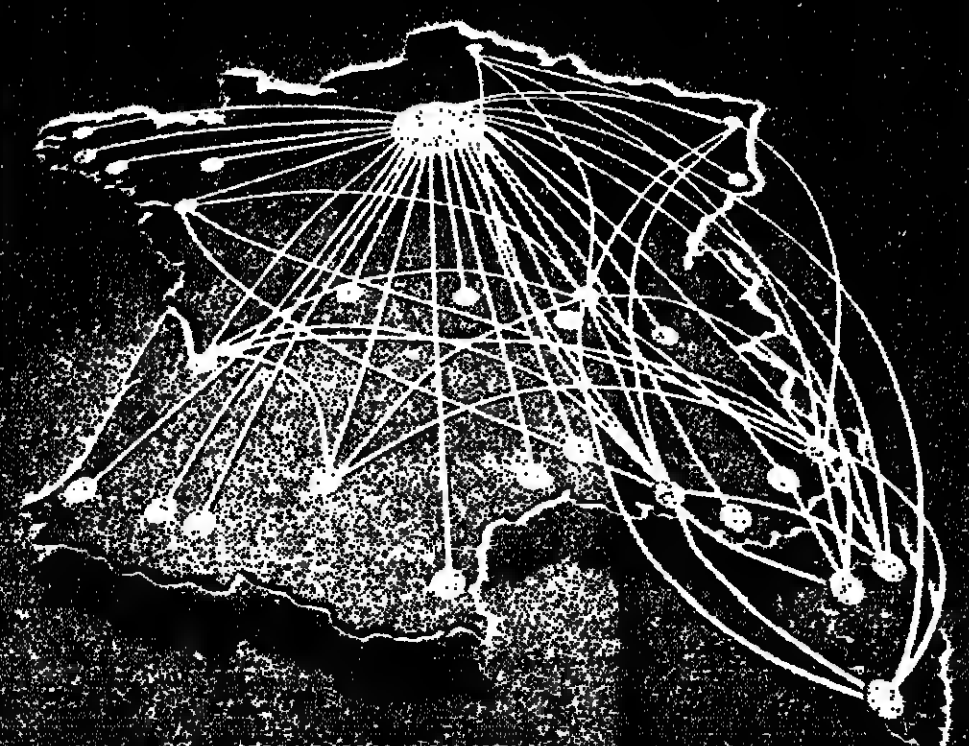
LAURENT DELEUIL, maire modéré et conseiller général du canton de Margnane, a fait savoir qu'il refusait de participer aux manifestations auxquelles il était invité à l'occasion du changement du nom de l'aéroport qui, depuis sa création, porte — accolé au nom de Marseille — celui de la commune dont il est le premier magistrat. Il veut ainsi marquer sa désapprobation à l'égard d'une décision prise par la chambre de commerce de Marseille, gestionnaire de l'aéroport, sans qu'il y ait eu consultation des Margnanaux.

« Je trouve la décision de supprimer le nom de Margnane et de le remplacer par Provence absolument scandaleuse, nous a déclaré Laurent Deleuil. On raye d'un trait plus de cinquante ans de l'histoire de notre cité et l'on efface tout ce qu'elle a apporté à l'aéroport. Je rappelle que, pour que soient créées les infrastructures, les propriétaires des terrains agricoles ont été défrichés les installations et les pistes ont été à l'époque expropriées dans des conditions qui ont parfois frisé la spoliation. Les habitants de Margnane se sont investis nombreux dans le développement de l'aéroport. Beaucoup ont travaillé à l'édification des premières infrastructures et nombreux sont les pionniers des lignes aériennes qui ont pris leur retraite ici. Ils ont aujourd'hui l'impression d'être dépouillés, chassés brutalement de leur pays. »

« J'aurais admis, précise Laurent Deleuil, que l'on ajoute le mot « Provence » à Marseille-Margnane. Mais personne ici ne comprend pourquoi on choisit un nom aux dépens de celui de la ville qui a vu naître et grandir l'aéroport. C'est un peu comme si on débaptisait notre enfant. Rien ne justifie cette décision arbitraire, surtout pas l'idée d'une promotion commerciale, car je ne vois pas en quoi le nom de Margnane pouvait le gêner. Le geste est inhumain et stupide. »

J. C.

## POUR AIR INTER CHAQUE RÉGION EST CAPITALE



Air Inter : 28 capitales régionales reliées entre elles par 62 liaisons permanentes, une route de vol en moyenne. Un décollage toutes les quatre minutes. Réservez vos vacances Air Inter en ville ou à l'aéroport et toutes agences de voyages.

AIR INTER

## Dix ans de croissance

	PASSAGERS (en millions)	FRET (en tonnes)
1976	2,7 (+ 10,7 %)	28 900 (+ 32 %)
1977	3 (+ 11,2 %)	22 700 (+ 8,5 %)
1978	3,2 (+ 5,8 %)	24 100 (+ 6,3 %)
1979	3,4 (+ 6,5 %)	23 400 (- 3 %)
1980	3,7 (+ 9,3 %)	21 100 (- 9,6 %)
1981	4,02 (+ 7,3 %)	24 300 (+ 14,9 %)
1982	4,87 (+ 1,2 %)	23 900 (- 1,6 %)
1983	4,87 (+ 0,1 %)	22 500 (- 5,7 %)
1984	4,2 (+ 4,3 %)	26 300 (+ 16,8 %)
1985	4,4 (+ 5,6 %)	30 600 (+ 16,5 %)

## Palmarès 85

	PASSAGERS (en millions)	FRET (en tonnes)
PARIS (Orly - Charles-de-Gaulle - Le Bourget)	32,8 (+ 4,9 %)	693 100 (+ 1,9 %)
MARSEILLE	4,4 (+ 5,6 %)	30 600 (+ 16,5 %)
NICE	4,1 (+ 4,6 %)	12 200 (- 2,8 %)
LYON	2,7 (+ 2,8 %)	12 100 (- 20,2 %)
TOULOUSE	2 (+ 5,7 %)	12 300 (+ 0,6 %)
BORDEAUX	1,6 (+ 5,1 %)	7 700 (- 11,1 %)
MULHOUSE-BALE	1 (+ 9,3 %)	11 800 (- 21,5 %)
STRASBOURG	0,8 (+ 7,7 %)	2 300 (+ 14,5 %)
NANTES	0,7 (+ 11,1 %)	1 200 (+ 22,6 %)
MONTPELLIER	0,6 (+ 6,5 %)	3 200 (+ 43,7 %)



## INTERNATIONAL

## Etrangers en concurrence

**Q**UATORZE compagnies aériennes étrangères sont représentées sur l'aéroport de Marseille-Provence (1). En 1985, elles ont transporté, sur vingt-sept destinations dans le monde, un peu plus d'un million de passagers (23,4 % de l'ensemble du trafic et 50,7 % du trafic international) et près de 7 000 tonnes de fret (22,5 % et 35,2 %).

Elles sont regroupées au sein du Comité des compagnies aériennes étrangères Provence-Languedoc (CAEPL). Son vice-président, Michel-Noël de Marqué, directeur régional de British Airways, nous a accordé, ci-dessous, un entretien.

## ● Quel est l'objet du CAEPL ?

— Il s'agit, tout d'abord, d'une amicale de tourisme dont le but est de créer de nouveaux marchés profitant à l'ensemble de ses membres. Nous travaillons, en particulier, avec les agences de voyages régionales pour développer le tourisme réceptif. Nous agissons de même pour le transport de marchandises, auprès des agents ou groupements de fret.

● De grandes compagnies, telles que Lufthansa, KLM ou SAS, n'ont pas de représentation locale. Quel est l'intérêt d'une implantation à Marseille ?

— Chaque compagnie a sa politique commerciale propre. Certaines ont des bureaux dans d'autres villes de province, Lyon, Nice, Bordeaux, etc. Marseille est une plate-forme importante. Nous offrons à notre clientèle de multiples et excellentes correspondances internationales au-delà des villes que nous desservons par des lignes directes. Beaucoup plus, au total, qu'une compagnie nationale au départ de Paris ou via Paris. C'est notre force. Nous assurons, d'autre part, sur les vols internationaux, de meilleures prestations que sur les vols domestiques, ce qui est un autre avantage pour nos passagers locaux.

## ● Vous êtes cependant concurrents...

— Bien entendu ! Il y a entre nous, comme avec les compagnies nationales françaises, une véritable bataille au niveau commercial. La concurrence existe entre toutes les compagnies du monde. Mais elle est saine. Prenez l'exemple de la ligne Marseille-Londres. Lorsque Air France était seule à l'exploiter, dans les années 60, elle ne marchait pas, au point, même, qu'elle avait été suspendue. A partir de 1972, avec l'arrivée de BEA, il y a eu concurrence et, donc, davantage d'agressivité commerciale de la part des deux compagnies. La clientèle a été

plus motivée pour choisir cette destination. Plus il y aura de compagnies aériennes implantées sur la plate-forme, mieux ce sera pour tout le monde.

## ● A quelle clientèle vous adressez-vous ?

— A toutes les clientèles. Mais elles varient selon les compagnies et les destinations. Nous avons à British Airways une clientèle régulière à l'année, à la fois d'affaires, touristique, de séjours linguistiques, etc. Certaines autres compagnies, comme Olympic Airways, Tunis Air, Royal Air Maroc, ou encore Iberia, ont une clientèle à dominante per-

sonnelle et touristique qui est plus fluctuante.

## ● Vos projets ?

— Nous nous efforçons d'accroître en permanence notre part de marché au départ de Marseille en augmentant nos lignes, nos fréquences ou en améliorant nos modes d'exploitation. Alitalia compte, par exemple, l'année prochaine, mettre en service un de ses avions sur la ligne Marseille-Rome qui est actuellement exploitée en joint venture avec Air France. Air Gabon crée, également, au début de juin, une classe affaires sur Marseille-Libreville. Nous espérons, d'autre part, que d'autres com-

panies étrangères viendront s'installer à Marseille.

## ● Quel jugement portez-vous sur l'aéroport de Marseille-Provence ?

— J'ai vu évoluer cet aéroport de façon positive. La concessionnaire nous offre, de manière générale, de bons équipements et de bons services par rapport à des plates-formes comparables en trafic. Nous disposons, notamment, de passerelles avions qui constituent une commodité très appréciable pour la clientèle. Lyon n'en a pas autant. Nice et Bordeaux n'en ont pas du tout.

Quatorze compagnies internationales, se partagent le gâteau sans se faire de cadeau.

» Mais l'aérien évolue toujours plus vite que l'aéroport. Les salles d'embarquement ne sont plus assez grandes et confortables. Nous souhaitons tous, surtout, l'amélioration du comptoir des informations, qui est actuellement mal situé et insuffisamment attractif. Ce service devrait, à notre avis, se trouver au centre de l'aérogare, sous la forme d'une banque circulaire, et diffuser davantage d'informations, en particulier touristiques.

## ● Que pensez-vous du changement de dénomination ?

— Il s'imposait. La notoriété du nom de Provence n'est pas à démentir. Si vous demandez à un Anglais de Blackpool où se trouve Marignane, il ne saura pas vous répondre. Mais la Provence, en revanche, évoquera, pour lui, les paysages du sud de la France, la Camargue, l'association avec le Côte d'Azur. Sans parler des confusions engendrées par la prononciation du mot de « Marignane » qui devient, dans la bouche d'un anglophone, « Marignani ». Bien souvent, pour cette raison, des documents destinés à Marseille-Marignane ont été expédiés en Italie !.

» Il n'y a pas, pour le mot de Provence, d'autre prononciation que française... Mais il faut, impérativement, que les responsables du tourisme provençal profitent de cette nouvelle dénomination pour faire connaître leurs produits à l'extérieur en lançant des campagnes cohérentes. Les compagnies étrangères sont tout à fait prêtes à jouer le jeu et à les aider, y compris en leur accordant des facilités pour se rendre dans les pays qu'elles représentent.

G. P.

## DIVERSIFICATION

## Fret sur mesure

**L**é spécialiste du fret « à la mesure », emménagé sur l'aéroport de Marseille-Provence. En effet, la compagnie SFAIR a décidé d'abandonner Bordeaux et d'installer sa base technique et ses services administratifs sur les bords de l'étang de Berre, afin de mieux traiter des clients qui s'adressent à elle pour transporter des produits hors gabarit ou « sensibles » — comme les armes — vers des endroits difficiles d'accès et de toute urgence.

Fondée en 1980, la SFAIR utilise pour ces transports trois Hercules et un DC-8-55. Elle a mis au point une stratégie de transporteur à la demande, c'est-à-dire qu'elle se refuse à concurrencer les lignes régulières de fret créées par Air France ou Air Inter. Elle se cantonne dans le sur-mesure, comme son concurrent américain Transamerica.

La SFAIR a quitté Bordeaux parce qu'elle étouffait dans des hangars trop petits pour sa filiale

spécialisée dans l'entretien des avions Hercules. Elle ne pouvait guère compter sur l'industrie bordelaise pour remplir ses avions : en 1984, elle n'a pas réalisé un seul vol pour un client local.

Pourquoi avoir choisi Marseille et non Paris, puisque 85 % du chiffre d'affaires de la compagnie sont réalisés avec des étrangers et que ses services commerciaux resteront dans la capitale ? « L'aéroport de Marseille-Provence est plus souple, moins encombré, et nous y connaissons tous les responsables, explique Thierry Cohen, de la direction commerciale. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, nous pouvons appeler au téléphone la personne compétente pour nous aider à résoudre un problème. Le choix de Marseille participe aussi d'une recherche d'efficacité et de compétitivité : le camion étant dix fois moins cher que l'avion, nous proposons à nos clients d'acheminer leur fret par la route jusqu'à l'aéroport

de Marseille, qui est situé à la croisée des routes vers l'Afrique et le Moyen-Orient, nos destinations habituelles. Ils peuvent ainsi économiser 10 % de leurs frais de transport. »

Nice n'aurait-il pas fait l'affaire ? « Nice n'a pas de tradition de fret, répond Thierry Cohen, alors que Marseille a une vieille habitude du fret maritime. D'ailleurs, les lots de quinze à soixante tonnes que nous traitons sont d'une taille « maritime ». Nous apprécions de travailler avec des partenaires transitaires ou commissionnaires qui connaissent les marchés d'outre-mer. » Ont été exportés, depuis Marseille, des pompes vers Malte, des hélicoptères vers le Malawi, du matériel pétrolier vers Hassi-Messoud et des vaches vers Bamako.

Les projets de développement ne manquent pas. « Nous étudions la possibilité de regrouper à Marseille du fret en provenance d'Italie et d'Espagne et de l'acheminer régulièrement vers l'Europe du Nord.

Même chose pour le pequet express, pour lequel nous pourrions traiter avec une société de messageries et créer une rotation nocturne Marseille-Paris-Marseille. »

L'année 1985 a été morose pour la SFAIR, qui n'a pu disposer pendant plusieurs mois de son DC-8, bloqué à Athènes alors qu'il transportait des armes. 1986 se présente sous de meilleurs auspices : le DC-8 a repris du service au moment où les clients redécouvrent la rapidité du transport aérien. Et quand on s'appelle IBM ou Hewlett-Packard, on est toujours pressé ! Sans oublier l'Hercules qui vole huit heures par jour en Angola pour le compte de la Croix-Rouge et les vols humanitaires ou sanitaires avec Médecins sans frontières.

On trouvera de plus en plus de tout dans les avions de la SFAIR, marseillaise d'adoption et internationale par destination.

A. F.

(1) Il s'agit, dans l'ordre alphabétique, d'Aeroflot, Aerolineas Argentinas, Air Algérie, Air Gabon, Alitalia, British Airways, El Al, Iberia, Olympic Airways, Royal Air Maroc, Sabena, Swissair, Tunis Air et Varig-Cruzair.

## L'AVENIR EN CONFIANCE.



SOCIÉTÉ  
MARSEILLAISE  
DE CRÉDIT

Votre capital confiance

## Swissair offre le sourire aux Marseillais.



Marseillais, pourquoi passer par Paris ? En passant par Genève vous vous simplifiez la vie et vous gagnez du temps.

Chaque jour, un DC9 de Swissair décolle à 16h pour Genève.

Là, vous avez le choix entre dix-neuf correspondances en Europe qui vous permettront d'arriver à destination tôt dans la soirée.

Et pas besoin de changer d'aéroport. Vous serez plus en forme pour traiter vos affaires ou passer une soirée agréable.

De plus, Swissair vous offre le privilège de choisir entre l'Economy Class, la Business Class et la First Class. Comme sur tous ses avions.

swissair

Correspondance à Genève

Heures d'arrivée à :

Ausserdon	20 H 00
Bâle-Mulhouse	19 H 30
Brême	22 H 20
Bucarest	19 H 35
Budapest	21 H 25
Copenhague	20 H 30
Düsseldorf	19 H 40
Frankfurt	19 H 45
Hambourg	21 H 45
Hanovre	22 H 10
Milan	20 H 35
Munich	20 H 45
Nuremberg	21 H 25
Oslo	22 H 05
Salzhorn	20 H 40
Stockholm	22 H 15
Stuttgart	20 H 20
Vienne	21 H 25
Zurich	19 H 00



سكنا من الاجل

RAYONNEMENT

## Liaisons sauts de puce

ON les appelle « compagnies de troisième niveau ». Autrement dit, elles ne volent pas loin comme Air France et n'utilisent pas d'aussi grands appareils qu'Air Inter. Ces liaisons n'empêchent pas ces « petites » compagnies aériennes de tisser leur toile d'araignée, et plus seulement au départ de Paris. La décentralisation et le développement économique des régions ont créé des courants d'échange entre les grandes métropoles, que le train et la voiture, trop lents ou trop fatigants, ne peuvent complètement assurer.

Marseille profite de cet élan régional. TAT (Transport aérien transrégional), Air Littoral, Air Languedoc et Air Limousin, ont choisi l'avion pour créer des liaisons sauts de puce : Marseille-Pau, Marseille-Clairmont-Ferrand, Marseille-Toulouse, Marseille-Figari. Et comme il n'y a pas foule pour voyager entre ces villes, les compagnies ont choisi des avions plus petits et moins coûteux que les Boeing et les Airbus. Il en est de très réduits comme le Beechcraft B 99 (15 places), des moyens comme l'avion de transport régional franco-italien, l'ATR-42 (42 places), et des plus grands comme le bi-réacteur Fokker F-28 (85 places).

### Des rocadés qui marchent

Ces appareils de capacité réduite signifient des coûts plus élevés au siège puisque les salaires du personnel navigant et les frais fixes sont répartis entre un moins grand nombre de passagers. Les prix des compagnies de troisième niveau sont donc notablement plus élevés au kilomètre que ceux d'Air Inter par exemple, sauf lorsqu'ils bénéficient de subventions comme celles qui assurent la continuité territoriale avec la Corse : ainsi TAT peut-elle, depuis le 1<sup>er</sup> mars, offrir un billet Marseille-Figari (Corse-du-Sud) au même prix que Marseille-Ajaccio et

Marseille-Bastia d'Air Inter (244 F, 351 F).

« Nous sommes particulièrement satisfaits de notre rocade quotidienne Lille-Nantes-Toulouse-Marseille-Figari », explique Patrice Decourt, directeur commercial de TAT. Depuis que nous l'assurons avec un bi-réacteur, nous enregistrons une augmentation d'un quart du nombre de nos passagers qui nous laisse espérer une rentabilité dès la deuxième année d'exploitation. Nous songeons à créer une nouvelle rocade orientale qui pourrait relier par exemple Lille-Mulhouse-Nice-Marseille. » Ce sont les hommes d'affaires qui décident de la vie ou de la mort de ces liaisons : eux seuls en ont les moyens et en éprouvent le besoin.

Malgré la principe français qui veut qu'une seule compagnie aérienne assure une desserte aérienne, la création d'un réseau domestique relève du grand art, et les erreurs d'appréciation coûtent cher malgré les subventions accordées, dans certains cas, par les collectivités locales et les chambres de commerce. C'est pourquoi les compagnies de troisième niveau louchent vers les métropoles étrangères. Elles aimeraient bien desservir ces marchés potentiels. Elles hésitent cependant, car elles ne connaissent pas le terrain et n'y possèdent pas de représentation. Le risque commercial est, là encore, important ; aussi se tournent-elles vers la compagnie nationale qui a des intérêts et des inquiétudes complémentaires des leurs. D'un côté, Air France souhaite participer à la naissance de trafics européens « intra-régionaux », mais la taille de ses appareils et le niveau des rémunérations de ses personnels navigants excluent toute rentabilité. De l'autre, la compagnie nationale n'a pas du tout envie que la création de ces lignes détournent les passagers de Paris où elle est bien installée vers des villes étrangères où une compagnie concurrente profiterait de cet afflux de clientèle.

TAT et Air Littoral ont donc passé un accord d'affrètement avec Air France. Sous le pavillon de celle-ci, TAT fait voler trois Fokker-28 basés à Marseille vers Francfort, Milan, Rome, Bruxelles, Copenhague et Amsterdam. Quant à Air Littoral, c'est un ATR-42 qu'elle met en ligne, aux couleurs d'Air France, vers Francfort, Milan, Turin, Barcelone et Catane. « Marseille-Francfort, qui a été ouvert le 1<sup>er</sup> avril, se porte bien », explique M. Marc Dufour, directeur général d'Air Littoral. Nous atteignons un coefficient moyen de remplissage de 50 %. Nous pensons maintenant à un Marseille-Venise... »

L'avenir dira jusqu'à quel point cette entente peut être maintenue. En effet, Air France n'a pas intérêt à

développer ces liaisons, alors que l'aéroport de Marseille-Provence et les compagnies régionales s'efforcent d'attirer la clientèle en multipliant les fréquences. A cet égard, l'exemple de la desserte de Barcelone laisse entrevoir les futures discordances entre les partenaires actuels.

### Vois sous surveillance

Air France ayant suspendu, en 1984, sa liaison Marseille-Barcelone tri-hebdomadaire, les responsables de l'aéroport se tournent vers Air Littoral pour effectuer deux aller-retour par jour entre les deux villes. Ce que voyant, la compagnie nationale revint sur sa déci-

sion et passa un accord d'affrètement avec Air Littoral pour une desserte à nouveau tri-hebdomadaire.

Ce rythme est jugé incapable de créer un courant de trafic suffisant par les responsables de l'aéroport, qui notent que la fréquence et les horaires de la mi-journée rebutent les hommes d'affaires. Air France redoute la concurrence d'Iberia à Barcelone et traîne les pieds pour ouvrir des vols supplémentaires. Air Littoral ne peut réclamer trop fort puisque ces vols sous surveillance lui valent des recettes régulières et sans aucun risque.

En définitive, ce seront peut-être les autorités aéroportuaires marseillaises qui parviendront à maîtriser le monopole de la compagnie natio-

### A partir de Marseille une multiplication de liaisons interrégionales

ne et à dénouer sa lenteur à satisfaire les besoins régionaux de desserte aérienne. Une autorité concessionnaire d'aéroport n'est certes pas une vulgaire association de consommateurs, et la négociation restera secrète et courtoise.

Méanmoins, Air France serait bien avisée d'entendre ces demandes, faute de quoi, elle pourrait voir tous les aéroports régionaux de France rejoindre le camp des militants de la déréglementation aérienne.

Un assouplissement se traduira par des affrètements multipliés vers des destinations étrangères plus nombreuses au départ de Marseille. Toujours sous surveillance... AL. F.

## USAGERS

### Une piste de tout repos

UNE piste de tout repos, serait-on tenté de conclure en entendant Primo Bison, commandant de bord et chef du personnel navigant d'Air Inter, décrire atterrissages et décollages à Marseille-Provence.

Le profane redoute d'abord les coups de boutoir que le mistral assène aux avions lorsqu'il saute à 100 kilomètres à l'heure les collines provençales. « C'est vrai qu'il y a une météo particulière », reconnaît M. Bison. Par beau temps, des vents forts peuvent souffler. Ce n'est pas dangereux. Les passagers perçoivent quelques turbulences au-dessus du massif de la Nerthe. Le pilote prend tout de même quelques précautions, c'est-à-dire qu'il surveille de près son lecteur « vitesse » pour ne pas piler en fin d'atterrissage d'un cisaillement de vents. Aucun rapport avec Brest ou Calvi, où les rafales sont

vicieuses parce qu'elles prennent l'avion de travers. »

La massif de la Nerthe (200 mètres d'altitude environ), situé au sud-est de la piste, ne pose-t-il aucun problème ? « Lorsque nous décollons dans sa direction, nous pouvons être amenés à limiter la masse au décollage, car nous devons respecter une pente minimale au cas de panne de moteur. Nous devons aussi virer plus tôt pour épargner du bruit au village des Pannes-Mirabeau. Quand nous atterrissons en venant du sud-est, la descente est assez rapide, mais la présence de brises nous permet de perdre de l'altitude sans à-coups. »

Troisième risque : les oiseaux qui peuvent être absorbés par un réacteur et le mettre hors d'usage. Il semble que les mesures prises soient suffisamment effrayantes pour les passagers pour les tenir au large des pistes.

Quatrième et dernier handicap : le brouillard. Cela peut paraître curieux qu'en Provence ce phénomène météorologique existe. On peut dire qu'il s'aggrave. Certains incriminent l'adoucissement des eaux de l'étang de Berre par l'apport du canal provençal de la Durance. D'autres estiment que le mistral n'a plus tout à fait la force et la fréquence d'autrefois. Toujours est-il que chaque année le brouillard sévit une vingtaine de jours sur les rives de l'étang. Depuis l'an dernier, un système ILS de catégorie III permet aux avions et aux pilotes qualifiés de se poser jusqu'à une visibilité minimale de 8 mètres verticalement et de 150 mètres horizontalement.

Depuis sa mise en service, Air Inter a effectué trente approches aux instruments, dont quatre à la visibilité minimale, et aucun vol n'a été détourné. Ce n'est tout de même pas une assurance absolue de pouvoir se poser : nous descen-

dons jusqu'à 25 pieds (18 mètres environ), et si, à cette altitude, nous n'identifions pas la piste, nous devons remettre les gaz. D'autant plus que, une fois posé, l'avion ne pourrait rouler sans piler, dans un brouillard à couper au couteau, jusqu'à l'aérogare.

Il ne faut même pas les doigts d'une seule main pour dénombrer les incidents graves survenus dans les parages. Tous remontent à plus de dix ans : un avion-cargo transportant des vaches tombé sur une colline ; une Caravelle plaquée, sans trop de dommages, au sol qu'elle venait de quitter par une saute du mistral ; un appareil de la compagnie Alitalia posé « trop long » et qui termina, en douceur, son atterrissage dans la vase de l'étang. On en rit encore dans le monde aéronautique.

AL. F.

### Des bétailières

JACQUES GUEIT, directeur du raffinage à la compagnie Shell, est un passager mécontent. Pas de l'aérogare de Marseille : « Elle est bien conçue, reconnaît-il, on y trouve les services nécessaires, et l'hôtel Sofitel tout proche est très pratique. »

Ce qui l'exaspère, c'est la ligne Paris-Marseille, qu'il emprunte deux fois par mois pour venir visiter les raffineries installées sur l'étang de Berre. Lui parler de Marseille, c'est susciter un flot de griefs à l'égard de la compagnie Air Inter. « Ils se moquent du monde », dit-il. Les Airbus qu'ils mettent en service entre Paris et Marseille sont devenus des bétailières. Le passager fait la queue pour l'enregistrement, la queue sur la passerelle et la queue dans l'avion pour s'asseoir. C'est intolérable. »

Au départ de Paris ou de Marseille ? « A Paris-Orly, où les salles d'embarquement sont minuscules. A Marseille, c'est plus commode. »

Jacques Guéit estime que, dans

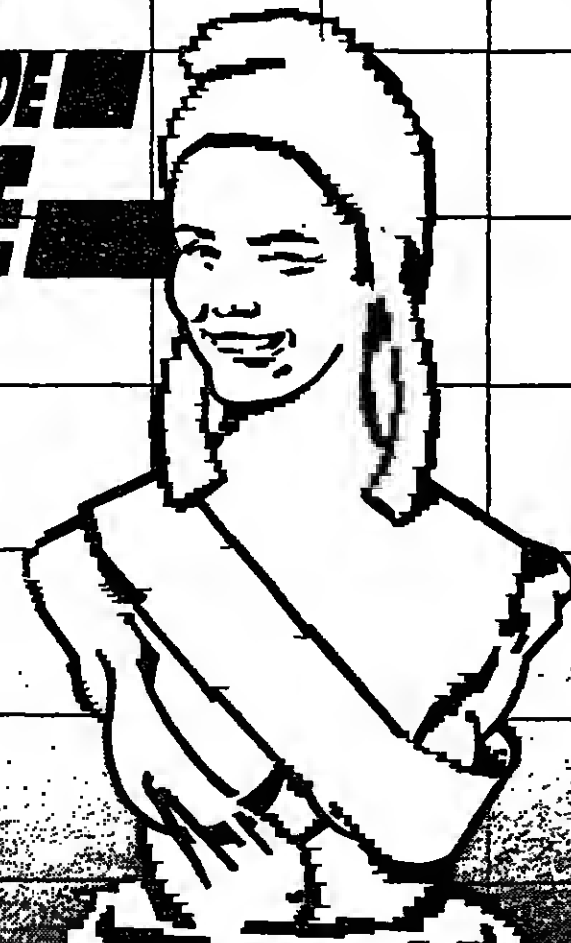
ces conditions, l'avion est devenu le mode de transport le plus inconfortable, et il préfère utiliser le train lorsqu'il « descend » à Marseille à titre privé. « D'accord, le voyage dure cinq heures, mais c'est tellement plus relax ! » Et puis il dispose de plus de place pour ses longues jambes, qu'il case avec difficulté dans les Airbus.

« Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas une sorte de classe affaires dans les avions d'Air Inter, ou un préembarquement pour les abonnés, ou une place affectée dans les avions, comme cela se pra-

tique aux Etats-Unis, enfin : quoi ! une petite marque d'attention. »

Habitué des vols internationaux, M. Jacques Guéit estime qu'Air Inter « se moque du monde » tout simplement parce qu'elle est en situation de monopole. Elle peut impunément pratiquer des tarifs « chers » sans pour autant offrir à ses plus fidèles clients le confort qui leur est nécessaire pour voyager heureux. Peut-être qu'un jour, la déréglementation aidant, la compagnie domestique rendra ses vols Paris-Marseille agréables. Peut-être... AL. F.

# PRENEZ DE L'AVANCE



# PROVENCE

Pour recevoir le dossier « La Passion d'Entreprendre » et connaître les possibilités d'implantation de votre entreprise dans le jardin d'Aubagne en Provence, retournez ce coupon à :

**MAIRIE D'AUBAGNE**  
DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
13677 AUBAGNE - TEL. 42.71.19.19.

NOM : \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_

« Découper par le jury de Marseille le 26/11/85 »

## Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

# sofracim

a réalisé le C.M.C.I.

## CENTRE MÉDITERRANÉEN DE COMMERCE INTERNATIONAL

au cœur de Marseille, dans la cité du commerce international (16000 m<sup>2</sup> de bureaux)

Participez au développement des affaires en implantant votre centre de décision.

**SOFRACIM - Tél. 16 (1) 43-46-13-95**

## TRANSPORTEURS

# In pacte

de la com

## ETUDES SECONDAIRES

COLE TOPFER

# VOLONTÉ

# QUALITÉ

# PRÉSE

# GROUP



## TRANSPORTEURS

## Un pactole pour Air Inter

1 392 000 passagers : la meilleure ligne de la compagnie intérieure. Elle aime Marseille.

À belle, la bonne, la juteuse ligne que Paris-Marseille pour Air Inter ? Des avions remplis d'hommes d'affaires (58 % en moyenne) dont les entreprises paient le tarif fort et une clientèle qui résiste à tous les accidents conjoncturels : que rêver de mieux ? La réparation navale et la marine marchande s'effondrent-elles ? La compagnie domestique enregistre des taux de croissance de 15 à 20 % jusqu'en 1981. Surviennent la deuxième choc pétrolier et le TGV redouté : + 8,2 % en 1982 ; + 10 % en 1983 ; + 0,8 % en 1984 ; + 2,4 % en 1985. La clientèle ne veut ni arrêter de voyager ni prendre le train.

Si Paris-Marseille est, avec 1 392 000 passagers, la ligne la plus fréquentée d'Air Inter, c'est d'abord parce qu'elle relie deux pôles économiques importants et aussi parce qu'elle représente la distance idéale pour l'avion. En franchissant les 700 km en une heure et dix minutes, celui-ci reste hors de portée du train à grande vitesse qui met cinq heures.

Pour ces raisons, Pierre Eelsen, PDG de la compagnie, affiche une grande confiance en l'avenir : « Certaines initiatives marseillaises nous intéressent, car elles produisent des effets bénéfiques », dit-il. Le pôle technologique de Château-Gombert comme le projet de centre de robotique enricheront en Provence

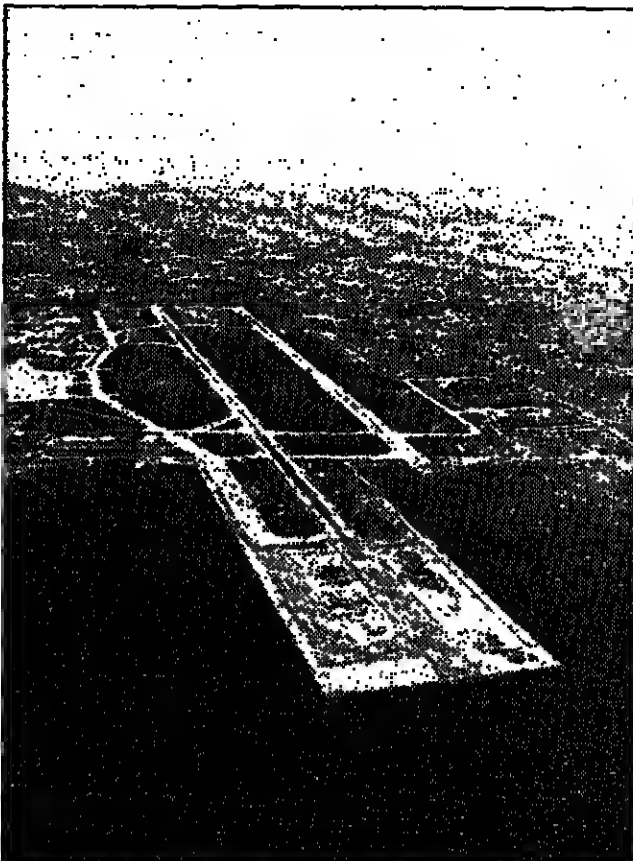
des technologies nouvelles. Celles-ci génèrent une demande de transport aérien plus forte que les industries traditionnelles.

Mais Pierre Eelsen n'est pas complètement satisfait. Malgré la batterie de tarifs promotionnels destinés à faire choisir à la clientèle les vols des heures creuses et malgré quatorze vols quotidiens, on s'entasse sur les vols de 7 h du matin. L'Airbus prend des allures de métro bondé, et l'usage maugrée contre les conditions qui lui sont faites. Pierre Eelsen envisage-t-il de mettre en service des Boeing-747 ou les futurs Airbus A-330 ? « Nous nous posons la question de savoir s'il est opportun d'utiliser entre Paris et Marseille des gros porteurs qui nous évitent des retards et des frais inutiles. Peut-être est-ce pour y répondre que le président d'Air Inter visitera, cet été, les usines Boeing aux États-Unis... »

Marseille est au centre d'une toile d'araignée de liaisons aériennes transversales. Avec la Corse (300 000 passagers), le « bord à bord » connaît un développement relativement décevant. En revanche, le trafic est en croissance vers Lille, Lyon et Bordeaux, tant il est vrai que « les grandes métropoles régionales tissent de plus en plus de rapports entre elles ».

## Meilleur qu'Orly-Ouest

Air Inter surveille de coin de l'œil l'évolution des vols affrétés par Air France qui relie Marseille à d'autres métropoles régionales européennes comme Francfort. « Théoriquement, explique Pierre Eelsen, ces vols directs nous prennent des clients puisque ceux-ci n'ont plus besoin de se rendre à Paris, par exemple, pour gagner Francfort. Le coefficient de remplis-



sage de nos vols sur Paris-Charles-de-Gaulle, déjà pas excellent, risque d'en être affecté. Nous verrons bien.

Dé l'aéroport de Marseille-Provence, le président d'Air Inter dit surtout du bien. « C'est une très bonne plate-forme aéroportuaire, déclare-t-il. Ses responsables ne se sont pas laissés surprendre par le développement du trafic. Ils ont construit en temps utile le hall 5, ils ont équipé la piste d'un système d'atterrissage tout temps. Nos avions bénéficient, à chaque escale, de deux passerelles, ce qui permet un débarquement et un embarquement plus rapides. Enfin, la fouille centralisée et les portiques de détection donnent toute satisfaction. Je dirai que cette aéroport est supérieure à celle d'Orly-Ouest, qui

supérieure à celle d'Orly-Ouest, qui va pourtant connaître une nette amélioration avec la mise en service du hall 4. »

Il existe pourtant un « point noir » dans ce tableau flatteur : les liaisons avec Marseille, qui ne sont pas aussi rapides et aisées que peuvent le souhaiter les usagers. « Nous souhaiterions une amélioration. Elle est à l'étude. » Une relation par hélicoptère entre Marseille et Marignane lui semblerait-il une bonne solution ? « Non, répond Pierre Eelsen. La seule ligne d'hélicoptères rentable aujourd'hui en France est la ligne Nice-Monaco. » Pertout ailleurs, le gain de temps n'est pas assez net pour justifier un surcoût important.

AL F.

## INDUSTRIELS

## L'atout rapidité

« L n'y aurait pas eu Marignane et une coopération parfaite avec les transporteurs de fret vers l'Amérique, on n'aurait jamais réussi à faire ce qu'on a fait en un an. » Ce qu'il a fait, Raymond Mota ? Tout simplement « rattraper » à ses concurrents américains la totalité de la fourniture en échangeurs thermiques destinés aux ordinateurs du géant IBM.

C'est à ce chef d'entreprise marseillais, PDG de la Société de constructions mécaniques qu'il a créée en 1950 (et qui avait commencé à fabriquer des plaques d'égout), qu'IBM commande l'intégralité des échangeurs thermiques destinés à assurer le refroidissement de ses derniers modèles d'ordinateurs. Non seulement parce que, selon le diagnostic des Américains, « ils sont proches de la perfection », mais parce que Raymond Mota se fait fort de les livrer au rythme de trois cents appareils par mois, franco de port à New-York, et qu'il est 50 % moins cher que ses concurrents d'outre-Atlantique.

Raymond Mota dirige une usine entièrement informatisée, qui emploie quatre-vingt-dix personnes (moyenne d'âge vingt-six ans) formées sur place, et possède son propre laboratoire de recherche. Elle produit quatre cents appareils par jour, destinés principalement à équiper les camions et les moteurs de navire (l'échangeur thermique refroidit l'huile du moteur).

« Ce n'était pas le tout d'être performants, explique Raymond Mota, il fallait pouvoir assurer les expéditions dans des délais records. Les Américains exigeaient que je puisse faire face dans les meilleurs délais à toute commande, et ils refusaient de voir les appareils transiter par voie maritime, car ils sont fragiles et craignent le froid, et les

délais ne sont pas toujours rigoureusement respectés. Alors je suis allé trouver les responsables de l'aéroport et je leur ai expliqué les impératifs. Je dois dire que je n'ai aucun problème. Une fois par semaine, j'expédie mon chargement (le vendredi, et vingt-quatre heures après, il est livré à New-York). À Marignane, ils ont parfaitement suivi notre courbe de croissance. Il y a un an, j'expédiais dix échangeurs. A l'heure actuelle, nous en sommes à quatre-vingts, ce qui représente 7 tonnes. Si, comme je le pense, IBM double prochainement ses commandes, j'ai déjà l'assurance que le fret aérien est en mesure de faire face. »

Raymond Mota reconnaît très volontiers que la « réponse » de l'aéroport de Marseille est vitale pour le devenir d'une entreprise en plein développement. « Heureusement, la coordination entre les services de transport de l'aéroport et nous fonctionne parfaitement », précise-t-il.

C'est indispensable, d'ailleurs, pour les deux parties, car les échangeurs thermiques « made in Marseille » viennent de « poser le pied » à Tokyo. « Je suis 20 % moins cher que les Japonais, dit avec fierté le patron des Constructions mécaniques. Alors, d'ici quelque temps, il se pourrait que je demande encore un effort aux responsables de Marignane. »

D'ailleurs, Raymond Mota est si conscient du rôle essentiel que joue le transport aérien dans le développement de son affaire qu'il envisage de quitter le quartier de la Timone à Marseille pour Les Pennes-Mirabeau : « J'aurai pratiquement les avions garés devant mon usine ! Les Japonais n'ont qu'à bien se tenir ! »

J.C.

**ÉTUDES SECONDAIRES**  
Programme Français  
Internat mixte  
**ÉCOLE TÖPFFER**  
CH-1206 GENÈVE  
Av. Eug.-Pittard, 21  
Tél. : 19-41/22/47-29-94

**VOLONTÉ** L'histoire d'une entreprise, son développement, sa réussite, c'est avant tout, le résultat d'une volonté commune. Volonté, tout d'abord, de son fondateur Maurice GENOYER, un homme qui a eu la force de réunir. En 1954 la Phocéenne de Mécatronique est née dans une cave de 15 m<sup>2</sup>, dans un quartier populaire de Marseille. Aujourd'hui, sur 200 000 m<sup>2</sup>, le Groupe emploie 300 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs. Volonté également de ses cadres, ingénieurs et employés. Dans les bureaux du Rhône et aux quatre coins du monde, ils concourent, par leur savoir, à l'expansion du groupe. Volonté, aussi, d'écouter l'entreprise sur son environnement économique et politique et de promouvoir la liberté d'entreprendre, la participation, l'adhésion, la responsabilité.

**QUALITÉ** Brides, raccords, robinetterie, vannes haute pression, ensembles techniques tels que séparateurs ou manipulateurs, la diversité et la complexité des produits fabriqués et commercialisés par le Groupe GENOYER exigent un effort permanent de qualité. Une qualité garantie par les ingénieurs des bureaux d'études qui conçoivent et mettent en œuvre les techniques de l'assurance-qualité. Une qualité qui permet au Groupe Maurice GENOYER de conserver la confiance de ses clients à travers le monde et de renforcer sa position internationale. Une qualité qui conduit au développement des activités d'ingénierie ou de fabrication d'ensembles d'équipements de haute technologie et de forte valeur ajoutée.

**PRÉSENCE** Pétrole, pétrochimie, gaz : ce sont les secteurs privilégiés de l'activité du Groupe Maurice GENOYER. Du champ de production jusqu'à la distribution, les installations nécessaires au traitement et au transport des hydrocarbures sont réalisées à partir d'équipements fabriqués ou distribués par les sociétés du Groupe. Cette action implique une présence active dans les pays producteurs du Proche et du Moyen-Orient, du Maghreb, d'Afrique Noire, d'Amérique et d'Asie. Cette implantation internationale a naturellement conduit le Groupe Maurice GENOYER à se structurer vers d'autres secteurs liés au transport de l'énergie. Il développe des réalisations dans le domaine de l'impulsion et du transport de l'eau ainsi que dans celui de l'électrotechnique industrielle.

**GROUPE MAURICE GENOYER**  
SOCIÉTÉ PHOCCÉENNE DE MÉTALLURGIE-SERRIERIE-INDUSTRIAL VALVES COMPANY-MOZELUX-CAUCHON-INDUSTRIE-GRIFFET  
S.I.T., 3<sup>e</sup> rue - 21 - BP 61 - 13742 Vaucluse - France - Téléphone : 42.78.40.00 - Téléc. : 420.255.



## SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

## RESULTATS ET ORIENTATIONS

Une stratégie, pour réussir, s'inscrit nécessairement dans la durée. La Société Marseillaise de Crédit s'est donc attachée, cette année encore, à conforter la démarche entreprise au cours des exercices précédents : consolidation du fonds de commerce, de la productivité, de la rentabilité, des équilibres de gestion, des réformes de structure, des moyens informatiques, des relations sociales.

Ainsi a-t-elle renforcé les conditions de réussite du défi qu'elle s'est lancé : une banque régionale indépendante couvrant tout le champ du financier et offrant à ses clients tous les crédits, services et conseils d'un établissement de grande taille.

Dans un contexte marqué par des évolutions profondes, nombreuses et de tous ordres, ses réponses sont prêtes. Renforcer sa compétence pour faire bénéficier les PME régionales de techniques financières sophistiquées, saisir toutes les opportu-

nités offertes par les nouvelles technologies, diversifier ses activités pour couvrir progressivement tout le champ du financier. Et tout cela en relation avec un

objectif majeur : continuer à inscrire son développement dans le cadre des priorités économiques des régions de son rayon d'exploitation.

## RÉSULTATS

Cet ensemble de démarches permet déjà des résultats tangibles et encourageants (cf encadré) aussi bien au plan commercial classique qu'au niveau plus global des ressources, engagements, produits de gestion collective, produit net bancaire ou résultat brut d'exploitation.

La Société Marseillaise de Crédit a confiance dans l'avenir des régions méridionales. Toute son action trouve là sa justification fondamentale. Ses moyens propres comme son association avec l'ensemble des instances économiques régionales ont pour but de concrétiser plus encore cette volonté qui l'anime : être un levier du développement de l'économie régionale.

## SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Quelques chiffres 1985

Total du bilan :	15 milliards (+ 11,2 %)
Ressources :	10 milliards (+ 8,7 %)
Emplois :	6,5 milliards (+ 8,3 %)
OPCVM :	1,8 milliards (+ 67 %)
Produit net bancaire :	+ 6,9 %
Résultat brut d'exploitation :	+ 8 %
Bénéfice net :	10,2 %
Bénéfice consolidé :	19,4 millions (+ 20 %)
200 guichets - 3 325 personnes - 380 000 comptes	



هكذا من الوجل

TOURISTES

## Provençaux boulégons

**P**EUT-ETRE parce que Marseille est un port ouvert sur le grand large, peut-être parce qu'on y a pris de longue date l'habitude de voyager outre-mer, le Provençal aime se rendre à l'étranger et il a bien assimilé le système du voyage aérien à forfait qui vendent les agences de voyages.

Selon Etienne Rachou, directeur des ventes à la Sotair, agence voyageuse filiale de la compagnie Air France (marques Jet Tours, Jumbo, Jet'Am), la demande est typée. On trouve d'abord « un fonds de clientèle qui choisit le long-courrier et le séjour. C'est une région de commerçants aisés et, lorsque la saison a été bonne, on note, sur tout le littoral, une poussée des ventes à l'automne. Ils se recrutent aussi dans les professions libérales et chez les cadres supérieurs. Ces clients ont environ cinquante ans. Ils demandent un peu plus de confort et un peu moins d'animation que les autres ».

### Un marché encore sous-exploité

Deuxième catégorie : la « clientèle Bassin méditerranéen ». « Nous sommes surpris que ces destinations soient aussi demandées par des personnes qui, après tout, connaissent bien la Méditerranée puisqu'elles vivent sur ses bords. Elles achètent donc des vols moyen-courriers, notre formule club « Eldorado » et des séjours d'été en famille. Nos clients sont des cadres moyens et des agents de maîtrise d'une quarantaine

d'années. A noter que, l'été dernier, 30 % de nos acheteurs de séjours en « Eldorado » prenaient l'avion à destination de l'étranger pour la première fois de leur vie. »

La troisième sorte de clientèle est moins fortunée, plus jeune, et elle se tourne vers des formules plus dépouillées baptisées « Jumbo soleil », qui font appel à l'hôtellerie classique et qui coûtent moins cher.

Pas de doute, « le marché provençal représente un gisement important, encore sous-exploité », explique Etienne Rachou. Il est évident que la présence de l'aéroport et l'existence

de nombreuses lignes aériennes à destination de l'étranger ont aiguisé l'appétit de voyages. Nous en bénéficierons. Notre délégation régionale installée à Marseille a réalisé, sous la marque Jet Tours, lors de la dernière saison, une croissance de 11,3 % du nombre des clients et de 14 % de son chiffre d'affaires. Nous avons atteint la chiffre d'environ 10 000 passagers individuels et de 1 000 passagers en groupes ».

L'existence d'un marché aussi porteur a eu une conséquence technique importante : les vols charters se sont relativement

peu développés, car les agents de voyages ont préféré placer leurs clients sur des vols réguliers et donc acheter de plus petites quantités de sièges. En apparence, les résultats d'Air Charter contredisent cette constatation puisque cette filiale d'Air France et d'Air Inter est passée de 14 300 sièges offerts au départ de Marseille, en 1983, à 37 400 en 1984 et à 69 000 en 1984 et 1985. Boeing 727 et 737, Caravelle, Airbus et, cette année, ATR 42 desservent, en charter, pendant l'été, la Grèce, la Yougoslavie, la Sicile, la Turquie, les Baléares.

Mais le Provençal ne se dirige pas seulement vers les plages. Il a pris goût aux week-ends de printemps ou d'automne, et c'est à lui que la Sotair propose, sans escale, le plus grand nombre de villes européennes pour les grands « ponts » : Amsterdam, Bruxelles, Londres, Madrid, Milan et Rome.

### Recevoir l'étranger

Etienne Rachou voit plutôt en rose les perspectives de développement marseillaises. « L'aéroport représente un atout précieux, dit-il, car, pour fabriquer des voyages, ce n'est pas l'hôtel

qui fait défaut, mais le bon avion qui dessert la bonne ville au bon moment, et, de ce point de vue, Marseille est en excellente position avec les vols d'Air France et des autres compagnies étrangères qui s'y posent. »

Le centre d'information Jet Tours de Marseille a donc de beaux jours devant lui. On y vend aujourd'hui le monde entier ; on y organisera bientôt l'accueil des touristes étrangers, tant il est vrai que le tourisme provençal est encore embryonnaire et promis lui aussi à l'engouement de la demande étrangère, lorsque les capacités hôtelières régionales auront été accrues et la promotion publicitaire enfin assurée.

Arrivées, départs, touristes du dedans, touristes du dehors : il y a bien du mouvement en perspective pour la Provence.

A. F.

## Bombardiers comme pompiers

**D**EPUIS 1963, l'aéroport de Marseille-Provence ébrite la base aérienne de Marignane, qui relève du ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de la direction de la sécurité civile. C'est là que sont basés les fameux Canadair, ces bombardiers d'eau utilisés dans la lutte contre les incendies de forêt. Composée au début de deux avions amphibies Catalina et d'une équipe de huit personnes, la flotte aérienne spécialisée dans l'attaque des feux de forêt se compose aujourd'hui de onze Canadair (CL-215), quatre DC-6 de 12 tonnes de charge, utilisés pour le largage massif de produits retardants et de huit Tracker, petits avions rustiques de 3,5 tonnes de charge, dont la rapidité permet de jouer les feux naissants.

Avec les 5,5 tonnes que peut larguer un Canadair sur un foyer insaisissable, par les moyens terrestres ou en renfort de ceux-ci, la célèbre hydravion a fait depuis longtemps

les preuves de son efficacité, bien que l'heure de vol revienne à près de 16 000 F (plus de 20 000 F pour DC-6). C'est pourquoi leur emploi est déterminé par le Centre interrégional de coordination opérationnelle (CIRCO) de Aix-Velabre, qui juge au reçu du message d'alerte rouge si l'utilisation des bombardiers d'eau est justifiée et détermine le type et le nombre d'avions nécessaires.

La base de bombardiers d'eau de Marignane compte 197 personnes, dont 85 pilotes et mécaniciens-navigateurs recrutés dans l'aéronautique navale et l'armée de l'air au niveau de formation pilotes d'assaut et lutte anti-sous-marine.

Les appareils et les équipages sont en alerte permanente toute l'année sur la base, du lever au coucher du soleil. En été principalement, ils sont détachés préventivement sur l'aérodrome le plus proche d'une région à risques élevés. Cette

mission est dévolue aux Tracker, essentiellement. De juillet à octobre, quatre Canadair sont détachés sur la base d'Ajaccio.

Les bombardiers d'eau ne peuvent attaquer directement le front de l'incendie, ils tentent de le circonscire en larguant un produit ignifugeant qui constituera une « barrière chimique » sur laquelle viendra buter le front de l'incendie. Par exemple, trois DC-6 larguant à la chaîne peuvent en une seule passe établir une barrière d'arrêt de 600 m sur 30 m.

Si l'attaque directe est possible, le « matraquage » de la flamme à 30 m d'altitude est fonction de la cadence de largage : il faut un passage toutes les six minutes. L'utilisation des Canadair, qui écope en 10 secondes ses 5,5 tonnes d'eau et qui peut se ravitailler sur des lacs de barrages, des fleuves ou en mer par des creux jusqu'à 2 mètres, a fait ses preuves. Pour augmenter

l'efficacité et la rapidité d'intervention, six aérodromes ont été équipés pour recevoir les DC-6 et assurer le plein de produit retardant en cinq minutes (Nice, Hyères, Marignane, Nîmes, Perpignan, Carcassonne). Ajaccio et Bastia sont utilisables pour le ravitaillement en eau des DC-6. Le Luc et Calvi (eau), Ales et Aubenas permettant le remplissage au sol en une minute trente des Tracker et des Canadair. Ces derniers disposent dans le Sud-Est de seize plans d'eau intérieurs, de sept plans d'eau sur le Rhône, entre Marseille et Vienne, et de toute la côte méditerranéenne continentale et corse.

Sur la base de Marignane, soixante-dix-huit techniciens assurent la maintenance toutes les soixante heures. En été, on recherche la disponibilité maximale en effectuant les visites la nuit.

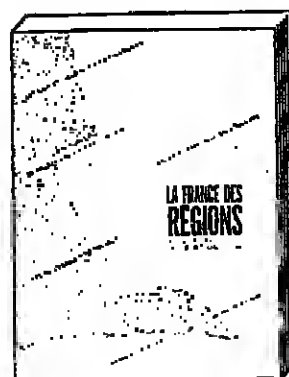
J. C.

## les Antilles en Concorde pour 98 élus

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe (★★★ NN) à partir de 18 950 francs. Aircom, 93, rue de Monceau, 75008 Paris. 45-22-86-48.

## Le Monde

### RADIOSCOPIE DES RÉGIONS FRANÇAISES ET DE RHONE-ALPES



Les résultats complets des élections régionales. La fiche signalétique de chaque région.

L'enjeu régional. Les budgets et les pouvoirs des régions.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Les nouveaux provinciaux : région par région, les comportements socio-politiques des Français.

### LA FRANCE DES RÉGIONS

VIENDE DE PARAÎTRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

112 PAGES - 42 F

## Le Monde

dossiers et documents

### DEUX DOSSIERS

### L'URSS DE GORBATCHEV

### LES CATASTROPHES NATURELLES

DOSSIERS ET DOCUMENTS : LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

Mai 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7F

## AFRIQUE, SUD-EST ASIATIQUE, AUSTRALASIE, ALLEZ-Y AVEC LE BIG BOSS.



Le Big Boss est le dernier-né des Boeing. Le plus moderne, le plus grand de tous les avions de ligne existants. Un 747 où la célèbre bosse est devenue un véritable pont supérieur, qu'UTA a voulu réserver à sa super-classe affaires, Galaxy.

Comme tous les avions de la compagnie, le Big Boss abrite trois classes, bien distinctes : la classe économique UTA, référence pour toutes les compagnies du monde ; la Galaxy, où le plus long voyage semble toujours trop court ; et la Première de Luxe, située dans l'espace privilégié que constitue l'avant de l'appareil.

Alors un conseil : que vous partiez vers l'Afrique, le

Sud-Est Asiatique ou le Pacifique, partez avec le Big Boss. Contactez UTA Marseille - 6, place du Général de Gaulle - 13001 Marseille - Tél. : 91.54.90.12, ou votre agence de voyages.

# UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Livres de cinéma

### Des visages et des vies pour rêver

Dans l'esprit du public le cinéma est inséparable des comédiennes et des comédiens qui, sur l'écran, sont le support de ses rêves. Plusieurs livres exhument le visage de ces interprètes qui, d'Annabella à Marilyn Monroe, firent chavirer le cœur d'une génération.

Un contrat d'amour à lier, de tout temps, les spectateurs aux acteurs de cinéma, les stars, les vedettes et les autres. Pour autant que la télévision fait, aujourd'hui, redécouvrir des films anciens, la nostalgie des gens qui y reviennent leur jeunesse et y confortent leurs émotions d'antan peut devenir enthousiasme, évaluation historique chez ceux qui appartiennent à une autre génération. Ainsi Olivier Barrot, né en 1948, et Raymond Chirat, né en 1922, après avoir recensé les *Excentriques du cinéma français* (1), peuvent-ils célébrer ensemble ces « visages du cinéma français 1930-1950 » qu'ils appellent *Inoubliables* (2). Le point d'exclamation indique les choix subjectifs. Inoubliable pour la mémoire et le goût des auteurs ne veut pas forcément dire gloire éternelle au regard de l'histoire.

Rappeler l'existence de Marie Bell et de Victor Francen, c'est bien. La qualité de leurs interprétations à l'écran, c'est autre chose. Les biographies commentées, allant à l'essentiel, si bien qu'on n'en rate pas une ligne, sont là pour faire le point. Les rabats de la couverture de livre indiquent ce qui revient à Raymond Chirat et à Olivier Barrot.

Pour chacun, l'approche n'est pas exactement la même, dans la façon d'écrire. C'est justement ce qu'on aime, à la lecture d'une chronique à

deux voix, à deux plumes. Un dialogue à travers les pages illustrées où les photographies ont fixé des instants de films, des expressions fugitives, des portraits. Petit jeu amusant : lisez d'abord, cherchez les signatures ensuite.

Simone Simon a un minois et des griffes de chatte, en couverture (son image dans *la Bête humaine* de Jean Renoir). Annabella reprend un visage bouleversant, Mireille Belin, dans *Gueule d'amour* et *Terre de feu*, à la classe d'une Marlene Dietrich française, en admettant que ce soit possible. Harry Baur, dans la galerie des noms très sacrés, montre une grandeur pathétique. Jules Berry est une canaille élégante, Victor Boucher un fantasiste ahuri. Charles Boyer un troublement séducteur, Pierre-Richard Willm un héros romantique.

#### Histoire d'une mise à mort

L'étrange Corinne Luchaire, étoile filmée perdue par les activités politiques de son père et mise par la tuberculose, brille comme un diamant noir au milieu des célébrités féminines : Gaby Morlay, qui fit rire et pleurer, Florelle, le moineau de Paris, Yvonne Printemps, la charmante à la voix d'or, Jany Holt la tourmentée, Elvire Popesco l'extravagante, Odette Joyeux la mystérieuse « biche au bois », Viviane Romance et Ginette Leclerc qui se partagent des emplois semblables (mais Romance eut Paravante), Madeleine Sologne, comme pétrifiée dans le mythe de la non-vieillesse. Hommes et femmes, il y a dans ce livre cinquante « premiers rôles ».

Barrot et Chirat, même si on ne partage pas forcément leurs opinions, ont le mérite inestimable de



Charles Boyer, Annabella et Pierre-Richard Willm dans *Terre de feu* (1934).

nous faire rêver sur le métier d'acteur, sur le dédoublement des comédiens et de leurs personnages. Avec les *Vies secrètes de Marilyn Monroe* (3), Anthony Summers, journaliste anglais, nous administre une douche froide. Marilyn est morte, le 5 août 1962. Depuis, à intervalles réguliers, comme si cette femme obsédait qui s'éleva dans la mort, il est paru ou se sait plus combien de « livres définitifs » sur sa vie, sa carrière, les circonstances de sa disparition. Celui d'Anthony Summers, fruit d'enquêtes très consciencieuses auprès des témoins qui ont bien voulu parler (souvent par allusion ou hypothèses, d'ailleurs), sera-t-il le « définitif des définitifs » ? On le verra.

Car, même si on se laisse prendre au talent d'Anthony Summers, à sa

façon de provoquer des suspenses et de suggérer des solutions comme dans un roman policier, on se dit que Marilyn Monroe a droit au repos, à la paix. Que nous importe « la face cachée » de ses mariages, sa vie sexuelle, le nombre et le nom de ses amants. Ses relations personnelles avec John et Robert Kennedy, le fait qu'elle a pu être victime, indirectement, des luttes de la Mafia contre le président des Etats-Unis et son frère, n'expliquent pas sa fin.

Depuis son enfance, Marilyn portait en elle les fermentes de son ascension et de sa chute. Il y a longtemps qu'on le sait. Anthony Summers n'innove pas. Il nous donne le récit d'une mort lente, un scénario où la réalité rejoint la fiction, où le mythe s'offre à tous les regards dans les chambres à cou-

cher, s'émiette dans les corbeilles à papier et les confidences scabreuses, succombe au whisky et à l'abus des somnifères. Pitié pour Marilyn ! La meilleure façon de la connaître, de lui rendre hommage, c'est de revoir ses films quand l'occasion se présente.

Mais si vous aimez les vies d'acteurs racontées par eux-mêmes, il faut profiter des rééditions parues chez Ramsay (4) : *Mes années folles* par Dalio (n° 22), *Gloria Swanson par elle-même* (n° 24), *Ma vie en vrac* par Pierre Brasseur (n° 26), *Histoires de ma vie* par Jean Marais (n° 27). Avec les autoportraits, on sait ce qu'on va trouver : un reflet de l'image cinématographique fixée dans le public, et juste ce qu'il faut d'anecdotes pour montrer que les célébrités de l'écran

sont aussi des hommes et des femmes. Encore une façon de rêver.

On peut aussi se pencher sur les *Belles Affiches du cinéma 1910-1949*, réunies en album aux éditions Atlas (5). Il y en a quatre-vingt-cinq, très bien reproduites sur de pleines pages, avec un texte d'accompagnement sur le film que chacune représente. C'est une promenade à travers le cinéma international qui propose ces illustrations d'un art lié au romanisme hollywoodien, à l'expressionnisme allemand, aux brumes suédoises, au baroque italien, au réalisme français, encore qu'il ne s'agisse pas de reproductions des styles cinématographiques mais d'interprétations où les couleurs apportent une dimension irréaliste.

On va d'étonnement en étonnement : l'affiche du *Quo Vadis* ? italien de 1913 et son érotisme fulgurant, celle du *Salomé* américain (1923) réinventant les courbes du modernisme autour d'un visage de femme, Garbo toujours pâmée de la même façon dans les bras de ses partenaires, le dessin presque cubiste de *Carmen*, le film muet de Jacques Feyder, les lampions de *Quai d'Orly* de René Clair, la main fatale portant la lettre rouge de *M le maudit*, la colombe prise dans les barbelés de *la Grande Illusion*, le curieux dessin façon carte postale ou photo-roman pour *La terre tremble* de Visconti, tout cela, et le reste, fascine. Un second album sur la période 1950-1982 doit paraître prochainement.

JACQUES SICIER.

- (1) Ed. Henri Veyrier, 272 p. ill. publiée en 1983.
- (2) Ed. Calmann-Lévy, 240 p. ill. 180 F.
- (3) Presses de la Renaissance, 524 p. ill. 110 F.
- (4) Collection « Poche-Cinéma », Ed. Ramsay.
- (5) Ed. Atlas, 160 p. ill. 185 F.

#### MUSIQUE

### L'abondance du jazz

Pluie de bouquins, avalanche d'écrits : le jazz excite l'éditeur. On ne saurait traiter en détail de tout ce qui paraît, mais on ne saurait, non plus, en raison de cette pléthore, baisser les bras et faire l'impasse sur l'information bibliographique. Les pleurs de Burnett James (*Billie Holiday*) et de Raymond Horricks (*Dizzy Gillespie*) ont le ton d'articles de revues. Ils se substituent, pour le lecteur pressé, aux vastes biographies des deux monstres sacrés déjà parues en France (1).

Plus ambrieux sont les deux intelligents manuels de Jean Wagner, *Le Guide du jazz* et de François Billard, *Le Jazz de A à Z* auxquels nous n'adresserons pas le reproche facile d'avoir négligé quelques artistes cher à notre cœur et jouissant d'un privilège en notre folklore personnel (2). A côté de ces deux remarquables introductions à la musique afro-américaine, le *Grand Livre du jazz*, le classique, réédité de Joachim Ernst Berendt, prend figure de colosse : son principal intérêt réside en son effort de complétude (3).

Plus nouvelle en son dessin est l'entreprise d'Alain Tercinet, avec le premier ouvrage consacré au *West Coast Jazz*. Même si l'édition géographique fut évidemment insuffisante pour caractériser un style, celui-ci fut plus qu'une fiction journalistique. Il existait, dans un climat très, comme la rencontre de deux tendances, celle de Count Basie et celle de Miles quand il conduisait son « orchestre de chambre », une musique qui ne put jamais être celle de la douleur ni celle de la joie, musique curieusement dédoublée, mais où toujours l'angoisse affleure (4).

A retenu, enfin, le *Louis, Arm strong* de James Lincoln Collier, fort volume qui n'est pas très « écrit », mais qui apporte une documentation constante. Sans avoir l'écrit, l'édition, la hauteur des études de Hodeir ou de Gardner Schuller, qui cite, ni leur exactitude, l'auteur affronte les difficultés de l'analyse musicale et nous donne tout de même des données ordinales.

L'historien, d'autre part, fait son beau « métier de chiffonnier » :

Setchimo ne serait pas né en 1900 — comme il l'a dit — mais avant — comme le dictionnaire de Parassé, édition 1980, le laisse déjà entendre. L'esthéticien, surtout, accompli sa tâche. Seuls les sourds ne pourraient contester cette opinion : avec « Louis », et son « West End Blues », la musique « chaude », le jazz s'est manifesté, au-delà de l'art de divertissement, en tant que phénomène auquel des hommes pourraient consacrer toute leur vie sans pouvoir, de celui-ci, écarter la richesse (5).

LUCIEN MALSON.

- (1) B. James : *Billie Holiday* ; R. Horricks : *Dizzy Gillespie*, éditions Garancière, 49 F.
- (2) J. Wagner, *Le Guide du jazz*, édition Syros-Tellama, 35 F. Billard *Le Jazz de A à Z*, édition MAF, 50 F.
- (3) J. E. Berendt, *Le Grand Livre du jazz*, édition de Rocher, 130 F.
- (4) A. Tercinet, *West Coast Jazz*, Paravante, distribution PUF, 148 F.
- (5) J.L. Collier, *Louis Armstrong*, Denoël, 195 F.

### Paris ou la tournée des grands ducs

Le mercredi, il ira voir Phil Woods au New Morning. Le jeudi, Bud Shank au Petit-Journal Montpensier, en mémoire de ce 14 juillet où il avait joué pour eux, à Los Angeles. Le vendredi, Horace Parlan au Petit-Opéra. Le samedi, soirée de gala, Oscar Peterson au Méridien, salle Lorient - Hampton. Le dimanche après-midi, Jean-Louis Chertemps, escorté de quelques solistes de l'Orchestre national de jazz, au Centre américain. Le dimanche soir, Philippe Deschamps et Jacques Mathieu à Dunois. Le lundi, ils auraient cru pouvoir se reposer, mais feraient par descendre au Sunset où jouait Richard Reed. Le mardi, ils retourneraient au Méridien, moins pour Oscar Peterson que pour revoir NHOP (Niels-Harig Orsted-Pedersen), le bassiste dans qui fait voir la musique, ils n'auraient pas sorti tous les soirs. Mais était-ce leur faute, si Paris restait décidément la capitale du jazz ?

F. M.

### Annie Fischer, au Théâtre des Champs-Élysées

#### L'amie fidèle, la confidente

Une intelligence de la musique hors du commun, mise au service du compositeur.

Est-ce de porter un nom déjà illustré par un célèbre pianiste de notre époque ou de n'avoir que rarement joué en France ? Toujours est-il qu'Annie Fischer, pourtant inscrite justement dans les « pianistes quatre étoiles » d'André Furno, n'avait attiré qu'un public restreint, mardi, au Théâtre des Champs-Élysées. Mais sans doute, à soixante-dix ans passés, est-il temps pour elle d'entreprendre une seconde carrière (1).

Cette grande dame hongroise, très blonde, gagne son piano d'un pas rapide, plein d'allant. De la sonate *Quasi una Fantasia*, opus 27, *modérato*, de Beethoven, on est captivé par la vérité de ce beau jeu clair, calme et rêveur, puis par l'élégance et la finesse, l'étonnement même au clavier mouvant sur les arpegges et son trio cabré.

Nous voici sûrs de la suite : Annie Fischer, d'emblée, se révèle de plain-pied avec la musique qu'elle ne majeure ni ne minore, dont elle

épouse le mouvement, le sentiment, à laquelle elle se donne sans ostentation avec son esprit et son âme.

De même dans les *Kreutzeriana* de Schubert, chaste, poétique, pleins d'élan et joués sans nulle mièvrerie, et la *Sonata en si mineur*, où elle nous rappelle qu'elle fut, à dix-neuf ans, grand prix Liszt de Budapest. Certes, elle ne prétend pas à la technique en acier chromé des pianistes d'aujourd'hui, mais, mis à part quelques inégalités, elle dompte ce chef-d'œuvre intimidant ou plutôt se hausse à son niveau avec une sonorité transfigurée, une intelligence de la musique hors du commun, qui recrée la continuité du discours, le courant du lyrisme note. Jamais Annie Fischer ne cherche à briller par quelque fantaisie singulière, jamais elle ne « prophétise » en marge du compositeur : elle est sa servante, son amie fidèle, sa confidente.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Elle donnera un second récital au Théâtre des Champs-Élysées le 11 juin, et jouera à La Roque-d'Anthéron le 5 août.

### Orson Welles aux « Cahiers du cinéma »

Parallèlement à la très volumineuse biographie de Barbara Leaming, consacrée à Orson Welles, publiée aux Éditions Mazarine (*le Monde* du 13 mai), paraît un précieux hommage des *Cahiers du cinéma* au cinéaste disparu, réalisé par Alain Bergala, Jean Narboni et Claudine Pasquet.

On y trouve, c'est le moindre des « boses », les entretiens accordés par Welles aux *Cahiers du cinéma* et les documents de travail qui figuraient dans un numéro hors série de 1982. Le recueil est enrichi de divers extraits de scénarios (*The Dreamers*, *The Big Brass Ring*) et de

quelques pages du *Journal de l'ouvrage* tenu par Michael Mac Liammoir qui interprétait Iago dans *Othello*. Les témoignages — ceux d'Oja Kodar, qui raconte sa rencontre avec Welles alors qu'elle sortait du lycée à Zagreb, d'Alessandro Tassia di Curo, le producteur italien et ami qui conserve encore des bobines de *Don Quichotte*, celui de Bill Krohn lancé dans les archives de la Paramount à la recherche des fragments de *It's all true*, inachevé — sont souvent drôles et sensibles.

Ils ont tous l'avantage, comme les hommages de Cocteau, de

Jeanne Moreau, de Jean Renoir, d'apporter autant de lumière que d'obscurité sur le personnage et son œuvre, dont l'art de disparaître est légendaire et le sens de la raie élégante fort bien mis en relief dans la présentation par Jean Narboni du poème fameux de Caligula : *In Xenadu did Kubla Khan*. Où l'on pointe fort judicieusement que de ce Khan, un certain Kane est descendu. L'illustration abondante de l'ensemble en noir et blanc est en tout point remarquable.

MICHEL BRAUDEAU.

★ « Orson Welles », les Cahiers du cinéma, 205 p., 135 F.

### Comédie Française

#### juin 86 en alternance

LABICHE ET MARC-MICHEL

#### UN CHAPEAU DE PAILLE D'ITALIE

Mise en scène de Bruno BAYEN les 8, 12, 15, 18, 20, 22, 25 et 30 juin à 20 h 30 les 1<sup>er</sup>, 25 et 29 juin à 14 h 30

MOLIÈRE

#### LE BOURGEOIS GENTILHOMME

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE les 1<sup>er</sup>, 6, 9, 11, 14, 16, 19, 23, 25, 28 et 29 juin à 20 h 30 les 8, 19 et 22 juin à 14 h 30 En juillet : les 2, 4, 7, 10, 13, 19, 22, 24, 27 et 31 à 20 h 30 les 6 et 20 à 14 h 30

JEAN GENET

#### LE BALCON

Mise en scène de Georges LAVAUDANT les 3, 5, 7, 10, 13, 17, 21, 24 et 27 juin à 20 h 30 les 15 juin et 14 h 30

ABONNEMENTS SAISON 1986-1987 Les formules d'abonnement de la saison 1986-1987 sont disponibles aux guichets de la Comédie-Française à partir du vendredi 29 mai 1986. Si vous désirez les recevoir par courrier, envoyez dès maintenant votre demande accompagnée d'une enveloppe de format a5 (110 x 220 mm) à votre nom et adresse et à France 3, 30 F. Comédie-Française, Services des Abonnements - BP 265 - 75021 Paris Cedex 01.

LOCATION 40 1500 15  
RENSEIGNEMENTS 40 1500 00 (24 h sur 24)

#### BULLETIN DE LOCATION FACILITÉE

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Ci-joint un règlement de \_\_\_\_\_

Pour les représentations du **BOURGEOIS GENTILHOMME**  
je souhaite réserver \_\_\_\_\_ places  
à 155 F. □ 110 F. □ 75 F. □ 60 F.  
le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h \_\_\_\_\_

POUR LES AUTRES REPRÉSENTATIONS  
je souhaite réserver \_\_\_\_\_ places  
à 110 F. □ 65 F. □ 45 F. □ 35 F.  
le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h \_\_\_\_\_

Titre du Spectacle \_\_\_\_\_

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles. Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée au moins 10 jours avant la date de la représentation choisie à :

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 266

75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française



## PHOTO

Robert Frank au Palais de Tokyo  
Le précurseur

Novateur, beatnik, écorché vif, Robert Frank est un mythe vivant. Le Centre national de la photographie lui consacre une rétrospective, la première en Europe.

En 1959, la critique américaine découvrait avec stupéfaction un album de quatre-vingt-trois photos - les *Americains* - paru en France l'année précédente et préfacé par Jack Kerouac. L'auteur, un jeune opérateur de trente-cinq ans totalement inconnu, se nommait Robert Frank.

D'origine suisse, Frank possédait son futur pays d'adoption un regard neuf et retenu. Par des cadrages inhabituels, proches de ceux que l'on perçoit dans la vie, il restituait la banalité de scènes sans enjeux, capta des instants moroses et indécis, l'attitude confirmée de citoyens isolés, des lieux qui paraissent d'eux-mêmes et qui sont révélateurs de l'état d'une société. Fixant le ruban d'une route, une station-service déserte, un juke-box ou une télévision allumée devant une salle de restaurant vide, il répondait aussi avec l'autorité objective du chasseur d'images, et donnait à lire son monde intérieur, ouvrant ainsi la voie au reportage moderne.

C'est Robert Delpeire qui publia les *Americains* (1), et c'est à son initiative que Frank reçut la bourse de la Fondation Guggenheim qui allait lui permettre de faire, en deux ans, le tour des Etats-Unis. Il est donc naturel, trente ans après cette rencontre déterminante, que ce soit le Centre national de la photographie, dirigé par Robert Delpeire, qui présente la première rétrospective européenne de Robert Frank (2). Une rétrospective qui, en cent cinquante photographies, offre un aperçu diversifié de la presque totalité de son œuvre.

Elle s'ouvre sur des tirages originaux jaunés, signés et annotés par l'auteur, qui séduisent d'emblée par la maturité dont fait preuve Robert Frank dès la fin des années 40, alors qu'il n'a que vingt-cinq ans. Résidant à Paris, il est déjà tout entier dans le portrait de ce couple enlacé, qui se fait photographier par un appareil posé sur une chaise dans les

jardins du Luxembourg. A la saisie du spectaculaire ou de l'inattendu, Frank substitue déjà ses propres sentiments et affirme la primauté de la subjectivité dans toute perception. Lorsqu'il observe un cheval dans un abattoir, le mur feuillu de la Santé, un accordéoniste aveugle, Frank s'implique là où d'autres se maintiennent à distance. Mais s'il a choisi

décor granulé, des gentlemen sanglés et chapeautés, aux silhouettes de gravure de mode, s'échappent dans le brouillard. Confirmant à quel point le reportage a toujours été pour lui l'occasion rêvée d'un double voyage, imaginaire et géographique, Frank transporte son monde intérieur partout avec lui, et tant pis si la joie qu'il peut exprimer a toujours

dès le début, n'ont cessé de se développer à mesure que Frank, au Bie, à la peinture ou au crayon, macule, gratte la matière photographique d'une manière proche de l'expressionnisme abstrait dont il refuse l'influence.

A cette récente série « canadienne », défilée en lamelles, décadrée, montée en diptyques ou agen-



Hoboken, New Jersey, 1955-1956. Extrait de « Les Américains ».

de se montrer par l'émotion qu'il transfère sur les autres, on pourrait en déclarant qu'il n'y a de place dans son regard que pour l'antopropojection. La modernité est dans son style. Tranchant net, distancé et pourtant débordant de sincérité et créant une atmosphère comme on croyait que seul pouvait y parvenir un film.

Ainsi en est-il du Pérou (1948), de l'Espagne (1950), mais aussi du Pays de Galles (1951) et, surtout, de Londres dans les années 50, dont Frank rapporte une vision d'un réalisme magique où, sur fond de

l'air un peu douloureux, son regard n'est jamais sec, mais tristement mouillé du dedans.

Installé à Mahon, en Nouvelle-Ecosse, où il vit isolé, Frank continue de lancer des bouteilles à la mer en photographiant le paysage qui l'entoure. *Mauvais rêve* (titre, en 1978, le portrait de son frère) : *It is like me*, mentionne une palissade qui avoue au soleil de septembre comment, l'année suivante, Robert Frank voit le monde. Soulignant à quel point photographier a toujours été pour lui un moyen de faire parler les images, les indications manuscrites, si perceptibles

en séquences, on peut préférer l'approche moins conceptuelle de ses premières images. L'autoportrait semble maintenant céder la place à l'antodestruction, comme si Robert Frank sanctionnait avec une rage quelconque l'évolution de son itinéraire personnel, voulait de son vivant ratifier, ratifier, biffer sa légende.

Mais le cœur de l'exposition est bien sûr la sélection de trente-six tirages récents extraits des *Americains*, qui permet de mesurer pour quel ce livre incorporé à l'époque, devenu aujourd'hui classique, a profondément modifié la photographie

contemporaine. Lancé à la découverte de l'Amérique dont il parcourt quarante-huit Etats au volant d'une vieille voiture d'occasion, Frank n'entraîne aucun cliché. Prenant la route pour seul fil conducteur, il garde le regard étranger d'un observateur solitaire, et fixe les hommes d'affaires d'Hoboken, le bar à Gallup, le restaurant de Columbia avec cette touche d'ironie glacée qui est sa vraie marque. Et bien avant *Easy Rider* ou *Stranger Than Paradise*, il parvient à redonner un sens à ce qui, pour les Américains, n'avait plus d'intérêt. Sans *a priori*, visant au besoin de travers, Frank revendique son point de vue, décèle le malaise, l'infortune ou l'isolement derrière l'immobilité et les temps morts. Rompant avec l'esthétisme classique du reportage en ambassade, il est un des premiers à photographier sa chambre d'hôtel, mais aussi, dans *The Lines of my Hand* (1972), à exhiber ses planches-contact. A l'opposé du bombardement visuel de William Klein - cet autre novateur - la prise de vue lui sert à traduire ses interrogations et à montrer, avec l'œil de Hopper plutôt que celui de Rockwell, combien la réalité est vulnérable.

En 1958, « *usé d'avoir trop vu*

PATRICK ROEGERS.

(1) *Les Américains*, éd. Robert Delpeire. Nouvelle édition française au format moins allongé, le texte de Kerouac remplace la préface d'Alain Bosquet, certaines photos ont été recadrées.  
(2) *Robert Frank, une rétrospective*, présentée par le Centre national de la photographie au Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris (16<sup>e</sup>), jusqu'au 12 juin.  
Mais aussi *Photo-Poché*, n° 10, consacré à Robert Frank, 34 F., et *Robert Frank, la photographie enfin*, numéro des *Cahiers de la photographie*, 95 F.

Willy Ronis  
à voir  
ou à lire

Dans une nouvelle mise en espace due à Bertrand Eveno qui lui avait consacré un excellent essai dans la collection « Les grands photographes » - décidément très en vogue - la Fondation nationale de la photographie (1) propose aux Lyonnais la rétrospective de la donation Willy Ronis, qui a déjà été présentée au Palais de Tokyo.

Sans la lecture un peu systématique que l'auteur en personne avait voulu donner de son travail, c'est l'occasion de retrouver, dans ce voyage sentimental tout au long d'un demi-siècle d'activité, l'émotion et la distance, l'abstraction, le désir et la curiosité qui sont le cœur du regard de Ronis. Mais aussi une tristesse rentrée, une blessure discrète, sorte de gris à l'âme qui se projette sur la vision d'autrui.

Dans le même temps, un bonheur n'arrive jamais seul, les éditions Contrejour proposent, en version bilingue, *Sur le fil du hasard* (dont la première édition, parue en 1981, est épuisée) avec rectification d'un certain nombre de légendes, une nouvelle jaquette (la célébrissime *Mu provençal*) et, malheureusement, un complément biographique non actualisé (2).

Enfin, les éditions Gérard Pinhas proposent un très beau portfolio, un peu difficile à ouvrir, comportant douze reproductions de format 30 x 30 cm. Remarquablement imprimé, pour un prix raisonnable, il offre une brasse d'images connues qui confirment l'unité d'approche d'un photographe désormais consacré, criant échec au temps pour mieux laisser filer la vie (3).

P. R.

(1) « Willy Ronis », rétrospective organisée par l'Association française pour la diffusion du patrimoine photographique, Fondation nationale de la photographie, 25, rue du Premier-Film, Lyon, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
(2) Willy Ronis, *Sur le fil du hasard*, éd. Contrejour, 1981, 160 pages, 270 F.  
(3) Willy Ronis, *photographie, portfolio*, éd. Gérard Pinhas, 1985, 128 pages, 19,90 F. Le catalogue de Clément Lévy, 19, rue de la Harpe, 75015 Paris, 195 F.

## EXPOSITION

## Unique présentation annuelle

## Le musée (éphémère) de M. Schmit

Musée, collection privée à l'américaine ? Non. Galerie tout simplement. Des chefs-d'œuvre à vendre. Mais aussi à voir, le temps d'une exposition.

Courbet au fond d'une enfilade ; Degas dans un coin ; De la seconde étage, au-dessus de l'escalier. Mais un peu plus loin encore, un grand Picasso accroché entre le premier et le deuxième étage. Musée, collection privée à la texane, ou à la californienne ? Non. Galerie tout simplement, galerie qui laisse voir, le temps d'une unique exposition annuelle, les chefs-d'œuvre qu'elle découvre et qu'elle vend aux plus fortunés des mortels.

Tout efface, chez Robert Schmit : la quantité et la rareté, le mélange des genres et celui des époques, le goût de l'exceptionnel et la sobriété de la présentation. Que l'on puisse voir donner à choisir entre un Braque d'un mètre de long, un bouquet

de Redon parfait ou un *Mousquetaire* de Picasso, finit par sembler naturel, tant le visiteur a de plaisir à s'imaginer un moment collectionneur à son tour.

Sans doute, comme toute anthologie, l'exposition a-t-elle ses lourdeurs et ses seconds rôles. Trop de toiles impressionnistes, de Boudin en Monet, lassent le regard. Mais elles ne sont là que pour tenir leur fonction, qui est d'accompagner. Elles forment le décor autour des œuvres majeures, suivantes ou déguisées de ces princesses du sang. Celles-ci se rangent en deux clans, celui des maîtres anciens et celui des royautes point encore lavées du souvenir de leurs origines révolutionnaires.

Les uns s'avancent derrière la *Jeune fille arrangeant des fleurs*, de Courbet, étonnante de légèreté et de grâce. La suivent une beauté aux ombres vertes, *Véronique*, née de Delacroix, et le cortège de ballerines de Degas, si nombreux qu'il lui faut un couloir entier.

Les autres cultivent moins la beauté. Rassemblées à l'étage, elles forment un salon des refusés héroïques autour de la *Passerelle Sainte-Adresse* de Marquet, toile historique du fauvisme, éclatante de jaune acide et de vert pré. Il y a là un Vlaminck cézannien - du temps du Vlaminck talentueux - un exquis citrou de Braque, plus hollandais que nature, des Dufy et, rare délectation, une de ces admirables natures mortes que peignait, vers 1912, un Derrin déjà sceptique et encore cubiste. « Pièce de musée », encore : un pastel ultra espagnol, avec capes et gitanes, de la série de ceux que le jeune Picasso emporta dans ses bagages pour les vendre lors de son arrivée en France. Lautrec et l'orientalisme façon Châtelet y font de curieux mélange, barloché et étonnamment maîtrisé cependant.

En comparaison, un Nu de Matisse des années 20, un Morisot ou un Balthus, font figure, presque, de banalités, fussent-elles séduisantes. Dans le genre imprévu et intime, on ne saurait rêver plus complet cabinet des merveilles.

PHILIPPE DAGEN.

\* Galerie Robert Schmit, 396, rue Saint-Honoré, jusqu'au 19 juillet.

## EN BREF

## « Horace », « le Cid » et « Phédre » à Versailles

Du 5 au 27 juin, quinze représentations de *Horace*, *le Cid* et *Phédre* sont données en alternance au Grand Trianon, à Versailles. Voici dix ans que le Festival de Versailles présente chaque été en plein air des pièces de Racine et de Corneille pour un public nombreux : dix-huit mille spectateurs pour onze représentations l'été dernier.

Parmi les interprètes, cette année : Geneviève Casile, Nita Klein, Hervé Bellon, Jean Davy, Michel Etcheverry. Les mises en scène sont de Marcelle Tencourt et Thierry Maurier. Renseignements : Théâtre Montanier, 13, rue des Réservoirs, 78000 Versailles. Tél. : 39-50-71-18.

## « Les Bavards » d'Offenbach à Paris

Trois représentations de l'opéra-bouffe *Les Bavards*, de Jacques Offenbach, seront données, les 14 et 15 juin par Opéra-Jeunesse. Ce « petit chef-d'œuvre », selon le mot de Saint-Saëns - inspiré, en 1863, d'une courte pièce de Cervantes, sera présenté dans son intégralité, sous la direction d'Olivier Holt. Construit en septembre 1985, Opéra-Jeunesse est un lieu d'étude et de pratique par des élèves de conservatoire en fin d'études supérieures, réunissant un orchestre symphonique et lyrique de cinquante musiciens, un chœur de trente membres et une équipe de dix solistes.

\* Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 75009 Paris. Samedi 14 juin à 15 heures et 21 heures. Dimanche 15 juin à 15 h 30.

## Bofill monte Verdi

C'est l'architecte Ricardo Bofill qui met en scène cet été, dans les arènes de Nîmes, *Le Corsaire*, un opéra oublié de Verdi. Créé à Trieste en 1845 mais mis en chantier en 1845 (année de la création de *Giovanna d'Arco*), cet ouvrage inspiré de Byron sera dirigé pour sa création française par Emmanuel Krivine et chanté notamment par Giorgio Lamberti, Stelvio Eustrovia et Sylvia Sassi (les 9, 10 et 11 juillet. Rens. : 1, rue Alexandre-Dumas, 30000 Nîmes. Tél. : 66-67-28-02).

CHAILO  
THEATRE NATIONAL

LE TERRAIN BOUCHABALLE  
Max Jacob - Jacques Rosner  
THÉÂTRE GÉMIE  
Du 22 mai au 15 juin à 20h30  
Dimanche à 15h - Relâche dimanche soir et lundi

## Art, théâtre et psychiatrie

« Les correspondances » entre la création, la folie et la vie : tel est le thème du premier festival Art, théâtre et psychiatrie qui a lieu à Moisselles (Val-d'Oise), les 5, 6 et 7 juin.

Organisé par le Centre hospitalier spécialisé de Moisselles et l'ARALAL (Association de recherche et d'application de lieux d'accueil), il réunit psychiatres, artistes et enseignants pour « ouvrir les portes d'un hôpital psychiatrique et les esprits de chacun ». Au programme : films, débats, expositions, conférences et spectacles, au Centre hospitalier de Moisselles et dans les communes avoisinantes.

Tél. 39-35-16-66.

## Babilée danse Aperghis à Aix

Le Groupe d'action instrumentale de Jorge Zulueta, Georges Aperghis et les membres de l'ATEM, le compositeur Jean-Paul Farré, le chef d'orchestre Jean-Claude Malgoire animeront les stages du Centre Acanthes cet été à Aix-en-Provence. Cette structure pédagogique saisonnière fête, en effet, cette année son dixième anniversaire sur le thème « musique-scène » (du 7 au 28 juillet). En liaison avec le festival « officiel » sera notamment créé, à l'issue des stages, *Tour de Babel*, un récit musical de Georges Aperghis sur un texte de la poésie italienne Petrica Buzz, dansé par Jean Babilée. (Renseignements : 148, rue de Rennes, 75008 Paris. Tél. : 45-44-56-50).

## Les nouvelles nuits de Saint-Paul-de-Vence

Une corbeille démontable a été spécialement conçue pour permettre à la Fondation Maeght d'accueillir à Saint-Paul-de-Vence, dans de meilleures conditions acoustiques que par le passé, toute une série de concerts de musique du vingtième siècle. L'ensemble ZaZm rendra ainsi hommage au compositeur Jean Bernier le 18 juillet, et le Scottish Chamber Orchestra à Stravinski, le 18. Commande de la Fondation, Futurité II, de Pierre Henry, sera créé dans le petit Giacometti, le 19.

Dans un communiqué émis à la suite de sa séance du 22 mai, l'Académie souligne donc qu'à l'occasion d'une prochaine réorganisation, les nouveaux cahiers des charges prévoient pour chaque chaîne ou station, la création d'un poste de « conseiller spécialisé », disposant des titres nécessaires, et chargé d'une « aide permanente » aux présentateurs et auteurs d'émissions, pour le meilleur usage possible de la langue française.

## Dieux du ring.

On entra. Et, comme pour prévenir des coups, on vous présente un « frère-rouge » sur la tête. Une bande sonore extraite des enregistrements réalisés en direct au moment de la prise de vue accompagne de jeunes esthètes au corps musclé d'Apollon, émules de Rocky, trépas de la rue, suant dans les vestiaires de Londres, Casablanca ou New-York.

Sport d'émancipation sociale, sous couvert d'un bel art en qui s'incarne le rêve d'être un dieu, la boxe est depuis 1973 la grande passion de James A. Fox, cinquante et un ans, Anglais d'adoption, rédacteur en chef de *Magnum*. Des Brando en herbe aux gueules cassées, des *travels*, *scagans*, *supers* et *bookmakers*, ce qui se passe entre les cordes, autour du ring, dans les salles d'entraînement, tout cela attire, émeut, titille la prunelle de ce voyeur solitaire qui fait corps avec les Héraclès de banquette. Portraiture les poings comme des vieilles, célébrant la fureur du combat, jusqu'au boxeur déchu affalé dans les douches, Fox multiplie les variations sur la violence et le défilé.

P. R.

\* « La boxe à fleur de peau », exposition de James A. Fox, présentée par Paris-André, à l'Espace photographique de Paris, 4-8, Grande Galerie - Les Halles, entre Pont-Neuf, jusqu'au 13 juillet.

## Fontainebleau ferme

Le château de Fontainebleau sera fermé au public les 9, 10 et 11 juin. Les grands appartements seront également fermés du 4 au 8 juin en raison des travaux d'entretien et d'aménagement du nouveau Musée Napoléon. Situé dans l'aile Louis XV du château, le musée sera inauguré le 11 juin, et ouvert au public le 12.

## L'Académie veut chasser le « Barbarisme »

L'Académie française est « étonnée par les incorrections de langage de certains présentateurs de la radio et de la télévision ». Elle n'est nullement opposée à l'emploi d'une langue vivante, en évolution, « enrichie si besoin est de néologismes », mais elle pense que « l'expression incorrète, le solécisme, le barbarisme, le mot approximatif, les prononciations vicieuses, l'invasion désordonnée de mots étrangers, menacent d'altérer notre langue ». Elle note l'influence considérable de la radio et de la télévision sur la langue qu'utilisent ensuite les auteurs, particulièrement les écrivains qui ont tendance à « intégrer passivement ce qu'ils entendent, y compris dans les séquences publicitaires ».

Dans un communiqué émis à la suite de sa séance du 22 mai, l'Académie souligne donc qu'à l'occasion d'une prochaine réorganisation, les nouveaux cahiers des charges prévoient pour chaque chaîne ou station, la création d'un poste de « conseiller spécialisé », disposant des titres nécessaires, et chargé d'une « aide permanente » aux présentateurs et auteurs d'émissions, pour le meilleur usage possible de la langue française.

SAISON DE DANSE 20h45 du 3 au 14 juin

**BALLET CULLBERG**

Suède  
chorégraphes  
MATS EK  
CHRISTOPHER BRUCE

18 h 30  
du 11 au 14 juin

COMPAGNIE KARINE SAPORTA  
création  
« le cœur métamorphosé »

LOC. 2, PLACE DU CHATELET  
42 74 22 77

\* Galerie Robert Schmit, 396, rue Saint-Honoré, jusqu'au 19 juillet.

CHAILO  
THEATRE NATIONAL

LE TERRAIN BOUCHABALLE  
Max Jacob - Jacques Rosner  
THÉÂTRE GÉMIE  
Du 22 mai au 15 juin à 20h30  
Dimanche à 15h - Relâche dimanche soir et lundi

Production du  
GEMIE de Toulouse  
47 27 81 15

Clauzel

**PARTAGE DE MIDI**

THÉÂTRE DES MATHURINS

Cette représentation est une des plus solides, une des plus claudéniennes qu'il m'ait été donné de voir... Les amateurs de ces grands éclats de lyrisme devraient aller faire un tour au Théâtre des Mathurins.

Pierre MARCABRU le Figaro

Des acteurs qui flirtent avec le sublime. Un grand moment de théâtre.

Gilles COSTAZ le Monde

Le miracle opère "nous sommes fasciné".

François CLOUTIER

Au-delà de nos jours plus... Intéressant que ce soit, la langue drue, chamoisée, emportée, joliment, de Paul Clauzel dans la mise en scène de ANDONIS VOULOYCAS ?

P. D. ROSSO-Quintessence de Midi

Un sommet de l'art théâtral. A voir et à revoir.

Antoine NERSON le Figaro Magazine

LOCATION  
THÉÂTRE 42.65.30.00 / 3 FRAC - AGENCE

EXPOS

DANSES A LA VILLE

SALOMI PARABOL DU DES

FIGURATI

CRITIQUE

11 juillet à 19 h

12 juillet à 19 h

13 juillet à 19 h

14 juillet à 19 h

15 juillet à 19 h

16 juillet à 19 h

17 juillet à 19 h

18 juillet à 19 h

19 juillet à 19 h

20 juillet à 19 h

21 juillet à 19 h

22 juillet à 19 h

23 juillet à 19 h

24 juillet à 19 h

25 juillet à 19 h

26 juillet à 19 h

27 juillet à 19 h

28 juillet à 19 h

29 juillet à 19 h

30 juillet à 19 h

31 juillet à 19 h

1 août à 19 h

2 août à 19 h

3 août à 19 h

4 août à 19 h

5 août à 19 h

6 août à 19 h

7 août à 19 h

8 août à 19 h

9 août à 19 h

10 août à 19 h

11 août à 19 h

12 août à 19 h

13 août à 19 h

14 août à 19 h

15 août à 19 h

16 août à 19 h

17 août à 19 h

18 août à 19 h

19 août à 19 h

20 août à 19 h

21 août à 19 h

22 août à 19 h

23 août à 19 h

24 août à 19 h

25 août à 19 h

26 août à 19 h

27 août à 19 h

28 août à 19 h

29 août à 19 h

30 août à 19 h

31 août à 19 h

1 septembre à 19 h

2 septembre à 19 h

3 septembre à 19 h

4 septembre à 19 h

5 septembre à 19 h

6 septembre à 19 h

7 septembre à 19 h

8 septembre à 19 h

9 septembre à 19 h

10 septembre à 19 h

11 septembre à 19 h

12 septembre à 19 h

13 septembre à 19 h

14 septembre à 19 h

15 septembre à 19 h

16 septembre à 19 h

17 septembre à 19 h

18 septembre à 19 h

19 septembre à 19 h

20 septembre à 19 h

21 septembre à 19 h

22 septembre à 19 h

23 septembre à 19 h

24 septembre à 19 h

25 septembre à 19 h

26 septembre à 19 h

27 septembre à 19 h

28 septembre à 19 h

29 septembre à 19 h

30 septembre à 19 h

1 octobre à 19 h

2 octobre à 19 h

3 octobre à 19 h

4 octobre à 19 h

5 octobre à 19 h

6 octobre à 19 h

7 octobre à 19 h

8 octobre à 19 h

9 octobre à 19 h

10 octobre à 19 h

11 octobre à 19 h

12 octobre à 19 h

13 octobre à 19 h

14 octobre à 19 h

15 octobre à 19 h

16 octobre à 19 h

17 octobre à 19 h

18 octobre à 19 h

19 octobre à 19 h

20 octobre à 19 h

21 octobre à 19 h

22 octobre à 19 h

23 octobre à 19 h

24 octobre à 19 h

25 octobre à 19 h

26 octobre à 19 h

27 octobre à 19 h

28 octobre à 19 h

29 octobre à 19 h

30 octobre à 19 h

31 octobre à 19 h

1 novembre à 19 h

2 novembre à 19 h

3 novembre à 19 h

4 novembre à 19 h

5 novembre à 19 h

6 novembre à 19 h

7 novembre à 19 h

8 novembre à 19 h

9 novembre à 19 h

10 novembre à 19 h

11 novembre à 19 h

12 novembre à 19 h

13 novembre à 19 h

14 novembre à 19 h

15 novembre à 19 h

16 novembre à 19 h

17 novembre à 19 h

18 novembre à 19 h

19 novembre à 19 h

20 novembre à 19 h

21 novembre à 19 h

22 novembre à 19 h

23 novembre à 19 h

24 novembre à 19 h

25 novembre à 19 h

26 novembre à 19 h

27 novembre à 19 h

28 novembre à 19 h

29 novembre à 19 h

30 novembre à 19 h

1 décembre à 19 h

2 décembre à 19 h

3 décembre à 19 h

4 décembre à 19 h

5 décembre à 19 h

6 décembre à 19 h

7 décembre à 19 h

8 décembre à 19 h

9 décembre à 19 h

10 décembre à 19 h

11 décembre à 19 h

12 décembre à 19 h

13 décembre à 19 h

14 décembre à 19 h

15 décembre à 19 h

16 décembre à 19 h

17 décembre à 19 h

18 décembre à 19 h

19 décembre à 19 h

20 décembre à 19 h

21 décembre à 19 h

22 décembre à 19 h

23 décembre à 19 h

24 décembre à 19 h

25 décembre à 19 h

26 décembre à 19 h

27 décembre à 19 h

28 décembre à 19 h

29 décembre à 19 h

30 décembre à 19 h

31 décembre à 19 h



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**EXPLOSIONS ÉPIQUE.** Photographie et sculpture. Jusqu'au 15 juin. Salle d'art graphique.

**CRÉE DANS LE CRÉE.** Jusqu'au 8 septembre. CCI.

**LE CINÉMA YUGOSLAVE.** Jusqu'au 16 juin. Forum.

**IMAGES D'AILLEURS.** La photographie à la découverte du monde. Jusqu'au 2 juin. RFL.

**LE CRAYON MAGIQUE.** Jusqu'au 16 juin. Bibliothèque des enfants.

**COMME ARCHÉOLOGIE.** Un atelier d'arts et de sciences. Jusqu'au 28 juin. Atelier des enfants.

## Musées

**LA SCULPTURE FRANÇAISE AU XIX<sup>SIÈCLE.</sup>** Grand Palais, entrée avenue du Général-Schœffer (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; samedi : 18 F (gratuite le 20 juin). Jusqu'au 28 juin.

**DE REMBRANT À VERMEER.** Les peintures hollandaises au XVII<sup>SIÈCLE</sup> de la Haye. Grand Palais, entrée place Chateaubriand (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 juin.

**RASA. LES NEUF VISAGES DE L'ART INDIEN.** Grand Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 juin.

**LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Du 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mai 1987.

**CHÈRES-ŒUVRES DE LA TAPESERIE DU XVI<sup>SIÈCLE</sup> AU XVIII<sup>SIÈCLE</sup> (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août - LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS. Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F.**

**PASTELS DU XIX<sup>SIÈCLE.</sup>** Jusqu'au 9 juin - PRUD'HON. La justice et la vengeance. Deux peintures en cire. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuite le dimanche).

**DE CARACACÉ À GUARDA.** La peinture italienne aux XVII<sup>SIÈCLE</sup> et XVIII<sup>SIÈCLE</sup> dans les musées du nord de la France. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-93). Sauf mardi, de 11 h à 18 h ; jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 8 juin.

**LA COUR DU GRAND MOGHOL.** Jusqu'au 16 juin. Gravure bulgare contemporaine. Jusqu'au 30 juin. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (42-34-25-93). Du 12 h à 18 h. Entrée : 10 F.

**PAUL COLIN.** Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (42-34-25-93). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre. Du 30 mai au 30 juin.

**MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'ASIE.** Collège de France, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-34-25-93). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

**1964. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUIS SEIFF.** Photographies 1953-1964. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

**YVONNE BARBOVEN.** Histoire de la culture 1880-1983. FELICE VARINI. Réversible. JAY VERONISSE. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 juin.

**ANDRÉ KERTESZ.** De Paris et de New-York. Jusqu'au 2 juin - SEBASTIAN.

**GRAND PALAIS** avenue Winston-Churchill

**FIGURATION CRITIQUE 86**

de 11 heures à 19 heures jusqu'au 29 juin

Vernissage le samedi 7 juin à partir de 17 heures

**LE THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE**

présente

**DANSES A LA VILLETTE**

27 mai-1er juin 86 à 21h

**SALOME, PARABOLE DU DESIR**

Chorégraphie HIDEYUKI YANO

Musique électronique MICHELE BOKANOWSKI

Musique en direct JOELLE LEANDRE

A LA GRANDE HALLE Espace Nord

PARC DE LA VILLETTE (Métro Porte de Pantin)

Réservations : 42.49.77.22

**THAO SALGADO.** Sauf : PHOMME en déshon. Jusqu'au 30 juin. Palais de Tokyo, 13, avenue de la Défense (42-77-12-33). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

**OUVERTURES SUR L'ART AFRICAIN.** Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ; mercredi jusqu'à 20 h ; dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 29 juin.

**ALEXANDRE TREBOVICH BRONONIART.** 1739-1813. Architecture et décor. Jusqu'au 13 juillet. JUDITH CLANCY. Paris vivante, le point de vue. Pense. Jusqu'au 6 juillet.

**Musée Carnavalet.** 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40.

**L'ART DE LA PLUME-BRESSON.** Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-87-00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 30 septembre.

**LE BROADWAY POSTER.** 1945-1985. American Center, 261, boulevard Raspail (45-35-21-50). Sauf dim. de 12 h à 19 h ; sam. de 12 h à 17 h. Jusqu'au 5 juillet.

**PIERRE BRUNEAU.** Toiles et bandes dessinées - MALTAIS. Tableaux récents. Centre culturel canadien, 5, rue du Commandant (45-35-73-73). Du 10 h à 19 h. Jusqu'au 15 juin.

**GRAVEURS D'AUJOURD'HUI.** Institut international, 121, rue de Lille (47-05-82-99). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 15 juin.

**VIVEKA NYGREN.** Textiles. KENNETH WILLIAMSON. Céramiques. VOILES A STOCKHOLM. Photographies des guides de Stockholm, 1840-1900. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-30). De 12 h à 18 h ; sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

**FRANÇOIS VILLON.** Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (47-32-61-21). Sauf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 juin.

**TROIS SIÈCLES D'ORFÈVRE.** HISPANO-AMÉRICAIN. XVII<sup>SIÈCLE</sup> - XVIII<sup>SIÈCLE</sup>. Louvre des arts et métiers, 2, place du Palais-Royal (42-97-37-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 6 septembre.

**ŒUVRES D'ART ET OBJETS AFRICAINS DANS L'ART MODERNE.** DES FIGURES DE RANQUAIRE DITES KOTA. Fondation Dapper, 30, avenue Victor-Hugo (42-71-71-30). Sauf dim. et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

**ART ET ARTISANAT D'ANTOINETTE.** Espace AGF, 87, rue de Richelieu (42-44-13-12). Jusqu'au 17 juin.

**TOLMER.** Soixante ans de création graphique dans l'École de la Bibliothèque pour l'écrit, 1, rue du Fignier (42-78-14-00). Du mardi au samedi, de 13 h à 20 h. Jusqu'au 5 juillet.

**Galerie**

**SURÉALISME EN BELGIQUE.** Galerie des arts, 10, rue de Valenciennes (42-34-25-93). Jusqu'au 10 juin.

**ALEXANDRE.** Bouches et grilles. Jusqu'au 28 juin. JERI KOLAR. Collages. Jusqu'au 7 juin. JERI KOLAR. Collages. 13-14, rue de Valenciennes (45-35-19-19).

**MAITRES FRANÇAIS XIX<sup>SIÈCLE</sup> - XX<sup>SIÈCLE</sup>.** Galerie Schéma, 396, rue Saint-Hippolyte (42-60-36-36). Jusqu'au 19 juillet.

**L'ESPRIT CONSTRUCTIF II.** Béte, Knechtel, Pala, Petre. Galerie Francis Borelli, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-70). Jusqu'au 28 juin.

**PIERRE ALECHINSKY.** Estampes. Jusqu'au 7 juin - L'AVANTURE SURREALISTE AUTOUR D'ANDRÉ BRETON. Jusqu'au 31 juillet - JEAN-LOUIS SEIFF. Affiches. Jusqu'au 16 juin. Artcurial, 9, avenue Marignan (42-99-16-16).

**TRANS-AVANT-GARDE. OPÉRA SU CHARTA 1978-1986.** CHA, PALADINO, FATAHORE. ASPE/FRAZEE. 37, rue Saint-Martin (43-54-82-43). Jusqu'au 18 juin.

**PIERRE KLOSSOWSKI.** Tableaux 1984-1986 - MARTIAL RAYSE. Dessins 1974-1979. Librairie-galerie Beaumont, 23, rue de Valenciennes (42-71-20-50). Mai-juin.

**MOEBUS-DARROW.** Galerie du Jour, 6, rue du Jour (43-36-79-50). Jusqu'au 5 juin.

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** 58, RUE DE RICHELIEU, PARIS (7<sup>e</sup>)

**A la Cour du Grand Moghol**

Tous les jours, de 12 à 18 heures

DERNIERS JOURS jusqu'au 16 juin - Tél. : 47-03-81-08

**BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS**

AU MUSÉE BOURDELLE

18, rue Antoine-Bourdelle

M<sup>e</sup> Montperrasse

t.l.j. sauf lundi de 10 h à 17 h 40

du 22 mai au 28 septembre

**Printemps du Théâtre, du 20 au 21 juin 1986.**

**6 spectacles en compétition.**

**La Demi-Finale de Waterdash.** Le Royal de Luxe. Espia. nade du Louvre. Du 2 au 8 juin.

**La Septième Tigre du Bengale.** Compagnie Extincteur. Théâtre des Bouffes du Nord. Du 4 au 10 juin.

**Gemund.** Théâtre en Hiver. La Grande Halle - La Villette. Du 5 au 12 juin.

**Homo.** Groupe Aleris. Théâtre du Petit Rond-Point. Du 11 au 21 juin.

**La Terrasse des Désespérés.** Compagnie B.15. Théâtre de la Bastille. Du 12 au 21 juin.

**L'Homme aux Farfadets.** Compagnie Les Jalous. Théâtre des Bouffes du Nord. Du 13 au 21 juin.

Renseignements Printemps du Théâtre : 48.87.83.68.

**ARTISTES EN VOYAGE AU XVIII<sup>SIÈCLE.</sup>** Galerie Calixte, 116, faubourg Saint-Hippolyte (45-59-25-24). Jusqu'au 5 juillet.

**ARTS D'ASIE. LES MINGQI.** Boudouy et C<sup>o</sup>, 200, boulevard Saint-Germain (45-48-97-64).

**JEAN-PAUL AGOSTI.** Galerie M. Guio, 22, rue du Potou (42-71-60-06). Jusqu'à fin juin.

**ANGELOPOULOS.** Galerie Sculptures, 11, rue Vicoine (46-34-23-30). Jusqu'au 14 juin.

**CHARLY BANANA.** Galerie Bema, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 30 mai au 15 juillet.

**TUDOU BANUS.** Galerie Bruno Martin-Celle, 34, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (42-65-27-50). Jusqu'au 7 juin.

**ANNA-EVA BERGMAN.** Galerie Daniel Gervis, 14, rue de Gravelle (45-44-14-00). Du 30 mai au 28 juin.

**FRED BULL.** Pour le centenaire de « Milan Library ». Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45).

**CARLEIRO.** Peintures récentes. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (46-04-82-92). Du 10 h à 21 h ; dim. de 14 h à 12 h. Jusqu'au 22 juin.

**WERNER BUTTNER.** Peintures récentes. Galerie Croux-Husson, 5 bis, rue des Haridettes (48-87-60-81). Jusqu'au 13 juin.

**FRANCESCA CHANDON.** Peintures et reliefs. Galerie Bernard Jordan, 54, rue de Valenciennes (42-96-37-47). Jusqu'au 7 juin.

**LE BESTIAIRE DE COMBAS.** Galerie Yves Lambert, 5, rue du Général-Saint-Leu (42-71-09-11).

**OLIVIER DERRÉ.** Escapes de Chêne. Galerie Leif Stahl, Cour Delpine, 37 rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 12 juillet.

**JEAN DEMELLER.** Dessins. Galerie Diana-Maria, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 28 juin.

**CESAR DOMELA.** Galerie Jacques-Spica, 4, avenue de Messine (42-56-06-41). Jusqu'au 15 juillet.

**JEAN EDELMANN.** Galerie d'art internationale, 12, rue Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 12 juillet.

**FRANTA.** Peintures, dessins. Galerie Pierre Leos, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 20 juin.

**FLOMONT.** Galerie Peinture Frêche, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-65). Jusqu'au 7 juin.

**GERARD GAROUSTE.** Galerie Dorand-Dessert, 3, rue des Haridettes (42-77-63-60). Jusqu'au 19 juillet.

**ALEXANDRE GERRAN.** Autoprotectes. Galerie de Paris, 6, rue du Port-de-Lodi (45-42-63). Jusqu'au 7 juin.

**CHARLES GLASCHISKA.** Céramique biomorphe. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazurine (43-28-32-37). Jusqu'au 28 juin.

**GILLOL.** Peintures. Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 21 juin.

**JEAN-PAUL HUTHIER.** Tableaux récents. Galerie de Paris, 6, rue du Port-de-Lodi (45-42-63). Jusqu'au 7 juin.

**LAURENT JOURET.** Galerie Bea Lézard, 36, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 21 juin.

**KIMURA.** Œuvres récentes. Galerie Art d'Asie, 5, rue de Conti (43-26-15-35). Jusqu'au 28 juin.

**AKI KURODA.** Peintures. Galerie Adrien-Maigret, 46, rue du Bac (45-48-45-15).

**MARIE LAURENCE.** Galerie Daniel-Malingre, 26, avenue Maignon (42-66-60-33). Jusqu'au 21 juin.

**AGNES LEVY.** Peinture. Galerie James Meyer, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Du 29 mai au 28 juin.

**CHRISTIAN L'HOPITAL.** Galerie Polaris, 25, rue Michel-Le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 21 juin.

**ARMANDO MORALES.** Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 28 juin.

**RICARDO MOSNER.** Série Trempe. Galerie Façade, 30, rue Beaumont (48-87-02-20). Du 30 mai au 28 juin.

**OLIVIER MOSSET.** Gilbert Brownstone et C<sup>o</sup>, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 12 juillet.

**SERGE POLIAKOFF.** Les années 1940-1960. Galerie Guillo-Laffaille, 133, boulevard Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 12 juillet.

**ALAIN PONCELET.** Peintures. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 28 juin.

**REINHOUD.** Peintures récentes. Galerie Bollin, 28-30, boulevard Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 5 juillet.

**REINHOUD.** Galerie Ariel, 140, boulevard Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 27 juin.

**RIVABOEN.** Peintures. Galerie Albert-Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 5 juillet.

**GERARD TRAUQUAND.** Peintures récentes. Galerie Samia-Sauma, 2, impasse des Boudonniers (42-56-44-56). Jusqu'au 7 juin.

**URAC.** Galerie Adrien Maigret, 42, rue du Bac (45-48-45-15).

**WOLFF.** Dessins, peintures. Galerie Jean Peyrolle, 16, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 14 juin.

**En région parisienne**

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** La Liberté est née à Boulogne-Billancourt. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (46-04-82-92). Du 10 h à 21 h ; dim. de 14 h à 12 h. Jusqu'au 22 juin.

**CRÉTEIL.** Germanismes III. Maison des arts, place Salvador-Allende (48-99-90-50). Sauf mardi, de 12 h à 19 h ; dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 29 juin.

**IVRY-SUR-SEINE.** Jean Amado. Sculptures, dessins, plans, maquettes. Galerie Fernand-Lagar, 89-91-93, avenue de la République (46-70-45-71). Sauf dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 14 juin.

**MARLY-LE-ROI.** L'art et l'architecture. Musée-protonde, parc de Marly à Louveciennes (93-69-06-26). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juin.

**NEUDON.** Grasset, Bracquemond. Autoprotectes : sculptures. Musée d'art et d'histoire, 11, rue des Pierres (45-34-75-19). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 juin.

**PONTOISE.** Hommage à Albert Gleizes, 1881-1923. Jusqu'au 21 septembre - Louis Marcoussis, 1878-1941 - Halicka, 1895-1975. Jusqu'au 29 juin.

**Musée Taver-Delacour.** 4, rue Lemaître (30-38-02-03). Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Les bords de l'eau dans la peinture. Musée Fierro, 17, rue du Château (30-32-06-75). Du mercredi au dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 21 septembre.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.** De la Préhistoire à nos jours, la vie religieuse à Saint-Germain-en-Laye - Quatre ans de restauration dans les églises du département. Musée royal, place Royale (93-73-92-92). Jusqu'au 15 juin.

**SAINT-QUEN L'AUMONIE.** Regard sur la sculpture contemporaine : Ervin Puskas. Parc et hall de l'Hôtel-de-Ville (34-64-05-16). Du 30 mai au 30 juin.

**SCEAUX.** Cent cinquante ans de céramique, des collections privées aux collections publiques. Ouvrages de céramique (46-61-06-71). Jusqu'au 22 juin.

**VERSAILLES.** Elizabeth Franchina. Sculptures et peintures. Mairie.

**En province**

**AMIENS.** Alberto Burri. Maison de la culture, place Léon-Gautier (22-91-83-36). Jusqu'au 11 juillet.

**ANGERS.** Cent cinquante ans de céramique. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (41-88-64-65). Jusqu'au 15 juin.

**ANTIBES.** Anna Eva Bergman. Musée Picasso, château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 9 juin.

**ARLES.** Erro, peintures 1984-1986. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'au 29 juin.

**ARRAS.** Acquisitions de F.R.A.C. Nord-Pas-de-Calais. Centre culturel Nord, 9, rue des Capucines (21-21-30-12). Jusqu'au 25 juin.

**AVIGNON.** Peintures murales de Viviers de l'Antiquité à nos jours. Jusqu'au 30 juin - E. et B. Polakoff : travaux au Petit Palais, 1980-1986. Jusqu'au 28 juillet. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58).

**BORDEAUX.** Hommage à Bernard. Galerie des beaux-arts, 20, cours d'Albret (56-90-91-60). Jusqu'au 25 août - Gilbert et George. CAPC, entrepôt Land, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

**BOURG-EN-BRESSE.** Richard Serra. Gravures. Le FRAM en Rhône-Alpes. Musée de Broc, 63, boulevard de Broc (74-22-22-51). Jusqu'au 8 juin.

**CHOLET.** François Morellet. Œuvres acquises par la Ville. Musée des arts, 46, avenue Gambetta (41-62-21-46). Jusqu'au 29 juin.

**FONTEVRAUD.** Gérard Gasterowald : CXXS/Stances. Abbaye (41-62-21-46). Jusqu'au 9 juin.

**GRENOBLE.** Giuseppe Penone. Musée de sculpture. Place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 9 juin.

**LA ROCHELLE.** Chabannes. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-du-Pier (46-41-37-79). Jusqu'au 6 juillet.

**LE HAVRE.** David Belkhal. Maison de la culture. Espace Oscar Niemeyer (35-21-21-10). Jusqu'au 29 juin.

**MAÇON.** Jacques Vieille. Ecole régionale des beaux-arts. Cours Moreau (85-38-09-15). Jusqu'au 5 juillet.

**LE MANS.** Maurice Lestrade, rétrospective. Abbaye de l'Épau (43-85-05-84). Jusqu'











## ARTS ET SPECTACLES

**Le Monde Informations Spectacles**  
**42-81-26-20**  
 Pour tous renseignements concernant  
 l'ensemble des programmes ou des salles  
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

41-46); Marignan (43-59-92-87);  
Français, 97 (43-77-30-48); Montpar-  
nasse Palace 141 (43-52-58);  
MONTMARTRE, DESPÉRÉ-  
MENT (A. v.a.); Ambassade, 87 (43-  
59-19-08).  
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.a.),  
Strada de la Harpe, 57 (46-34-  
25-52).  
UNWASY TRAIN (A. v.a.); Form. (42-97-55-54); Clichy Montsouris, 97 (43-77-30-48);  
L'ÉPIQUE (A. v.a.); Vive le 14 (43-59-92-87);  
43-29-44-040; UGC Odéon, 87 (42-25-  
10-30); Marignan (43-59-92-87); UGC  
Boulevard, 87 (43-59-92-87);  
14 (43-25-21-14); 14 Juillet Bouge-  
reux, 87 (45-75-79-79); v.f.; Impérial,  
87 (43-59-92-87); Gaumont (43-59-92-  
87-93); UGC Mithras, 87 (45-74-  
74-74).

**Les grandes reprises**

**APOCALYPSE NOW** (A.  
Grand Pavois, 15 (45-54-46)  
**ARSENIC ET VIEILLES**  
(A., v.a.) : Action Ecoles,  
72-07).

**E SACRIFICE** (Franco-suédois) :  
(v.o.) : Gaumont Halles, 1<sup>re</sup> (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Colisée, 8 (43-59-29-46) ; Eclair, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup> (44-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).

**LES TOUTS NI LOI** (Fr.) : Cinéoch, 6 (46-36-10-96).

**LE BAL** (Fr.-It.) : Temples, 94-56).

**LE BATEAU PHARE** (A. v.o.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (43-80-30-11).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (A. v.o.) : films, 17<sup>e</sup> (46-22-44-21).

**LE CIEL PEUT ATTENDRE** : Champso, 5 (43-54-51-60).

(46-33-0-82).

ALVADOR (A., v.g.): Forum, 1<sup>e</sup> (42-97-53-74); Saint-Germain Huchette, 5<sup>e</sup> (46-33-63-20); Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77); Marignan, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Mercury, 8<sup>e</sup> (45-62-75-90); Parussienne, 14<sup>e</sup> (43-20-30-19); Convention Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (49-79-33-00); v.f.: Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-60-24); Mignot, 16<sup>e</sup> (45-75-77-43).

LA COCCINELLE A MONT  
(A., v.f.): Napoléon, 7<sup>e</sup> (42-97-53-74).

COMMENT ÉPOUSER UN  
(A., v.g.): Studio de  
caïpe, 5<sup>e</sup> (43-25-78-37).

CONAN LE DESTRUCTEUR  
Arcades, 2<sup>e</sup> (45-54-46-85).

CUL DE SAC (A.): Templier  
94-56).

Monparnasse Pathé, 14\* (43-20-12-06) ;  
 Clichy-Pathé, 18\* (43-42-46-01).  
**E LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A.,**  
**v.f.) ;** Gaiumont Parnasse, 14\* (43-35-  
 30-40).  
**HOAH (Fr.) ;** Olympié, 14\* (45-43-  
 99-41).  
**JOEL DE NUIT (A., v.a.) ;** Amba-

**E. SOULIER DE SATIN** (Francopontagius, v.a.) : République Cinéma, 11\* (48-05-51-33).  
**TOP MAKING SENSE** (A., v.a.) : Escorial Panorama 13\* (H. sp.), (47-07-28-04).  
**URBWAY** (Fr.) : Lincoln, 8\* (43-59-29-46).  
**DAVID GIOVANNI** (FRANCO-ALBANESE), 2\* (47-42-93-52).  
**DRIVER** (A.) : City Triomphe (45-76) ; (v.f.) : Paramount (47-42-56-31) ; Orléans, 1 (45-93).  
**LES ENFANTS DU PARADIS** : Ranelagh, 16\* (48-64-44).  
**LE FAUCON MALTAIS** (A.) :

ARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (42-67-63-42).

ASIO (Esp.; v.o.) : Utopia, 5<sup>e</sup> (H.sp.), (43-26-84-63) ; République Cinéma 11<sup>a</sup> (H.sp.), (48-05-51-33).

AXI BOY (Fr.) : City Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-62-45-76) ; UGC Boulevard, 9<sup>e</sup> (45-74-95-40).

Acton Christine, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14).  
Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14).

LA FORÊT D'EMERAUDE  
Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-46).

LA FIEVRE AU CORPS  
14<sup>e</sup> juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14).  
UGC Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-62-20-44).

LA FOLLE INGENUE (A., v.f.) :  
Méduse, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).

**THE SHOP AROUND THE CORNER**  
(A. v.o.): Action Christiane, 6¢ (43-29-11.30).

**AVENUE DE LOURDES (Fr.):** Gastmonet Halles, 1<sup>re</sup> (42-97-47-70); Gastmonet Richebeu, 2 (43-33-56-70); Impérial, 1 (47-42-73-73); Haastefeuille, 6 (46-33-79-38); Ambassade, 4 (43-59-10.59); J. Verjé, 8 (43-50-92.93).

**GOLDFINGER (A. v.o.):** (Date: 13-10-30): Ermitage, 3¢ (45-11.30); UGF Montparnasse, v.f.; UGC Boulevard, 94.94; UGC Gare de Lyon, 95.40; UGC Gare de Gyonne, 01.59; (43-36-23.44); Mistral, 1 (52.43); Convention Saint-Germain, 52.43; (45-79-33.00); UGC Convention, 52.43.

Saint-Lazare, Pasquier, 8° (43-57-35-43); Biarritz, 8° (45-62-20-40); Paramout Opéra, 9° (47-42-56-31); Nation, 12° (43-43-04-67); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Galaxie, 13° (45-40-18-03); Gaumont Snd, 14° (43-27-84-50); *Parasenses*, 14° (43-35-21-21); Miramar, 14° (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Cléby (25-14-23-40); Images, 17° (47-94).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DU  
ZAN SEIGNEUR DES SINGES  
v.o.; La Boba à films,  
44-21; v.b.; Capri, 2° (45-08-00).

LES GRUFS DE LA NUIT  
Maxivie, 9° (47-70-72-86).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.)

1<sup>er</sup> LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1<sup>re</sup> (42-67-49-70) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (42-60-33) ; Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (43-26-79) ; Bretagne, 6<sup>e</sup> (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-35-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-98) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Galaxie, 13<sup>e</sup> (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 19<sup>e</sup> (45-80-18-03).

1<sup>er</sup> (42-68-09-09).

LE MAUVAISE FEMME D'  
SLEUE (A. v.a.) : Action  
(43-29-11-30).

JEUX INTERDITS (Fr.) : 1  
(43-21-41-01).

JOHNNY GUITARE (A. v.a.) :  
Feytaud, 9<sup>e</sup> (48-74-97-27).

LADY EVE (A. v.a.) : Action

(43-35-30-40); Gaumert Convention.  
 15\* (45-28-42-27); 14 Jodias Bengro-  
 nade, 15\* (45-75-79-79); Cichy Pathé,  
 18\* (45-23-46-01).  
**ROIS HOMMES ET UN COUFFIN**  
 (Fr.). Capri, 2\* (45-08-11-69);  
 George V, 4\* (45-62-41-46); François, 9\*  
 (47-70-33-88); Montpernos, 14\* (43-27-  
 52-37).  
 (45-23-72-01); Mac Mador,  
 24-81).  
**LIEN DE PARENTE (v.f.)**  
 (46-33-10-82); Espace Gah-  
 27-95-94).  
**LA MAMAN ET LA PUTA**  
 Saint-André-des-Arts, 6\* (43-  
**MANHATTAN (A. v.d.)**: T  
 (42-72-94-56).

LETRAVENTS (A. v.d.) (\*\*): Quintette, 5 (46-33-79-38); George V, 8 (45-62-41-46); Parmissiens, 14 (43-20-30-19); v.f.: City Triomphe, 8 (45-62-45-76); Lumière, 9 (52-46-49-07); Maxéville, 5 (47-70-72-36).

## LES FILMS NOUVEAUX

**CONQUEROR**, film américain de Ari Nesher, v.o. : City Triomphe, 8\* (45-62-45-76) ; v.f. : Marivaud, 2\* (42-96-80-40) ; Oréans, 14\* (45-40-45-91).

**ETATS D'ÂME**, film français de Jac-

mont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; 2\* (42-36-83-93) ; UGC G 13\* (43-36-23-44) ; Gramont masse, 14\* (43-35-30-40) ; C. tion Saint-Charles, 15\* (33-00).

ques Fansten Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-33-74); Richelieu, 2<sup>e</sup> (42-33-56-70); Saint-Germain Village, 5<sup>e</sup> (46-33-63-20); Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-36-31); UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (42-43-31-59); 11<sup>ème</sup>

Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-36-52-37) ; Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-22-42-27) ; Victoria, Hugo, 16<sup>e</sup> (47-27-49-75) ; Images, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

**NOMADS**, film américain de John McTierman, v.o. : Forum Orient 22-47-94) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (47-99).

**FILMS**  
**EN AVANT-PRÉMIÈRE**

**POURQU VOUS CE SOIT**  
- FILLE, film italien de Mario Castell, Club de l'Étoile, sam. 22-47-94 (43-99-42-05).

**HAVRE.** Film français de Berio : Bompartie, lun. 20 h (43-26-12-12).

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

...the ...

[illegible]

\_\_\_\_\_

MEMBER NAME: \_\_\_\_\_  
 10-15-74 10:40 AM  
 10-15-74 10:40 AM

[illegible]

1. The first step is to identify the problem.
 2. The second step is to define the problem.
 3. The third step is to analyze the problem.
 4. The fourth step is to develop a solution.
 5. The fifth step is to implement the solution.
 6. The sixth step is to evaluate the solution.
 7. The seventh step is to monitor the solution.
 8. The eighth step is to maintain the solution.
 9. The ninth step is to improve the solution.
 10. The tenth step is to document the solution.

EXAMINE CHAÎNE 21  
 2255 2300 2305 2310 2315 2320 2325 2330 2335 2340 2345 2350 2355 2400 2405 2410 2415 2420 2425 2430 2435 2440 2445 2450 2455 2500 2505 2510 2515 2520 2525 2530 2535 2540 2545 2550 2555 2600 2605 2610 2615 2620 2625 2630 2635 2640 2645 2650 2655 2700 2705 2710 2715 2720 2725 2730 2735 2740 2745 2750 2755 2800 2805 2810 2815 2820 2825 2830 2835 2840 2845 2850 2855 2900 2905 2910 2915 2920 2925 2930 2935 2940 2945 2950 2955 3000 3005 3010 3015 3020 3025 3030 3035 3040 3045 3050 3055 3100 3105 3110 3115 3120 3125 3130 3135 3140 3145 3150 3155 3200 3205 3210 3215 3220 3225 3230 3235 3240 3245 3250 3255 3300 3305 3310 3315 3320 3325 3330 3335 3340 3345 3350 3355 3400 3405 3410 3415 3420 3425 3430 3435 3440 3445 3450 3455 3500 3505 3510 3515 3520 3525 3530 3535 3540 3545 3550 3555 3600 3605 3610 3615 3620 3625 3630 3635 3640 3645 3650 3655 3700 3705 3710 3715 3720 3725 3730 3735 3740 3745 3750 3755 3800 3805 3810 3815 3820 3825 3830 3835 3840 3845 3850 3855 3900 3905 3910 3915 3920 3925 3930 3935 3940 3945 3950 3955 4000 4005 4010 4015 4020 4025 4030 4035 4040 4045 4050 4055 4100 4105 4110 4115 4120 4125 4130 4135 4140 4145 4150 4155 4200 4205 4210 4215 4220 4225 4230 4235 4240 4245 4250 4255 4300 4305 4310 4315 4320 4325 4330 4335 4340 4345 4350 4355 4400 4405 4410 4415 4420 4425 4430 4435 4440 4445 4450 4455 4500 4505 4510 4515 4520 4525 4530 4535 4540 4545 4550 4555 4600 4605 4610 4615 4620 4625 4630 4635 4640 4645 4650 4655 4700 4705 4710 4715 4720 4725 4730 4735 4740 4745 4750 4755 4800 4805 4810 4815 4820 4825 4830 4835 4840 4845 4850 4855 4900 4905 4910 4915 4920 4925 4930 4935 4940 4945 4950 4955 5000 5005 5010 5015 5020 5025 5030 5035 5040 5045 5050 5055 5100 5105 5110 5115 5120 5125 5130 5135 5140 5145 5150 5155 5200 5205 5210 5215 5220 5225 5230 5235 5240 5245 5250 5255 5300 5305 5310 5315 5320 5325 5330 5335 5340 5345 5350 5355 5400 5405 5410 5415 5420 5425 5430 5435 5440 5445 5450 5455 5500 5505 5510 5515 5520 5525 5530 5535 5540 5545 5550 5555 5600 5605 5610 5615 5620 5625 5630 5635 5640 5645 5650 5655 5700 5705 5710 5715 5720 5725 5730 5735 5740 5745 5750 5755 5800 5805 5810 5815 5820 5825 5830 5835 5840 5845 5850 5855 5900 5905 5910 5915 5920 5925 5930 5935 5940 5945 5950 5955 6000 6005 6010 6015 6020 6025 6030 6035 6040 6045 6050 6055 6100 6105 6110 6115 6120 6125 6130 6135 6140 6145 6150 6155 6200 6205 6210 6215 6220 6225 6230 6235 6240 6245 6250 6255 6300 6305 6310 6315 6320 6325 6330 6335 6340 6345 6350 6355 6400 6405 6410 6415 6420 6425 6430 6435 6440 6445 6450 6455 6500 6505 6510 6515 6520 6525 6530 6535 6540 6545 6550 6555 6600 6605 6610 6615 6620 6625 6630 6635 6640 6645 6650 6655 6700 6705 6710 6715 6720 6725 6730 6735 6740 6745 6750 6755 6800 6805 6810 6815 6820 6825 6830 6835 6840 6845 6850 6855 6900 6905 6910 6915 6920 6925 6930 6935 6940 6945 6950 6955 7000 7005 7010 7015 7020 7025 7030 7035 7040 7045 7050 7055 7100 7105 7110 7115 7120 7125 7130 7135 7140 7145 7150 7155 7200 7205 7210 7215 7220 7225 7230 7235 7240 7245 7250 7255 7300 7305 7310 7315 7320 7325 7330 7335 7340 7345 7350 7355 7400 7405 7410 7415 7420 7425 7430 7435 7440 7445 7450 7455 7500 7505 7510 7515 7520 7525 7530 7535 7540 7545 7550 7555 7600 7605 7610 7615 7620 7625 7630 7635 7640 7645 7650 7655 7700 7705 7710 7715 7720 7725 7730 7735 7740 7745 7750 7755 7800 7805 7810 7815 7820 7825 7830 7835 7840 7845 7850 7855 7900 7905 7910 7915 7920 7925 7930 7935 7940 7945 7950 7955 8000 8005 8010 8015 8020 8025 8030 8035 8040 8045 8050 8055 8100 8105 8110 8115 8120 8125 8130 8135 8140 8145 8150 8155 8200 8205 8210 8215 8220 8225 8230 8235 8240 8245 8250 8255 8300 8305 8310 8315 8320 8325 8330 8335 8340 8345 8350 8355 8400 8405 8410 8415 8420 8425 8430 8435 8440 8445 8450 8455 8500 8505 8510 8515 8520 8525 8530 8535 8540 8545 8550 8555 8600 8605 8610 8615 8620 8625 8630 8635 8640 8645 8650 8655 8700 8705 8710 8715 8720 8725 8730 8735 8740 8745 8750 8755 8800 8805 8810 8815 8820 8825 8830 8835 8840 8845 8850 8855 8900 8905 8910 8915 8920 8925 8930 8935 8940 8945 8950 8955 9000 9005 9010 9015 9020 9025 9030 9035 9040 9045 9050

ALL INFORMATION CONTAINED  
HEREIN IS UNCLASSIFIED  
DATE 11-19-2001 BY 60322 UCBAW

TOISIEME CHAÎNE :

4-75 Thunders.

REMIERE CHAIRE

[illegible][illegible]

20 Journal.  
25 C'est à dire.  
DEUXIÈME CHAÎNE :  
30 Cinéma - L'Écran

... de Jack L.  
... à l'été 1961, à l'été  
... avec une autre. Il  
... président des  
... avec des per  
... (ou peut-être un peu  
...  
... 1970.

Magazine : *Amor*  
 pour : *Maria et F.*  
 Grand-mère : *L'Amor*  
 et : *parlons d'argent*  
 et : *Amor*  
 et : *Amor*

**DEUXIEME CHAÎNE :**  
13h Cinéma : Un soldat  
de la légion d'Alexandre Dumas  
14h15 F. Bouchaud  
15h Professeur de linguistique  
16h30 et en soirée cinéma  
17h30 et en soirée cinéma

... dans un univers de  
... éthique des  
... le film est toujours





# RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

A VOIR

## L'hémophilie au quotidien

« C'est quoi l'hémophilie ? » La bonne bouille d'Elle, un petit garçon de trois ans, s'illumine : « C'est des bleus... c'est mon sang... quelque chose d'normal dans mon sang... » Elle, qui voudrait jouer avec les autres enfants, comme eux, sans genouillères, sans chaussures spéciales pour maintenir ses chevilles. Elle qui du haut de ses trois ans réussit tout de même à prendre sa maladie avec philosophie.

Lui, c'est un autre hémophile. Il doit avoir une douzaine d'années. Héros de sa maladie, il a choisi de la raconter dans l'ombre, pour ne pas que ses copains le reconnaissent. Son souhait le plus cher : « Être comme tout le monde, ne plus être hémophile ».

En France on parle peu de l'hémophilie. Comme s'il existait une certaine gêne à évoquer cette

maladie héréditaire dans près de 70 % des cas, qui se caractérise par des troubles de la coagulation du sang. Un silence que certains parmi les trois mille hémophiles français pourraient finir par prendre pour du déshonneur, et qui ne fait qu'ajouter au caractère mystérieux que l'on prête parfois à cette maladie. Bien à tort, au reste, car s'il est une affection que l'on connaît bien et qui bénéficie des progrès de la recherche, c'est bien celle-ci. Aujourd'hui, on sait la dépister dès la huitième semaine de grossesse. Demain, on la traitera avec des facteurs de la coagulation produits par génie génétique, ce qui aura l'immense avantage de prévenir tout risque de contamination infectieuse.

C'est dire que l'équipe d'« Information » s'en est donné à cœur joie. Même si, ça et là, on peut regretter certaines manques

rien sur les nouveaux traitements — ou certains partis pris, le Centre national de la transfusion sanguine devait être attaqué si durement ?

Par instant, on devine le drame de certains malades. Par exemple, lorsqu'ils évoquent leur crainte du SIDA : « 70 % d'entre nous sont déjà séropositifs... » Un reportage à voir et à écouter entre les lignes.

Également au sommaire de l'émission, une enquête sur les chasseurs de prime en Allemagne, qui vient fort à propos après les mesures annoncées par MM. Pasqua et Pandraud sur la rémunération des informateurs.

FRANCK NOUÏL

★ « Information », jeudi 29 mai, 20 h 30, TF 1 : le magazine, deux autres sujets : « Basques : un peuple entre deux États » et « Le mystère du Rio ».

## Mercredi 28 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Léon Blum à l'échelle humaine. De J. Rutman, scénario et dialogues de J. Rutman et P. Bourgaud, avec A. et P. Mottet, E. Oppenheim. Ce film a été réalisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée au pouvoir du Front populaire. Ses auteurs ont choisi d'écarter la figure dominante de cette coalition, Léon Blum, premier socialiste à devenir président du conseil le 6 juin 1936. Une fiction historique qui débute sur l'arrestation de Blum en 1940 sur ordre de Vichy. Différents épisodes de sa vie ont été reconstitués, filmés en noir et blanc, afin de s'insérer aux documents d'archives. Flash-back : témoignages, fiction et documents se mêlent pour évoquer l'affaire Dreyfus, la Grande Guerre, la scission du congrès de Tours, l'émigration du 6 février 1934, le Front populaire, la guerre d'Espagne, la seconde guerre mondiale.

23 h 35 Ténis à Roland-Garros. Résumé de la journée aux Internationaux de France.

23 h 50 Journal.

0 h C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 L'heure de vérité : François Léotard. Magazine de F.-H. de Virieu. Le ministre de la culture et de la communication s'explique, entre autres, sur la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Reportage d'une semaine, l'émission avait été annulée pour cause de grève.

21 h 55 Magazine : Sexy folles. L'émission la plus sexy d'une semaine, un strip-joker, élève l'émotion et connaît de France Roche, la magazine copule de la chaîne : 77 % d'audience dès le premier numéro !

23 h Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Série : C'est arrivé demain. Six fantasmes de Guy Lux et Bob Orovic. Les scénarios parallèles volent en lumière : que sont la voyance, l'astrologie, la chiromancie, l'ésotérisme ?... Avec Desautels (magie), de Sabato (voyant), Prédiction (les taches d'encre), Adora (le tarot), P. de Lovigny (numérologie)...

21 h 35 Thalassa. Magazine de la mer, de Georges Pernoud. Surven Méche, le fils de la fille de la Thaïlande. Cette émission avait été diffusée le 14 mai, mais avait connu des problèmes techniques, la chaîne a donc décidé de la rediffuser.

22 h 20 Journal.

22 h 45 Cinéma sans visa : Agit. Film turc de Yilmaz Güney (1971), avec Y. Güney, H. Hamzaoğlu, B. İnci (v.o. sans-titre). Dans une région sauvage et montagneuse, cinq contrebandiers sont traqués par les gendarmes. Leur chef est gravement blessé. Un instant de Güney qui tient également le rôle principal. Les mœurs rudes de ceux qui refusent la loi.

0 h 10 Débat, modéré par Bernard Brizoulès. Portrait du réalisateur avec Daniel Karlin et Kendal Nezan, président de l'Institut kurde à Paris.

0 h 25 La clé des nombres et des tarots.

0 h 30 Prélude à la nuit.

### FR 3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Zorro (rediff.) ; 17 h 30, Feuillet : Dominique ; 18 h, Ile de France ; 18 h 35, BD 3 ; 18 h 40, Kamikazé impro ; 18 h 55, Croq'noël ; 19 h, Le 19-20 h.

### CANAL PLUS

20 h 5, Jeu : Starquizz ; 21 h, La Chasse sanglante, film de P. Collinson ; 22 h 50, La Rose pourpre du Caïre, film de W. Allen ; 0 h 10, Déesse, film de J.-L. Godard ; 1 h 45, Long Bow, un village chinois.

### LA 5

20 h 30 Football : match de préparation pour la Coupe du monde ; France/Université de Mexico, en direct de Mexico (et à 0 h 45).

22 h 45 Big bang, magazine de la science (et à 2 h 15).

23 h 45 Série : Riposte (rediff.).

### TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour plus dire, magazine de la poésie.

21 h 30 Préludes : John Cage en 1986.

22 h 30 Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 6 mai en l'église Saint-Ouen de Rouen) : « Le chemin de la croix, op. 29 », « Symphonie avec orgue », de Dupré, par les élèves de la classe de Louis Thury.

23 h Les soirées de France-Musique : jazz club en direct du Petit Journal Montparnasse : le Quartetto du saxophoniste et flûtiste Bud Stan Tracy.

## Jeudi 29 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 30 Information. Magazine de A. Deuvers, R. Pic, M. Albert, J. Douarney et B. Lainé. Au sommaire : chasseurs de prime en Allemagne ; Basques : un peuple entre deux États ; vivre avec l'hémophilie (un secret) ; le mystère du Rio.

21 h 50 Ténis. Résumé de la journée aux Internationaux de Roland-Garros.

22 h 5 Feuillet : la Cité de la mer. D'après le roman de A.-J. Cronin, adapté A.-J. Cronin, réal. P. Jefferies et M. Vardy. Avec G. Thomas. Après des débuts difficiles, Manson, jeune médecin interne, perd ses illusions pour devenir un professionnel à la mode. Tout devrait aller pour le mieux, mais sa femme lui reproche d'abandonner ses idéaux premiers.

23 h 20 Journal.

23 h 35 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : L'Empire du Grac. Film américain de Jack Leo Thompson (1977). Avec A. Quinn, J. Bisset, E. Valique, E. Albert, M. Tolo. Un riche armateur avec des ennuis avec sa famille, une liaison avec une actrice. Il épouse en secondes noces la veuve d'un président des États-Unis assassiné. Toute ressemblance avec des personnages réels n'est évidemment pas fortuite. On voit bien dans quel paysage ce film est né.

22 h 20 Magazine : Actions. Présenté par G. Morin et F.-H. de Virieu. Documentaire : l'accord d'entreprise du mot ; titres en jeu ; paroles d'origine : les gogos du cacao, et les autres rubriques habituelles.

23 h 35 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Un soir, un train. Film belge d'André Delvaux (1968), avec A. Aime, Y. Montand, F. Buisson, A. Bogdan, H. Camurynck. Un professeur de linguistique exerce dans une ville flamande, et en pleine crise sentimentale, prend le train pour aller donner une conférence. Au cours du voyage, il bécote dans un univers fantastique, où règne la mort. Influence érotique des grands peintres belges du surréalisme. Ce film où s'inscrit le tragique de la condition

humaine reflète aussi le déchirement culturel que connaît, alors, la Belgique.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Théâtre : Savannah Bay. Pièce de Margaret Duras, mise en scène M. Duras et Y. André, Avec M. Renaud et B. Ogier. Deux comédiennes évoquent des souvenirs dont l'émotion de Savannah Bay : elles vont s'identifier à ce couple idéal, le faisant vivre et s'enivrent de fantasmes. Une pièce écrite spécialement pour Madeleine Renaud.

23 h 40 La clé des nombres et des tarots.

23 h 45 Prélude à la nuit. Sonate en si mineur de Liszt, par E. Heldtack, au piano.

### CANAL PLUS

20 h 35, Un assassin qui passe, film de M. Vinay ; 22 h 25, Superhit, film de J. Szwarz ; 0 h 10, Hélium, film de J. Dams ; 1 h 35, Série : Le tir secret.

### LA 5

19 h 30 Série : Chips (et à 23 h 15).

20 h 30 Pentathlon, jeu et variétés (et à 0 h 15).

22 h 15 Mode, etc., magazine sur la mode (et à 2 h).

### TV 6

20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 ; 23 h, Profil 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Exit pour la radio : « Second rayon » de J.-J. Pasquier.

21 h 30 Mère en scène imaginaire, avec Henri Colpi, metteur en scène.

22 h 30 Nuits magiques.

0 h 10 De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Les Noces de Fauré, ouverture en ré majeur », « Concerto pour deux pianos et orchestre n° 10 en mi bémol majeur », « Symphonie n° 40 en sol mineur », par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, sol. C. Eschenbach, piano : J. Franz, piano.

23 h Les soirées de France-Musique : Eduardo Mata et l'Orchestre symphonique de Dallas ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

## MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 28 mai à 0 heure et le jeudi 29 mai à minuit.

Les hautes pressions atlantiques s'étendent vers la France, où de l'air frais, mais de plus en plus stable, circulera dans un flux de nord ; un temps instable se maintiendra cependant le matin du Nord-Est aux Alpes.

Jeudi matin, un temps frais et peu nuageux prédominera sur le pays ; les nuages seront toutefois plus abondants des Ardennes au Jura et au nord des Alpes, et ils pourront donner localement des averses.

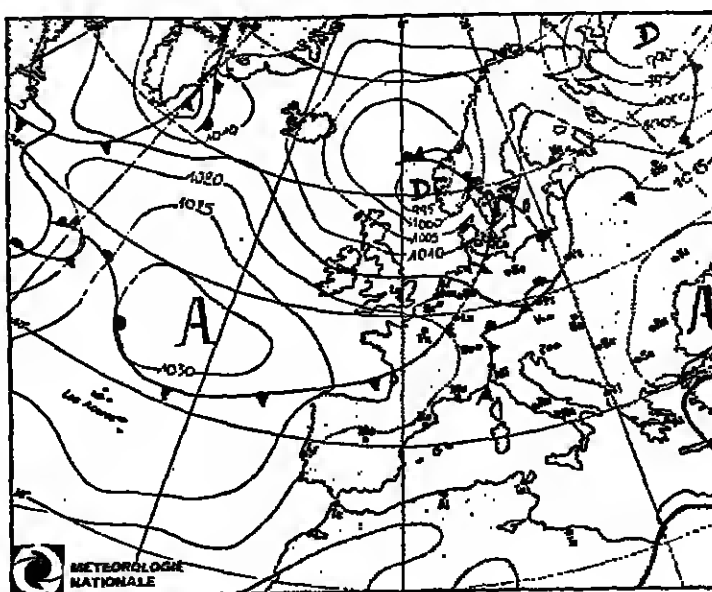
Quelques bancs de brouillard se formeront de l'Aquitaine au Massif Central. Au cours de la journée, le beau temps se généralisera, malgré des nuages toujours nombreux sur les régions du Nord-Est.

Les températures minimales, en basse vallée de la Loire, avoisineront 5 à 10 °C, 10 à 14 °C près de la Méditerranée.

L'après-midi, l'ensoleillement permettra aux températures d'atteindre de 14 à 18 °C sur le littoral nord, de 17 à 22 °C sur la moitié sud.

Le vent de nord-ouest dominant soufflera modérément ou assez fort près de la Manche ; le mistral et la tramontane souffleront très fort, parfois même en tempête.

SITUATION LE 28 MAI 1986 A 0 HEURE UTC



## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 26 et mardi 27 mai :

### DES ARRÊTÉS

● Du 15 mai 1986 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1977 relatif aux permis de construire pour la construction de logements en accession à la propriété.

● Du 20 mai 1986 portant création du diplôme d'ingénieur de l'Institut universitaire des systèmes thermiques industriels de l'université Aix-Marseille-I.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 28 mai :

### UN DÉCRET

● N° 86-748 du 27 mai 1986 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières.

### DES ARRÊTÉS

● Du 15 mai 1986 relatif à la création de certificats péroliers.

● Du 20 mai 1986 relatif à la formation des élèves instituteurs.

## EN BREF

### COMPÉTITION

UN TRACTEUR OUL... MAIS PUL- LING... la s'appelle Cléopâtre, Obélix, Green Spirit, ou Mon rêve et ont le force d'Hercule. Ce sont les tracteurs pulling (tracteurs traîneurs), engins surpuissants qui, avec leurs moteurs de 800 à 2 500 chevaux, sont capables de tracter des charges phénoménales grâce à leur remorque spéciale. Trente de ces monstres mécaniques (français, anglais, allemands et hollandais) vont concourir les 14 et 15 juin à Bernay pour la dernière sélection avant le championnat d'Europe. Un spectacle impressionnant qui aura attiré dix mille personnes l'an passé.

★ Renseignements : Association normande de tracteurs pulling, Saint-Léger-de-Rotot, 27300 Bernay. Tél. (33) 43-25-87.

### GUIDE

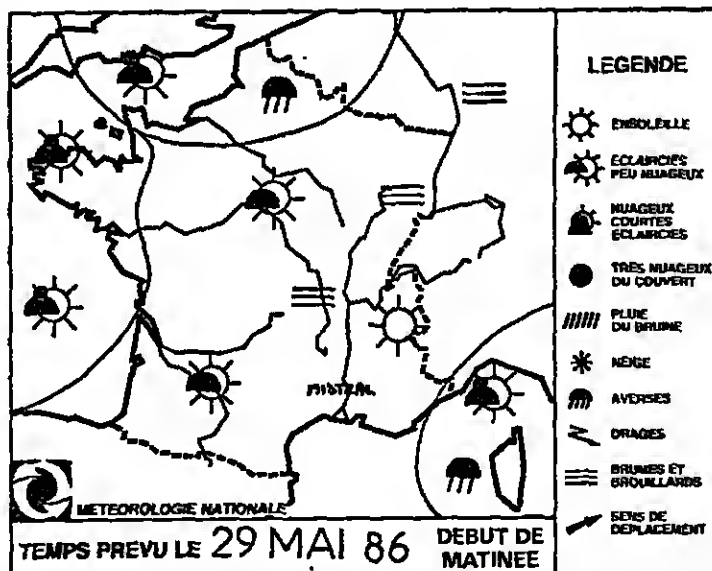
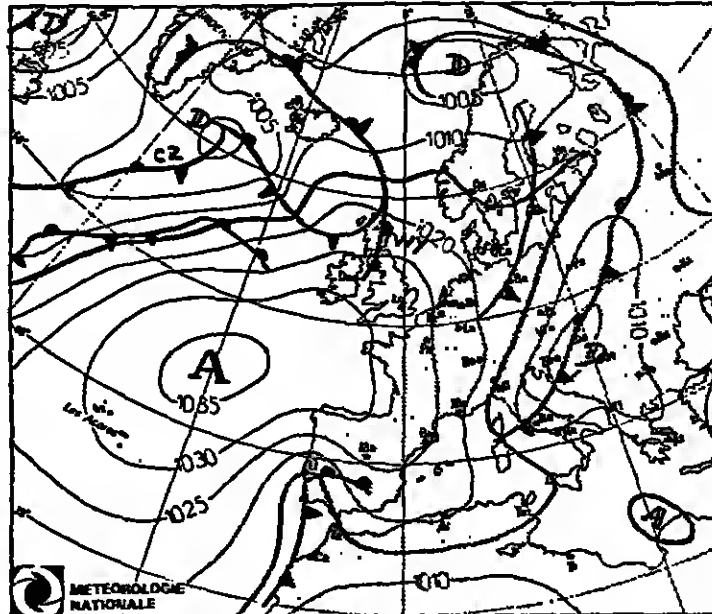
DERNIÈRES VOLONTÉS. — Organiser sa succession de son vivant, c'est éviter des frais, des problèmes et des injustices. Le Crédit mutuel examine dans un petit guide pratique, illustré avec humour, « Neuf mesures pour organiser votre succession » : mettre de l'ordre dans ses affaires (quelle forme de testament choisir ?) ; Quelle est la quotité disponible ? ; ne pas oublier son conjoint (qui n'héritera pas automatiquement de tout) ; aider ses enfants des maintenant ; songer à ceux que le code a oubliés (concubins, enfants naturels et adultérins) ; penser aux parents éloignés (de par la loi, mais parfois très proches du point de vue affectif) ; prévoir l'imprévisible (en souscrivant une assurance-vie par exemple) ; éliger la note fiscale (grâce à certaines exonérations) ; faciliter le règlement des droits de succession et enfin — éventuellement — préparer la transmission de son entreprise familiale.

★ Disponible dans toutes les agences de Crédit mutuel.

### SOIRÉE MUSICALE

BAL RENAISSANCE. — La Compagnie Maître Guillaume organise, le samedi 31 mai, de 19 h 30 à 1 heure du matin, un grand bal Renaissance dans la salle des fêtes de la mairie du seizième arrondissement (mairie Rue-de-la-Pompe). Musique et instruments d'époque. Buffet. Entrée : 40 francs (adhérents : 30 francs).

PRÉVISIONS POUR LE 30 MAI A 0 HEURE UTC



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TEMPÉRATURES		maxima	minima	temps observé
FRANCE				
ALGER	20	18	P	
BARCELONE	18	13	P	
BELGRADE	17	6	C	
BOMBAY	21	13	P	
BREST	14	6	A	
CADIX	17	6	C	
CHERBOURG	13	7	S	
CLERMONT-FERR.	18	10	C	
COLOGNE	23	11	C	
GENÈVE	24	19	A	
LILLE	20	5	S	
LONDRES	15	11	S	
LYON	23	15	C	
MARSEILLE-MAR.	27	15	S	
NANCY	23	10	C	
NANTES	18	8	S	
NICE	25	19	S	
PARIS-MONT.	23	9	N	
PAU	20	12	P	
PERPIGNAN	25	17	S	
REIMS	18	5	S	
ST-ETIENNE	23	10	C	
STRASBOURG	24	13	P	
ÉTRANGER				
ALGER	28	20	N	
AMSTERDAM	17	8	S	
ATHÈNES	29	21	S	
BANGKOK	35	28	N	
BARCELONE	24	13	N	
BELGRADE	26	14	S	
BERLIN	28	14	P	
BRUXELLES	21	7	S	
CAIRO	30	20	S	
COPENHAGUE	17	11	P	
DALLAS	32	23	C	
DENVER	27	19	S	
GENÈVE	25	14	P	
HONGKONG	30	26	N	
ISTANBUL	23	15	N	
JERUSALEM	24	17	S	
LISBONE	26	16	S	
LONDRES	17	7	N	
LOS ANGELES				
LOS ANGELES	22	15	N	
LUXEMBOURG	22	8	P	
MADRID	29	15	S	
MARRAKECH	34	18	N	
MEXICO	21	12	B	
MILAN	29	17	N	
MONTREAL	29	17	N	
MOSCOW	22	11	S	
NAROR	23	17	C	
NEW-YORK	29	14	N	
OSLO	15	8	N	
PALMA-DE-MAJOR	30	16	S	
PARIS	29	18	S	
RIO-DE-JANEIRO	26	23	S	
ROME	26	15	S	
SINGAPOUR	31	28	C	
STOCKHOLM	17	11	P	
STONY	18	10	S	
TOKYO	23	15	S	
TUNIS	28	21	N	
VARSOVIE	25	15	N	
VENISE	25	15	S	
VIENNE	27	16	N	

**Mondial 86:**  
Si vous ratez la 5<sup>e</sup>  
Vous ratez le début !

France / Université de Mexico  
C'est ce soir à 20 h. En direct.

LA CINQ  
**5**



# LE CARNET DU Monde

## Naissances

Alexandre et Sylvie MEDVEDOWSKY-JUNEL, ont la joie d'annoncer la naissance de

Sarah

le 22 mai 1986 à Paris.

## Décès

M. Raoul Barnoin, M. Evelyne Barnoin et M. Gérard Montagnier, M. Rocky Giacinti, M. et M. André Barnoin et leurs fils, M. et M. Georges Spinelli, M. et M. Vincent Delmas et leur fils, M. et M. José Cannelle et leur fils, M. et M. Massonni et leurs enfants, M. et M. Ernest Cazelles et leur fils, Tous les parents, amis et alliés ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul BARNOIN, fondateur, administrateur du groupe Barnoin Librairie de France (Abidjan), leur époux, père, beau-frère, oncle et parent.

La levée de corps aura lieu le jeudi 29 mai 1986 à l'hôpital de l'Assistance Publique de la Pitié, 22, rue Bruneau, 75013 Paris, où l'on se réunira à 15 heures.

La cérémonie religieuse aura lieu à la chapelle de l'Assistance de Cannes, 223, avenue de Grèce, où l'on se réunira le lundi 3 juin 1986 à 16 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

L'Association des Amis du CPEI (Département commerce extérieur de l'Institut national des langues et civilisations orientales) et l'Association de ses élèves LINGUEXPORT s'associent à la peine que l'ensemble de l'établissement éprouve à la disparition de son président :

M. Henri de LA BASTIDE D'RHUST

M. et M. Pierre Cahen, M. et M. Claude Cahen, M. Michel Cahen, M. et M. Aliou Cahen, M. et M. Michel Dacquin, Toute sa famille, Ses amis

ont la très grande peine de faire part de la disparition de

M. Pierre CAHEN, ancien élève de l'École Polytechnique.

Le 15 mai 1986.

Montmajour, Boulevard de la Mer, 06150 Cannes-La Bocca.

M. et M. Denise Fellous, M. et M. Marc Chevalier, M. et M. Michel Chevalier, Leurs conjoints, Arlette, Roger, Joseph, Ses petits-enfants, Samuel, Myriam, Les familles Fellous, Chevalier, Ouski, ont la douleur d'annoncer le décès de

Docteur Emile FELLOUS

Des prières seront dites à l'Oratoire Saint-Georges, le samedi 31 mai.

3, rue Léchère, 75017 Paris.

M. et M. Maria Raurich, M. et M. Marc Chevalier, M. et M. Sophie Chevalier, Le docteur Hélène Chevalier, M. Pierre Hinnen et M. Solange Guiffrey, M. Yvette Hinnen de Téral, M. Denise Vaziri, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Erwin HINNEN, Architecte DPLG

Survient dans sa quatre-vingt-

douzième année, le mercredi 21 mai au Cimetière (Alpes-Maritimes), où les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Grignan B, Rue de Sévigné, 06110 Le Cannet, 78111 Dammarville, 84210 Le Beausart.

M. et M. Robert Langlumé, M. et M. Nicole Langlumé, née Goudal, Charles et Anne-France Lax, Jean-Patrick et Jérôme Langlumé, Diane Langlumé, M. et M. Bernard, Marc et Pierre Langlumé, Ses parents, Et tous ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Florence LANGLUMÉ

survenue en son domicile à Paris, le 26 mai 1986, dans sa trente-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 27 mai 1986.

1, rue Alfred-Stevens, 75009 Paris.

M. et M. Robert Langlumé, M. et M. Nicole Langlumé, née Goudal, Charles et Anne-France Lax, Jean-Patrick et Jérôme Langlumé, Diane Langlumé, M. et M. Bernard, Marc et Pierre Langlumé, Ses parents, Et tous ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Florence LANGLUMÉ

survenue en son domicile à Paris, le 26 mai 1986, dans sa trente-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 27 mai 1986.

1, rue Alfred-Stevens, 75009 Paris.

M. et M. Robert Langlumé, M. et M. Nicole Langlumé, née Goudal, Charles et Anne-France Lax, Jean-Patrick et Jérôme Langlumé, Diane Langlumé, M. et M. Bernard, Marc et Pierre Langlumé, Ses parents, Et tous ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Florence LANGLUMÉ

survenue en son domicile à Paris, le 26 mai 1986, dans sa trente-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 27 mai 1986.

1, rue Alfred-Stevens, 75009 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Alain LOUBIÈRE,

survenue le 6 mai 1986, à l'île Maurice.

18, avenue de Louvois, 92370 Chaville.

M. et M. Agnès Saint-LA, M. et M. Agnès Saint-LA, son époux, Ses enfants, Renaud, Fabienne, Olivier, Bertrand et Frédéric, Ses belles-filles et gendre, Ses petits-enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Étienne VAN RUYMBEKE, né FASCHENS,

survenue le 24 mai 1986, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 27 mai 1986, à Agassus (Manche), dans la plus stricte intimité.

M. et M. Hélène Loretteau, Geneviève et Jacques Revel, Leur fille Livie, ont la douleur de faire part du décès de

Robert VIRET,

survenue à New-York, le 6 mai 1986. Une messe à sa mémoire sera célébrée vendredi 6 juin, à 18 heures, à la Maison des Pères jésuites, 20, rue Sala, Lyon (2<sup>e</sup>).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le restaurant "Le Petit Robert", Ses amis de Paris et de New-York, ont la tristesse de faire part du décès de

Robert VIRET.

André Weil, Et les familles de Pessel, Weitzner et Schwartzman ont la douleur de faire part du décès de

Evelyn WEIL,

survenue le 24 mai 1986.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Princeton (New-Jersey), le 27 mai.

42 Velden Circle, Princeton, N.J. 08540, USA.

3, rue Auguste-Comte, 75006 Paris.

## Avis de messes

Une messe sera célébrée le 29 mai à 19 heures, à la chapelle Mamey en l'église Saint-Séverin, Paris 5, à l'intention de

Jacques LAUZET,

ingénieur ETP, expert près la cour d'appel de Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

UNIVERSITÉ DE PARIS-X

Nanterre, jeudi 29 mai, à 14 h 30, salle des Cours, Musée de l'Homme, 9 étage, M. Pierre Haffner, « Le cinéma et l'imaginaire en Afrique noire : essai sur le cinéma néo-réaliste ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, mardi 10 juin à 15 h 30, salle Bourcier, M. et M. Carole Toulouy, épouse Michel : « Stratégie économique des années 1980 : libéralisation, dérégulation et privatisation », « Le renouveau de l'industrie au secteur privé ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

UNIVERSITÉ DE PARIS-III, jeudi 12 juin à 9 heures, salle Bourcier, M. Yveline Baud : « La situation économique dans le royaume bulgare ».

## OFFRES D'EMPLOIS

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE ILE-DE-FRANCE recherche pour son centre de formation professionnelle

ANIMATEUR H/F titulaire d'un diplôme d'études supérieures (analyse de données économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Adresser c.v. détaillé à Monsieur le Chef de Service, 17-19, rue de Flandre, 75004 Paris Cedex 19.

HEBDOMADAIRE recherche JOURNALISTE ÉCONOMIQUE

Une bonne connaissance de l'économie française et internationale, maîtrise de la langue, connaissance approfondie de l'économie, capacité d'analyse, rédactionnelle, rigueur, sens de l'actualité, intérêt pour les problèmes économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Envoyer c.v. détaillé et précis à M. et M. J. TROPEAUX, 190, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Recherche des COMMERCEUX (H/F) Urgent. Tél. : 42-01-52-50.

emplois régionaux

ASSOCIATION DE GESTION D'UN PAYSAN

OEUVRES TRAVAILLEURS recrutés sur dossier

UN DIRECTEUR

pour gestion d'un foyer de 400 chambres, services de restauration, service socio-éducatif et culturel, définition d'activités de réinsertion, connaissance de la réglementation, maîtrise de la langue, intérêt pour les problèmes économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Adresser c.v. détaillé et précis à M. et M. J. TROPEAUX, 190, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Recherche des COMMERCEUX (H/F) Urgent. Tél. : 42-01-52-50.

emplois régionaux

ASSOCIATION DE GESTION D'UN PAYSAN

OEUVRES TRAVAILLEURS recrutés sur dossier

UN DIRECTEUR

pour gestion d'un foyer de 400 chambres, services de restauration, service socio-éducatif et culturel, définition d'activités de réinsertion, connaissance de la réglementation, maîtrise de la langue, intérêt pour les problèmes économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Adresser c.v. détaillé et précis à M. et M. J. TROPEAUX, 190, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Recherche des COMMERCEUX (H/F) Urgent. Tél. : 42-01-52-50.

emplois régionaux

ASSOCIATION DE GESTION D'UN PAYSAN

OEUVRES TRAVAILLEURS recrutés sur dossier

UN DIRECTEUR

pour gestion d'un foyer de 400 chambres, services de restauration, service socio-éducatif et culturel, définition d'activités de réinsertion, connaissance de la réglementation, maîtrise de la langue, intérêt pour les problèmes économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Adresser c.v. détaillé et précis à M. et M. J. TROPEAUX, 190, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Recherche des COMMERCEUX (H/F) Urgent. Tél. : 42-01-52-50.

emplois régionaux

ASSOCIATION DE GESTION D'UN PAYSAN

OEUVRES TRAVAILLEURS recrutés sur dossier

UN DIRECTEUR

pour gestion d'un foyer de 400 chambres, services de restauration, service socio-éducatif et culturel, définition d'activités de réinsertion, connaissance de la réglementation, maîtrise de la langue, intérêt pour les problèmes économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Adresser c.v. détaillé et précis à M. et M. J. TROPEAUX, 190, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Recherche des COMMERCEUX (H/F) Urgent. Tél. : 42-01-52-50.

emplois régionaux

ASSOCIATION DE GESTION D'UN PAYSAN

OEUVRES TRAVAILLEURS recrutés sur dossier

UN DIRECTEUR

pour gestion d'un foyer de 400 chambres, services de restauration, service socio-éducatif et culturel, définition d'activités de réinsertion, connaissance de la réglementation, maîtrise de la langue, intérêt pour les problèmes économiques, diplôme d'études commerciales supérieures...)

Adresser c.v. détaillé et précis à M. et M. J. TROPEAUX, 190, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4<sup>e</sup> arrdt DANIS HOTEL CLASSE MARIÉ, 38 m<sup>2</sup> de charme et de prestige, Terrasse, 1500000 F. SCALP Tél. : 47-42-10-11.

NOTRE-DAME Très bel imm. pierre de taille, LUXUEUX STUDIO et 2 PCE, 5000 F. Tél. : 46-56-13-15.

5<sup>e</sup> arrdt MONTE sur belle cour pavée, LUXUEUX STUDIO et 2 PCE, 5000 F. Tél. : 46-56-13-15.

6<sup>e</sup> arrdt RUE PASTEUR, Maitre-Maitre, 160 m<sup>2</sup> + 2000 F. Tél. : 46-56-13-15.

7<sup>e</sup> arrdt RUE PASTEUR, Maitre-Maitre, 160 m<sup>2</sup> + 2000 F. Tél. : 46-56-13-15.

8<sup>e</sup> arrdt RUE PASTEUR, Maitre-Maitre, 160 m<sup>2</sup> + 2000 F. Tél. : 46-56-13-15.

9<sup>e</sup> arrdt RUE PASTEUR, Maitre-Maitre, 160 m<sup>2</sup> + 2000 F. Tél. : 46-56-13-15.



# économie

## REPÈRES

### Dollar : net repli à 7,25 F

Le dollar n'a pas poursuivi, mercredi 28 mai, sa progression des deux jours précédents, qui s'était effectuée en anticipation d'une hausse sur la place de New-York, fermée lundi. Cette hausse ne s'étant pas produite, bien au contraire, mardi soir, la devise américaine est retombée de 2,28 DM à 2,2750 DM et de 7,3050 F à 7,25 F environ. A Tokyo, le dollar n'a que légèrement fléchi à 169 yens, contre 168,75 yens. Les opérateurs n'excluent pas une nouvelle poussée du dollar dans les prochains jours ou les semaines.

### Avoirs étrangers : hausse record pour le Japon

Financés grâce à d'impressionnants excédents commerciaux, les avoirs nets japonais à l'étranger ont augmenté de 74 % l'an dernier, pour atteindre 129,8 milliards de dollars. Les 14,3 milliards placés en 1984 hors du Japon étaient déjà deux fois supérieurs aux résultats de 1983. La forte poussée de 1985 fait des Japonais les champions en la matière devant la Grande-Bretagne avec 90 milliards, les Etats-Unis avec 60 milliards et la RFA avec 50 milliards. Selon les statistiques publiées par la ministre japonaise des finances, les avoirs bruts à l'étranger, comprennent les placements financiers, les investissements directs et les prêts, ont représenté 437,7 milliards de dollars, le tiers étant constitué d'actions et d'obligations, essentiellement américaines. Ce flux de capitaux nippons vers les Etats-Unis se poursuit et a atteint 8,5 milliards de dollars en mars, contre quelque 6 milliards en février.

### Imagerie médicale : l'industrie française se redresse

L'industrie française de l'imagerie médicale, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de francs en 1985, va beaucoup mieux, elle peut contribuer à une meilleure maîtrise des dépenses de santé. Tel est le message que cherchent aujourd'hui à faire passer MM. Maurice Sournier et Jean Segui, PDG respectifs des sociétés SOPHA-Médical et Thomson-CGR, qui représentent, à elles deux, la quasi-totalité de l'industrie française de l'imagerie médicale (radiologie, scanner, appareil à résonance magnétique nucléaire, médecine nucléaire, échographie...). Un message en forme d'adresse à l'actuel pouvoir politique parce que de nouvelles orientations vont se dégager, a expliqué M. Segui. Pour la première fois, a expliqué le PDG de Thomson-CGR, le mardi 27 mai, lors d'une conférence de presse, depuis de nombreuses années, l'imagerie médicale française, qui perdait encore 18 % de son chiffre d'affaires en 1982 est sortie du rouge en 1985. 1986 devrait confirmer le redressement poursuivi depuis trois ans et marquer le retour à une situation nettement bénéficiaire. L'étranger représente désormais 70 % (dont les deux tiers pour les grands pays industriels) des commandes d'équipement médical, qui s'élèvent à plus de 3 milliards de francs. Pour la première fois, au deuxième semestre 1985, l'imagerie médicale française, a enregistré plus de commandes aux Etats-Unis qu'en France.

## BOURSE

### Yamanouchi : une « blue chip » japonaise à Paris

Le groupe japonais Yamanouchi fera son entrée à la Bourse de Paris ce mercredi 28 mai. Ce sera une première. Si douze valeurs nippones figurent déjà à la cote, dont six au RM (réglement mensuel), aucune d'entre elles n'appartient au secteur de l'industrie pharmaceutique du pays du Soleil Levant. Yamanouchi n'est pas à proprement parler un grand fabricant international de médicaments. Son chiffre d'affaires de 117,93 milliards de yens en 1985 (4,9 milliards de francs) le place loin dans le classement mondial. Mais, au Japon, la firme arrive au septième rang pour le montant de ses ventes et au quatrième pour ses profits (7,3 milliards de yens, soit 312,4 millions de francs pour la société mère, les groupes japonais ne consolidant que très rarement leurs comptes).

Malgré la baisse de 40 % en quatre ans des prix des médicaments sur son marché domestique, le groupe a réussi à augmenter ses ventes de 38 % entre 1981 et 1985. Cette performance est largement due au lancement régulier et bien étalé dans le temps de produits nouveaux à grand potentiel de croissance. En pharmacie surtout, on n'a rien sans rien. Les dirigeants de Yamanouchi l'ont bien compris. Depuis 1960, ils ont donné la priorité à la recherche et au développement, et, l'an dernier, une somme supérieure à 10 % du chiffre d'affaires a été consacrée à cet effet, situant la firme au-dessus de la moyenne japonaise. L'effort a été payant puisque, aujourd'hui, celle-ci fabrique plus de cent produits vendus sous quatre cents formes différentes (95 % sur prescription).

A. D.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S.E.L.	7,250	7,250	+ 25	+ 30
Som.	5,251	5,251	- 77	- 54
Yen (100)	169	169	+ 25	+ 30
DM	2,275	2,275	+ 17	+ 25
FF (100)	15,631	15,631	- 52	- 31
F.S.	3,853	3,853	+ 38	+ 32
L.S. (100)	4,648	4,648	- 103	- 101
L. (100)	10,926	10,926	- 226	- 216

### TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/2	6 1/4	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8
S.E.L.	4 1/2	4 5/8	4 7/8	4 9/8	4 11/8	4 13/8	4 15/8	4 17/8
FF (100)	7 1/4	7 3/4	7 5/8	7 7/8	7 9/8	7 11/8	7 13/8	7 15/8
L.S. (100)	10 1/4	10 3/4	10 5/8	10 7/8	10 9/8	10 11/8	10 13/8	10 15/8
L. (100)	13 1/4	13 3/4	13 5/8	13 7/8	13 9/8	13 11/8	13 13/8	13 15/8
F. (100)	7 1/4	7 3/4	7 5/8	7 7/8	7 9/8	7 11/8	7 13/8	7 15/8

## AU COLLOQUE DE « LIAISONS SOCIALES »

### Les messages de M. Séguin

Lors de sa première grande intervention publique au colloque de « Liaisons sociales », le 27 mai, M. Philippe Séguin a résumé son effet. Tout en soulignant qu'il n'est pas « le seul maître de la politique de l'emploi au sein du gouvernement », et que ce dernier n'est pas davantage omnipotent dans ce domaine, — il a adressé quelques mises en garde au patronat et tenté d'atténuer la grogne des organisations syndicales. Le premier doit « éviter deux écueils », les secondes sont prises de « se garder d'une double méprise ».

Le ministre des affaires sociales a évoqué pour les employeurs le risque de « l'immobilisme, notamment en matière de création d'emplois ». « S'ils se réfugient, sous prétexte d'incertitudes politiques, dans une attitude d'attentisme, s'ils ne s'engagent pas pleinement dans la bataille pour l'emploi, s'ils se contentent de laisser jouer les effets négatifs que peuvent comporter à court terme certaines mesures, les conséquences en seront, à moyen et long terme, très graves. L'échec de notre politique (...) sonnerait le glas de ce qu'on appelle à tort ou à raison le libéralisme, qui serait à jamais condamné. » Ainsi, les chefs d'entreprise doivent se convaincre que « les mesures qui sont prises sont promises à la pérennité ».

M. Séguin a adressé implicitement un avertissement au CNPF, visiblement trop lent à négocier : « On ne peut à la fois réclamer « moins d'Etat » et se réclamer de l'initiative ou à une véritable relance de la politique contractuelle en demandant à l'Etat de prendre ses responsabilités. » Il avait auparavant fait allusion aux 367 000 emplois promis il y a deux ans par M. Gattaz : « Je n'ai jamais cru que la suppression de l'administration administrative de l'Etat-membre créerait par elle-même directement tel ou tel nombre d'emplois. Les querelles de chiffres qui ont pu s'instaurer à ce sujet m'ont toujours paru absurdes, même si je garde ces chiffres en mémoire (1). » Pour le ministre, cette mesure « s'inscrit dans le cadre d'une politique d'ensemble », visant à « créer un contexte favorable à la création d'emplois ».

M. Séguin s'est également efforcé de rassurer les syndicats. Il a réaffirmé qu'il n'avait « jamais changé de position » sur la suppression immédiate du contrôle du bien-être du motif économique du licenciement, parlant même de « malentendu ». Mais, surtout, il a cherché à réconcilier l'idée que « ce gouvernement est aux ordres de quiconque » et qu'il sert « des intérêts de tel ou tel groupement ». « Ce gouvernement n'est aux ordres de personne.

Il applique le programme sur lequel il a été élu. Bref, ce n'est pas « un gouvernement de revanche sociale ».

Ces messages venaient au terme d'une longue présentation par M. Séguin de sa politique. Il a évoqué les assouplissements en préparation pour les contrats de travail à durée déterminée et le travail temporaire, tout en affirmant que « le droit commun, c'est le contrat à durée indéterminée », et a annoncé pour le temps partiel « la création d'un contrat à durée indéterminée intermittent ». Refusant la proposition de M. Maire d'engager d'abord une négociation sur ce thème, il a confirmé le dépôt d'un projet de loi du gouvernement sur les statuts sociaux afin de « lisser les effets de saut tout en maintenant les garanties de la représentation élue du personnel ». Il a rejeté toute « remise en cause de la présomption de représentativité » des syndicats et s'est déclaré « ouvert à toute proposition [lors du débat parlementaire] tendant à renforcer la protection des salariés pour les licenciements de moins de dix salariés ».

### Réaction des syndicats

En fin d'après-midi, quelques parlementaires sociaux ont eu l'occasion de réagir lors d'un débat auquel participait pour la première fois M. Jean-Claude Achille, le nouveau prési-

dent de la commission sociale du CNPF. Les syndicats présents ont affiché leur inquiétude, voire leur colère. M. Marc Blondel, secrétaire confédéral de FO, a dénoncé une situation où il s'agit de « céder par petits bouts » sur les droits des travailleurs et une négociation placée « en liberté surveillée ». « Nous allons pouvoir faire tout ce que nous voulons dès l'instant où c'est le gouvernement qui décide... ».

Très véhément, M. Marchelli, président de la CGC, a dénoncé « l'irresponsabilité » du CNPF, qui « fait » la négociation. Il lui a demandé d'ouvrir les discussions sur les licenciements dès maintenant, et avec M. Gattaz lui-même. M. Granger, pour la CFDT, l'a mis en garde contre la « politique du pire ». M. Achille a répliqué mollement et confusément ces critiques. Il a beaucoup parlé, mais les syndicalistes ont visiblement eu le sentiment qu'il ne leur avait rien dit. Un premier examen de passage manqué.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Curieusement, en répondant à M. Séguin sur TF1, M. Gattaz, qui avait déclaré ces derniers jours qu'on ne pouvait plus se référer au chiffre de 367 000 emplois avancé en juillet 1984, a déclaré qu'il avait « toute raison de penser que le chiffre d'environ 360 000 emplois créés en dix-huit mois (...) reste valable ». Le 28 mai au CNPF, on évoquait un « ordre de grandeur » de 300 000 emplois sur deux ans. Vérité du lundi, erreur du mercredi.

## SELON UN RAPPORT DE L'OCDE

### La flexibilité n'est pas une panacée

Quand l'OCDE se charge de remettre en place les idées à la mode, elle le fait sans ambages. A preuve, le rapport sur la flexibilité du marché du travail que M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), a commandé à « un groupe d'experts de haut niveau » et qui est publié ce mercredi 28 mai.

La flexibilité n'est pas une panacée. « Aucune série de mesures », écrivent les experts réunis sous la présidence de M. Ralf Dahrendorf, ne peut favoriser la flexibilité du mar-

ché du travail avec le même succès dans tous les pays. La flexibilité n'apparaît, au mieux, que comme l'un des moyens — et probablement pas le plus important — d'entreprendre des changements structurels qui dépendent des politiques macro-économiques, c'est-à-dire d'une « action sur des croissances non inflationnistes ». En outre, ajoutent-ils, « la plupart des mesures examinées dans ce rapport sont loin d'offrir une solution aux grands problèmes sociaux de notre époque ». Elles ont ainsi peu de chances

d'atteindre les exclus du marché du travail.

En fait, il n'existe pas de « séries types de mesures ». Aux Etats-Unis, on privilégie l'ajustement économique. Au Japon, l'effort porte sur la technologie. En Europe, on met en avant la qualité de la vie. Mais, poursuit le rapport, chaque méthode est interchangeable et « ne s'exprime pas au détriment des autres ».

Si la flexibilité a toutefois un intérêt, c'est parce qu'elle a « un rôle déterminant à jouer dans la recherche de l'efficacité économique et du progrès social », concluent les experts, pour qui elle doit s'étendre à l'ensemble de la société. Elle n'est qu'une partie de la faculté d'adaptation économique et sociale exigée par le changement de valeurs qui bouleversera à terme les traditions culturelles propres à chaque pays. L'enjeu réel consisterait à lier, « d'une part, les incidences des mutations technologiques sur le marché du travail et, d'autre part, les possibilités d'améliorer la qualité de la vie ». L'existence de syndicats puissants et une représentation bien structurée des employeurs sont, observent les experts, l'une des conditions à réunir pour parvenir à des décisions conformes à l'intérêt de tous. « Priorité doit être donnée aux aspects de la flexibilité qui laissent entrevoir un équilibre des avantages », poursuivent-ils, la flexibilité ne devant pas « devenir une arme qu'un groupe utilise contre un autre ».

### Protestations contre l'annulation de la revalorisation des retraites

L'annulation récente par le gouvernement de la revalorisation des retraites, pensions et rentes (et notamment du minimum vieillesse), a provoqué des protestations vigoureuses des organisations de salariés et de retraités, qui ont demandé son annulation.

« Cette décision aura pour effet d'accroître la perte de pouvoir d'achat que subissent les retraités depuis 1983 », soit « 3,1 % dans l'hypothèse optimiste d'une inflation limitée à 4 % en 1986 », estime Force ouvrière. Les retraités privilégiés, selon FO l'épargne et la production intérieure, « cela ne peut que compromettre une relance, même modeste ». De son côté, la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés souligne que « non seulement la mesure réduira inégalement les moyens d'existence des plus défavorisés, mais elle aggravera les risques de paupérisation ».

Pour la CFDT, la décision « n'apporterait aucune solution de fond, aucune clarification sur les modalités de compensation entre les régimes de retraite ». Quant à la CGT, elle a simplement assuré qu'« elle s'opposera à toute remise en cause des droits des retraités et pré-retraités ».

La décision, inscrite dans les textes transmis en extrême — compte tenu du délai d'application — à la Caisse nationale d'assurance — vieillesse, mais ni expliquée ni même annoncée officiellement, correspond aux hypothèses économiques du nouveau gouvernement, qui s'attend à une hausse des prix limitée à 2,4 % en moyenne annuelle sur 1986, au lieu des 3,4 % prévus en décembre 1985. Elle confirme le maintien d'une politique de rigueur salariale et de limitation du pouvoir d'achat.

La grève des dockers a été très suivie. — Les douze mille dockers français ont fait grève à 100 %, le mardi 27 mai, à l'appel de la CGT. Cet arrêt de travail était destiné à protester contre le projet visant à supprimer deux mille cinq cents emplois et à obtenir « le retour des marchandises dédouanées des ports français vers les ports étrangers », soit 30 millions de tonnes, en 1986, selon la CGT.

### LES SALARIÉS SONT PLUTOT FAVORABLES AUX PRIVATISATIONS

Les salariés sont généralement plus favorables qu'opposés aux dénationalisations, selon un sondage publié par Gestion sociale du 26 mai (réalisé par IPSOS auprès d'un échantillon national représentatif de 450 salariés, du 7 au 11 mai).

Sur l'ensemble des salariés, ce qui concerne les entreprises nationalisées en 1982, 44 % sont favorables à la privatisation des banques, 43 % à celle des assurances et 42 % à celle de l'industrie (pour les mêmes secteurs, 36 %, 39 % et 36 % y sont opposés, tandis que 20 %, 18 % et 22 % se prononcent pas. En revanche, 41 % de l'ensemble des salariés sont opposés à la privatisation de la sidérurgie (37 % y sont favorables et 22 % ne se prononcent pas).

Le sondage porte aussi sur l'effet des privatisations. Pour l'emploi, 30 % des salariés pensent qu'elles se traduiront par une amélioration, 26 % par une dégradation et 33 % qu'elles seront sans effet. Des améliorations sont attendues sur les salaires (27 %), la participation aux décisions (30 %) et surtout l'efficacité économique (48 %). En revanche, 24 % s'attendent à une dégradation du niveau des salaires, et 36 % pensent qu'il n'y aura pas d'effet. 31 % estiment que les privatisations se traduiront par une dégradation des conditions de travail (23 % par une amélioration et 31 % ne se prononcent pas). 27 % pensent qu'elles aboutiront à une dégradation de la participation aux décisions, tandis que 26 % ne se prononcent pas.

## Dirigeants d'Entreprises,

**CARDIF** un des leaders de l'assurance vie et de la capitalisation,

**CARDIF** leader des régimes de retraite ENTREPRISES

seront à votre disposition les 3, 4 et 5 juin,

au premier Salon de l'Entreprise "Le Monde des Affaires"

qui se tiendra à Paris à l'Hôtel George V.

Groupe Compagnie Bancaire **CARDIF** ENTREPRISES Assurance financière

56 av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly / Seine Cedex. Tél. 16 (1) 47 38 83 00



هكذا من الاجل



# WANG LANCE L'OFFENSIVE DE LA VITESSE AVEC DEUX MINI-COMPACTS, MAXI RAPIDES: VS5 ET VS6

Le temps, c'est de l'argent.

Plus que jamais, gagner du temps est vital pour toute entreprise. Pour vous aider à progresser, WANG agrandit sa famille d'ordinateurs VS. Avec deux minis compacts : le VS5 et le VS6. Plus rapides. Plus puissants. Plus performants. A un prix qui met l'informatique à la portée de tous.

Le VS5 et le VS6 de WANG sont des systèmes 32 bits qui peuvent supporter de 8 à 16 stations de travail et de 16 à 24 périphériques en série. Même avec deux postes de travail, vous pouvez disposer de toute cette puissance de travail. Toutes les formes d'information et de communication sont traitées à une vitesse exceptionnelle : de 200 à 480 nanosecondes.

Le VS5 et le VS6 offrent tous les avantages de la gamme WANG VS : ils s'intègrent dans un environnement existant et grâce à l'architecture de réseau WANG

WSN (Wang Systems Networking), ils permettent la communication entre les ordinateurs WANG et non-WANG.

Le VS5 et le VS6 supportent l'ensemble des logiciels de l'informatique intégrée WANG, par exemple : Wang Office : pour le courrier, la messagerie et le classement électronique. Pace : la base de données relationnelle de 4<sup>e</sup> génération.

WP Plus : le nouvel éditeur de traitement de texte WANG.

Le logiciel de gestion multifenêtres et multistations.

Le logiciel graphique VS, et les quelques centaines de logiciels déjà disponibles sur la gamme WANG VS.

Enfin, pour achever de vous convaincre, WANG vous fait bénéficier de deux nouveaux services :

- le crédit-bail à des conditions particulièrement intéressantes avec un financement mensuel assuré directement par la société Wang France Finance S.A.;
- le diagnostic et le dépannage logiciel à distance grâce aux Téléservices.

Pour en savoir plus, téléphonez à Wang France S.A. : (1) 48.97.06.06, ou renvoyez le coupon-réponse ci-dessous à :

Wang France S.A., Dépt Marketing  
Tour Gallieni 1, 78/80 avenue Gallieni  
93174 Bagnolet Cedex.

Nom \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Je souhaite :

☐ la visite d'un ingénieur commercial

☐ recevoir une documentation

☐ participer à une démonstration

W6-M1

**WANG**

Tout le matériel est au service de l'utilisateur.

Les m  
suppression

FAIRES

ENTREPRISE

Informatique  
l'offre d'act

Le 27 mai 1986, le mardi 27 mai, Wang France S.A. organise une conférence de presse à 14h30, au siège de la société, 78/80 avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

La conférence sera présidée par M. Jean-Pierre Wang, directeur général de Wang France S.A. Elle sera suivie d'un déjeuner à 14h45. Les places sont limitées. Les inscriptions sont closes. Les inscriptions doivent être envoyées à Wang France S.A., 78/80 avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

Les États-Unis taxent les importations de certains produits japonais

La Commission américaine du Commerce international (CIT) a décidé, le mardi 27 mai, d'imposer des taxes supplémentaires sur les importations de certains produits électroniques japonais. Les taxes sont de 11,8 % pour les ordinateurs et de 10 % pour les autres produits électroniques.

Le fait de taxer les importations de produits électroniques japonais est une mesure de protection des industries américaines.

La TCN Sydney-Melbourne est une étude de faisabilité pour la construction d'une ligne à grande vitesse entre Sydney et Melbourne (368 kilomètres). La ligne serait construite par la société japonaise Kawasaki Heavy Industries (KHI) et la société américaine Transamerica Corporation. Le coût de la ligne serait de 1,2 milliard de dollars.



# AGRICULTURE

PORCS, ŒUFS, VOLAILLES FRANÇAIS

## Les ministres de l'agriculture prorogent d'un mois la suppression des montants compensatoires monétaires négatifs

De notre correspondant

Bruxelles. — La tension reste vive entre les pays producteurs de porc de la Communauté. Lors de l'accord sur les prix agricoles en avril à Luxembourg, M. François Guillaume, ministre français de l'agriculture, avait obtenu que les montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs (taxes à l'exportation et subventions à l'importation) qui s'appliquent en France dans le secteur du porc, des œufs et de la volaille à la suite de la dévaluation du franc, soient suspendus pour un mois jusqu'au 31 mai. Il avait été entendu que la commission ferait très rapidement des propositions visant à aménager le système des MCM applicable à ces produits.

M. Guillaume estime que, compte tenu des caractéristiques de cette production (insécurité des prix garantis, place de plus en plus limitée occupée par les créoles dans l'alimentation du porc), il y a lieu de supprimer purement et simplement les MCM. Lors de l'accord de Luxembourg, il affirmait un peu rapidement que M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, partageait son avis. Les autres pays producteurs, à savoir les Pays-Bas, la RFA, la Belgique, le Danemark, qui ont tous avantage à ce que la France ainsi que le Royaume-Uni, qui se trouve dans la même situation, continuent à être gênés par des MCM négatifs, contestent vivement ce point de vue.

La Commission n'ayant pas été en mesure de faire à temps les propo-

sitions promises à Luxembourg, les ministres de l'agriculture réunis à Bruxelles ont décidé de proroger d'un mois, jusqu'au 30 juin, la suspension du MCM négatif. La Commission s'est à nouveau engagée à présenter le plus vite possible des propositions visant à régler définitivement le problème. L'affaire se complique parce qu'elle a annoncé son intention de traiter de manière systématique les MCM négatifs et les MCM positifs. Ces derniers, qui sont encore appliqués par les Pays-Bas et par la RFA, jouent comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation, si bien qu'on peut deviner que les deux pays vont se battre pour qu'ils ne soient pas supprimés avant la date prévue.

## La Commission européenne voudrait étendre son accord commercial avec la Roumanie

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne va proposer, le mercredi 28 mai, aux gouvernements membres de lui confier un mandat afin de négocier l'extension à l'agriculture et à la coopération économique de l'accord commercial qui lie la Communauté à la Roumanie. C'est une illustration de la normalisation en cours des relations entre la CEE et les pays socialistes. Celle-ci est souhaitée depuis longtemps de part et d'autre, mais elle avait été rendue jusqu'ici impossible en raison des divergences concernant les modalités du rapprochement envisagé. Grosso modo, la Communauté, sans

du 1<sup>er</sup> juillet 1987. Bref, pour les producteurs français, et singulièrement bretons, très sensibles à la concurrence des voisins bénéficiaires et allemands, l'incertitude reste grande.

### Du beurre pour les veaux

Le lancinant problème des stocks agricoles continue à susciter des initiatives qui, pour être sans doute économiquement raisonnables, paraissent absurdes au commun des mortels. La Commission européenne s'apprête ainsi à proposer, ce mercredi 28 mai, de subventionner massivement l'utilisation du beurre stocké depuis plus de trente mois pour l'intégrer dans l'alimentation des veaux. Selon les experts, on

pourrait ainsi résorber 150 000 tonnes de vieux beurre par an, mais le coût — toutefois sensiblement inférieur à celui du stockage — serait de l'ordre de 300 millions d'ECU soit plus de 2 milliards de francs. Malgré les ventes subventionnées de beurre de stock pour la pâtisserie, pour la cuisine, malgré les ventes à prix réduit aux consommateurs, les quantités entassées dans les frigos de la Communauté dépassent toujours le million de tonnes. Certains commencent à oser le dire : la solution la moins coûteuse, mais ô combien scandaleuse, consisterait à détruire le beurre excédentaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

de travail avec le COMECON, l'organisation économique du camp soviétique, ont pu négocier la conclusion d'accord commerciaux entre elle et chacun des pays de l'Est.

L'URSS, au contraire, entendait que le COMECON, dont elle voulait ainsi renforcer le rôle, occupe une place principale dans ce rapprochement, au détriment des relations bilatérales. Sentant que Moscou était prêt à bouger, le Commissaire européen a récemment envoyé une lettre à M. Sytchov, le secrétaire général du COMECON, ainsi qu'à chacun des gouvernements de l'Est, où elle rappelait sa position, ainsi, bien sûr, que le désir de la Communauté d'améliorer rapidement les relations existantes.

A l'exception de la RDA, dont la situation est il vrai quelque peu particulière en raison de ses relations économiques super-préférentielles avec la RFA, tous les pays de l'Est ont répondu. Ils l'ont tous fait de manière positive, mais avec des formulations néanmoins différentes, une manière peut-être d'indiquer que le bloc soviétique n'est pas aussi monolithique qu'on le prétend à l'Ouest. La Roumanie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, se sont prononcées pour la conclusion d'accords bilatéraux de commerce et de coopération avec la CEE. L'URSS et la Bulgarie, quant à elles, ont mis l'accent sur la normalisation des relations diplomatiques.

PHILIPPE LEMAITRE.

## AFFAIRES

### ENTREPRISES

#### Informatique : Sperry accepte l'offre d'achat de Burroughs

Après plusieurs semaines de discussions, qui ont permis de faire monter les enchères, le conseil d'administration de Sperry a accepté, le mardi 27 mai, l'offre d'achat faite par Burroughs. Cette dernière avait porté le jour même son offre à 78,50 dollars par action, soit une transaction totale de près de 4,5 milliards de dollars.

La fusion qui résultera du rachat de Sperry par Burroughs, si elle est acceptée par leurs actionnaires respectifs et les autorités américaines, donnera naissance au deuxième groupe informatique américain, derrière IBM et devant Digital Equipment. Le chiffre d'affaires de Burroughs s'est élevé à 5 milliards de dollars en 1985 et celui de Sperry à 5,7 milliards, et leurs bénéfices respectifs à 248,2 et 298,7 millions de dollars. Leurs effectifs sont à peu près identiques (140 000 personnes à fin 1985).

L'association de Burroughs et de Sperry représentera un budget de recherche-développement de 700 millions de dollars par an, constituant ainsi une nouvelle « force de frappe » face aux Japonais, alors que la compétition devient de plus en plus âpre sur le marché américain. Burroughs a précisé qu'il envisageait de maintenir les familles d'ordinateurs des deux sociétés, leurs lignes de produits étant incompatibles.

#### Les États-Unis taxent les importations de certaines « puces » japonaises

La commission américaine du commerce international a décidé, le mardi 27 mai, d'imposer des taxes supplémentaires sur les importations de certaines puces électroniques, dites « puces » — ou semi-conducteurs — japonaises.

accusées d'être vendues à des prix de « dumping » sur le marché américain. Les « puces » de 84 kilobits, destinées à équiper des ordinateurs et du matériel de télécommunication, subiront des taxes allant de 11,8 % à 35,3 % selon les cas, correspondant à la différence estimée entre leur prix de vente aux États-Unis et les prix pratiqués au Japon.

Du fait de ces importations, jugées anormales, six fabricants américains ont dû cesser de produire ce type de semi-conducteurs, s'adressant à la commission, qui a été prononcée, par quatre voix contre deux, pour des sanctions. Deux autres plaintes de fabricants améri-

cains concernant d'autres modèles de semi-conducteurs sont actuellement examinées par l'administration américaine. Cette première sanction dans le secteur électronique intervient alors que les États-Unis et le Japon tentent de négocier un accord d'autolimitation des importations de pièces d'ordinateurs.

#### Féau et Hampton fusionnent leurs activités de transactions en France

Les groupes Féau (France) et Hampton (Grande-Bretagne), spécialistes du marché immobilier, fusionnent leurs activités de transactions sur le territoire français : ils créent deux sociétés de courtage, Féau-Hampton entreprise pour l'immobilier d'entreprise et Féau-Hampton résidences pour le logement. Le capital de ces deux sociétés appartiendra pour 88 % à Féau et pour 12 % à Hampton and Sons, filiale française du groupe Hampton. Chacune des deux sociétés devrait réaliser 25 millions de francs d'honoraires en 1986.

• Un TGV Sydney-Melbourne en projet. — Une étude de faisabilité sera réalisée au mois de juin, en Australie, pour savoir si une ligne de train à grande vitesse peut être construite entre Sydney, Canberra et Melbourne (863 kilomètres). Trois sociétés se sont portées candidates : l'entreprise japonaise de travaux publics Kumagai Gumi, la compagnie australienne de transports TNT et la société ICL. Le coût de cette ligne est estimé à 2,4 milliards de dollars US (1,6 milliards de francs). Selon Kumagai Gumi, la construction pourrait commencer en 1989 et

s'achever en 1995. Ce projet est à considérer avec prudence en raison de l'échec antérieur d'un projet japonais comparable de TGV en Californie. — (AFP).

• PRÉCISION. — L'INGE-TEF, association française des ingénieurs d'études techniques économiques et technico-financières était co-organisatrice du colloque sur « Le nouveau paysage pétrolier et énergétique » tenu le 21 mai à Paris dont nous avons rendu compte dans nos éditions du mardi 27 mai, dans un article intitulé « Vive le baril à 15 dollars ».

## La société d'ingénierie Serete licencie 154 personnes

Une entreprise en bonne santé peut-elle licencier ? C'est en tout cas ce que se propose de faire la société d'ingénierie Serete, qui négocie avec les syndicats les conditions d'un plan de licenciements concernant 154 personnes (sur 830 employés), soit environ 19 % des effectifs. Pourtant son chiffre d'affaires a presque doublé de 1984 à 1985 (de 330 millions à 540 millions de francs). Plus significative encore pour une société d'ingénierie, la facturation de services (qui exclut les fournitures dans les travaux clés en main) a progressé de 28 %, passant de 285 millions à 365 millions de francs. Le résultat d'exploitation de la société est positif de plus de 3 millions de francs, comme il l'a été pendant les années précédentes, pourtant les années noires de la profession.

Pourquoi donc licencier aujourd'hui, pour la première fois depuis 1977 ? La crise générale de l'ingénierie — loin d'être finie — explique en partie cette mesure : le secteur souffre de la lenteur de la construction immobilière due à des taux d'intérêts encore trop élevés, et surtout de l'effondrement du prix du pétrole brut, explique M. Kessler, PDG de Serete. Les entreprises pétrolières ont réduit leurs investissements, les crédits ont été épuisés. Total, qui a annoncé au début de la semaine une baisse de 25 % de son budget pour 1986. Bien que cette baisse doive moins affecter le raffinage que l'exploration, M. Kessler déplore déjà la détermination de deux contrats en 1986, soit une baisse de 10 % pour le carnet de commande de Serete.

Ces difficultés n'expliquent pas tout. L'activité « industrie lourde » de la société (ingénierie pétrolière et chimique) ne concerne qu'un quart du chiffre d'affaires total. Un deuxième quart est représenté par les bâtiments et les grands travaux (Tête de la Défense, Opéra de la Bastille). Un troisième quart est consacré à l'industrie manufacturière. Enfin, 20 % aux techniques avancées (bancs d'essai de moteurs cryogéniques d'Ariane 5, par exemple) et 5 % aux investissements strictement de production.

La raison est ailleurs. Elle réside aussi, admet la direction, dans les gains de productivité que Serete attend dans l'entreprise, en particulier dans les secteurs du génie civil et industriel (industrie lourde et BTP), seuls concernés par les licenciements.

Dans les autres divisions, il est au contraire prévu une quarantaine d'embauches supplémentaires. Car Serete décline une tendance lourde à l'automatisation et : « Nous avons le choix entre la subir ou l'anticiper ».

Mais l'entreprise reconnaît également qu'elle cherche à poursuivre un désengagement de l'ingénierie industrielle qui ne représente déjà plus que 50 % de son activité aujourd'hui, contre 60 % il y a seulement cinq ans.

En tout cas, les licenciements sont contestés par les syndicats, qui s'opposent aux modalités retenues, notamment à la proposition de la direction de dégrader l'accord d'entreprise, qui a trait — justement — au mode de calcul des indemnités dans un licenciement collectif.

Au plan industriel, les syndicats s'inquiètent également de la détermination de Serete à garder Assignat, une filiale spécialisée dans la conception assistée par ordinateur. Depuis son rachat en 1983, Assignat accumule les pertes pour lesquelles la maison mère a finalement dû constituer des provisions en 1985. Au point que la Serete s'est vue infliger un déficit comptable de 25 millions de francs (alors que ses résultats d'exploitation étaient positifs). M. Kessler a finalement reconnu les difficultés et engagé sa filiale dans un plan de restructuration qui comprend une dizaine de licenciements et une stratégie plus orientée vers les grands clients.

Assignat est aujourd'hui le seul exemple de la lenteur d'adaptation d'une entreprise qui se veut d'aujourd'hui toujours précédée les mutations. C'est d'ailleurs au nom du vieux principe : « Mieux vaut prévenir que guérir » que Serete entend licencier aujourd'hui. Mais appliquer « un plan de survie » à une entreprise jusqu'ici en bonne santé nécessite, de la part de la direction, des arguments solides, ainsi que la confiance des syndicats.

DOMINIK BAROUCHE.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAMPENON BERNARD

Le conseil d'administration de Campenon Bernard vient d'arrêter les comptes de la société ainsi que les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, qui s'est élevé à 6 980 MF hors taxes contre 6 532 MF en dépenses comparables pour l'exercice 1984, est en progression de 7 % sur celui de l'année précédente ; cette évolution provient essentiellement des deux secteurs du Bâtiment et des Travaux routiers, ceux des Travaux publics et de la Précontrainte ayant subi les conséquences de la déflation continue de leur marché tant en France qu'à l'étranger. La part globale de l'activité à l'étranger représente 27 % du total.

Le bénéfice consolidé marque une progression importante par rapport à celui de l'exercice précédent : 27,4 MF, dont 23,8 MF pour la part du Groupe (15,4 MF en 1984) dont 16,1 MF pour la part du Groupe, après 28,4 MF d'amortissements et de provisions. La capacité d'autofinancement consolidée s'est également améliorée : 281,3 MF contre 225,1 MF en 1984.

Pour la société mère, les difficultés de certaines filiales ont, cette année encore, fortement pesé sur le compte de résultat, et le bénéfice net ressort à 2,1 MF. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 30 juin 1986 de reporter à nouveau ce bénéfice.

La composition du carnet de commandes au 31 mars 1986, qui s'établit à 6,3 milliards environ contre un peu plus

de 6 milliards à la même date de l'année précédente, confirme l'évolution constatée en 1985 : réduction des activités de Travaux publics, bonne tenue de celles du domaine des Travaux routiers et progression sensible du secteur du Bâtiment.

A l'issue de l'assemblée ordinaire, les actionnaires auront à se prononcer sur une réorganisation purement interne du Groupe portant sur la finalisation de l'activité Travaux publics au sein d'une nouvelle filiale en non collectif, Campenon Bernard-BTP, et sur l'absorption par Campenon Bernard de ses deux filiales Via-France et PAR-EN-GE, après apport par chacune d'entre elles de son activité à une nouvelle filiale en non collectif conservant la même dénomination et le même objet social.

**B**  
BOTIN

#### Aquisition du Chasseur français

A la suite des accords entre Didot-Bottin et le groupe Idéocommunication concernant la gestion du Chasseur français, Didot-Bottin a racheté au groupe SOFIC/Idéocommunication la propriété entière de ce magazine.

## SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la SNVB s'est réunie le 21 mai 1986 sous la présidence de M. Bernard Yoncourt. Après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, elle a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1985.

Le bénéfice net ressort à 44 400 857 F en progression de 140 % sur 1984. Compte tenu du report à nouveau de 467 318 F, le bénéfice distribuable s'élève à 44 868 176 F.

L'assemblée générale a décidé, après avoir voté la réserve spéciale de plus-values à long terme à hauteur de 21 016 079 F, de voter la réserve statutaire de 6 000 000 F, de reporter à nouveau 1 442 577 F et de verser un dividende de 16 409 520 F.

Le conseil d'administration a pris par ailleurs connaissance du résultat d'exploitation du premier trimestre 1986, qui s'établit, après amortissement mais avant provisions, à 70 millions de francs contre 23 millions de francs pour la même période de 1985.

## RESULTATS 1<sup>er</sup> SEMESTRE

Le Conseil d'Administration réuni le 21 mai 1986 a arrêté les comptes provisoires du premier semestre de l'exercice, se terminant le 28 février 1986, comme suit :

#### ■ FNAC S.A.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 1 241 millions de francs (MF) contre 1 080 MF pour le premier semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 14,9 %.

Par lignes de produits, les progrès sont les suivants :

- Photo + 8,5 %
- Vidéo/Son + 11,9 %
- Disques + 19,8 %
- Livres + 24,1 %
- Sport + 13,5 %

La forte progression en livres est liée en partie à l'ouverture d'une librairie dans les nouveaux bâtiments de la Fnac Lyon. Quant au disque, la performance est due à la forte percée du compact disque auquel la Fnac a cru dès le début.

Le résultat d'entreprise (avant impôt sur les sociétés) Participation des salariés) s'élève à 21,6 MF contre 25,1 MF.

Cette baisse ne traduit pas une moindre performance mais l'effet de divers amortissements apportés à l'année précédente du 28/2/86, dans le cadre de la mise en œuvre des modes de détermination des résultats de clôture des deux semestres de l'exercice 85/86. En particulier, la mode de calcul de la provision pour congés payés a été aligné sur celui pratiqué en clôture d'exercice.

#### ■ GROUPE FNAC

Le chiffre d'affaires net s'est élevé à 1 839 MF contre 1 601 MF, soit une progression de 21,1 %.

Outre d'excellents résultats commerciaux enregistrés par les unités en activité au premier semestre 1986, cette progression inclut de nouvelles surfaces de ventes dont Orléans, Bordeaux et Rennes.

Les résultats avant impôt et participation s'élèvent à 41,1 MF contre 37,6 MF au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

La faible progression, relativement à l'augmentation de chiffre d'affaires, s'explique par les mêmes raisons que celles citées pour Fnac S.A.

Au niveau Groupe, les progrès des chiffres d'affaires par lignes de produits sont les suivants :

- Photo + 16,5 %
- Vidéo/Son + 17,3 %
- Disques + 24,4 %
- Livres + 25,5 %
- Sport + 13,5 %

Aucun changement de méthode n'a été apporté à la consolidation par rapport aux règles appliquées au 31/03/85.

Les actions en cours, tenues au point de vue commercial que structurel, devraient se traduire au 31 août 1986 par un net renforcement de la situation financière par rapport à l'exercice précédent.

**fnac**

## COMPTES CONSOLIDÉS 1985 les câbles de Lyon



Le conseil d'administration des Câbles de Lyon, réuni le 15 mai 1986, sous la présidence de M. Paul de Buyer, a arrêté les comptes consolidés du groupe Câbles de Lyon.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé pour l'exercice 1985 à 10,7 milliards de francs, dont 62 % réalisés à l'étranger, soit par des fabrications locales, soit par des exportations en provenance de France.

Les comptes font ressortir un résultat net consolidé de 203,2 millions de francs ; en part groupe, le résultat net a atteint 169,7 millions de francs, se comparant à 147,6 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une progression d'environ 15 %.

Les Câbles de Lyon, qui occupent le deuxième rang mondial dans leur spécialité, emploient 12 700 personnes réparties dans 50 établissements industriels, 26 en France et 24 à l'étranger.

**CIGÉ**



صكنا من الاجل

## ÉTRANGER

### La Grande-Bretagne, « pays des extrêmes »

(Suite de la première page.)

La part de l'industrie manufacturière - hors pétrole - dans le produit intérieur brut est tombée de 27 % en 1979 à 23 % en 1984. Un déclin qui s'est traduit par la perte de quelque 1,7 million d'emplois. Une photographie générale qui ne peut faire oublier un phénomène frappant : si des pans entiers de l'industrie ont disparu ou paraissent menacés pour longtemps - les taux de pénétration des produits étrangers atteignent 63 % pour les matériels de bureau, 137 % pour le matériel photographique et cinématographique - si la mécanique est en perte de vitesse, la chimie, l'électronique, l'aéronautique, le spatial ou l'agroalimentaire, les sociétés britanniques suscitent l'envie de leurs concurrents.

L'absence volontaire de « vision industrielle à long terme » du gouvernement étouffe, inquiète, irrite. Elle a laissé libre champ à ce mélange de pragmatisme et de recherche du profit immédiat qui pousse les Britanniques à investir souvent à l'étranger et à faire preuve, selon les termes d'un observateur étranger, de son véritable « génie de la finance, de la distribution et du marketing ».

L'emploi en Grande-Bretagne n'y a pas trouvé son compte, c'est le moins qu'on en puisse dire. Avec l'assainissement de l'économie, le gouvernement avait promis la multiplication des nouveaux postes. Les faits n'ont cessé de le démentir.

#### Déséquilibres

Face à l'augmentation du nombre des nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi, jeunes et femmes essentiellement, les services n'ont pas réussi à compenser la faiblesse de l'embauche dans l'industrie. Encore faut-il souligner que la majorité des nouveaux emplois, à temps partiel ou du fait de travailleurs indépendants, masquent une baisse continue des heures annuelles ouvrées. Les statistiques d'avril n'ont fait que confirmer une tendance persistante depuis six mois, celle d'une dégradation mensuelle de 14 000 emplois, qui a poussé à 3,2 millions - 4 millions selon les syndicats - le nombre officiel des chômeurs, soit 13,2 % de la population active.

Un défi politique de taille pour M<sup>re</sup> Thatcher, doublé d'un casse-tête régional dont le gouvernement se soucie apparemment moins. Le chômage atteint des pointes de 18,1 % dans le Nord, 16,5 % dans le pays de Galles, 15,7 % dans le Nord-Ouest, là où les industries traditionnelles déclinent n'ont pas trouvé de relève.

Ainsi que dans le Sud, où se concentrent la moitié des investissements et de la consommation, le pourcentage des sans-emploi tombe à moins de 10 %, ce qui n'est déjà guère satisfaisant. Et ce n'est pas un hasard si, en dehors de la Silicon Glen écossaise, où, à l'instar de la Silicon Valley californienne, ont fleuri de petites entreprises spécialisées dans la haute technologie, c'est dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de Londres que se sont créés des « couloirs de développement », le long de l'autoroute M4 vers la Cornouaille ou de la M1 vers Manchester.

Des déséquilibres dont la traduction commerciale a frappé les esprits. Depuis 1983, les échanges de produits manufacturés sont devenus déficitaires pour la première fois dans l'histoire industrielle de la Grande-Bretagne. La reprise des exportations, de 8 % en volume l'an dernier, n'y a rien fait : le déficit a encore atteint 3 milliards de livres. L'importance de ce phénomène a trouvé un éclairage nouveau avec la chute des cours du pétrole et la prise de conscience brutale que la manne de la mer du Nord pourrait diminuer plus rapidement que prévu. Quelles branches sont susceptibles de prendre la relève ?

Nul n'entend céder à un quelconque catastrophisme. « Jusqu'à 5 dollars le baril, les activités d'exploitation des

hydrocarbures ne se contracteront pas sensiblement dans la mer du Nord », estime un expert. D'autant que le gouvernement peut jouer sur la fiscalité s'il estime nécessaire d'offrir un ballon d'oxygène à un secteur dont l'infirmité réelle dépasse son poids statistique (5,8 % du PNB) : en tenant compte des délais de réponse de l'économie, les Britanniques devront compter avec un manque à gagner de 3,25 milliards de livres pour leur balance des comptes courants, et le Trésor sur 4,5 milliards de recettes en moins dès cette année.

Mais, quels que soient les scénarios imaginés par les économistes, nul ne voit les seuls services, aussi dynamiques soient-ils, parvenir à compenser ces pertes.

Il faudra que l'industrie non pétrolière trouve un nouveau souffle pour remplir l'espace laissé vacant par l'énergie », répètent à l'envi les analystes. Sans rêver d'un automatisme de vases communicants, le gouvernement compte dans un premier temps sur les effets bénéfiques de la chute des cours du pétrole - ils existent même pour ce pays exportateur - pour sauvegarder une croissance fort honorable de 3 % en 1986, grâce à une nette reprise des investissements, une consommation interne soutenue et une demande extérieure dopée elle-même par le moindre coût de l'énergie. Faut-il rappeler que 49 % des exportations britanniques sont concentrées sur la Communauté européenne à douze ?

Pour y parvenir, l'équipe gouvernementale entend poursuivre tranquillement son actuelle politique : une monnaie stable, après la baisse moyenne de 13 % enregistrée entre novembre 1985 et mars 1986 vis-à-vis des monnaies européennes ; des taux d'intérêt maintenus en conséquence à des niveaux élevés, même si persiste l'espoir d'une détente facilitée par l'évolution internationale ; le contrôle sévère des dépenses publiques pour réduire à 1,75 % du produit national brut, soit 7 milliards de livres, un déficit qui avait atteint 2 % du PNB l'an dernier.

#### Les limites d'une thérapeutique

Un souci de rigueur partagé par la Banque d'Angleterre s'il s'agit d'« en finir une bonne fois » avec l'inflation. Car, en ce domaine, les indices sont trompeurs. « Nous nous félicitons d'un rythme annuel inflationniste ramené à 3 % en avril. Mais l'horizon qu'est le prix du pétrole ne jouera qu'une fois et nous risquons de retrouver avant longtemps nos vieux démons, à savoir une faible compétitivité due en partie à une dérive des salaires dont la poussée ne décroche pas de 7 % à 8 %. Favorisée par une baisse des prix des matières premières, l'industrie est handicapée par des coûts salariaux par unité produite dont l'augmentation

moyenne annuelle a atteint 8,3 % durant le premier trimestre 1986, contre 1 % en France et... 0 % en RFA et au Japon.

La faute ne saurait en être imputée aux seuls excès des revendications syndicales. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est telle qu'on assiste à une surévaluation salariale entre entreprises dont on ne sortira pas « par des anathèmes politiques ». Il convient de mettre en œuvre une réforme de l'éducation et une panoplie de mesures sur la formation professionnelle et le recyclage, dont l'urgence obèse désormais tous les États-majors, reconnaît M. Andrew Britton, directeur de l'Institut national de recherche économique et sociale.

#### Apport des « invisibles »

Pour boncler l'année financière, la Grande-Bretagne peut compter sur une nouvelle poussée du tourisme, des secteurs toujours aussi porteurs que l'assurance et la banque, les dividendes d'actifs à l'étranger, qui, fin 1985, représentaient 90 milliards de livres. Cet apport essentiel des « invisibles » ne permettra sans doute pas au pays de terminer 1986, comme l'espère encore le Trésor, sur un excédent de 3,5 milliards de livres de sa balance des paiements.

Les prévisions évoluent entre un soldé légèrement excédentaire ou modérément déficitaire. Mais, plus que ces hypothèses, soumises comme toujours à une sensible marge d'erreur, la question posée par nombre d'économistes est simple : après avoir contribué à stabiliser l'économie, la thérapeutique

de M<sup>re</sup> Thatcher n'a-t-elle pas trouvé d'inquiétantes limites ?

Ses alliés d'hier eux-mêmes ne l'excluent pas et rejoignent parfois ses adversaires de toujours pour envisager une approche où se conjuguent un soupçon de dépréciation de la livre, une bonne dose de baisse des taux d'intérêt, la fin de l'offensive ouverte et systématique contre des syndicats dont le soutien est essentiel à la reconquête de la compétitivité.

D'aucuns, dans l'opposition, prouvent l'affinement de vieilles recettes, la mise en place de programmes soigneusement choisis de financement de travaux d'infrastructure ou d'amélioration de services publics dont la dégradation commence à indisposer sérieusement l'opinion publique. D'autres, dans l'actuelle majorité, plaident pour une définition de l'« occupation » plus large que celle, jugée trop rigide, de l'« emploi salarié ».

Mais, tout en reconnaissant qu'il n'existe aucun remède miracle, nombreux sont ceux qui avouent, dans un soupir : « Nous sommes allés trop loin, trop longtemps ». Il est significatif d'entendre un conservateur déclarer sèchement que si la désinflation menaçait vraiment de tourner à la déflation, il serait « toujours temps de se rappeler les leçons de Keynes : sur des bases nettement plus saines car beaucoup moins inflationnistes que par le passé ».

Dans un pays engagé dans une difficile période de transition, une telle éventualité ne provoque pas la crainte d'un retour aux vieux errements du « stop and go », mais l'espoir d'une nouvelle voie pour la croissance.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### La tentation du SME

« Les temps ne sont pas mûrs pour une adhésion au système monétaire européen. » Voilà sept ans que cette petite phrase conclut, jusqu'à la décision, toute discussion sur l'entrée de la livre dans le mécanisme de change créé en mars 1979 par le CEE.

Si la « petite musique » reste, le ton a pourtant fondamentalement changé. Au fil des années, et surtout des succès, enregistrés par un système où les ajustements de parité se font désormais en douceur, créent une zone de stabilité enviable dans un monde incertain, les principaux zélateurs du SME ont fait recette. Après la City, puis la Banque d'Angleterre, le Trésor lui-même semble aujourd'hui convaincu que « les arguments techniques » contre une telle adhésion à part entière sont largement dépassés.

Après avoir fait leur part du chemin dans la lutte contre l'inflation et avoir vu le sterling trouver des niveaux plus compétitifs, à l'égard du mark notamment, les experts gouvernementaux hésitent à utiliser les ultimes raisons qui leur faisaient jusqu'à présent repousser une telle hypothèse : la statut de la livre sterling et la faiblesse des réserves en devises de la Banque d'Angleterre.

A la satisfaction mêlée de surprise de certains, la monnaie britannique a passé sans dommage majeure le plus rude de la crise pétrolière des derniers mois. Quant à la contrainte représentée par le versement obligatoire de 20 % des réserves de l'institut d'émission au fonds d'intervention du SME, elle serait largement compensée par le recours possible au pool de devises constitué par les pays membres du SME.

#### « Sans enthousiasme »

Certains doutes demeurent sur la coexistence entre des pays ouvertement libéraux et d'autres où le contrôle des changes demeure. « Maintenant que la France s'engage à son tour sur la bonne voie, tous les espoirs sont permis », reconnaît, un rien ironique, un banquier. Et, dans une nation où l'importance d'une discipline économique, même imposée de l'extérieur, est ouvertement reconnue, l'attrait du SME l'emporte nettement sur la répulsion. « Sans enthousiasme », précise le directeur du National Institute for Economic and Social Research, M. Andrew Britton, pour reconnaître que cela « simplifierait la vie » britannique en limitant la volatilité excessive de la monnaie.

Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, lui-même, a récemment fait une apologie discrète mais très remarquée du SME devant l'association Lombard, en reconnaissant l'atout d'une adhésion pour le sauvetage de la politique monétaire de la Grande-Bretagne.

Reste à faire sauter le bûche politique. Un hutoir de taille puisqu'il s'agit de M<sup>re</sup> Margaret Thatcher. Ses adversaires lui reprochent une vision insulaire et à courte vue de l'Europe, émissif qu'un entêtement à sauvegarder la parcellaire de souveraineté nationale. Une attitude jugée « émotionnelle », un paradoxe pour un chef de gouvernement peu suspect d'états d'âme. Ses alliés reconnaissent, pour leur part, que, dans une période politique délicate, ouvrir un nouveau front à la politique serait dangereux.

Outre certaines réticences tenaces au sein même du Parti conservateur, les travaillistes voient toujours, dans le SME, une menace, celle d'une mainmise de la Bundesbank sur la politique économique britannique. Lucides, les observateurs se donnent rendez-vous pour le lendemain des prochaines élections. Avec agacement ou intérêt, mais avec une certitude : la Grande-Bretagne ne pourra indéfiniment s'exclure de l'espace monétaire européen.

### UNE PROPOSITION DU COMMISSAIRE EUROPÉEN À LA CONCURRENCE

#### Une loi antitrust à l'échelle des Douze

Présent à Paris, le 26 mai, pour rencontrer M<sup>re</sup> Balducci et M<sup>re</sup> M. P. Sutherland, commissaire européen chargé de la concurrence, souhaite convaincre, les ministres d'accepter l'élaboration d'une loi antitrust au niveau communautaire. Une proposition de la Commission européenne a été arrêtée dès 1973 mais sans pouvoir être adoptée, depuis, par le conseil des ministres. « Le moment est venu d'en repenser », a estimé M. Sutherland. Les contacts pris dans les autres capitales européennes lui semblent positifs.

« Les articles 85 et 86 du traité de Rome ne sont pas satisfaisants », a précisé le commissaire, qui souhaite qu'un contrôle communautaire intervienne lors des fusions de deux sociétés de pays différents en tenant compte de la compétition internationale. Ce contrôle ne devrait pas interférer avec celui exercé par chacun des États sur les fusions purement nationales. La proposition de M. Sutherland pourrait être examinée le 16 juin lors de la réunion des ministres des finances des Douze.

Cet instrument communautaire viendrait compléter, notamment la

panoplie actuellement à la disposition de la Commission européenne pour veiller à la concurrence : la procédure anti-cartel (que M. Sutherland utilise « avec fermeté » comme les amendes récentes à certains groupes chimiques le démontrent) et la surveillance des aides d'État « qui ne doivent pas fausser la compétition ».

À propos des aides publiques à l'industrie, M. Sutherland estime utile de clarifier les procédures utilisées dans les secteurs des poids lourds et des automobiles. Il a provoqué des réunions de constructeurs européens pour tenter de définir une politique coordonnée face aux surcapacités de production.

Les crédits accordés par Paris, par le biais du FIM (Fonds industriel de modernisation), méritent en particulier des explications. M. Sutherland se plaint de ne pas les avoir reçus du ministère français de l'Industrie et du Commerce. « Face à ces informations, nous serons contraints de mettre un veto sur ces crédits ».

E.L.B.

# EUROPE: ENCORE PLUS DE CONFORT



## MY GOD!

Air France innove en Europe. Vers Londres, comme vers ses 58 destinations européennes. Air France met tout en œuvre pour améliorer le confort de ses passagers.

En vol, la Classe Économique est équipée de nouveaux fauteuils plus spacieux. Des boissons y sont servies gratuitement. Et vers Londres, un repas est désormais servi selon les horaires.

À l'aéroport Heathrow, les circuits d'embarquement et de débarquement sont raccourcis. Le nombre de comptoirs d'enregistrement est doublé.

Autant de preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse, pour mieux satisfaire ses passagers.

**AIR FRANCE INNOVE EN EUROPE**







صكنا من الاجل

# Le Monde

DEVANT LES ASSISES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

## Le procès de Pierre Baldes meurtrier pour le GAL

De notre envoyé spécial

Pau. — Pour la première fois depuis son apparition, en décembre 1983, le GAL, auteur à ce jour de vingt-trois assassinats sur la côte basque, sera au centre des débats devant la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques. Pierre Baldes, trente-cinq ans, est accusé du meurtre d'un jeune étudiant bayonnais et de tentatives d'assassinat sur la personne de trois autres jeunes gens, lors d'un attentat survenu le 29 mars 1985 dans le Café des Pyrénées, à Bayonne.

Ce soir-là, vers 20 h 30, un homme en cagoule et armé d'un pistolet automatique de fort calibre pénétra dans le bar, où se trouvaient de nombreux étudiants. Il ouvrit alors le feu à six reprises sur un groupe de consommateurs. Bruno Pecastaing, vingt et un ans, s'écroula, atteint de deux balles de 11,43; Jean-Marc Mutio, vingt-quatre ans, avait la mâchoire fracturée par un projectile; et Jean-Jacques Hum, vingt-cinq ans, était blessé au bras et à la cuisse, tandis que Pedro Pica-bea, trente ans, réfugié basque — sans doute le cible du tueur, — était touché au foie et au bras.

Le tiré prenait ensuite la fuite à travers les petites rues du vieux quartier de Bayonne, poursuivi par

plusieurs passants sur lesquels il tentait de faire feu à plusieurs reprises. Arrivé sur les quais de la Nive, il se débarrassa de son insupportable et de son pistolet qu'il jeta dans la rivière avant d'être cerné et livré à la police.

Tant devant les enquêteurs que dans le bureau du juge d'instruction, Pierre Baldes a toujours nié être l'auteur des coups de feu. « Je me prénommait dans Bayonne à la recherche d'un ami, lorsque j'ai vu des individus courir vers moi: j'ai pris peur et je me suis enfui. » S'il reconnaît être le propriétaire de l'imperméable découvert sur le parcours de la fuite, il rejette, en revanche, la possession des deux armes retrouvées, l'une dans la rivière (et qui a servi à l'attentat) et l'autre de calibre 9 mm à proximité de l'endroit de son arrestation.

Un témoignage accablant Pierre Baldes: une jeune femme l'a reconnu sur une série de photos présentées par la police comme étant l'homme qu'elle a vu avant les faits, enfiler une cagoule. La perquisition à son domicile de Tarbes a permis la découverte de plusieurs fusils et de deux billes de train Bayonne-Irun composés la veille de l'attentat, voyage qui, selon les enquêteurs, aurait eu pour objectif de prendre livraison des pistolets.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LES JURIDICTIONS

## Politisation chez les magistrats

Baisse de l'influence de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), progression du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), percée de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Tels sont les résultats des élections professionnelles qui ont eu lieu par correspondance du 12 au 21 mai et qui confirment la politisation de la magistrature.

Ainsi éliminées, les principales tendances de ces élections doivent immédiatement être corrigées: lors du dernier scrutin, en 1983, l'APM, créée deux ans auparavant, ne présentait pas officiellement de liste. Il est logique que son implantation se soit faite au détriment de l'organisation politiquement la plus proche, l'USM.

Les résultats, tels qu'ils ont été rendus publics mardi 27 mai, sont, en pourcentage des suffrages exprimés, les suivants:

• **Cours d'appel.** USM: 56,16 % (-12,03 % par rapport à 1983); SM: 26,8 % (+4,73 %); APM: 12,93 %; divers: 4,09 % (-5,65 %).

• **Tribunaux.** USM: 48,88 % (-14,18 %); SM: 32,27 % (+1,49 %); APM: 15,03 %; divers: 3,81 % (-2,35 %).

La participation a été élevée: 80,84 % de votants dans les cours d'appel et 81,69 % dans les tribunaux.

Ces résultats satisfont les trois organisations. L'USM se félicite par la voix de son secrétaire général, M. Michel Joubert, de demeurer « l'organisation la plus représentative » et se réjouit du « plafonnement des organisations minoritaires qui ont voulu politiser ces élections professionnelles comme des élections législatives ». Le SM parle lui aussi de « succès ». Son secrétaire général, M. Jean-Paul Jean, estime que ce scrutin « confirme la représentativité » de son organisation et constate avec satisfaction qu'« un magistrat sur trois » se reconnaît en elle. Le secrétaire général de l'APM, M. Alain Terrail, évoque la « bonne percée » de son association et estime que les idées qu'elle défend « ont pénétré le monde de la magistrature ».

L'APM a notamment réussi son implantation dans le ressort géographique des cours de Paris, Douai et Amiens. Le SM accuse des faiblesses à Paris mais pas à la chancellerie, où il frôle la majorité absolue (1). Il y recueille 97 des suffrages exprimés, contre 68 à l'USM, et 30 à l'APM. Le SM réalise également d'excellents scores dans la vallée du Rhône. L'implantation de l'USM est, par comparaison avec ses deux rivaux, plus uniforme.

La leçon de ce scrutin, c'est que le constat du garde des sceaux, lors de sa première conférence de presse, le 28 avril — la magistrature est « morcelée en clans »; elle est le champ d'affrontements idéologiques — se vérifie. Jusqu'à la création du SM en 1968, une seule association, l'Union fédérale des magistrats, ancrée de l'USM, regroupait dans un unanimisme de bon aloi tous les magistrats syndiqués. La magistrature est devenue aujourd'hui de deux ailes, nettement marquées politiquement, dans lesquelles se reconnaît globalement un magistrat sur deux.

B. L. G.

Ancien administrateur de l'institut du monde arabe

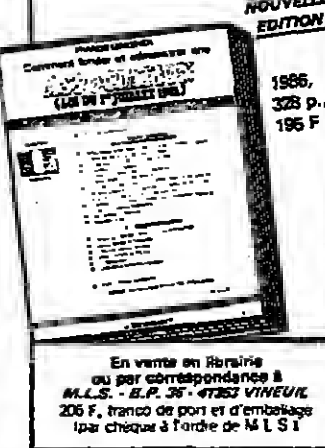
## M. PHILIPPE ARDANT GAGNE SON PROCÈS CONTRE L'ÉTAT

Le tribunal administratif de Paris a rendu, vendredi 23 mai, une décision annulant la révocation en juillet 1985 de M. Philippe Ardant, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris-II, de ses fonctions d'administrateur de l'institut du monde arabe (IMA).

Le 11 juillet 1985, M. Ardant avait été prié de démissionner de son poste par M. Roland Dumas, le ministre des relations extérieures, qui lui avait indiqué par lettre que le gouvernement français « lui retirait sa confiance et son mandat d'administrateur de l'IMA ». M. Ardant avait refusé de se plier à cette injonction, mais avait dû quitter ses fonctions après avoir été mis en minorité au sein du conseil d'administration de l'IMA. Il avait été aussitôt remplacé à la tête de l'institut par M. Guidoni, ancien ambassadeur de France en Espagne. M. Ardant avait, pour sa part, introduit un recours contre le gouvernement français devant le tribunal administratif de Paris.

Il est peu probable que la décision du tribunal, dont les attendus n'ont pas encore été rendus publics, modifie en quoi que ce soit le statut de M. Guidoni, dont le mandat vient à expiration en novembre.

ENCYCLOPÉDIE DELMAS POUR LA VIE DES AFFAIRES



POURQUOI PAYER PLUS CHER ?

## STEPHANE MEN'S

DISCOUNT DE LUXE - DUTY-FREE VOUS PROPOSE LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN « SIGNÉ » DES GRANDS COUTURIERS

A DES PRIX É-TONNANTS !

OUVERT T.L.J. SAUF DIMANCHE DE 12 H À 19 H 30

5, RUE WASHINGTON, M<sup>e</sup> et Parking George V

130, BO SAINT-GERMAIN, M<sup>e</sup> et Parking Odéon



Je vous le garantis

RECOMMANDÉ PAR « GAULT & MILLAU » « PARIS PAS CHER »

AGRÉÉ PAR LE GUIDE DU CORPS DIPLOMATIQUE

Sur le vif

## A hue et à dia

C'est quand même insensé ! Je ne peux pas m'abstenir trois jours sans retrouver tout sens dessus dessous chez moi. Hier, dans l'avion du retour, je fus l'objet de la curiosité de tous les passagers. Je me suis senti comme un étranger dans mon propre pays. Je me suis senti comme un étranger dans mon propre pays. Je me suis senti comme un étranger dans mon propre pays.

laisse filer. D'accord, il n'était pas facile à rattraper. Et qui en avait ? Deux gamines. Allez, c'est au point, au dépôt, à la Conciergerie. Prévenir les parents ? Et puis, quoi encore ?

Même dans les sectes, les insoumis pleurent du comme grès. Les coces se traitent de « pécés socialistes ». Et les socialistes, Jospin en tête, mettent le paquet: mon-jacquet et ses co-jeans, tous des guichetiers. Pas des commerçants, attention, faut pas venir les gens.

Et Messmer: le président de la République, il parle trop. Il parle à tort et à travers. Faut le censurer. Vous voulez que je vous prête mes ciseaux ? Bon, allez, c'est un peu tard. Mon Mimi a fait, ce matin, les gros titres du *Journal du Peuple*: les élections, c'est peut-être pour demain.

Moi, ça me plaît bien. Rien de tel qu'une bonne bataille électorale pour vendre du papier. Pas du papier ministre, ni des papiers à vue, non, du papier journal.

CLAUDE SARRAUTE.

## Dix chercheurs lancent un « appel solennel » au gouvernement

Les économistes sur les budgets de la recherche risquent de briser l'illusion qui avait été créée au cours de la France à un bon niveau international, estimant dans un « appel solennel » au gouvernement des scientifiques de renom (1).

« Les prétendues économies réalisées sont fallacieuses », soulignent ces chercheurs, car elles reposent bien moins que les retombées des investissements déjà réalisés. (...) Elles risquent aussi d'être dérisoires: un renouvellement satisfaisant des cadres de la recherche coûte en effet moins de deux francs par Français et par an ».

Une somme minime qui permettrait pourtant de réajuster les corps des chercheurs, ingénieurs et techniciens et de rétablir « l'équilibre démographique ». D'autant que l'effort serait de courte durée. Dans l'hypothèse la plus pessimiste cet équilibre sera atteint avant 2003 pour le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) par exemple et selon toute vraisemblance (si la mobilité double en dix ans), quatre à cinq ans suffiront. Il n'est pas question d'envisager une croissance indéfinie des organismes de recherche mais, comme l'explique M. Claude Kordon, de « prévenir aujourd'hui des postes à créer qui nous les rendent ».

Les signataires de l'appel ont analysé 37 millions de citations d'articles scientifiques, dont 1,5 millions concernent les résultats français. Ils ont pour la première fois étudié la « production » de la recherche française (nombre de publications faisant état de résultats originaux), son « indice d'écoulement » (nombre de cita-

tions de ces résultats dans la presse scientifique mondiale) et sa « productivité » (rapport du nombre de résultats « consommés », donc cités, au nombre de résultats « produits »). Leurs conclusions montrent, notamment, qu'entre 1974 et 1982, la productivité de la recherche française a progressé à un rythme supérieur à celui de celle de la recherche mondiale (36 % contre 16 %). Preuve que la France compte ainsi peu à peu son retard sur les pays les plus avancés en ce domaine.

Quant aux échanges avec l'industrie, ils s'améliorent. Tous les indicateurs sont en hausse, quoiqu'il s'agisse du nombre de brevets (qui a doublé pendant cette période) ou de contrats signés entre des laboratoires et des entreprises (qui a plus que triplé).

Les scientifiques remarquent que la productivité de la recherche française a plus fortement augmenté entre 1974 et 1978 qu'entre 1978 et 1982. Ils voient là un effet des options prises à la fin des années 1970, lorsque la recherche avait le vent en poupe: car, remarquent-ils, il faut six à sept ans pour qu'un effort financier se traduise dans les faits.

ELISABETH GORDON.

## Vous achetez la machine à écrire ?



Duriez vous offre l'ordinateur !

CHEZ DURIEZ, POUR le prix d'une machine à écrire, (de 5.890 F à 15.000 F), vous avez tout en un seul ! 1. Une machine à écrire; 2. Un robot pour traitement de texte (mettre en forme agréable et facile à lire); 3. Un ordinateur à écran.

On avait déjà classé Duriez spécialiste N° 1 de l'écriture personnelle depuis la machine à écrire/poche jusqu'à la compacte perfectionnée. Il met aujourd'hui le traitement de texte à la portée de vous et moi. Vous choisissez de

plus simple ou plus performant, sur mesure ou multi-usages.

N'étant pas lié à une marque particulière, Duriez peut choisir, adapter et assembler les meilleurs éléments (écran, micro, imprimante, souris, crayon optique...), suivant vos besoins ou besoins en frappe. Vous y gagnez.

Et Duriez vous offre une demi-journée de stage (facultative) pour les principaux modèles. Et en plus Duriez vend à prix réduit.

Voilà Duriez, au 112/132, Bd St Germain, de (M<sup>e</sup> Odéon) du mardi au samedi.

STAGES INTENSIFS PREPA LANGUES Angleterre/Allemagne Été: 60 h de cours + 12 h de travaux dirigés. En famille ou en collège

Documentation sur demande VOYAGE FORMATION 36, boulevard des Capucines 75002 PARIS. T. 42 61 53 35

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

lampadaires halogènes "500 watts avec variateur" 595 F

12, rue des Halles 75001 Paris. tél. (1) 42 33 38 04

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 28 MAI

Indicateur de séance (%): - 0,45

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Amor	395 20	405	398
Agropar Hovis	1800	1810	1812
Air Liquide (L)	720	733	715
Alcatel	480	482	482
Banque Paribas	1180	1190	1140
Bouygues	1840	1838	1800
Bouygues	1061	1086	1080
B.S.N.	3500	3590	3500
Canal+ (L)	3410	3415	3380
Chargem S.A.	1078	1080	1085
Club Méditerranée	487	487	485
Dumas	1289	1340	1280
E.B. Agence	289	281	289
Enel	2460	2480	2460
Elf-Aquitaine	1260	1310	1260
L. Vautier S.A.	1080	1080	1030
Michelin	2700	2790	2895
Midi (L)	5880	5880	5880
Mob-Hervey	2255	2275	2250
Norve, Mitter	1011	1020	985
Oréal (L)	3300	3380	3310
Paroissiale	1005	1005	955
Pengard S.A.	825	830	810
Sanofi	705	710	710
Saurer Parier	880	878	873
Télécom	3180	3220	3180
Thomson-C.S.F.	1200	1200	1180
Toutat-C.F.P.	356	360	361 50
T.T.T.	2830	2840	2825
Veolia	461	461	462

Le numéro du « Monde » daté 28 mai 1986 a été tiré à 491 818 exemplaires

A B C D E F G H